

8

1-F

37

6

22¹⁴A

25

SELIGER

MAHALL

VICTORIO

EMANUELE



XV.14.6.
A.2.

8.-1.F.37





ACTES
ET
MEMOIRES
DES
NEGOTIATIONS
DE LA
P. A I X
DE N I M E G U E.

Troisième Edition, revue, corrigée & augmentée.

TOME SECOND.



A LA HAYE,
Chez ADRIAN MOETJENS, Marchand
Libraire près la Cour, à la Librairie Française.

M. DC. XCVII.

Figure 1. The effect of the initial concentration of the monomer on the polymerization of *l*-lysine. The polymerization was carried out at 40°C for 24 h in the presence of 0.05 M NaOH and 0.05 M NaCl. The initial concentration of the monomer was 0.05 M. The initial concentration of the monomer was 0.05 M. The initial concentration of the monomer was 0.05 M.

Figure 1. The effect of the concentration of the solution on the rate of the reaction.

^a Values are means ± SD.

Figure 1. The effect of the concentration of the *Agrobacterium* suspension on the transformation efficiency of *Agrobacterium* strains.

1945

[illegible]

Figure 1. The effect of the concentration of the *Agrobacterium* suspension on the transformation efficiency of *Agrobacterium* strains. The concentration of the *Agrobacterium* suspension was 10⁶ cells/ml (○), 10⁷ cells/ml (□), 10⁸ cells/ml (△), and 10⁹ cells/ml (◇). The error bars represent the standard deviation of three independent experiments.

T A B L E

DES MATIERES

Suivant l'ordre & le rang qu'elles
ont dans ce

TOME SECOND.

- P**roposition de l'Empereur, touchant la Couronne
de France, & la Couronne de Suede, si l'on
change ce qui se doit changer, du 3 Mars 1677, 3
Proposition d'Espagne pour la Paix à faire avec la
France, du 3 Mars 1677. 7
Propositions d'Espagne pour la Paix à faire avec la
Suede, du 3 Mars 1677. 10
Propositions du Roi de Danemarck contre la France, du
3 Mars 1677. 13
Propositions des Danois, présentées à MM. les Me-
diateurs, le troisieme de Mars, & aux Ambassadeurs
de Suede le même jour. 19
Propositions à Messieurs les Mediateurs, par les
Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires
de Messieurs les Etats Generaux des Provinces
Unies, pour parvenir à un Traité de Paix avec le
Roi de France, du 3 Mars 1677. 24
Proposition des Provinces Unies des Pays-Bas, concer-
nant la Couronne de Suede, du 3 Mars 1677. 27
Proposition des Ambassadeurs Plenipotentiaires de la
Serenité Electorale de Brandebourg, à l'égard de la
Couronne de France, du 3 Mars 1677. 30
Proposition de l'Electeur de Brandebourg, à l'égard de
la Couronne de Suede. du 21 Fevrier 1677. 33
Propositions faites à MM. les Mediateurs, par les Am-
bassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de
France, pour parvenir à un Traité de Paix avec
l'Empereur, & avec les Princes d'Allemagne ses Al-
liés du 3 Mars 1677. 35
Proposition de la part de la Sacrée Royale Majesté de
Suede pour le rétablissement de la Paix, avec Sa Ma-
jesté

T A B L E.

jesté Imp. & l'Empire d'Allemagne, faite & représentée aux tres-Illustres & tres-Excellens Ambassadeurs Mediateurs, par les Plenipotentiaires de sadite Royale Majesté du 21 Fevrier 1677. 39

Propositions faites à MM. les Mediateurs, par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, pour parvenir à un Traité de Paix avec le Roi Catholique du 21 Fevrier 1677. 41

Proposition de la part de S. S. R. M. de Suede, pour le rétablissement de la Paix, avec S. S. R. M. d'Espagne, représentée & recommandée aux tres-Illustres & tres-Excellens Seigneurs, MM. les Ambassadeurs de la Mediation, par les Ambassadeurs Plenipotentiaires de sadite R. Maj. du 21 Fevrier 1677. 44

Propositions faites à MM. les Mediateurs, par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, pour parvenir à un Traité de Paix avec le Roi de Dannemarc du 3 Mars 1677. 45

Proposition de S. S. R. M. de Suede, pour le rétablissement de la Paix, avec S. S. R. M. de Dannemarc, représentée & recommandée aux tres-Illustres & tres-Excellens Seigneurs MM. les Ambassadeurs de la Mediation, par les Ambassadeurs Plenipotentiaires de Sa R. M. susdite du 21 Fevrier 1677. 48

Propositions faites à Messieurs les Mediateurs, par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, pour parvenir à un Traité de Paix, avec Messieurs les Etats des Provinces Unies du 3 Mars 1677. 51

Proposition de la part de Sa Sacrée Royale Majesté de Suede, pour le rétablissement de la Paix, avec Messieurs les tres-Hauts & tres-Puissans Etats Generaux des Provinces Unies, représentée avec recommandation, aux tres-Illustres & tres-Excellens Ambassadeurs Mediateurs, par les Ambassadeurs Plenipotentiaires de sa susdite, Sacrée Royale Majesté du 21 Fevrier 1677. 54

Propositions faites à Messieurs les Mediateurs, par les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de France pour parvenir à un Traité de Paix avec l'Electeur de Brandebourg du 3 Mars 1677. 56

Proposition de la part de Sa Sacrée Royale Majesté Suedoise pour le rétablissement de la Paix avec Sa Serenité Electorale de Brandebourg, représentée & recommandée aux tres-Illustres & tres-Excellens Am-

Am-

T A B L E.

Ambassadeurs Mediateurs , par les Ambassadeurs Plenipotentiaires de Sa Royale Majesté susmention- née du 21 Fevrier 1677.	59
Relation des trois Secretaires qui ont été envoyés aux Mediateurs d'Angleterre, pour leur présenter les Pro- positions de MM. les Alliés.	62
Lettre de M. D. Pedro Ronquillo , à MM. les Media- teurs d'Angleterre, du 3 Mars 1677. en envoyant ses Propositions pour la Paix avec la France.	64
Lettre de S. A. S. le Duc de Lorraine, à MM. les Am- bass. Mediateurs d'Angleterre, en envoyant ses pre- mieres Propositions du 19 Fevrier 1677.	65
Lettre de S. A. S. le Duc de Lorraine à M. le Comte de Kinski Ambassadeur de S. M. I. en envoyant ses premieres Propositions, du 19 Fevrier 1677.	66
Lettre de S. A. S. le Duc de Lorraine à M. D. Pedro de Ronquillo Ambassadeur d'Espagne, du 19 Fe- vrier 1677.	67
Lettre de Son Altesse Serenissime le Duc de Lorraine, à Messieurs les Ambassadeurs de Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, du 19 Fevrier 1677.	68
Proposition de S. A. S. le Duc de Lorraine, laquelle fut délivrée par Messieurs les Ambassadeurs Media- teurs d'Angleterre, à MM. les Ambassadeurs de France, après l'acceptation du Pleinpouvoir de M. le President Canon du 19 Fevrier 1677.	69
Lettre de Son Altesse Sereniss. le Duc de Lorraine, à Messieurs les Ambassadeurs du Roi de Dannemarc, du 5 Mai 1677.	71
Lettre de M. l'Evêque d'Osnabrug Duc de Bronsvic & de Lunebourg, à M. Gustave Daniel Smidt, Con- seiller & Resident à la Haye du 17 Mai 1677.	73
Les Pretentions de l'Evêque d'Osnabrug.	75
Les Pretentions des Ducs de Zell & de Wolfenbutel.	79
Certificat du Secretaire des Ambassadeurs Mediateurs. du 14 Mai 1677.	81
Memoire que Son Altesse Sereniss. le Duc d'Hanno- ver, a fait presenter aux Mediateurs d'Angleterre par son Ministre à la Haye du 27 Mai 1677.	82
Pretentions du Duc de Calenberg du 27 Mai 1677.	86
Lettre du Roi de France au Roi d'Angleterre en of- frant une Trêve du 23 Avril 1677.	88
Réponse du tres-Auguste & tres-Invincible Empe- reur, représentée pour les Traités de Paix par ses Am-	

T A B L E.

Ambassadeurs Plenipotentiaires , à MM. les Médiateurs de la R. M. de la G. B. à la Proposition de Paix , faite le 3 Mars dernier de la part de la France.	
Réponse des Amb. Extraord. & Plenip. du tres-Auguste & Invincible Empereur , pour les Traités de la Paix , représentée à MM. les Ambassad. Extraord. & Mediateurs de S. R. M. de la G. B. à la Proposition de Paix , faite le 3 Mars dernier de la part de la Suede.	95
Réponse du Roi d'Espagne sur les Propositions de la France , présentées le 3 Mars 1677.	103
Réponse de l'Espagne aux Propositions de Suede , présentées le 3 Mars 1677.	109
Réponse de l'Ambassadeur Ext. & Plenip. du Serenissime & tres-Puissant Roi de Dannemarc , Norvegue , &c. aux Propositions présentées de la part de la France du 3 Mai 1677.	112
Réponse des Ambassadeurs du Serenissime Roi de Dannemarc , aux Propositions de la Suede du 3 Mai 1677.	115
Réponse des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenip. du Serenissime Electeur de Brandeb. aux Propositions de MM. les Ambassadeurs Ext. & Plenip. de France , aux fins du Traité de Paix avec S. S. E. du 3 Mai 1677.	119
Réponse des Amb. Ext. du S. E. de Brandenb. aux Propositions de MM. les Amb. Ext. & Plenip. de Suede , aux fins du Traité de Paix avec S. E. A Nimégue 3 Mars 1677.	123
Relation de ce qui se passa , lors que les Mediat. portèrent la réponse aux Alliés dans la Sale ordinaire de leurs Conférences , où ceux-ci déclarerent qu'ils la tenoient comme leur propre maison.	126
Réponse des Ambassadeurs Extraor. Plenipotentiaires de France pour tous les Alliés , donnée de bouche à MM. les Mediateurs du 2 Juin 1677.	131
Réponse des Ambassadeurs Ext. & Plenip. de Suede pour tous les Alliés , donnée de bouche à MM. les Mediateurs du 2 Juin 1677.	135
Projet de Paix entre le Roi de France , & Messieurs les Etats Generaux , donné aux Ambassadeurs de France , le 17 Juin 1677 , par les Ambassadeurs Ext. & Plenip. des susdits Etats Generaux , pour servir de Réponse aux Propositions de la France , le 3 Mars 1677.	136

T A B L E.

Memoire de MM. les Ambassadeurs de Messieurs les Etats Generaux, touchant le commerce, donné aux Ambassadeurs de France le 17 Juin 1677.	141
Extrait de quelques Articles du Traité qui a été conclu entre S. M. T. C. & Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies le 27 Avril de l'an 1662. Dressés & amplifiés en forme d'un Reglement de commerce.	144
Memoire pour les affaires d'Orange.	161
Projet du Traité de commerce & de navigation avec le Roi de Suede.	167
Declaration de MM. les Ambassadeurs Alliés touchant la methode de traiter, donnée aux Amb. d'Angleterre.	171
Protestation de MM. les Ambassadeurs de France, que les qualités données au Duc de Lorraine ne scauroient nuire à leur Maître du 17 Juin 1677. <i>la même.</i>	
Memoire du Ministre de S. A. de Strasbourg, à MM. les Mediateurs, en presentant ses Passeports & son Pleinpouvoir du 19 Juillet 1677.	173
Réponse de MM. les Ambassadeurs de France à MM. les Mediateurs, sur l'Ecrit contenant les Propositions de S. A. M. le Duc de Lorraine, donné le 25 Juillet 1677, & rapporté à MM. les Alliés le 26 du dit Mois.	174
Relation de la Réponse de MM. les Amb. de S. M. I. rapportée au Sicur Ducker par M. l'Ambass. Jenkins, le 27 Juillet 1677.	176
Réponse de MM. les Ambass. Imp. dictée par M. Jenkins au Ministre de M. l'Evêque de Strasbourg, le 6 d'Août.	179
Replique de MM. les Alliés, à la Responce de Messieurs les Amb. de France, touchant l'affaire de Lorraine, du 25 Juillet, présentée à M. le Nonce, le 31 Juillet.	182
Réponse de Messieurs les Amb. de France à la susdite Réplique, comme elle a été dictée à MM. les Ambass. des Alliés Catholiques, par M. le Nonce, le 2 Août.	184
Acte de MM. les Ambass. Alliés, donné à M. le President Canon, en témoignage que la Proposition signée de lui ne devoit pas préjudicier à son Maître, ni au Passép. & Pleinp. désiré de lui. Lundi 2 Août 1677. <i>la même.</i>	
Replique de MM. les Alliés Catholiques à ladite Réponse du 2 Août, présentée à M. le Nonce, avec la	Pro-

T A B L E.

Proposition du Duc de Lorraine , selon la forme que MM. les Ambassadeurs de France avoient desirée.	186
Declaration donnée par MM. les Alliés à M. l'Ambass. Jenkins , avec la Proposition du Duc de Lorraine.	187
Proposition de Lorraine , faite par M. le Président Canon , Ministre Plenip. du Duc de ce Nom , dans la forme que MM. les Ambass. de France l'avoient desirée dans leur Réponse du 25 Juillet 1677.	188
Declaration du Ministre de M. le Prince de Strasbourg , dictée à S. E. M. Jenkins , le 17 Août 1677.	189
Instance de MM. les Amb. Catholiques , faite par leurs Deputés à M. le Nonce , pour avoir la reponse de MM. les Ambass. de France aux Propositions du Duc de Lorraine , le 9 d'Août 1677.	190
Réponse de MM. les Amb. de France à la susdite Instance , dictée par M. le Nonce aux Amb. des Princes Catholiques , le 23 Août 1677.	193
Réponse dictée par M. Jenkins à la susdite Instance , le 23 Août 1677.	193
Remontrance de M. le President Canon Ministre & Plenipotentiaire de Monsieur le Duc de Lorraine pour le Traité de Paix à Nimégue du 26 Aoust 1677.	195
Projet de Monsieur Somnitz , de la réponse qui pourroit être faite à celle de MM. les Amb. de France , dictée par les Mediateurs , le 23 Août 1677.	209
Memoire des Alliés , présenté à M. le Nonce , touchant les affaires de Lorraine , le 3 Septembre 1677.	213
Memoire des Alliés , présenté à M. Jenkins Mediateur , touchant les affaires de Lorraine le 24 d'Août , 3 Sept.	214
Explication de M. le Nonce , à MM. les Amb. de France , au nom de MM. les Alliés Catholiques , sur l'affaire de S. A. de Lorraine , le 5 Sept. 1677.	214
Réponse de Monsieur Jenkins Mediateur aux Alliés , touchant l'affaire de Lorraine.	215
Réponse de LL. EE. MM. les Amb. Alliés , à celle de LL. EE. MM. les Amb. de France , apportée aux Alliés par les Mediateurs le 23 Août 1677.	216
Instance faite à MM. les Alliés , sur l'affaire de l'Evêque	que

T A B L E.

que de Strasbourg, par M. le Nonce, le 11 Sept. 1677.	219
Memoire présenté à Monsieur le Nonce par le Ministre du Duc de Lorraine, le 19. Sept. 1677. <i>Id même.</i>	221
Memoire présenté à Monsieur le Mediateur Jenkins, le 9 Sept. 1677. par le Ministre de Lorraine.	221
Réponse de MM les Amb. Alliés, à ce que M. Jenkins leur a rapporté, de la part de MM. les Ambass. de France, en l'Assemblée du 23 d'Août dernier, donné le 21 Septembre,	225
Réponse de Messieurs les Ambass. Alliés, à ceux d'Angleterre, sur leurs remarques données le 6 Octobre 1677.	229
Réponse de M M. le Amb. Imp. à M. le Nonce, & à MM. les Mediateurs d'Angleterre, le 27 Sept. 1677	232
Extrait des Regitres de MM. les Ambass. Ext. de H. & P. Seigneurs, Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, donné à Monsieur le Comte Kinski, pour servir de preuve que les Amb. de France avoient déclaré aux Mediateurs, que l'Evêque de Strasb. n'étoit point Allié de leur Roi, le Jeudi 21 Janvier 1677.	235
Extrait du Journal des Amb. de Brand. lequel est de même teneur que celui qui le precede immédiatement, du 22 Janvier 1677.	237
Réponse de MM. les Amb. de France sur l'affaire de M. l'Evêque de Strasbourg, présenté par M. l'Auditeur du Nonce, à MM. les Amb. Alliés Catholiques, le 13. Octobre 1677.	240
Proposition de S. A. le Prince de Strasbourg, présentée en l'Assemblée de Nimegue pour la Paix, à MM. les Mediateurs, le 10 Octobre 1677.	246
Replique de MM. les Amb. de France, à la Response de MM. les Ambass. Alliés, du 11 Septembre 1677,	251
MM. les Mediateurs le 28. Octobre.	253, & suiv.
Replique faite à MM. les Ambass. Catholiques par Monsieur le Nonce le 30 Octobre.	255
Replique faite par leurs Excellences MM les Mediateurs Hyde & Jenkins, le 40. Octobre 1677.	256
Raisons que S. A. S. le Duc de Lorraine a pour le recouvrement de ses Etats, du 30 Octobre 1677.	256
Response des Alliés Catholiques à la Replique des Amb.	256

T A B L E.

Amb. de France, dictée par M. le Nonce, le 30 Octobre, & donnée le 19 Novembre 1677.	261
Response de MM. les Allies, dictée à Messieurs les Ambassadeurs de France, par Messieurs les Amb. d'Angleterre le 22 Novembre, 1677.	263
Memoire de MM. les Amb. de France, pour servir de Replique à la dernière réponse des Allies, le 28 Novembre 1677.	267
Adresse de la Chambre Basse à sa M. Britannique, pour la disposer à s'opposer à l'accroissement de la Puissance du Roi de France. Faite le 16 Mars 1677.	271
Proposition de la Chambre Haute, faite à la Chambre-Basse, par laquelle elle approuve la precedente Adresse, & y demande quelques changemens de paroles.	272
Réponse de la Chambre Basse à la precedente proposition de la Chambre-Haute.	273
Raisons pourquoi les Communes n'approuvent pas le changement que la Chambre-Haute veut faire, en y ajoutant ces mots, & la Sicile.	là-même.
Réponse du Roi de la G. B. sur la precedente Adresse, après qu'elle lui eut été présentée le 26 Mars 1677.	274
Nouvelle Adresse de la Chambre-Basse, par laquelle elle assure sa Majesté le Roi de la G. B. de l'assurer puissamment, en cas qu'on vint à une rupture avec la France, présentée le 9 Avril 1677.	là-même.
Reponse de S. M. le Roi de la G. B. à la precedente Adresse de la Chambre-Basse, du 9 Avril 1677.	275
Adresse de la Chambre Basse, présentée à S. M. de la G. B. le 28 Avril 1677, par laquelle elle lui accorde l'augmentation des impôts pour la sureté du Royaume.	276
Proposition de S. M. de la G. B. envoyée à la Chambre-Basse, pour lui remontrer que la somme accordée par la precedente Adresse n'étoit pas suffisante pour pourvoir à la sureté du Royaume donnée le 31 Mai 1677.	277
Proclamation de S. M. de la G. B. pour faire assembler le Parlement le 21 Mai 1677.	277
Harangue du Roi au Parlement, l'assurant qu'il travailleroit sincerement à la sureté du Royaume, faite le 2 Juin 1677.	là-même.
Adresse de la Chambre-Basse présentée au Roi, pour	assu-

T A B L E.

assurer S. M. que l'on consentiroit aux 60000 liv. Sterlins & à davantage, dès que S. M. se seroit en- gagée dans les Alliances qu'on souhaitoit. Le 4 Juin 1677.	280
Reponse de S. M. de la G. B. sur la precedente Adres- se, faite de bouche à la Chambre-Basse dans la gran- de Salle de Withal, le 7 Juin 1677, lui reprochant qu'elle sortoit des bornes de son pouvoir.	284
Memoire du Marquis de Bourgogné Envoyé d'Es- pagne au Roi d'Angleterre, par lequel il offre l'al- liance du Roi son Maître, du 5 Juin 1677.	289
Autre Memoire du Marquis de Bourgogné au Roi d'Angleterre, pour le rappel des Troupes Angloises qui sont au service de la France, du 13 Juin 1677.	294
<u>Reponse du Roi de la G. B. aux deux Memoires du Marquis de Bourgogné Envoyé du Roi d'Es- pagne du 27 Juin 1677.</u>	295
Memoire présenté au Roi de la G. B. par M. le Comte de Wallestein, du 27 Juin 1677. par lequel il offre une Alliance offensive & défensive avec l'Empereur son Maître.	301
Autre Memoire présenté au Roi de la G. B. par M. le Comte de Wallestein sans date sur le même sujet.	304
Reponse du Roi de la G. B. aux deux Memoires du Comte de Wallestein, l'un du 27 Juin, & l'autre sans date, donné le 19 Août 1677.	là même.
Autre Memoire de Bourgogné, présenté au Roi de la G. B. le 6 Août 1677, pour lui faire sçavoir qu'il avoit reçu un Pleinpouvoir du Roi son Maître, pour conclure une Alliance contre la France.	310
Autre Memoire du Marquis de Bourgogné au Roi de la G. B. du 6 Sept. 1677, touchant le rappel des Troupes Angloises qui sont au service de la France.	314
Memoire de M. van Beuningen Ambass. de MM. les Etats Generaux des Prov. Unies, présenté au Roi de la G. B. le 28. Sept. 1677, pour la conservation des Païs-bas.	316
Autre Memoire du Marquis de Bourgogné au Roi de la G. B. touchant la restitution de Bourgogne, du 5 Novembre 1677.	322
Proclamation du Roi de la G. B. par laquelle il révo- qua l'ajournement fait jusques au 14 Avril, & de- manda que le Parlement s'assemblât avant ledit ter- me	me

T A B L E.

me au 25 Janvier 1678, faite le 17 Decembre 1667.	323
Alliance entre le Roi de la G. B. & les Etats Generaux des Provinces Unies, concludé à la Haye, le 31 De- cembre 1677, & 10 Janvier 1678.	333
Proclamation du Parlement, depuis le 25 Janvier jus- ques au 28 Janvier 1678.	341
7. Fevrier	
Harangue du Roi de la G. B. à son Parlement, en de- mandant de l'argent, pour pouvoir faire la guerre à la France, en vertu de l'Alliance faite avec les Etats Generaux des Prov. Unies, le 7 Fevrier 1678.	341
Resolution de la Chambre des Communes sur la Pro- position du Roi, le 10 Fevrier 1678.	344
Adresse du Parlement au Roi de la G. B. conforme à la résolution Précedente, donnée le 10 Fev. 1678.	la-même.
Réponse du Roi de la G. B. à la précédente Adresse, donnée le 14 Fevrier 1678.	346
Raisons envoyées par la Chambre des Communes à celle des Seigneurs, touchant l'Adresse du Roi, re- soluë par la Chambre des Commn. sur la Declar. de guerre à la France, & ce que les Seig. y ont trouvé à reformer.	350
Autre Adresse de la Chambre-Basse, présentée au Roi de la G. B. le 25 Mars, pour le faire entrer actuelle- ment en guerre contre le Roi de France, & notifier que le Bil pour trouver de l'argent étoit passé.	352
Réponse du Roi de la G. B. à la presente Adresse.	354
Traité d Alliance défensive entre le Roi d'Angl. & MM. les Etats Generaux, conclud le 3 Mars 1678.	354
Deputation de six Commissaires, faite par S. M. B. pour traiter avec les Ambass. & Ministres des Prin- ces Alliés, du 11 Mars 1677, ou du 31 Mars 1678.	361
Resolution de la Chambre des Communes, du Samedi le 4 Mai 1678.	368
Réponse du Roi de la G. B. envoyée à la Chambre des Communes, le 6 Mai par le Sieur Coventri, sur ce qu'elle avoit resolu Samedi passé, le 4. Mai 1678.	369
Harangue de Milord Chancelier, du 9 Mai 1678 aux deux Chambres, pour leur demander leur avis sur l'état present des affaires publiques.	la-même.
	Adresse

T A B L E.

Adresse de la Chambre-Basse, présentée au Roi d'Angleterre le 21 Mai 1678.	375
Harangue de S. M. B. faite à la Chambre-Haute le 23 Mai 1678.	377
Memoire des Ministres du Roi de Dannem. de l'Electeur de Brandebourg, & des Ducs de Brunsuick-Luneb. à la Haye, présenté le 15 ⁸ Fevrier 1678.	378.
Memoire du Minist. de S. A. M. l'Evêque & P. de Munster, présenté à MM. les Etats Génér. le 18 de Mars 1678.	380
Memoire touchant l'admission du Minist. & des intérêts de M. le P. & Evêque de Strasbourg, présenté à MM. les Mediateurs à Nimègue, le 22 Mars 1678.	381
Conditions auxquelles le Roi Tres-Chrestien veut bien faire la Paix, publiées à Nimègue, le 15 Avril 1778.	396
Office fait par M. le Nonce à Messieurs les Ambass. & Plenipotentiaires Catholiques, le 15 de Mai 1678.	400
Réponse de Messieurs les Confederés, à la Declaration. qui leur a été faite par M. le Nonce, du 17 Mai 1678, sur ce que le Roi T. C. vouloit differer jusqu'au 20 Mai à accepter les conditions de la Paix.	401
Lettre de S. M. T. C. à MM. les Etats Generaux des Prov. Unies des Pais-Bas, écrite au Camp de Deinse, le 18 Mai 1678.	402
Concert des Minist. des Hauts Alliés à la Haye, fait avec les Deputés de MM. les Etats Generaux, dans la Conference du 29 Mai, touchant la Deputation au Roi Tres-Chrestien.	404
Réponse des Etats Generaux des Provinces Unies, à la Lettre du Roi Tres-Chrestien, du 18 Mai 1678.	406
Réponse du Roi Tres-Chrestien, à la Lettre des Etats des Provinces Unies, du 25 Mai, 1678.	407
Memoire que le Roi Tres-Chrestien a fait mettre entre les mains du Sieur de Beverning Amb. Extr. des Provinces Unies vers S. M. au Camp de Weter, du 1. Juin 1678.	408
Office fait à MM. les Ambass. & Pleni. Catholiques par Monseign. le Nonce, le 6 Juin, pour leur presenter la Declaration de S. M. T. C. du 1 Juin 1678.	411
	Ha-

T A B L E.

Harangue du Roi d'Angleterre à son Parlement, au sujet de la Paix, du 3 Juin 1678.	412
Harangue du Roi d'Angleterre.	414
Lettre d'un certain Ministre à Londres, touchant la Harangue du Roi à son Parlement, & la Declara- tion de S. M. en faveur de MM. les Etats Generaux, & de leur conduite à l'égard de la Paix, du 3 Juin 1678.	423
Memoire de MM. les Deputés extr. de MM. les Etats Generaux des Prov. Unies, présenté à son Excellen- ce le Duc de Villa-Hermosa à Bruxelles, le 8 Mai, 1678.	425
Réponse de S. E. le Duc de Villa-Hermosa, faite le 9 de Mai, au Memoire du 8 des Deputés Extraor. des Etats Generaux des Provinces Unies.	427
II. Memoire des Deputés Extr. de Messiegn. les Etats Generaux &c. à S. E. de Villa-Hermosa, du 14 Mai, 1678.	429
Réponse de S. E. M. le Duc de Villa Hermosa, don- née le 16 Mai au 2 Memoire des Deputés Extraor- dinaires des Etats Generaux, &c.	432
III. Memoire des Deputés Extr. des Etats Generaux, &c. à S. E. le Duc de Villa-Hermosa, du 27 Mai 1678.	433
Réponse de son Exc. le Duc de Villa-Hermosa, don- née le 3 Juin, Memoire des Deputés Extraord. des Etats Generaux, &c. du 27 Mai 1678.	434
Declaration de Mrs. les Ambass. & Plenipot. de Fran- ce, par laquelle ils offrent une suspension d'Armes jusqu'au dernier jour de l'an, donnée aux Media- teurs le 30 Mai 1678.	436
Office fait par M. le Nonce le 31. Mai 1678, à MM. les Ambass. des Princes Catholiques.	437
Memoire présenté à S. M. B. à Londres par Monsieur le Marquis de Bourgomagnero, &c. le 5 Juin, 1678.	439
Resolution de la Chambre-Basse, donnée à S. M. le Roi de la G. B. le 6 Juin 1678. touchant la guerre contre la France, ou de licentier les Troupes An- gloises.	440
Memoire des Ambassadeurs de S. Majesté Imp. à Ni- megue, donné à ceux des Etats Generaux de 10 Juin 1678, pour les détourner d'une Paix particu- liere.	444
Memoire des Ambass. du Roi de Dannemarc au même sujet de la Paix, du 10 Juin 1678.	448
	Me-

T A B L E.

Memoire de l'Ambassadeur de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, sur le sujet de la Paix, du 10 Juin 1678.	451
Memoire présenté au Roi d'Angleterre, par les Amb. envoyé du Roi de Dannemarc & de l'Electeur de Brandebourg, le 15 Juin 1678.	453
Memoire des Ministres du Roi de Dannemarc, de l'Electeur de Brandebourg, des Ducs de Bronswic-Lunebourg & de l'Evêque de Munster Residans à la Haye, présenté à Messieurs les Etats Generaux &c. le 25 Juin 1678.	457
Declaration des Ambass. de Sa Majesté Imp. faite dans la Conférence Extraordinaire des Hauts Alliés à Nimègue, le 20 Juin 1678, sur la proposition des Ambassadeurs des Etats Generaux, faite de bouche le 18 Juin.	460
Declaration des Ambassadeurs du Roi d'Espagne, dans la Conference Extraordinaire des Hauts Alliez le 20 Juin 1678, sur ladite Proposition des Ambass. des Etats Generaux, &c.	463
Declaration de M. l'Amb. de Dannemarc, dans la Conférence extraordinaire des Hauts Alliés à Nimègue, le 20. Juin 1678, sur le même sujet	464
Declaration de l'Ambass. de M. l'Electeur de Brandebourg, Lundi le 20 Juin 1678, sur le même sujet.	467
Declaration de M. le President Canon, Plenipotentiaire de S. A. le Due de Lorraine, dans la Conference Extraordinaire des Hauts Alliés, à Nimègue du 20 Juin 1678, sur le même sujet.	469
Memoire du Ministre de sa Serenité Electoral de Brandebourg, présenté aux Deputés de L. H. P. MM. les Etats Generaux, pour les affaires étrangères, à la Haye ce 20 Juin 1678.	473
Lettre de Messieurs les Etats Generaux au Roi T. C. portée par M. de Lannoi, du 22 Juin 1678.	476
Lettre de Messieurs les Etats Generaux à M. le Duc de Luxembourg le 22 Juin 1678.	477
Response du Roi de France, écrite le 30 Juin, à la Lettre de Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, portée par Monsieur de Lannoi le 22 Juin 1678.	478
Lettre de Monsieur le Duc de Luxembourg à Monsieur l'Envoyé Extraordinaire de Messieurs les Etats Generaux. &c chés M le Gouverneur General des Pays-Bas sans date.	481
	Lct.

T A B L E.

Lettre de Monsieur . . . écrite. De Bruxelles le 7 Juillet 1678.	482
Extrait de ce qui fut répondu le 30 Juin par les Amba- sadeurs & Plenipotentiaires de France, aux Amba- sadeurs des Etats Generaux des Provinces Unies.	483
Lettre écrite à Monsieur de Barillon Ambassadeur de sa Majesté Tres-Chrestienne en Angleterre, par Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de sadite Majesté pour le Traité de Paix a Nimégue, le 29 Juin 1678.	485
Memoire donne a Nimégue le 1 de Juillet 1678, pour son Altesse Monseign. le Comte d'Auvergne, où l'on établit la justice des Privileges de sa Ville, & de son Marquisat de Bergen-op-zoom.	488
Memoire du Ministre de S. A. E. de Brandebourg, pre- senté à MM. les Etats Generaux, le 2 Juillet 1678.	500
Memoire du Ministre du Duc de Brunswick & Lune- bourg, présenté à MM. les Etats le 4 Juillet 1678	506
Extrait de la resolution de MM. les Etats de Hollande & de Westfrise, prise dans leur Assemblée, le Lun- di 11 Juillet 1678.	509
Extrait du Registre des Resolutions de Hauts & Pui- sans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas du 22 Juillet 1678.	513
Memoire des Amb. de France, donné le 17 Juillet 1678, à Mrs. les Ambass. des Etats Generaux des Provinces Unies.	515
Responſe des Ambass. des Etats Generaux des Provin- ces Unies, au Memoire des Ambass. de France, du 17 Juillet, donné le 26 du même mois.	520
Declaration donnée par Messieurs les Ambassadeurs de Suede, à Mrs. les Ambassadeurs de France, le 26 Juillet 1678.	537
Harangue du Roi de la G. B. à son Parlement, le 18 Juin 1678.	541
Notification du Roi de la G. B. à la Chambre-Haute, par Mylord Trésorier, le 29 Juin 1678.	544
Lettre du Roi de la G. B. aux Etats Generaux &c. du 30 Juin 1678.	545
Propositions de M. Temple Amb. du Roi de la G. B. à la Haye, faite le 13 Juillet 1678.	546
Nouveau Traité d'Alliance entre le Roi de la G. B. & les Etats Generaux des Provinces Unies, fait à la Haye	

T A B L E.

Haye le 26 Juillet 1678.	553
Lettre de Monsieur van Beuningen à leurs H. P. écrite de Londre le 29. Juillet 1678. au sujet du Memoire que leurs H. P. ont donné pour s'opposer à la France, qui ne vouloit pas évacuer les Villes avant que la Sue- de fût satisfaite,	562
Memoire des Ambassadeurs & Plenipotentiaires de France, présenté à Mrs. les Ambass. des Etats Gene- raux, le 29 Juillet 1678,	565
Remontrance de l'Amb. de S. Ser. Electorale de Bran- debourg aux Amb. de Messiegn. les Etats Generaux, sur les affaires presentes des Traitez de la Paix, don- née à Nimegue, ce 31 Juillet 1678,	567
Extrait d'une Lettre de Mrs. les Amb. de France à Ni- megue, à M. de Barillon Amb. de S. M. T. C. à Lon- dre, du 1. Août 1678,	571
Réponse de Mrs. les Amb. & Envoyez Extraordinaires de Messiegn. les Etats Generaux des Provinces Unies, sur le Memoire de Mrs. les Ambassadeurs & Plenipo- tentiaires de S. M. T. C. du 29. Juillet, donnée le 4. Août 1678,	574
Memoire des Amb. de France, présenté à ceux des Etats Generaux, le 6 Août 1678,	578
Lettre de D. Emanuel de Lira, Envoyé Extr. de Sa Maje- sté Catholique, &c. à M. le Pensionnaire Fagel, le 8 Août 1678.	579
Réponse des Amb. & Envoyez des Etats Generaux des Provinces Unies, donné le 9 d'Août 1678, à Mrs. les Ambassadeurs du Roi de France, sur leur Memoire du 6 d'Août,	580
Protestation des Ambass. & Plenip. du Roi de Danne- marc, de l'Electeur de Brandebourg, & de l'Envoyé de l'Evêque de Munster, contre la Paix particuliere des Etats Generaux des Provinces Unies, fait. le 10 Août 1678 à Nimegue,	583
Lettre de M. de Beverning, à MM. les Etats Generaux, en leur annonçant la conclusion de la Paix, du 10 Août 1678.	588
Lettre de Mrs. les Ambass. de Hollande étant à l'As- semblee de Nimegue, à Mrs. les Etats Generaux des Provinces Unies, en envoyant le Traité de Paix par le Secrétaire Hulit, le 11 Août 1678.	589
Traité de Paix fait, conclu & arrêté à Nimegue le 10 du Mois d'Août 1678, entre les Amb. & Plenip. de S. M. T. C. d'une part, & les Amb. & Plenip. des Scig. Etats Generaux des Prov. Unies des Pays-bas, de l'autre,	590
	Trai-

T A B L E.

Traité de Commerce, Navigation & Marine fait, conclu & arrêté à Nimegue le 10 du Mois d'Août 1678, entre les Amb. & Plenip. de S. M. T. C. d'une part; & les Ambass. & Plenipotentiaires des Seign. Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-bas, de l'autre,	600
Formulaire des Passeports & Lettres, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du present Traité,	618
Formulaire de l'A&te contenant le serment,	619
Autre Formulaire des Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Prov. Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit,	620
Article séparé touchant l'imposition de cinquante sols par tonneau sur les navires étrangers sortans des Ports de France,	621
A&te de Neutralité pour la Suede, passé le 10 d'Août 1678. entre les Ambassad. de France & ceux des Provinces Unies, &c.	623
Memoire du Ministte du Roi de Dannemarc à la Haye présenté le 13. d'Août 1678,	la même.
Memoire de S. A. E. de Brandebourg, présenté à MM. les Etats. A la Haye le 13. Août 1678,	632
Lettre des Amb. Extr. de Messseign. les Etats Generaux des Provinces Unies aux Amb. de France, du 17 Août 1678,	636
Réponse des Seign. Amb. Extraord. de S. M. T. C. à la Lettre des Seign. Ambass. de Messseign. les Etats Generaux, &c. du 17. Août 1678,	638
Ratification de l'explication du 13. Article du Traité de Paix, faite par les Ambass. de France, aux Ambass. des Etats des Provinces Unies du 5. Sept. 1678.	639
Ratification de Sa Majesté T. C. du Traité de Paix & d'amitié, du 18. Août 1678,	640
Ratification de Messseign. les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas du Traité de Paix & d'amitié, du 19 Septembre 1678,	645
Ratification de Sa Maj. Très-Chrétienne de l'Article séparé, touchant Monsieur le Prince d'Orange,	645
Ratification de Messseign. les Etats Generaux des Prov. Unies des Pays-Bas, sur l'Article séparé touchant M. le Prince d'Orange, du 19. Sept. 1678.	645
Ratification de S. M. T. C. du Traité de Commerce, de Navigation & de Marine,	646
	Rati-

T A B L E.

Ratification de Messiegn. les Etats Generaux des Prov. Unies des Pays-Bas, du Traité de Commerce, de Na- vigation & de Marine,	648
Ratification de Sa Majesté T. C. sur l'Article séparé, touchant l'imposition de cinquante sous par Tonneau sur les Navires étrangers sortant des Ports de France,	649
Arrêt du Conseil d'Etat, lequel décharge les sujets des Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, de l'augmentation des droits d'entrée & de sortie, por- tez par le Tarif du Mois d'Avril 1677, du 30 Août 1678,	651
Formulaire des Passeports, donnez par S. M. T. C. aux Vaisseaux des Hollandois, avant la Ratification du Traité de Paix,	652
Lettre de S. A. E. de Brandebourg, écrite aux Etats Ge- neraux, sur le sujet de la Paix conclüe entre le Roi de France & Eux, du 15 Août 1678,	657
Memoire du Ministre de M. l'Evêque de Munster, pre- senté à MM. les Etats, à la Haye, le 15 Août 1678	666
Protestation des Ambass. & Plenipotentiaires du Roi de Dannemarc, & de S. A. E. de Brandebourg, &c. Faite le 18 Août 1678, à la Haye, &c.	669
Memoire du Ministre de S. A. S. Monseign. l'Evêque & Prince de Munster, présenté à la Haye, à MM. les Etats Genetaux, le 19. d'Août 1678,	671
Traité de Trêve entre l'Espagne & la France, faite entre les deux Armées devant Mons, le 19 Août 1678,	672
Memoire des Ambassadeurs de Dannemarc, & de S. A. E. de Brandebourg, présenté aux Ambass. d'Espagne, le 22 Août 1678,	677
Memoire de M. Hyde Ambass. & Plenipoten. de S. M. B. présenté à la Haye le 25. Août 1678,	681
Extrait du Registre des Resolutions de Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas, du 19 Septembre 1678, servant de ré- ponse au Memoire de M. Hyde du 25. Août 1678,	683
Memoire du Ministre de S. A. l'Evêque de Liege, donné aux Ambass. Mediateurs, le 19. Août 1678,	685
Memoire du Ministre de M. l'Evêque de Munster, pre- senté à Messiegn. les Etats. A la Haye le 5 Septemb. 1679,	689
Acte d'Amnistie entre S. M. T. C. & Messiegn. les Etats Generaux,	691
Projet de Paix entre les Couronnes de France & d'Espa- gne, donné à Mrs. les Amb. de Hollande le 12 Août 1678,	1678,

T A B L E.

1678, par Mrs. les Amb. de France, pour le remettre entre les mains de Mrs. les Amb. d'Espagne,	694
Projet de Paix entre les Couronnes d'Espagne & de France, donné à Mrs. les Ambassad. d'Hollande le 12 Août 1678, par Mrs. les Ambass. d'Espagne, pour remettre entre les mains de Mrs. les Ambass. de France,	713
Memoire présenté par Mrs. les Amb. d'Espagne aux Etats Generaux des Provinces Unies, 2 Sept. 1678,	726
Compromis entre les Plenipotent. de leurs Majestez Catholique & Très-Chrét. pour l'adjustement des differens qui arrêtoient la Paix ce 11 Sept. 1678.	727
Traité de Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne, conclu & signé à Nimégue le 17. Sept. 1678,	729
Pleinpouvoir du Marquis de la Fuente,	752
Recit de ce qui se passa à la signature du Traité de Paix entre la France & l'Espagne, faite dans l'Hôtel de Mrs. les Ambass. de Hollande le 17 Sept. 1678.	755
Extrait du Registre des Resolutions de Messiegn. les Etats Generaux, touchant la Prolongation du temps de la Ratification d'Espagne, du 11 Novemb. 1678,	761
Memoire de M. d'Avaux à Messiegn. les Etats Generaux du 7 Decembre 1678,	763
Ratification de Sa Majesté le Roi Tres-Chrestienne, sur le Traité de Paix conclu le 17 Septembre 1678, avec le Roi Catholique,	765
Ratification de Sa Majesté Catholique sur le Traité de Paix conclu le 17 Septembre 1678, avec le Roi Tres-Chrestien,	769
Certificat des Ambassadeurs de Messiegn. les Etats Generaux, touchant l'échange des Instrumens de Ratification sur le Traité entre la France & l'Espagne, du 14 Decembre 1678.	771

F I N.

ME.

MEMOIRES ET NEGOTIATIONS de la Paix de Nimegue.

TOME SECOND.

PROPOSITIO

Cæsarea pro Coronâ Franciæ, & mutatis mutan-
dis pro Corona Sueciæ.

Illustrissimi & Excellentissimi Domini,



*Um Sacra Cæsarea Majestas Domi-
nus noster Clementissimus ex quo
Romani Imperii Regnorumque &
provinciarum suarum hæreditaria-
rum gubernacula suscepit, nihil an-
tiquius neque magis in votis habue-
rit, quàm ut se Sacrumque Romanum Imperium, & hu-
jus Principes inter, & exteras Coronas, Principes &
Status, jura viciniae, & amicitia, sarta tecta conserva-
rentur, nihil quidquam, quod mutuam fiduciam labe-
factare posset, admitteretur, quin potius, ut commer-
cia passim efflorescerent, reliquisque pacis & tran-
quillitatis publicæ commodis & fructibus subditi u-
trinque fruerentur, uti præterita clarius testantur, &
oransibus compertum est, ita nemini dubium esse potest,
quin si a Sacra Cæsarea Majestati perquam grave ac-
ciderit, se unâ cum Imperio Romano funesto huic bello
cum Serenissimis, primò quidem Franciæ, deinde etiam
Sueciæ Regibus implicari, quamquam nihil intermissura*

fit, quod ad sedandum illud componendumque pertinere possit, quoties spes universalis, honestæ & securæ Pacis effulserit, eoque Sacræ Cæsareæ Majestatis nomine nos in hoc Pacis Congressu comparere jussi plena cum potestate Legati Extraordinarii talibus instructi sumus mandatis, quæ ejusdem sinceram Pacis restabiliendæ promptitudinem clare edocere possint. Et primum quidem meritò Excellentiss. Vestris & gratulamur & gratias agimus, quod suâ prudentiâ, & indefesso labore maximam partem superatis, quæ circa præliminaria exortæ fuere difficultatibus, rem eo deduxerint ut de ipsâ Pace sermo institui, & postulata eum in finem hinc inde exhiberi possint, quæ ex parte suæ Sacræ Cæsareæ Majestatis alia non esse declaramus, quàm ut simul sibi & Sacro Romano Imperio, omnibusque & singulis suis confœderatis ab altè memorato Rege Regnoque Franciæ ablata restituantur (in Propositione adversus Coronam Sueciæ loco horum verborum, posita sunt sequentia: à Regnoque Sueciæ debita satisfactio præstetur,) damnaque illata cum omni causâ resarciantur; simul & congruis mediis & modis viæ & causæ futurorum dissidiorum radicibus amputentur, uti hæc omnia & singula latius specificabuntur. Quæ cum ita comparata sint, ut nullo jure negari possint, ita nobis pollicemur, Excellentias Vestras ad ea consuequenda, ipsamque ad id Pacem Orbi Christiano hisce pactis restituendam cum immortalis magnæ Britannicæ Regiæ Majestatis gloria proprioque suo merito, sedulo porro allaboraturas, quarum pios Conatus & operam ut Deus Opt. Max. prosperet seriò vovemus.

F. UDALRICUS KINSKY.
HENRICUS STRAATMAN.

Concordat cum Originali.

J. BERKELEY. W. TEMPLE.
L. JENKINS.

Noviomagi 3. Martii 1677.

TRA-

T R A D U C T I O N .

P R O P O S I T I O N

*de l'Empereur touchant la Couronne de France , & la
Couronne de Suede , si l'on change ce qui se
doit changer.*

Tres-Illustres & tres-Excellens Seigneurs ,
SA Majesté Imperiale , nostre Seigneur tres-
clement , n'ayant rien souhaité avec plus
de passion , que de voir les droits de l'amitié & du
voisinage inviolablement conservez entr'Elle ,
l'Empire Romain & ses Princes d'un costé , & les
Couronnes, Princes & Etats estrangers de l'autre,
& que non seulement , il ne se commît aucune
chose qui pût en aucune maniere chocquer la bon-
ne intelligence de part & d'autre; mais aussi que le
commerce fleurit parmi les sujets desdits Princes,
& que chacun d'eux jouit des autres fruits de la
Paix & du repos public ; ainsi que tout le monde
sçait les choses passées , qui en sont des tesmoins
irreprochables. Personne ne peut douter , qu'il
n'ait esté tort fâcheux à sadite Majesté Imperiale
de se voir enveloppée avec l'Empire Romain, dans
une guerre funeste tant contre le Roy de France ,
que celui de Suede , & qu'elle n'emploie tous ses
soins, pour trouver moyen de la terminer, toutes-
fois & quantes qu'elle verra quelque apparence
d'une Paix universelle, stable & honnête, auxquel-
les fins il nous a esté commandé par sadite M. Imp.
de paroistre , dans ce Traité de Paix , avec des in-
structions , qui font assez connoistre sa sincere
promptitude pour le rétablissement de la Paix.
C'est pourquoy nous congratulons , & rendons
graces à vos Excellences , de ce qu'ayant par leur
prudence & assiduité infatigable surmonté les dif-
ficul-

4 *Memoires & Negotiations*

ficultés qui s'estoient levées, touchant les préliminaires, ils ont poussé les affaires si avant que l'on peut maintenant traiter de la Paix, & présenter à cette fin des demandes de part & d'autre, lesquelles nous déclarons estre du costé de sa Maj. Imper.

Que le Roi susdit donne satisfaction tant à Elle, qu'à l'Emp. Romain & à tous & un chacun de ses Alliez, que les conquêtes de la France se restituent, & que les dommages, causés pour quelque sujet que ce soit, soient réparés, & qu'on avise en même temps aux moyens, de desraciner entierement toutes les semences de discorde, comme ci-après il sera spécifié plus au long. Ce qui étant de telle nature qu'on ne peut le refuser par aucune raison de justice, nous nous promettons, que vos Excellences feront leurs efforts pour l'obtenir, & pour rendre la Paix à la Chrestienté, à ces conditions-là, & à la gloire immortelle du Roy de la Grande Bretagne, & à l'augmentation de merites de vos Excellences, dont nous prions Dieu, de vouloir par sa benediction faire prosperer le travail.

FRANÇOIS UDALRIC KINSKY.
HENRY STRAATMAN.

Conformément à l'original,

JO. BERKELEY.
W. TEMPLE.
L. JENKINS.

Fait à Nimegue 3. Mars 1677.

PRO-

P R O P O S I T I O N

de la Corona de España para el ajustamiento de la Paz con la de Francia.

Que se restituyan todas las Provincias, Plazas, Ciudades, villas, Señorios y territorios de qualquier nombre conque puedan ser llamados, que han ocupado las armas de Francia en los Reynos, Provincias y Dominios comprehendidos en la Monarchia de España, desde diez y siete de Septiembre del año passado 1665. todo en el propio estado y con las mismas fortificaciones que ay se hallan sin reserba ninguna.

2. Que habiendose rebelado los Messineses contra su Rey y Señor natural entregados en manos de la Francia y habiendo sus Armas ocupado no sola la Ciudad de Messina sino tambien la de Augusta, Tauromina, y otras del Reyno de Sicilia, se restituyan las referidas Ciudades de Messina, Augusta y Tauromina, y todo los demas que hubieren ocupada las Armas de Francia en el Reyno de Sicilia sin reserba de ningun rebelde, y con las mismas conditiones del articulo antecedente.

3. Que se haya cumplida reparazion de todos los daños recebidos en diferentes partes de la Monarquia, tanto per los incendios y ruinas executados por las armas de Francia en muchas villas, y Lugares como per las fortalezas, y Castillos desmantelados con la restituzion de artilleria, municiones, y otros pertrechos de guerra que en ellas havia y tambien sea cumplida satisfaccion de todos los gastos hechos assi per tierra como por mar en las guerras que despues del año 1665. se van tenido con la Francia.

4. Que todas las Confiscaciones de haciendas, rentas y de otro qualquier genero de bienes indistintamente, por qualquier razon o pretexto que se ayan hecho a los vasallos de la Monarquia de España, assi en los Payeses ocupados de las Armas de Francia, desde del veynte y cinco

de Septiembre del año 1665. como tambien en los que antecedenmente possiya la Francia se anullen, y los arrestos que huviere hecho selebanten, y los propietarios sean puestos en quieta, y pacifica possession de sus tierras, rentas, y haziendas con la restituzion de los frutos desde el dia de la confiscazion de arresto, y con la reparazion de los daños que huvieren padecido.

5. Que a todos los Subditos de la Corona de España se les haga reparazion de todos los incendios, y ruinas de Castillos, Casas, Quemados y Cortas de bosques, Jardines y arboles que durante esta guerra huvieren padecido, dandoles entera reparazion, assi de todo lo que importa a el Capital, como tambien de los daños, y intereses segun su justo valor.

6. Y por que la Esperienzia de otros Tratados ha enseñado que el quedar las materias, en los articulos de la Paz, o no del todo decididas, o remitidas a conferencias particulares, o sujetas a interpretazion non an estinguido el calor de la guerra, antes han suministrado materia a nuevos incendios, se reserva la facultad, de ampliar, restringir, o añadir acuellas proposiciones que segun la exigencia se juzgaren mas proprias, y que pretendan en quanta fuere possible todo lo que pudiere conducir a que la paz que con la ayuda de dios se pretende hazer, sea firme, segura y estable.

7. Que a todos los Aliados de la Corona de España, y a cada uno dellos se les de justa, y cumplida satisfaccion tanto de los daños recibidos, como de todo lo que les huvieren ocupado las armas de Francia, Fha en Nîmaga a 3. Marzo del año 1677.

DON PEDRO RONQUILLO.

Concordat cum Originali,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

TRA-

TRADUCTION.

PROPOSITION

d'Espagne pour la Paix à faire avec la France.

1. **Q**ue toutes les Provinces, Places, Villes, Bourgs, seigneuries & terres, soient restituées, de quelque nom & en quelque lieu qu'ils soient situés, que les Armes de la France ont occupés depuis le 17. Septembre de l'an 1665. dans les Royaumes, Provinces, & Domaines conquis sous la Monarchie d'Espagne, le tout dans le même état, & avec les mêmes fortifications, qu'il se trouve à présent sans aucune réserve.

2. Que la Ville de Messine, qui s'est revoltée contre son Roi & Seigneur Naturel, en se mettant entre les mains de la France, & ayant les armes de cette Couronne occupé non seulement la Ville de Messine, mais aussi celles d'Augusta, Tavormina, & autres dans le Royaume de Sicile, lesdites Villes de Messine, Augusta & Tavormina, & toutes les autres, que les armes de la France pourroient avoir occupées, dans ledit Royaume de Sicile, soient restituées sans réserve d'aucun Rebelle, & avec les mêmes conditions de l'article précédent.

3. Qu'il se fasse une entière réparation de tous les dommages reçus en divers endroits de la Monarchie, tant par les incendies & ravages faits par les Armes de France en beaucoup de Villes & de lieux, comme par les Châteaux & Fortereses démantelées, avec restitution de l'Artillerie, munitions, & autres préparatifs de guerre, qu'il y avoit; & qu'il soit donné une entière satisfaction de toutes les dépenses faites par terre, & par mer dans les guerres, que depuis l'an 1665. l'on a eu avec la France.

4. Que toutes les confiscations des terres, rentes, ou de toutes autres sortes des biens indistinctement soient annullées, pour quelque raison ou pretexte, qu'on les ait faites contre les Vassaux & sujets de la Monarchie d'Espagne, tant dans les païs occupés par les Armes de France depuis le 25 de Septembre de l'an 1665, que dans ceux que la France possedoit auparavant, & que les arrests faits sur ce sujet soient levés, & les proprietaires remis en tranquille & paisible possession de leurs terres, rentes & biens, avec la restitution des fruits depuis le jour de la confiscation ou de l'arrest, & avec reparation des dommages, qu'ils auront soufferts.

5. Qu'à tous les sujets de la Couronne d'Espagne soit fait reparation de tous incendies & ruines de Chasteaux, maisons brulées, de tous bois, jardins & arbres coupez & ruinez, & des autres pertes souffertes pendant cette guerre, en leur faisant entière reparation tant du capital, que de tous les dommages & interests selon leur juste valeur.

6. Et comme l'experience d'autres traitez a enseigné, que les matières n'estant pas entièrement decidées dans les articles de la Paix, ou renvoyées à des conferences particulieres, ou sujettes à des interpretations, cela n'a pas esteint la chaleur de la guerre, mais plustôt donné sujet à de nouveaux embrasemens, on se reserve la liberte d'amplifier, restreindre ou ajouter toutes les propositions, que selon l'exigence on jugera plus propres, & qui contiennent, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourra estre avantageux, à ce que la Paix, que l'on pretend de faire avec l'aide de Dieu, soit ferme, seure, & durable.

7. Qu'à tous les Alliez de la Couronne d'Espagne, & à chacun d'eux soit donnée juste & entière satisfaction tant des dommages receus, que de

de tout ce que les Armes de France pourront avoir pris & occupé sur eux. Fait à Nimegue le 3. de Mars 1677.

DON PEDRO RONQUILLO.

Conformément à l'Original,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PROPOSITION

de las Pretensiones de España para el ajustamiento de Paz con Suecia.

1. **Q**ue la Corona de Suecia de entera y cumplida satisfaccion y reparacion à la de España de todos los gastos hechos y daños ricevidos tanto por tierra como por mar en esta presente guerra, y tambien de los derechos que la competen por contractos estipulados, por parte de la Corona de España cumplidos y por la de Suecia no observados.

2. Yporqué la experiencia de otros trattados ha enseñado que el quedar las materias en los Articulos de la Paz o no del todo decididas, o remitidas à conferencias particulares o sujetas a interpretacion nõ han extinguído el calor de la guerra antes han subministrado materia a nuevos incendios, se reserva la facultad de emplier, restringir o añadir a aquellas proposiciones que segun la exigencia se juzgaren mas proprias, y que prevengan en quanto fuere possible, todo lo que pudiese conducir à que la Paz que con la ayuda de Dios se pretende haçer, sea firme, segura, y estable.

3. Que a todos los Alliados de la Corona de España y a cadauno de ellos se les de entera, justa y cumplida satisfattion, tanto de los daños ricevidos, como de to-

10 *Memoires & Negotiations*
de lo que les brevieren occupado las Armas de Suecia.
Fha en Nimega a 3 de Marzo del año 1677.

DON PEDRO RONQUILLO.

Concordat cum Originali ,

JO. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

TRADUCTION.

PROPOSITIONS

d'Espagne pour la Paix à faire avec la Suede.

1. **Q**UE la Couronne de Suede donne entiere satisfaction & reparation à l'Espagne de toutes les dépenses faites , & dommages receus tant par terre que par mer, dans cette presente guerre , & aussi des droits qui luy conviennent par contracts stipulez , executez de la part de l'Espagne , mais non observez de la part de la Suede.

2. Et comme l'experience d'autres traités a enseigné , que les matieres n'estant pas entierement decidées dans les Articles de la Paix, ou renvoyées à des conferences particulieres, ou sujetes à des interpretations , cela n'a pas esteint la chaleur de la guerre , mais plustost donné sujet à de nouveaux embrasemens, on se reserve la liberte d'amplifier , restreindre , ou ajoûter toutes les propositions , que selon l'exigence on jugera plus propres, & qui contiennent , autant qu'il sera possible, tout ce qui pourra estre avantageux, à ce que la paix, que l'on prétend de faire avec l'aide de Dieu , soit ferme , seure & durable.

3. Qu'à tous les Alliez de la Couronne d'Espagne, & à chacun d'Eux soit donnée juste & entiere satisfaction tant des dommages receus , que de tout ce que les armes de la Suede pourront avoir
pris

pris & occupé fureux. Fait à Nimégue le 5. de Mars 1679.

DON PEDRO RONQUILLO.

Conformément à l' Original,

IO. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PROPOSITIO

Danica pro Corona Franciæ.

CUM durantibus hisce calamitosis Europæ motibus, Serenissimus & Potentissimus Daniæ & Norvegiæ Rex, se quoque (quamquam id omni conatu evadere al- laboraverit) contra Serenissimum & Potentissimum Galliæ Regem Christianissimum in speratâ inimicitia & hostilitate implicatum videat, ad eamque penitus consociendam, pacemque inter Sacras eorum Regias Ma- jestates, hac generalis pacis tractatus occasione, inter- venientibus Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britan- niæ Regis perquàm laudabilibus & mediantibus curis, resarciendam summo opere inclinet, subsequentiâ in eum finem infra scriptus Legatus Extraordinarius & Ple- nipotentiarius Sacræ suæ Regiæ Majestatis (in quan- tum Regis & Domini sui clementissimi voluntas & intentio hucusque super hisce ipsi cognita est & perspe- cta) hic proponere necesse habuit, quæ nomine Sacræ suæ alte memoratæ Regiæ Majestatis à Christianissimo Galliæ Rege expectat atque desiderat. Ut nimirum primò peculiaris Sacræ suæ Regiæ Majestatis Consæ- deratis à Christianissima Sui Majestate talibus gene- ralis Pacis conditionibus satisfiat, quæ iustis eorum prætensionibus adæquatæ securitati publicæ prospici- entes, damnis illatis atque perpeffis satisfactoria,

adeoque omni honesto & necessario in totum convenientes meritis existimari possint.

Quandoquidem etiam immerita & inopinata Regis Christianissimi belli denuntiatio adversus sæpe dictam suam Regiam Majestatem ad novas & immensas impensas, Sacram suam Regiam Majestatem cum summo ejus detrimento adegerit, maximeque inde sumptus etiamnum quotidie existant, omni equitati & Justitiæ consentaneum videtur, ut secundò prædictæ omnes impensæ totique isti sumptus à Rege Christianissimo Sacræ suæ Regiæ Majestati pro plenaria eorumdem satisfactione omnino persolvantur, & tribuanturque. Quemadmodum & tertio, ut damna omnia subjectis Sacræ suæ Regiæ Majestatis tam ante, quam post denuntiationem hujus belli terrarumque illata, quocunque titulo nuncupari possint, in integrum reparentur, & compensentur.

Verùm cum ulterioribus Regis ac Domini sui Clementissimi mandatis de voluntate ejus hæc in causâ nondum satis se instructum infra scriptus ejusdem Legatus Extraordinarius & Plenipotentarius agnoscat, ea hoc ipso sibi amplius reservari solenni protestatione requirit, quæ postmodum specialioribus Regis sui clementissimi Jussis ad prædictum Pacis finem spectantia ad ipsum pervenerint & sideria; præfata interea omnia sollicitis & pergratis Excellentissimorum D. D. D. Mediatorum officiis cum omni observantia ac debite devotionis studiis enixe recommendant.

I. HÖEG.

Concordat cum Originali,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS,

21. Februarii 1677.

3. Martii.

TRA-

T R A D U C T I O N .

P R O P O S I T I O N S

du Roy de Dannemarc contre la France,

LE Serenissime & Tres-Puissant Roy de Dannemarc, se voyant engagé dans cette fâcheuse guerre qui continuë toujours dans l'Europe, (quoy qu'il ait fait tous ses efforts pour l'éviter,) contre le Serenissime & tres-Puissant Roy de France, par une haine & animosité inespérée; son intention particuliere est de l'assoupir entierement, par le rétablissement de la Paix entre leurs Sacrées & Royales Majestez, par l'occasion qui se presente du traité de la Paix generale, par les soins tres-loüables & la mediation du Serenissime & tres-Puissant Roy de la Grande Bretagne; A cette fin, le sousigné, Ambass. Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Sacrée Majesté, a crû necessaire, (autant que la volonté & l'intention du Roy son Maistre luy est connuë sur ce sujet,) d'exposer icy ce qu'il attend & souhaite de la part du Roy Tres-Chrétien, au nom de sadite Majesté. Premièrement, que Sa Majesté Tres-Chrétienne donne satisfaction aux Alliez de sadite Sacrée Majesté, par telles conditions de Paix, qu'elles répondent à leurs justes prétentions, qu'elles regardent la tranquillité publique, qu'elles reparent les pertes souffertes, de sorte qu'on puisse les reputer en toute maniere conformes à l'honnêteté & à la necessité.

Et comme la déclaration surprenante de la guerre de la part du Roy Tres-Chrétien contre sadite S. R. M. l'a obligé à de nouvelles & prodigieuses dépenses à son grand préjudice, & que les frais se continuënt encore de jour en jour, il semble tres-juste & tres-équitable; qu'en second lieu, tous

lesdits frais & ces grandes dépenses soient rendus & payés entierement à sadite Sacrée & Royale Majesté, de même & en troizième lieu, que les sujets de Sa Royale Majesté soient recompensez des dommages qu'ils ont soufferts, avant & depuis la declaration de la guerre par mer, de quelque nature qu'ils soient.

Mais comme le susdit Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire sousigné reconnoit, qu'il n'est pas encore suffisamment instruit de la volonté du Roy son Maistre sur ce sujet, par les derniers ordres qu'il a reçus de luy, en ce cas il proteste sollemnellement, qu'il se reserve à augmenter les choses que son Roy Tres-Clement luy aura fait sçavoir, pour l'avancement de la susdite paix, par des ordres particuliers, remettant neantmoins, avec tout le respect qu'il doit, toutes choses aux soins officieux de leurs Excellences Messieurs les Mediateurs.

J. HEUGH.

Conformément à l'Original,

JO. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

ce 3. de Mars 21. de Fevrier de l'an 1677.

PROPOSITIO

Danorum præsentata D. D. Mediatoribus die 3. Martii, & Sueciæ Legatis Eodem die.

Quemadmodum neminem latere potest, qui vel minimam saltem notitiam auctorum & causarum afflictæ hujus Christiani Orbis status habeat, quanto cum maxore & tristitia Serenissimus & Potentissimus Danicæ, Norwegiæ, &c. Rex à longinquo spectaverit illam perquam cruentam tanti sanguinis effusionem & de-
depo-

deplorandam plurimarum Provinciarum devastationem, non minus quam quo invitò ac repugnante animo Sacra sua Regia Majestas eò se tandem pertractam senserit, ut Confœderatorum suorum tantis cladibus affectorum, periculis & fortuna, se quoque ex vi fœderum contra novos bellis affectas solummodo sancitorum, immisceret, in eum unice finem, ut adversæ Partes belligerantes tandem ad mitiores pacis cogitationes & quietis publicæ redditionem permoverentur; Ita etiamnum alte memorata Sacra sua Regia Majestas nihil magis in votis habeat, quam ut pia hæc ejus intentio per æquas, firmas, atque honestas compositiones quantocius maturum & optatum fortsatur finem. Et quanquam benigno supremi Numinis hucusque cooperante auxilio Sacra sua Regia Majestatis arma ipsi insigne rerum suarum incrementum abunde polliceri videantur, si proprio maius commodo & utilitati, quam communi salutis consultum optaret, nihilominus ut universis & singulis constare possit pacem publicam unicum ejus scopum fuisse & adhuc esse, & ad eandem Orbi Christiano reddendam nullibi ex sua parte summe dictam Sacram Suam Regiam Majestatem indefessis, generosissimis, & nunquam non laudandis Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniae Regis, tanquam recepti communis Mediatoris, conatibus defuturam, quæ pro pace sumpsit arma, pro pace etiam deponere promptam, paratamque se exhibet, modò perchari ejus Confœderatis (quorum causam, uti suam fecit, ita & nunc facit) & Sacra sua Regia Majestas una & simul cum iis ab adversæ Partis belligerantibus tales reconciliationis conditiones obtinere & sibi stabilire queat, quæ gloriæ ipsorum haud dispares, regnis, dititionibus & statibus uniuscujusque tutelæ, damnis perpeffis & sumptibus expensis satisficientes atque adeo securitatis publicæ adæquatæ merito existimari possint.

Quorum omnium, dum pro sua singuli altè memoratorum Confœderatorum parte, prout rebus suis consul-

sultius duxerint, semetipsos per Ministros suos ad hunc Paris tractandæ Generalis conventum missos, certiores reddere, existuntur, subsequentiâ habet summe præfatæ Suae Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. infra scriptus Extraordinarius Legatus ac Plenipotentiarius, quæ Regis ac Domini sui Clementissimi nomine à Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ, &c. in eundem finem omnino considerat.

Et quidem primò ut omnia inter Suam Regiam Majestatem Daniæ & Norwegiæ &c. & Regem Regnumque Sueciæ in eia rerum restituantur statum, quo antequam bellum, quod per pacem Bromsebroensem tandem terminatum, inter septentrionalia Daniæ, Norwegiæ, & Sueciæ Regna, iisque subjacentes Provincias & ditiones exortum est, ea fuisse satis superque constat, eo viximò modo, ut quæ temporum infortuniis à Sacratissimæ memoriæ Daniæ Norwegiæ Regum Imperio, potestate & dispositione divulsa sunt Provincie, Ditiones, Insule, Civitates, munimenta, jura & prærogativæ, speciatim quoque Vicigalium & Teloniorum exemptio, Sueciæ Esque obediensium Statuum incolis concessa, non solum per prædictum tractatum Bromsebroensem, verum etiam per eos, qui postmodum ulterioribus adversæ fortunæ auspicijs Rotchildiæ & Hafniæ inisi sunt, & sancti, in totum & absque ulla unquam exceptione redeant ad Sacram suam alte prædictam Regiam Majestatem Daniæ, Norwegiæ, &c. &c. & ab eadem ejusque successoribus hereditariis in perpetuum sine omni Regis Regnique Sueciæ prætensionis specie, absoluto & irrevocabili jure possideantur, atque adeò prædicti tractatus Bromsebroensis, Rotchildiensis & Hafniensis in omnibus & singulis, quæ plenariæ huicce restitutioni contraria esse possunt, omnino aboleantur, abrogentur & in totum annihilentur. Eæ nimis sunt hujus postulati conditiones, ut non solum propriæ securitatis aliquatenus necessario consulere, sed & publice

blisæ navigationum & commerciorum utilitati & æquilibrio pro viribus hoc ipso prospicere maxime Sacre Suae prædictæ Regiæ Majestatis curæ cordique sit.

2. Cum etiam Rex Regnumque Sueciæ, quam per Pacem Westphalicam cum tanto tam præclaram Provinciarum & Dominationum, quæ inde ei accesserunt, lucro, quibuscumque contra genus unum ejusdem Pacis sensum oppressis statibus abunde promissit Guarantiam & securitatem, inopinatâ suâ in Electoratum Brandenburgicum, eique subiectas Provincias & Ditiones invasione notorie infregerit, nec postea, quam Cæsari & Romano Imperio (quoad statum ejusdem Imperii) debebat obedientiam, præstare voluerit, advocatoria prioris, conclusa posterioris, nullâ ullibi eorum habitâ ratione spernenda, Suecique idcirco hostes jamdudum prædicti Imperii manifestè & palàm declarati sint. Equissimum secundò existimat Sacra sua Regia Majestas Daniæ & Norwegiæ ac instanter urget, ut altè memoratus Rex Regnumque Sueciæ hoc ipso ulteriore quarumcumque prædictarum Provinciarum & Ditionum possessione & Dominatione in perpetuum penitus privetur, & ab eisdem in totum removeatur & excludatur, ea quidem ratione, ut quæ in utroque Pomeraniæ Ducatu, Sueciæ hucusque fuere subiectæ (Insulâ Rugiâ exceptâ quæ ut semper ab immemorabilibus retrò temporibus Daniæ adhæsit, ita etiam nunc, ut eidem restituatur, necesse est) Serenissimo Electori Brandenburgico cedantur, Ducatus verò Bremensis & Episcopatus Verdensis, cum omnibus illorum pertinentiis & dependentiis R. S. M. ejusque Confœderatis, qui armis eos occuparunt (prout quisque Armis & Expensis novum hunc hostem ubique compescere re ipsâ allaboraverit) in aquam, & prout amplius conveniit partitionem tradantur, Wisnariâ cum subjacentibus Ditionibus soli Regiæ Suae Majestati, sicut par est, omnino relicta.

3. Ut autem & tertio constet, quantum bono publi-

co, summe dicta S. S. R. M. consultum cupiat, à Rege Regnoque Sueciæ omninò desiderandum censet, ut quæcum summo publicæ commerciorum in Mari Baltico libertatis detrimento introduxerit, & sanciverit Monopolia, ubicumque locorum eidem parentium aboleantur, nec imposterum ullo modo ita tolerantur ut Sueciæ eiq. subjacentium Regnorum incolæ præ aliis nationibus peculiare aliquod emolumentum inde sibi capere vel arrogare possint.

4. Et ne de novo proximè & imposterum sub quocumque prætextu, à Rege, Regnoque Sueciæ improvisos Armorum motus, & immeritas aggressiones S. S. R. M. expectare habeat, ejusmodi loca munista & propugnacula sibi in confiniis undique versus tradi postulat, quibus securitati suæ satis præcavere & prospicere possit, præsidii solammodò in iis summe dictæ sue Sacræ Regiæ Majestati Daniæ & Norvegiæ, Regi verò & Regno Sueciæ reddituum eorum jure relicto.

De cætero cum ex prædictis omnibus nihil S. S. R. M. satisfacere valeat, nisi uno eodemque tempore perchari ejus ante memorati Confæderati plenariam à summe dictâ suâ Majestate Regiâ, Sueciæque Regno nanciscantur satisfactionem, sub hac potissimum conditione superiora omnia postulata desiderat, cùm nec ullo unquam pretio, nec alio quovis modo à summe prædictis Confæderatis suis illorumve interesse divelli se patiatur. Unum solammodò habet infra scriptus Legatus extraordinarius & Plenipotentarius, quod adhuc moneat, nempe ut ulteriores præfatorum omnium extensiones & interpretationes, ipsimet, prout par erit, relinquantur: ipsique, si Divino iubente Numine, per illos quos Excellentissimi Domini Legati & Extraordinarii & Plenipotentarii Sueciæ desideris & transactionibus hisce adferre voluerint moras, nova rerum facies obtingat, prædictas conditiones adaugere, & pro rerum statu immutare sit integrum. Atque ita hæc Excellentissimorum Dominorum Mediatorum

*rum sollicitis & laudabilibus curis obsequenti, & ad
quævis ipsorum studia paratissimo animo officiosissime
recomendat.*

J. H Ò E G.

Concordat cum Originali,

J O. B E R K E L E Y.

W. T E M P L E.

L. J E N K I N S.

TRADUCTION.

PROPOSITIONS

*des Danois présentées à Messieurs les Mediateurs,
le troisieme de Mars, & aux Ambassadeurs
de Suede le même jour.*

IL n'y a personne, pour peu qu'il ait de con-
noissance de la source & des causes de la calami-
té qui afflige à present la Chrétienté, qui ne sça-
che, avec combien de chagrin & de tristesse le
Serenissime & Tres-Puissant Roy de Danne-
marc, a vû venir de loin cette grande effusion
de sang, & cette déplorable desolation de tant de
Provinces, de même avec combien de repugnan-
ce Sa Sacrée & Royale Majesté s'est sentie enfin
engagée à prendre part aux dangers & à la fortu-
ne de ses Alliés, qui avoient déjà souffert tant de
pertes, par la force des Alliances établies seulement
contre les nouvelles entreprises de guerre; n'ayant
point d'autre but en cela que de porter toutes les
Parties, qui sont en guerre, à des pensées favora-
bles de Paix, & au rétablissement de la tranquillité
publique; aussi sadite Sacrée Royale Majesté, ne
souhaite rien tant, que sa pieuse intention ait une
fin prompte & heureuse, par un accord juste & sta-
ble; Et bien que par l'aide favorable de Dieu, les
Armes de Sa Sacrée Royale Majesté semblent lui
pro-

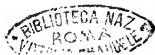
promettre un progrès merveilleux dans ses affaires, s'il cherchoit plutôt son avantage que le bien public, cependant afin que chacun connoisse, qu'il n'a point d'autre pensée, qu'il n'en a point eu, & n'aura point d'autre, que pour la Paix generale; il s'engage volontiers à la rétablir de son côté dans la Chrétienté, de seconder par tous ses efforts le loüable dessein & les peines que prennent là-dessus les Tres-generaux Mediateurs de la part du Serenissime & Tres-Puissant Roy de la Grande Bretagne, & autant qu'il s'est trouvé disposé à prendre les Armes pour la Paix, autant le sera-t-il à les mettre bas aussi pour la Paix, pourvu que ses tres-chers Confederés, desquels il a pris & prend encore la cause en main, ensemble Sa Sacrée Royale Majesté, puissent établir de telles conditions de Paix avec leurs Parties adverses, qu'elles leur soient glorieuses, & avantageuses à leurs Royaumes & États, & qu'elles reparent les dommages & les frais qu'ils ont soufferts, & enfin qu'elles tendent à la tranquillité publique.

De toutes lesquelles choses, comme les susdits Confederés s'efforcent de donner connoissance, selon qu'ils trouvent à propos par leurs Ministres, qu'ils ont envoyés à l'Assemblée qui se fait pour traiter de la Paix generale, le sousigné Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Royale Majesté de Dannemarck & de Norvegue, a de son côté à proposer sommairement ce qui suit; c'est-à-dire ce qu'il attend de la part du Serenissime & tres-Puissant Roy de Suede au nom de son Roy, & Seigneur Tres-Clement.

Premierement, que toutes choses soient remises comme elles étoient avant la guerre, entre Sa Royale Majesté de Dannemarck & de Norvegue, & le Roy & le Royaume de Suede, & qui fut terminé par la Paix de Bremsenbrouë, qui fut faite
ensuite

ensuite de ladite guerre entre les Royaumes Septentrionaux de Dannemarc, Norvegue & Suede, & les Provinces & Etats circonvoisins, de maniere que toutes les Provinces, Etats, Isles, Villes, Fortereses, Droits & Prerogatives, & en particulier l'exemption des tributs & peages, qui avoit esté accordée à la Suede & à les habitans, non seulement par ledit Traité de Bremsebrouë; mais aussi par ceux qui se sont faits depuis à Rotshilde & Hafnie; toutes lesquelles choses ôtées du Royaume, puissance & autorité de sadite Serenissime Majesté de Dannemarc & Norvegue, par un revers inesperé, luy soient entierement restituées, & sans nulle reserve, pour en jouir par luy & par ses Successeurs à jamais & de plein droit, sans aucune pretention du côté du Roy de Suede, ni de son Royaume, & par ce moyen les susdits Traités de Bremsebrouë, Rotshilde & Hafnie, entant qu'ils sont contraires à la susdite restitution, soient du tout annullés & abrogés. Les Conditions de cette demande ne regardent pas seulement la seureté particuliere de Sadite Royale Majesté, mais son principal soin en cela & sa plus grande passion est de pourvoir au rétablissement de la Navigation publique & du commerce.

2. Parce aussi que le Roy de Suede, par une invasion inopinée dans l'Electorat de Brandebourg, & dans les Provinces & Etats qui luy sont sujets, a rompu manifestement la Garantie & seureté qu'il avoit promise par la Paix de Westphalie, par laquelle il a profité de tant de belles Provinces & Seigneuries, chacun de ses Etats ayant esté estimé positivement par ladite Paix; & a pretendu se soustraire de l'obeïssance, dont il étoit redevable envers l'Empereur à cause des Etats qu'il possédoit dans l'Empire, sans aucune raison valable, que d'ailleurs les Suedois sont depuis longtemps



temps ennemis declarés du susdit Empire , Sadite Royale Majesté de Dannemarc & Norvegue tient en second lieu , pour chose tres-juste , & demande avec instance , sçavoir que ledit Roy de Suede soit à jamais exclus & entièrement privé de la jouissance & Seigneurie de toutes lesdites Provinces & Etats , c'est-à-dire , de tout ce qui étoit sujet à la Suede dans l'un & l'autre Duché de Pommeranie , (excepté , l'Ile de Rugen , qui ayant été de tout temps immemorial attachée au Danne-marc , y soit reünie) soit livré au Serenissime Electeur de Brandebourg , & le Duché de Brême , & l'Eveché de Verden avec tout ce qui en dépend soit cédé à Sadite Royale Majesté , & à ses Confederés qui s'en sont emparés par les Armes , (selon les efforts & les frais que chacun se trouvera avoir faits pour reprimer un si redoutable ennemi) à chacun également ou selon qu'il sera convenu ; Wismar & les dépendances laissées à Sadite Royale Majesté en particulier.

3. Et afin qu'il paroisse d'autant plus, combien Sadite Royale Majesté recherche le bien public , elle est d'avis d'obtenir entierement du Roy & Royaume de Suede , que les tributs qu'il a établis & introduits sur la Mer Balthique , au tres-grand dommage de la liberté du Commerce, soient abolis par tout où ils sont , & ne soient plus soufferts en aucune maniere, en sorte que la Suede & les habitans des Royaumes adjacens n'y puissent tirer & s'attribuer aucun profit sur les autres Nations , & afin de détourner par là d'icy en avant les mouvemens subits & les injustes attaques du Roy de Suede sur les Etats de Sadite Sacrée Royale Majesté.

4. En quatrième lieu, Sadite Majesté demande que les forts & boulevards qui sont le long des frontieres luy soient livrés , afin de mieux pourvoir par ce moyen à sa seureté , pour avoir seulement

ment droit d'y mettre garnison , abandonnant le revenu au Roy de Suede & à son Royaume.

Au reste comme Sadite Royale Majesté ne pourroit être satisfaite en toutes ses requisitions susmentionnées, à moins que le Roy de Suede n'ait donné un entier contentement aussi aux susdits Confederez , ce n'est que sous cette condition seulement qu'il demande tout ce qu'il a allegué , n'y ayant aucune consideration ni aucun avantage de son côté qui soit capable de l'aliéner des interêts de sesdits Confederés.

Le sousigné Ambassadeur Plenipotentiaire n'a plus que ce mot à ajouter , sçavoir , qu'il se reserve l'interprétation & l'extension de tout ce que dessus , selon qu'il sera convenable , & le droit entier d'augmenter les susdites conditions & les changer selon l'état des choses , si par la permission de Dieu la face des affaires venoit à changer , par les revolutions & changemens , qu'y voudroient apporter Messieurs les tres- Excellents Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Suede; & en cette maniere , il recommande le tout aux soins louïables de Messieurs les tres- Excellents Mediateurs , auxquels il est tres-affectionné & disposé à leurs services.

H E U G H.

Conformément à l'Original,

J. B E R K E L E Y.

W. T E M P L E.

L. J E N K I N S.

PRO-

PROPOSITION

faites à Messieurs les Mediateurs, par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, pour parvenir à un Traité de Paix avec le Roy de France.

MESSIEURS,

Pour témoigner à Vos Excellences, combien Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies desireront voir la Paix rétablie dans la Chrétienté, & spécialement aussi entre le Roy de France & leurs Hautes Puissances. Et qu'ils veulent de leur part apporter toute sorte de facilité à ce qui pourra servir à l'avancement d'un si grand bien. Ils ne demandent pour leur interest particulier, que la restitution de la Ville de Mastricht, avec le Comté de Vroonhoff, & ce qui est de leur partage, & droit sur les Comté & Pais de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc d'outre Meuse, avec les Villages de redemption, Bancqs, de St. Servais, & tout ce qui dépend de ladite Ville, & une satisfaction entiere des pretentions particulieres de Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange, lesquelles seront specifiquement declarées. Etant au reste resolu, quoy qu'ils ayent fait des pertes irreparables, & qu'ils ayent souffert des frais & des dommages inestimables, durant le temps de cette funeste guerre, (dont avec tres-juste raison ils pourroient demander la reparation & les dedommagemens,) de sacrifier le tout au repos public. Pourvû que les Alliés de leurs Hautes Puissances trouvent aussi en même temps une satisfaction entiere de ce qui leur est dû.

Et pour affermir d'autant plus & faire subsister
le

le Traité, qui par la grace de Dieu doit estre conclu, Messieurs les Estats Generaux croient tres-necessaire, qu'il contienne une renonciation generale, & particuliere de toutes sortes de prétentions, tant du temps passé, que du present, quelles qu'elles puissent estre, que l'une Partie pourroit intenter contre l'autre, pour éviter à l'avenir toutes les occasions, que l'on pourroit susciter & faire naître de nouvelles dissensions, comme secondement aussi que ledit Traité contienne un reglement, par lequel on puisse prévenir les incommoditez, qui naissent & surviennent d'ordinaire, au fait du commerce & de la Navigation reciproque, tant du côté des Souverains, que des sujets, de part & d'autre. Et souhaitant de tout nostre cœur, que vos Excellences, par leur sage entremise, nous procurent la Paix sur ces Principes, nous demeurons,

M E S S I E U R S ,

De vos Excellences

les tres-humbles & tres-obeïssans serviteurs.

H. V. B E V E R N I N G K.

W. V. H A R E N.

Conformément à l'Original,

J. B E R K E L E Y.

W. T E M P L E.

L. J E N K I N S.

P R O P O S I T I O

Unitarum Provinciarum fœderati Belgii pro Coronâ Sueciæ.

Illustriſſimi Domini,

CUm anno ſuperiori 1675. orta ſint quædam diſſidia inter Sereniſſimum & Potentiſſimum D. D. Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, &c. Et Sereniſſimum D. D. Electorem Brandenburgicum, &c. quæ in aperta bellum exarſerunt; ſimulque Dominos Ordinis Generales uniſi Belgii ratione fœderum, quæ iis, cum præſato Domino Electore intercedebant, eoſque in partes traxerunt, ut Maniſeſto aut Diplomate Publico Bellum hinc inde indiſtum fuerit. Domini autem Ordines Generales nihil anti-quiùs habeant, quàm ut ſalus publica & quies in Orbe Chriſtiano redintegrentur, nos religioſe, eorum nomine proſitemur, eos ad Pacem, cum præſato Domino Rege reſarciendam, ſemper fore paratiſſimos, modo illa generalis ſit, & intereſſe ſimul comprehendat Domino- rum Imperatoris, Regum, & Principum cum quibus confœderati ſunt.

Hoc dumtaxat ſpecialiter ſuperaddito, ut in eo Tra-ſtatu, qui annuente Deo concludendus eſt, apponantur, acclarenturq; leges & media, quibus proſpiciatur incommodis, quæ plerumque exoriri ſolent, circa commerciorum, navigationiſque Fura, exercitiumque reciprocum tam reſpectu ſupremarum Potèſtatum quàm ſubditorum utriuſque Partis.

Porrò ut Excellentia Veſtra hiſce Principiis & legibus, indiſtriâ & labore ſuo Pacem & Tran-
quil-

quillitatem Orbi Christiano restituant animittens volumus.

Excellentiarum Vestrarum ad omnia
officia paratissimi

H. V. BEVERNINCX.

W. V. HAREN.

Concordat cum Originali

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

Dabamus Noviomagi 3. Martii 1677.

TRANSLATION.

PROPOSITION

des Provinces Unies des Pais-Bas concernant la Couronne de Suede.

Tres Illustres Seigneurs ,

S'Etant élevé l'année dernière 1675. certains differens entre le Serenissime & Tres-Puissant Seigneur Charles Roy de Suede , des Gots, & des Vandales , &c. Et le Serenissime Prince Electeur de Brandebourg, &c. lesquels par la suite ont degeneré en une guerre ouverte; & qui en même-temps ont tellement engagé en leur parti Messieurs les Etats Generaux des Pais-bas unis , à cause de l'alliance qu'ils avoient avec le susdit Seigneur Electeur , que la guerre de part & d'autre fut declarée par un manifeste & acte public. Mais comme lesdits Seigneurs Etats Generaux n'ont rien plus en recommandation, que le rétablissement du salut & du repos public dans le Christianisme ; nous assurons de bonne foy de leur part, qu'ils seront toujours disposez à retablir la Paix avec ledit

28 *Memoires & Negotiations*

Seigneur Roy, pourvû que cette paix soit generale, & que les interêts des Seigneurs, Empereur, Roys & Princes leurs Alliez y soient compris.

Cecy estant seulement ajoûté de particulier, que dans le Traité, qui, par l'assistance favorable de Dieu, se va conclure, on y infere & déclare des loix & des moyens par lesquels il soit suffisamment pourvû aux inconveniens qui quelquefois ont accoutumé de se former, à l'égard des droits du commerce & de la Navigation sur l'exercice reciproque d'iceux, tant du côté desdites Puissances Superieures, que du côté de leurs sujets de part & d'autre.

Nous supplions donc de tout nôtre cœur vos Excellences, de vouloir par de tels principes & loix, & selon votre prudence & attachement, remettre la paix & la tranquillité parmy les Chrestiens.

MESSIEURS,

*De Vos Excellences
les tres-obeissants*

H. V. BEVERNINGK.
W. V. HAREN.

Conformément à l'Original.

JO. BERKELEY.
W. TEMPLE.
L. JENKINS.

Donné à Nimegue ce 3 Mars 1677.

P R O P O S I T I O

Legatorum Plenipotentiariorum suæ Serenitatis
Electoralis Brandenburgicæ pro Coronâ
Franciæ.

Serenissimus Elector Brandenburgicus Dominus noster Clementissimus, cum ante bellum exortum ingentia prospiceret mala & pericula inde oritura, non intermisit tam apud Serenissimum & Potentissimum Gallie Regem Christianissimum, quam apud Cæsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnem ad conciliandos animos, & ad avertendum bellum adeo nocivum adhibere operam, suæque offerre studia ac officia ut Regiæ suæ Majestati Christianissimæ satisfactio, si quæ deberetur congrua & conveniens à præfatis Dominis Ordinibus præstaretur.

Posteaquam autem Elector Serenissimus omni suâ sollicitudine, curâ, ac diligentia nihil proficere, nec bellum ullo amabili modo præveniri potuit, exercitus verd Gallicus prius in terras Serenitatis suæ, quam in ipsas Provincias Dominorum Ordinum ingressus, ac illi proinde per hæc copias in Ducatu suo Cliviensi & Comitatu Marcano infinita mala, & damna immensa, illata sunt, ac etiamnum inferantur. Ratio ipsa & æquitas postulant, ut ad restaurandum Pacem æquam, firmam, & honestam, Primo loco omne detrimentum, quod in præfatis suis dittonibus durant hoc bello à dictis Copiis Gallicanis est perpeffus, id Serenitati suæ Electorali, præviâ speciali designatione, quam legati ipsius Extraordinarii sunt exhibituri, ante omnia resarciatur, id quod & Christianissima sua Majestas sæpius in se recepit ac promisi.

Desiderat secundo Serenitas sua Electoralis, ut sibi dittonibusque suis sufficiens præstetur in futurum securitas.

Et tertio, ut Pax sit universalis, omnesque belli Socios & Electoralis sue Serenitatis Fœderatos comprehendat.

Quod ut promoveret vellet Serenissimus ac Potentissimus Magnæ Britanniae Rex & Mediator humillimè & obnixè rogatur.

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITS.
WERNER. W. BLASPIEL.

Concordat cum Originali

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

Neomagi ^{3 Martii} 1677.
_{21 Februarii,}

TRANSDUCTION. PROPOSITION

*des Ambassadeurs Plenipotentiaires de Sa Serenité
Electorale de Brandebourg à l'égard de la Couronne de France.*

LE Serenissime Electeur de Brandebourg nôtre Prince Tres-Clement, prévoyant les malheurs & les inconveniens, qui sont les suites ordinaires de la guerre, n'a cessé de faire tous ses efforts, avant qu'elle fût déclarée, pour se procurer la bienveillance, tant du Serenissime & Tres-Puissant Roy de France Tres-Chrestien, que des Hauts & Puissans Seigneurs Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, & tâcher de détourner une guerre si pernicieuse, il s'est même employé avec attachement & affection, à ce que Sa Royale Majesté Tres-Chrestienne soit pleinement satisfaite de la part desdits Seigneurs Etats Generaux

raux, si tant est que quelque chose lui fut dûe. Mais le Serenissime Electeur voyant que ses soins, ses peines & ses offices n'avançoient rien, & que la guerre ne se pouvoit éviter par aucune voie amiable, que même l'Armée de France estoit plutôt entrée sur les Terres de sa Serenité, que dans les Etats Unis, ces troupes Françoises ayant apporté des maux infinis & des dommages immenses dans son Duché de Cleve, & son Comté de Mark qui ne finissent pas encore. La raison & l'équité requierent, que pour le rétablissement d'une Paix seure, équitable, & honnête, en premier lieu tout le damage qu'il a souffert dans ses Etats sus-nommez pendant cette guerre, de la part desdites troupes Françoises, Sa Serenité Electorale avant toutes choses en soit indemnisée, & que lesdites pertes dont ses Ambassadeurs Extraordinaires fourniront un estat particulier, luy soient restituées, ce que même Sa Majesté Tres-Chrestienne a souvent accordé & promis.

Sa Serenité Electorale souhaite en second lieu, qu'il y ait à l'avenir seureté entiere tant pour luy que pour ses Etats.

Et troisièmement, que la Paix soit generale, & comprenne tous les Amis, & confederez de Sa Serenité Electorale.

Le Serenissime & Tres-Puissant Roy de la Grande Bretagne & Mediateur estant tres-humblement prié, de vouloir porter les esprits à cette proposition.

Laur. Christoph. Somnitz, Werner, Willh. Blaespiel.

Conformément à l'Original

Jo. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PROPOSITIO

Electoralis Brandenburgica pro Coronâ
Suecica.

QUoniam dubio procul hisce de Pace tractatibus id intenditur, quæriturque ut & æqua illa & securâ consequatur, Serenissimus Elector Brandenburgicus Dominus noster Clementissimus, nullas alias proponit Pacis conditiones, quàm quæ ad obtinendum scopum illum æquæ & securæ Pacis facere queant.

Antequam funestum hoc bellum exoriretur, nullum aliud Serenitatis Electorali cum belligerantibus erat commercium, quàm mutui affectus & amicitie, atque hinc subditi ejusdem altâ pace fructibusque ejusdem gaudebant; Ubi verò translato in Germaniam bello, cum & amor & leges Patriæ tum & fides & salus publica Serenitatem suam Elect. cum copiis suis aliò vocassent, Exercitus Suecicus nullâ laceffitâ injuriâ, Suae Ser. terras hostiliter invasit, miris illæ modis afflictæ atque vastatæ sunt, ut damnum, quod sua Ser. Elect. ita perpeffa est plane sit irreparabile, non poterat ista violenta invasio cum contemptu & ignominia sua Ser. Elect. conjuncta, tum damna, quæ diximus negligi; Itaque necessariæ defensionis, jurisque sui vindicandi causâ Serenissimus Elector in Exercitus & quæ eò spectant immensos facere sumptus necesse habuit, quorum omnium nomine, si pax æqua est stabilienda Ser. sue Electorali à Serenissimo & Potentissimo Rege Sueciæ & satisfactio & indemnitas præstanda; frustra autem pax conficiatur, nisi & ante omnia id cautum fuerit, ut securâ illa sit. Pacis causâ Coronæ Sueciæ magna Pomeraniæ pars cessit, sed belli opportunitatem & maximâ incommoda illa res dedit. Non licuit Ser. Electori, nec terris ejus ut in pace securis esse, sed uti in bello cum damnis intolerandis conjuncto semper paratum esse oportuit,

oportuit, & tamen hoc ipsum quæque propterea factæ sunt impensæ, frustra fuerunt, quando invasio, uti nuper, opportuna, proclivis & facilis visa. Ab iis igitur nisi liberetur sua Serenitas Elect. periculis, incommodisque longe inaximis, nullo modo secura Pax, imo nec ipsa quidem qualiscunque iniri poterit. Ut igitur & quod æquum & quod securum, sua Ser. Electoralis obtineat Seren. & Potentis. Mag. Britannicæ Rex pro summo suæ justitiæ studio, proque laudabiliter suscepto mediatorio munere, ut haud gravate promovere velit; hoc verò est, quod à sui Regiæ Majestate humillimis precibus contenditur; sed ne ipsa Regia Majestas Sueciæ justa negare & postulata tam æqua aversari voluerit; ulteriora tum horum quoque declaratio reservantur, & hoc comprimis quod nihil horum pro contracto aut constituto habebitur, nisi pariter Confœderatis suæ Ser. Elect. in omnibus satisfactum fuerit. Propositum Neoma 1 die 21. Feb. 1677.

Suæ Serenitatis Elect. Brandeb. Legati Plenipotentiarum Extraordinarii.

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITZ.

WERNER WILH. BLASPIEL.

Concordat cum Originali,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

TRADUCTION.

PROPOSITION

de l'Electeur de Brandebourg, à l'égard de la Couronne de Suède.

PArce que sans doute dans les Traitez de Paix qui s'agitent, on n'a point d'autre intention que de la rendre juste & stable, le Serenissime Electeur de Brandebourg nôtre tres-clement Sei-

B 5

gneur

gneur ne propose d'autres conditions de Paix, que celles qui peuvent tendre à cette unique fin.

Avant cette guerre si sanglante, il n'y avoit point d'autre commerce entre sa Serenité Electorale & ses presens Ennemis, que celui d'une affection mutuelle & d'une bonne amitié, & les sujets pareillement jouissoient des fruits d'une paix profonde; mais la guerre s'étant jettée dans l'Allemagne, & l'amour & les loix de la patrie, aussi bien que la fidelité, & le salut public, appellant ailleurs Sa Serenité Electorale avec ses troupes, l'Armée de Suede, sans aucun sujet d'injure, entra avec impetuosité sur les terres de Sa Serenité dont elles ont été ruinées de sorte que le dommage, que Sa Serenité Electorale en a souffert, est du tout irreparable, cette irruption violente, au mépris & à l'affront de Sa Serenité Electorale, ne se pouvoit negliger, aussi le Serenissime Electeur fut forcé, par la necessité de se defendre, de lever une armée nouvelle avec des frais immenses, tous lesquels, pour rendre la Paix juste & équitable, doivent être entierement restituez à sa Serenité Electorale par le Serenissime & tres-Puissant Roy de Suede. D'ailleurs c'est en vain qu'on veut faire la Paix, si on ne prend garde avant toutes choses, à la rendre stable: en faveur de la Paix, il été cédé à la Couronne de Suede beaucoup en Pomeranie, mais malheureusement cela n'a produit que des occasions de guerre, & a attiré de grandes incommoditez. Le Serenissime Electeur ny son pais n'ont pas été en seureté comme dans une Paix, mais il a fallu le tenir toujours prêt avec de grands dommages comme dans une guerre ouverte, & cependant tous ses soins & les frais ont été inutiles, puisque cela n'a pû empêcher l'irruption, qui vient de se faire dans son Pais, si donc Sa Serenité Electorale n'est mise à couvert de ces dangers & frequentes
risques,

risques , bien loin de pouvoir établir une paix
seure , il n'y a pas moyen de la faire ; c'est pour-
quoy afin que Sa Serenité Electorale obtienne &
la justice & la seureté tout ensemble , le Serenissi-
me & tres-Puissant Roy de la Grande Bretagne, se-
lon le zele dont il est porté pour la justice, & par sa
louable fonction de Mediateur , voudra bien por-
ter les esprits à cette Proposition , Et c'est dequoy
sa Royale Majesté est tres-humblement suppliée ,
mais en cas que sa Royale Majesté de Suede veuil-
le refuser des choses si équitables , il y aura lieu à
une nouvelle declaration: Et sur tout qu'il n'y au-
ra rien de tout ce que dessus établi & traité , à
moins que les Confederez de Sa Serenité Electora-
le ne soient entierement satisfaits. Proposé à Ni-
mégue le 21 de Fevrier 1677.

*Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipoten-
tiaires de Sa Serenité Electorale ,*

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITZ.
WERNER. WILH. BLASPIEL.

Conformément à l'original,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PROPOSITIONS

*faites à Messieurs les Mediateurs par les Ambassa-
deurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Fran-
ce , pour parvenir à un Traité de Paix avec l'Em-
pereur, & avec les Princes d'Allemagne ses Alliez.*

A Prés que le Roy a procuré de tout son pouvoir
l'avancement du traité de Paix , & que pour
cet effect Sa Majesté a fait donner toutes les satis-
factiōns, qu'on desiroit touchant le pouvoir de ses
Ministres en l'assemblée de Nimégue , quoy que

le premier qui leur avoit esté expédié fût tres-ample & en tres-bonne forme, les Plenipotentiaires en France ont estimé ne pouvoir donner ensuite des preuves plus effectives de la sincerité des intentions de sa Majesté pour le repos public, qu'en facilitant par des propositions justes & raisonnables, les moyens de restablir & de conclure promptement une bonne & seure Paix.) C'est à cette fin que lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires déclarent, que comme sa Majesté ne s'est pas vûë sans beaucoup de peine & de repugnance, engagée dans une guerre, qui embrase aujourd'huy une si grande partie de l'Allemagne, & qu'elle n'a jamais rien désiré davantage qu'une exacte & religieuse observation des Traitez de Westphalie, qu'elle a toujours regardés comme un fondement solide & inébranlable de l'amitié de la France & de l'Empire, elle contribuera avec joye à leur rendre sa premiere force, & verra avec plaisir, que l'Allemagne soit redevable une seconde fois à l'observation de ces Traitez du restablissement de son repos. A cet effet lesdits Plenipotentiaires demandent que lesdits Traitez soient rétablies en leur entier, se reservant de faire cy-aprés en faveur de leurs Alliez telles autres instances, qu'ils estimeront justes & raisonnables. Fait à Nimegue le 3. Mars 1677.

Le Marechal D'ESTRADES.

COLBERT.

D'AVAUX.

Conformément à l'Original,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

P R O P O S I T I O

à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad Pacem ,
cum suâ Cæsareâ Majestate & Imperio Roma-
no-Germanico, restaurandam , Illustrissimis &
Excellentissimis D.D. Legatis Mediatoribus ab
altè memoratæ Sux Regiæ Majestatis Plenipo-
tentiariis , exhibita & commendata.

Quantam curam semper adhibuerit Sacra Regia
Majestas Sueciæ , de omnibus iis quæ ad Imperii
Romano-Germanici salutem & Westphaliæ pacis inte-
gritatem spectare potuerunt , id cuncta ejusdem acta,
confœderationes , declarationes & conatus abundè te-
stantur, & evincunt ; imprimis post exortos in Europa
præsentes bellorum motus, sicut mediatione inter Partes
belligerantes tum statim susceptâ & fideliter præstitâ
jatis declaravit sibi nihil magis cordi esse , quàm ut
publica illa calamitas, honestâ & tutâ pace quantociùs
tolleretur, ita simul pro Imperii tranquillitate & secu-
ritate tuendâ sincerum studium contulit. Eoque magis
etiam ab omni vel minimâ suspitione hosti's animi se
tutam , liberamque fore credidit , quo studiosius com-
muni incendio extinguendo tum dedit operam Proinde
satis inopinatum S. R. M. accidit leve illud cum sua Se-
renitate Electorali Brandenburgica subortum dissidium
in causam vel prætextum belli acerrimi conversum esse,
posthabitis etiâ omnibus, quæ præsto fuerunt medus,
quibus tolli & in ipsâ herbâ sopari potuisset, operâ sci-
licet communium amicorum , præsertim suæ Cæsareæ
Majestatis & quorundam Imperii Electorum &
Principum , quorum amicæ interventioni totum negò-
tium S. R. M. libenter componendum commiserat. Et
quamvis deinceps in ruinam & perniciem ducatum,
terrarum & locorum S. R. M. in Imperio sitorum, non
solum arma à quibusdam Imperii Statibus illata , sed

etiam externa Danorum evocata sunt, idque omnino præter spem & talia nequiquam merita evenerit, eo tamen adhuc affectu in tranquillitatem & quietem Imperis fertur, & à sanguinis Christiani effusione adeò abhorret, ut suam promptitudinem ad arma deponenda, pacemque honesto securoque modo renovandam non difficulter testatam cupiat. Et sicut in eum finem Legatos suos plenipotentarios, ad Tractatus hosce Pacis ineundos tempestive misit, perque eosdem omni facilitate circa præliminarium compositionem demonstrata, pacificæ intentionis suæ satis multa hætenus documenta dedit, ita jam prædicti Legati non obstante gravi illo impedimento, quod ab adversa Parte, contra liberum inter suæ Regiæ Majestatis Aulam & eos literarum commercium inaudito plane exemplo adhuc infertur, ad propositionem ipsarum Pacis generalis conditionum consentire, speciatim verò ad Pacem cum suâ Cæsareâ Majestate & Imperio honestam, securamque reducendam, has quæ sequuntur conditiones insinuare voluerunt.

1. Inimicitia & offensæ per amnestiam tollantur.
2. Pax Westphalica in omnibus & singulis, pristino suo vigori restituta, sarta testâ maneat.
3. Provinciæ, Urbes, loca quævis munita vel non munita per dictam Pacem ad Sueciam pertinentia, cum omnibus juribus, præeminentiis & dependentiis à quocunque denum occupata sint, restituantur, & in eum plane statum reponantur prout erant & possidebantur ante bellum.
4. Etiam pro damnis quibuscunque illatis iusta satisfactio solvatur.
5. Hoc modo (reservatâ tamen facultate, Fœderatorum causas pro usu & exigentia insinuandi & deducendi,) pax æterna, sincera, internerata, cum bonâ & fidâ amicitia, utrinque coalescere, ac denuo confirmari.

*firmari poterit. Actum Neomagi, die 21. Februarii
Anno 1677.*

BENEDICTUS OXENSTIERNA.
JOH. PAULINUS OLIVEKRANS.

Concordat cum originali,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

TRADUCTION.

PROPOSITION

*de la part de Sa Sacrée Royale Majesté de Suede , pour
le retablissement de la Paix, avec Sa Majesté Impe-
riale & l'Empire d'Allemagne, faite & represen-
tée aux Tres-illustres & Tres-Excellens Ambassa-
deurs Mediateurs , par les Plenipotentiaires de sa-
dite Royale Majesté.*

IL paroît suffisamment par les actions, alliances, déclarations & efforts de Sa Sacrée Royale Majesté de Suede, de quelle affection il a toujours esté porté pour tout ce qui touche l'intérest, & le bien de l'Empire d'Allemagne, & la conservation inviolable de la Paix de Westphalie, Sur tout, en ce que depuis ces derniers mouvemens de guerre, qui travaillent l'Europe, il a fait connoître, par la Mediation, qu'il entreprit aussitôt & de bonne foy, entre les Parties qui étoient en guerre, qu'il n'avoit rien tant à cœur, que de faire cesser ces miseres publiques par une Paix seure & legitime; Et en même temps il fit voir la passion sincere qu'il avoit pour la seureté & la tranquillité de l'Empire: Il crut par ce moyen estre à couvert de tout soupçon d'hostilité vû son attachement à éteindre cet embrasement commun. Cependant il survint
tout

tout à coup un petit démelé entre la Sacrée Royale Majesté & sa Serenité Electorale de Brandebourg, qui ensuite est devenu une guerre tres-sanglante, sans que les moyens, qu'on employa pour l'assoupir dans son principe, ayent de rien servi, c'est-à-dire l'entremise de leurs Amis communs, & particulierement de la Sacrée Majesté Imperiale, & de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, à qui la Royale Majesté avoit volontiers remis toute l'affaire, & bien que par la suite, non seulement les armes de certains Etats de l'Empire, mais même celles des Danois, ayent esté introduites dans les Terres & Duchez, que la Royale Majesté possede dans l'Empire, à leur grand dommage & destruction, ce qui est arrivé contre toute attente & sans aucun sujet; si est-ce que non-obstant tout cela, il est encore tellement affectionné au repos & à la tranquillité de l'Empire, & toujours rempli d'une telle horreur à l'égard de l'effusion du sang des Chrétiens, qu'il se sent toujours prêt à mettre les armes bas, pour le rétablissement d'une Paix honnête & asseurée. Et comme à cette fin il a envoyé à temps ses Ambassadeurs Plenipotentiaires, pour le Traité de cette Paix, & que jusqu'icy il a manifestement montré, que son intention est toute pacifique par sa facilité à l'égard des Préliminaires, aussi sesdits Ambass. non-obstant ce dur empêchement, qui continuë encore de la part de ses ennemis, & qui est sans exemple, contre la libre correspondance entre la Cour de S. R. M. & Eux par le moyen des lettres; ils ont neanmoins bien voulu donner les mains à la proposition des conditions d'une Paix generale, & singulierement une Paix honnête & stable avec S. M. Imperiale, & font tous leurs efforts pour faire recevoir lesdites conditions.

1. Que toutes inimitiés & rancunes soient abolies par une Amnistie.
2. Que

2. Que la Paix de Westphalie soit rétablie en toute maniere, selon sa premiere force & vigueur, & qu'elle demeure en cet état.

3. Que les Provinces, Villes & autres Lieux fortifiés ou non, appartenans par ladite Paix à la Suede, luy soyent rendus avec tous leurs Droits, Privileges & Dépendances par quiconque s'en est emparé, & qu'ils soient remis au même état, qu'ils étoient avant la guerre.

4. Qu'il soit entierement indemnisé de toutes les pertes & dommages qu'il a soufferts.

5. Et par ce moyen, (sauf pourtant la reserve qu'il fait de proposer & de prendre en main les raisons de ses Confederés selon qu'il verra bon être,) on pourra rétablir & renouer de part & d'autre, une Paix eternelle, sincere, & appuyée d'une bonne & fidelle amitié. Donnée à Nimegue le 21. Fevrier 1677.

BENOIT OXENSTIERN.

JEAN PAULIN OLIVEKRANS.

Conformément à l'Original,

J. BERKELEY. W. TEMPLE. L. JENKINS.

PROPOSITIONS

faites à Messieurs les Mediateurs par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, pour parvenir à un Traité de Paix, avec le Roy Catholique.

A Prés que le Roy a procuré de tout son pouvoir, d'avancer le Traité de Paix, & que pour cet effet Sa Majesté a fait donner toutes les satisfactions, qu'on desiroit touchant le Pouvoir de ses Ministres à l'Assemblée de Nimegue, quoy que le premier qui leur avoit esté expédié fût tres-ample & en tres-bonne forme. Les Plenipotentiaires de France

France ont estimé. ne pouvoir donner ensuite des preuves plus effectives de la sincerité des intentions de Sa Majesté pour le repos public, qu'en facilitant par des Propositions justes & raisonnables les moyens de restablir & de conclure promptement une bonne & seure Paix. C'est à cette fin que lesdits Plenipotentiaires déclarent, que comme Sa Majesté s'est vûë attaquée, (contre toute justice & contre la foy du Traité d'Aix-la-Chapelle,) par Sa Majesté Catholique, elle croit pouvoir prétendre avec raison, que toutes choses demeureront, à l'égard de cette Couronne, en l'état auquel le sort des armes les a mises, sauf les droits & prétentions de Sa Majesté, qui seront toujours réservés dans leur entier. Fait à Nimegue ce 3. Mars 1677.

le Marechal D'ESTRADES..

COLBERT.

D'AVAUX.

Conformément à l'Original,

JO. BERKELEY. W. TEMPLE. L. JENKINS.

PROPOSITIO

à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad Pacem cum Suâ Regiâ Majestate Hispaniæ restaurandum Illustrissimis ac Excellentissimis D. D. Legatis Mediatoribus ab altè memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Legatis Plenipotentariis exhibita & recommendata.

Sacra Regia Majestas Sueciæ cum Suâ Regiâ Majestate Hispaniæ nihil sibi unquam controversi fuisse, nec ullas offensas intercessisse novit, ideoque tantò magis præter spem & meritum accidit, quòd bellum sibi à parte ejusdem denuntiaturum sit, sperat autem, prout ipsa ab inimicitiis bello-

bellorum per Orbem Christianum continuatione sanguinisque profusione aliena est, Suam Majestatem Hispanicam, iisdem argumentis motam pari inclinatione sibi occursum, & sicut in eum finem Legatos suos Plenipotentiarior ad Tractatus hosce Pacis ineundos tempestive misit, perque eosdem omni facilitate circa Præliminarium compositionem demonstratâ pacificæ intentionis suæ satis multa hætenus documenta dedit, ita jam prædicti Legati, non obstante gravi illo impedimento, quod ab adversâ parte, contra liberum inter S. R. M. Aulam & eos literarum commercium, inaudito planè exemplo adhuc infertur ad Propositionem ipsarum Pacis Generalis conditionum consentire: speciatim verò ad Pacem cum suâ Majestate Hispanicâ honestam, securamque reducendam, has quæ sequuntur conditiones insinuare voluerit.

1. Inimicitia & offensæ per Amnestiam tollantur.

2. Sua Majestas Hispanica pro sociali in bello operâ & parte curet loca occupata Suecicæ ditionis reddi.

3. Satisfactionem etiam pro damnis & expensis solvat. Hoc modo (reservata tamen facultate fœderatorum causas pro usu & exigentiâ insinuandi & deducendi) Pax æterna, sincera, intemerata cum bonâ & fidâ amicitia utrinque coalescere ac denuo confirmari poterit. Actum Neomagi die 21. Feb. Anno 1677.

BENED. OXENSTIERNA.

JOH. PAULIN. OLIVEKRANS.

Concordat cum Originali,

JO. BERKELEY. W. TEMPLE. L. JENKINS.
TRA-

TRADUCTION.

PROPOSITION

de la part de Sa Sacrée Royale Majesté de Suede, pour le retablissement de la Paix avec Sa Royale Majesté d'Espagne, représentée & recommandée aux tres-Illustres, & tres-Excellens Seigneurs, Messieurs les Ambassadeurs de la Mediation, par les Ambassadeurs Plenipotentiaires de sadite Royale Majesté.

SA Sacrée Royale Majesté de Suede sçait, qu'il n'y a jamais eû aucun demêlé, ni aucune querelle entre luy & Sa Royale Majesté d'Espagne, aussi la guerre, qui luy a été déclarée de la part de Sadite Majesté d'Espagne, est survenuë contre toute attente & sans aucun sujet; mais il espere, que comme S. M. d'Espagne est d'un esprit tout à fait repugnant à tant de profusion de sang, que cette guerre a causée depuis si long-temps dans le Christianisme, se sentant touchée de ces accidens si funestes, ne manquera pas de son côté de faire tous ses efforts pour y mettre fin: Et comme il a envoyé en temps & lieu & pour cette fin ses Ambassadeurs Plenipotentiaires pour les Traités de cette Paix, & ayant par eux mêmes fait paroître suffisamment son extrême facilité à cet égard, sur la composition des Preliminaires, il a donné par là jusqu'ici des marques singulieres qu'il avoit l'ame tout à fait portée à la Paix; aussi lesdits Ambassadeurs, non-obstant le continuel empêchement, qui est sans exemple, de la part de leurs Ennemis, contre la libre correspondance des lettres, entre la Cour de Sadite Royale Majesté & eux, n'ont pas laissé de faire les Propositions suivantes sur le sujet de la Paix generale, & en particulier d'une Paix ferme & stable avec Sa Majesté d'Espagne.

1. Que

1. Que toutes animosités & differens seront aneantis par une Amnistie.

2. Sa Majesté d'Espagne fera tous ses efforts de son côté & celuy de ses Alliés en la guerre, que les Places prises sur la Suede luy soient rendus.

3. Il payera aussi les dommages & pertes soufferts. Par ce moyen, (sauf la réserve de proposer aussi & soutenir les Droits des Alliés, selon que le cas y écherra,) on pourra rétablir & renouer une Paix éternelle, sincere, & appuyée de bonne foy & amitié cordiale de part & d'autre. Fait à Nimegue le 21 Fevrier 1677.

BENOIT OXENSTIERN.

JEHAN PAULIN OLIVEKRANS.

Conformément à l'Original.

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PROPOSITIONS

faites à Messieurs les Mediateurs par les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de France, pour parvenir à un Traité de Paix avec le Roy de Dannemarck.

A Prés que le Roi a procuré de tout son pouvoir l'avancement du Traité de Paix, & que pour cet effet Sa Majesté a fait donner toutes les satisfactions qu'on desiroit, touchant le Pouvoir de ses Ministres en l'Assemblée de Nimegue, quoy que le premier qui leur avoit esté expédié fût tres-ample & en tres-bonne forme. Les Plenipotentiaires de France ont estimé ne pouvoir donner ensuite des preuves plus effectives de la sincerité des intentions de Sa Majesté pour le repos public, qu'en facilitant par des Propositions justes & raison-

raisonnables, les moyens de rétablir & de conclure promptement une bonne & seure Paix. C'est à cette fin, que lesdits Plenipotentiaires déclarent, que comme le Roy leur Maître n'a résolu de faire la guerre au Roy de Dannemarc, que parce qu'au préjudice du Traité de Paix, signé à Coppenhaguen en l'année 1660, de l'exécution duquel Sa Majesté a donné la Garantie, le Roy de Dannemarc n'a pas laissé d'attaquer & de faire la guerre au Roy de Suede, Sa Majesté sera prestée de la faire cesser de sa part, pourvû que ledit Traité de Coppenhaguen & celui de Westphalie soient rétablis en leur entier. Fait à Nimegue ce 3. Mars 1677.

Le Marechal D'E S T R A D E S.
C O L B E R T.
D' A V A U X.

Conformément à l'Original,

J O. B E R K E L E Y.
W. T E M P L E.
L. J E N K I N S.

P R O P O S I T I O

à parre S. R. M. Sueciæ ad Pacem cum suâ Regiâ
Majestate Daniæ restaurandam Illustrissimis ac
Excellentissimis D.D. Legatis Mediatoribus ab
altè memoratæ suæ Regiæ Majestatis Legatis
Plenipotentariis exhibita & commendata.

QUam studiosè & sollicitè Sacra sua Regia M. Sue-
ciæ amicitiam & bonam vicinitatem cum suâ Re-
giâ Majestate Daniæ conservatam voluerit, facile ex
eo patet, quod non tantum ipsa Pacem inter utriusque
Regna Anno 1660. solemniter conclusam ac firmis va-
lidisque septam & roboratam Guarantiis observan-
tissi-

mè coluerit, sed & omnia argumenta & occasiones studiose subministravit, ac publice etiam proposuerit, quibus sua Majestas Daniæ induci potuisset, ut pariter eandem observaret & reciprocis studiis suæ Regiæ Majestatis bonis intentionibus & oblationibus responderet. Itaque præter meritum suæ Regiæ Majestatis Sueciæ accidit, quod S. M. Daniæ dictam Pacem tam religiose cultam rumpere, ac ne ullius quidem tituli manifestatione bellivæ declaratione præmissis, terrâ marique infestis armis suam R. M. amica omnia potius expectantem a gredi voluerit. Confidit quidem S. R. M. Sueciæ successum, qui bonam causam comitari solet, sibi per Dei auxilium in armis non defuturum, verumtamen nihil magis curæ cordique habet, quam ut cum in minimâ sanguinis Christiani effusione bellum quamprimum terminari, bona inter utramque partem amicitia renovari, salusque securitas & felicitas utriusque Regnis & subditis redire queat & sicut in eum finem Legatos suos Plenipotentarios ad Tractatus hosce Pacis ineundos tempestivè misit, perque eosdem omni facilitate circa Præliminariū compositionem demonstratâ, pacificæ intentionis suæ satis multa hætenus documenta dedit; Ita jam prædicti Legati non obstante gravi illo impedimento, quò ab adversâ parte contra liberum inter S. R. M. Aulam, & eos literarum commercium inaudito plane exemplo adhuc infertur, ad propositionem ipsarum Pacis Generalis conditionum consentire, speciatim verò ad Pacem cum S. M. Daniæ, honestam, securamque reducendam has quæ sequuntur Conditiones insinuare voluerit.

1. Inimicitie & offensæ per Amnestiam tollantur.
2. Pax Hassniensis in omnibus & singulis pristino suo vigori & integritati restituta, sarta testâ maneat.
3. Quæ in Imperio armis Danicis gesta sunt ad Westphalicam Pacem redigantur, quæ pariter in omnibus & singulis pristino suo vigori & integritati restituta, sarta testâ maneat.

4. *Provinciae, Urbes, Loca quævis munita vel non munita per dicta Hassniensia & Westphalica pacta ad Sueciam pertinentia, cum omnibus iuribus præeminentiis & dependentiis à suâ Majestâte Daniæ occupata restituantur, & in eum plane statum reponantur, prout erant & possidebantur ante bellum.*

5. *Pro belli damnis & expensis justa satisfactio præstetur.*

6. *De securitate impofterùm habenda plane caveatur.*

Hoc modo (reservatâ tamen facultate fœderatorum causas pro usu & exigentiâ insinuandi & deducendi) Pax æterna, sincera, & intemerata cum bonâ & firmâ amicitâ utrinque coalescere ac denuò confirmari poterit. Actum Neomagi die 21 Feb. Anno 1677.

BENEDICTUS OXENSTIERNA,
JOAN. PAVLIN. OLIVEKRANS.

Concordat cum Originali,

JO. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

TRADUCTION.

PROPOSITION

de la part de Sa Sacrée Royale Majesté de Suede pour le rétablissement de la Paix avec Sa Royale Majesté de Dannemarck, représentée & recommandée aux tres-Illustres, & tres-Excellens Seigneurs Messieurs les Ambassadeurs de la Mediation, par les Ambassadeurs Plénipotentiaires de Sa Royale Majesté susnommée.

QUE sa Sacrée Royale Majesté de Suede ait toujours eu intention sincere d'entretenir l'amitié & bon voisinage avec Sa Royale Maj. de Dannemarck, on le voit manifestement, en ce que non
seul-

seulement il a toujours religieusement observé la Paix, solennellement concluë & appuyée de sermes & solides garenties entre leurs Royaumes l'année 1660, mais qu'il a sans cesse fourni des sujets & des occasions, même les a exposez au public, pour inviter par là Sa Maj. Danoise, à faire le même de son côté & à répondre aux efforts & bonnes intentions de Sa Royale Maj. de Suede. Il est arrivé cependant, que sa Majesté Danoise ne s'est pas souciée de rompre une Paix si religieusement cultivée, & d'attaquer par mer & par terre, sans aucun manifeste préallablement publié, & sans aucune déclaration de guerre, Sa Royale Majesté, qui ne s'attendoit à rien moins, qu'à de telles violences. Il est bien vray, que Sa Royale Majesté de Suede a toujours esté persuadée, qu'un heureux succez, qui accompagne d'ordinaire une bonne cause, ne manqueroit pas à ses armes, par le secours & l'assistance de Dieu, cependant il n'a rien tant à cœur ni plus en recommandation, que de mettre fin au plutôt à cette guerre, afin d'arrester l'effusion du sang Chrestien, & renouer une bonne amitié, entre les deux partis, comme aussi restablir le salut, la seureté & la felicité dans leurs Royaumes & parmy leurs sujets; Et comme à cette fin il a envoyé en temps & lieu ses Ambassadeurs Plenipotentiaires pour traiter de cette Paix, & qu'il a montré suffisamment, avec quelle facilité il s'est porté au sujet de la composition des Préliminaires, il a bien fait voir jusqu'icy par eux mêmes & par les marques qu'il en a données, qu'il n'a point d'autre pensée que pour la Paix. Pareillement ses Ambassadeurs susdits, non-obstant cet extraordinaire empeschement, qu'on continuë de leur faire de la part des Ennemis sur la libre correspondance des lettres entre la Cour de Sadite Royale Majesté & Eux, chose entierement inouïe;

ils n'ont pas refusé de prester l'oreille à la proposition même des conditions de la Paix generale, & en particulier à retablir une Paix honnête & perdurable avec sa Majesté Danoise.

1. Que tous differents & injures soient oubliez par une Amnistie.

2. Que la Paix de Haffnie soit reestablie en toutes choses en son premier état & premiere vigueur, & soit conservée de même.

3. Que les choses qui ont esté faites en Allemagne par les armes de Dannemarc soient remises sur le pied de la Paix de Westphalie, laquelle pareillement reprendra en toutes choses sa pleine force & vigueur.

4. Que les Provinces, Villes, & autres lieux, fortifiez ou non fortifiez, appartenans à la Suede par lesdits traitez de Haffnie & de Westphalie, & occupez depuis par Sa Majesté Danoise, luy soient restituez, avec tous les Droits & préeminences qui en dependent, & soient remis entierement au même estat, qu'ils estoient avant la guerre.

5. Qu'il soit satisfait des dommagés & frais legitimes de la guerre.

6. Qu'il ait à l'avenir Garentie seure & entiere.

Par ce moyen (se reservant neanmoins la faculté d'exposer & deduire le droit de ses Alliez, selon qu'il écherra,) on pourra reestabli & renouer de nouveau une Paix perdurable, sincere & solide, soutenue d'une amitié ferme & loyale de part & d'autre. Fait à Nimegue le 21. Fevrier 1677.

BENOIST OXENSTIERN.

JEHAN PAULIN OLIVEKRANS.

La Copie est conforme à l'Original,

J^o. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PRO-

P R O P O S I T I O N S

faites à Messieurs les Mediateurs par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, pour parvenir à un Traité de Paix, avec Messieurs les Etats des Provinces Unies.

A Prés que le Roy a procuré de tout son pouvoir l'avancement de la Paix, & que pour cet effet Sa Majesté a fait donner toutes les satisfactions qu'on desiroit, touchant le pouvoir de ses Ministres, en l'Assemblée de Nimegue, quoy que le premier qui leur avoit été expédié fust tres-ample & en tres-bonne forme. Les Plenipotentiaires de France ont estimé, ne pouvoir donner ensuite des preuves plus effectives de la sincerité des intentions de Sa Majesté pour le repos public, qu'en facilitant, par des propositions justes & raisonnables, les moyens de rétablir & de conclure promptement une bonne & seure Paix. C'est à cette fin que lesdits Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires déclarent, que comme l'amitié constante, qui a tousjours esté entre la France & les Etats Generaux des Provinces Unies, n'a esté interrompuë depuis quelques années, que par des sujets de mécontentement, qu'il est facile à present de faire cesser, & même d'empescher qu'ils ne puissent renaistre à l'avenir, Sa Majesté veut bien rendre auxdits Etats Generaux sa premiere amitié, & escouter favorablement toutes les propositions, qui luy seront faites de leur part, même touchant un traité de commerce. C'est à quoy se renferment quant à present lesdits Plenipotentiaires de France, se reservant de faire ci après en faveur de leurs Alliez, telles & autres

instances, qu'ils estimeront justes & raisonnables.
Fait à Nimegue ce 3. Mars 1677. Signé,

Le Marechal D'ESTRADES.

COLBERT.

D'AVAUX.

Cette copie est conforme à l'original,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PROPOSITIO

à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad Pacem cum Celsis ac Præpotentibus Dominis Dominis Ordinibus Generalibus fœderati Belgii restaurandam, Illustrissimis & Excellentissimis D. D. Legatis Mediatoribus, ab altè memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Legatis Plenipotentia-riis exhibita & commendata.

INter Reges Regnumque Sueciæ ab unâ, & Ordines Generales fœderati Belgii ab alterâ parte, antehac sincera & firma semper vixit Amicitia.

Eam Sacra Regia Majestas Sueciæ lubenter quoque coluit, ad exemplum Prædecessorum suorum consuetudo benevolæ affectu, & variis officiis in emolumentum utriusque Status vergentibus: proinde maxime inopinatum suæ Majestatis accidit hoc, quod contra eandem prima jam vice declaratum ab iis est Bellum.

Cæterum cum Sacra Regia Majestas non sciat Celsitudinem dictorum D. D. Ordinum ulla secum habere controversas proprium statum concernentes: cum præcedentium temporum satis ampla cum utriusque utilitate cultam amicitiam animo adhuc inhærere speret; cumque ad illius amicitie renovationem viam jam ante aperuit, concesso inter utriusque subditos libero commerciorum & navigationis usu, idcirco ad hoc quod in opere

opere adeò salutaris restare potest feliciter perficiendum, suam promptitudinem ulterius declarare voluit Legatis suis Plenipotentiariis, ad Tractatus hosc Pacis in-
 undos tempestive missis, qui deinceps non tantum omni facilitate circa præliminarium compositionem demon-
 strata pacificæ hujus intentionis satis multa documen-
 ta hætenus dederunt: Verum nunc etiam non obstante
 gravi illo impedimento, quod ab adversâ parte, contra
 liberum inter Sacræ Regiæ Majestatis Aulam & eos
 literarum commercium, inaudito planè exemplo, adhuc
 infertur, ad propositionem ipsarum Pacis Generalis con-
 ditionum consentire, speciatim verò ad Pacem cum Cel-
 situdine Dominorum Ordinum Generalium honestam
 securamque reducendam, has, quæ sequuntur conditio-
 nes, insinuare voluerunt.

1. Inimicitie & similitates per Amnestiam tollan-
 tur.

2. Fœderum & Commerciorum usus prout ante Bel-
 lum restauretur.

3. Provinciæ, Urbes, loca quævis munita vel non
 munita, quæ D. D. Ordinum Generalium subsidiis par-
 tim militaribus terrâ mariæ, partim pecuniariis oc-
 cupata sunt Sueciæ restituantur.

4. Etiam damna, quæ aliàs occasione hujus belli
 publice privativæ data sunt, resarciantur. Hoc modo,
 reservatâ tamen facultate Fœderatorum causas pro u-
 su & exigentia insinuandi & deducendi, Pax æterna,
 sincera, intemerata cum bonâ & fidâ amicitia utrinq-
 ue coalescere ac denuò confirmari poterit, Actum Neo-
 magi die 21. Februarii 1677.

BENEDICTUS OXENSTIERNA.
 JOH. PAULINUS OLIVEKRANS.

Concordat cum Originali.

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

C 3

TRA-

T R A D U C T I O N .

P R O P O S I T I O N

de la part de Sa Sacrée Royale Majesté de Suede , pour le retablissement de la Paix , avec Messieurs les tres Hauts & tres-Puissants Etats Generaux des Provinces Unies, représentés avec recommandation, aux tres-Illustres & tres-Excellents Ambassadeurs Mediateurs, par les Ambassadeurs Plenipotentiaires de sasusdite Sacrée Royale Majesté.

IL y a toujours eu ci-devant une sincere & ferme amitié , entre le Roy & le Royaume de Suede d'une part ; & les Etats Generaux des Provinces Unies de l'autre.

Aussi Sa Sacrée Royale Maj. à l'exemple de ses Prédecesseurs , l'a entretenuë par une continuelle bien-veillance & par divers bons offices à l'avantage reciproque de leurs Etats. C'est pourquoy rien n'a tant surpris Sa Majesté, que cette guerre qu'ils luy ont déclarée, pour la premiere fois.

Au reste Sa Sacrée Royale Majesté , ne sçachant pas, qu'il y ait aucun sujet de different entre lesdits Hauts & Puissants Seigneurs Etats & luy, touchant leurs Etats propres ; esperant d'ailleurs que l'ancienne bonne intelligence d'entr'Eux , entretenuë avec beaucoup d'utilité & d'avantage de part & d'autre , fera encore quelque impression dans leurs esprits , & que de son côté il a déjà ouvert le chemin au rétablissement de cette amitié , en accordant la liberté du Commerce & de la Navigation entre leurs sujets ; Pareillement il a bien voulu faire paroître sa promptitude , à achever ce qui reste pour un Ouvrage si salutaire , ayant à cette fin envoyé en temps & lieu ses Ambassadeurs Pleni-

Plenipotentiaires, pour agir dans ces Traitez de Paix, lesquels non seulement ont donné des marques sensibles de son extrême facilité, au sujet de la composition des préliminaires, mais ont fait connoître suffisamment, qu'il n'avoit rien tant à cœur que la Paix; mais de plus & non-obstant l'obstacle inouï & sans exemple, qui leur est fait de la part de leurs ennemis, contre la libre correspondance des Lettres, entre la Cour de Sa Royale Maj. & Eux, ils ont bien voulu donner leur approbation aux conditions proposées sur la Paix Generale, & sur tout au rétablissement d'une Paix honorable & solide avec lesdits H. & P. Seigneurs les Etats Generaux, & pour cet effet ont exposé les conditions suivantes.

1. Que toutes rancunes & animositez soient ôtées par l'Amnistie.
2. Que les alliances & le commerce soient rétablis comme avant la guerre.
3. Que les Provinces, Villes, & autres lieux, fortifiez ou non fortifiez, qui ont été occupez par les garnisons & les troupes auxiliaires, tant par Mer que par Terre desdits Seigneurs Etats Generaux, soient restitués à la Suède.
4. Même que les pertes & dommages, soufferts à l'occasion de cette guerre, en public & en particulier soient rétablis.

Par ce moyen (sauf néanmoins le pouvoir d'insinuer & déduire les moyens & raisons des Contederez, selon l'exigence du cas) on pourra renouveler & confirmer de nouveau une Paix durable, solide, & apuyée d'une bonne & sincere amitié. Fait à Nimegue le 21. Fevrier 1677.

BENOIT OXENSTIERN.

J. PAULIN OLIVEKRANS.

La Copie est conforme à l'Original.

JO. BERKELEY. W. TEMPLE. L. JENKINS.

PROPOSITIONS

faites à Messieurs les Mediateurs, par les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de France, pour parvenir à un Traité de Paix avec l'Electeur de Brandebourg.

LE Roy ayant procuré de tout son pouvoir l'avancement de la Paix, & pour cet effet Sa Majesté ayant fait donner toute la satisfaction qu'on desiroit, touchant le pouvoir de ses Ministres en l'Assemblée de Nimegue, quoy-que le premier, qui leur avoit esté expédié, fut tres-ample & en tres-bonne forme; les Plenipotentiaires de France ont estimé ne pouvoir donner ensuite des preuves plus effectives de la sincerité des intentions de Sa Maj. pour le repos public, qu'en facilitant par des propositions justes & raisonnables les moyens de le rétablir, & de conclure promptement une bonne & seure Paix. C'est à cette fin, que les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires déclarent, que comme Sa Majesté ne s'est pas veüe, sans beaucoup de peine & de repugnance, engagée dans une guerre, qui embrase aujourd'huy une si grande partie de l'Allemagne, & qu'elle n'a jamais rien desiré davantage, qu'une exacte & religieuse observation des Traités de Westphalie, qu'elle a toujours regardés comme un fondement solide & inébranlable de l'amitié de la France & de l'Empire, Elle contribuera avec joye à leur rendre sa premiere force, & verra avec plaisir, que l'Allemagne soit redevable une seconde fois à l'observation de ces Traités, du rétablissement de son repos. En vûë de quoy, lesdits Plenipotentiaires demandent, que lesdits Traités soient reestablis en leur entier, se reservant, de faire ci-après en faveur de leurs Alliez telles autres instances qu'ils esti-

estimeront justes & raisonnables. Fait à Nimegue
ce 3. Mars 1677.

La Marechal D'ESTRADES.

COLBERT.

D'AVAUX.

Cette Copie est conforme à l'Original,

JO. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

PROPOSITIO

à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad Pacem
cum sua Serenitate Electorali Brandeburgica
restaurandam, Illustrissimis & Excellentissimis
DD. Legatis Mediatoribus ab altè memoratæ
Sacræ Regiæ Majestatis Legatis Plenipotentia-
riis exhibita & commendata.

Quam curam semper attribuerit sua Regia Ma-
jestas Sueciæ de omnibus iis, quæ ad Imperii Ro-
mano-Germanici salutem, & Westphalicæ pacis in-
tegritatem spectare potuerunt; speciatim autem ad
bonam amicitiam cum Suâ Serenitate Electorali Bran-
deburgicâ conservandam, id omnia ejus acta, confæde-
rationes, declarationes & conatus abunde testantur &
evincunt, imprimis post exortos in Europâ præsentis
bellorum motus, sicut mediatione inter Partes belli-
gerantes tum statim susceptâ & fideliter præstitâ su-
tis declaravit, sibi nihil magis cordi esse, quàm ut
publica illa calamitas, honestâ & tutâ pace quanto-
cuius tolleretur, ita simul pro Imperii tranquillitate &
securitate tuendâ sincerum studium contulit; ac
in specie suam in Suam Serenitatem Electoralem
affectum satis demonstravit, dum eidem bonam
pacem cum S. R. M. Galliæ procuravit eâque
pace conclusâ in communionem consiliorum pro

generali tranquillitate Orbi Christiano comparandâ novo fœdere assumpsit. Itaque longè quidem à belli consiliis absuit S. R. M. etiam tum cum suborta inter se & Suam Serenitatem Electoralem dissidia, ad communes Amicos, imprimis ad Imperatorem, & quosdam in Imperio Electores & Principes referret.

Quorum Amica interpositio si recepta fuisset, nullum bellum extitisset, & quamvis deinceps in ruinam, & perniciem Ducatum, Terrarum & Locorum S. R. M. in Imperio sitorum, non solum arma à Sua Serenitate Electorali illata sint, sed & multorum aliorum provocata, eo tamen affectu S. R. M. in Serenitatem Electoralem fertur, ut memor pristinae amicitiae & aliena à profusione sanguinis Christiani, suam promptitudinem ad arma disponenda, pacemque honesto securoque modo renovandam non difficulter testatum cupiat, & sicut in eum finem Legatos suos Plenipotentarios ad tractatus huius Pacis incundos tempestive misit, perque eos in omni facilitate circa præliminarium compositionem demonstrata pacificæ intentionis suæ satis multa hac tenus documenta dedit, ita iam prædicti Legati non obstante gravi illo impedimento, quod ab adversa parte contra liberum literarum commercium, inaudito plane exemplo, adhuc infertur ad propositionem ipsarum Pacis Generalis conditionum consentire, speciatim vero ad Pacem cum Sua Serenitate Electorali Brandenburgicâ honestam, securamque reducendam, has quæ sequuntur condiciones insinuare voluerunt.

1. Inimicitia & offen'sa per Amnestiam tollantur.
2. Pax Westphalica in omnibus & singulis pristino suo vigori, & integritati restituta, sacra testamaneat.
3. Loca quævis à Sua Serenitate Electorali occupata, cum omnibus juribus, præeminentiss, & dependentiss restituantur, & in eum plane statum reponantur prout erant & possidebantur ante bellum.
4. Etiam pro damnis illatis iusta satisfactio solvatur.

5. Hoc

5. Hoc modo (reservatâ tamen facultate fœderatorum causas pro usu & exigentiâ insinuandi, & deducendi) pax æterna, sincera, & intemerata cum bonâ & fidâ amicitiâ utranque coalescere, ac denuo confirmari poterit. Actum Neomagi die 21. Febr. Anno 1677.

BENEDICTUS OXENSTIERNA.
JOAN. PAVLIN. OLIVEKRANS.

Concordat cum Originali,

JO. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

TRADUCTION. PROPOSITION

de la part de Sa Sacrée Royale Majesté Suedoise pour le retablisement de la Paix avec Sa Serenité Electorale de Brandebourg, représentée & recommandée aux tres-Illustres, & tres-Excellents Ambassadeurs Mediateurs, par les Ambassadeurs Plénipotentiaires de Sa Royale Majesté susmentionnée.

Combien Sa Royale Majesté de Suede, a toujours donné ses soins à toutes les choses qui regardent le Salut, & le repos de l'Empire d'Allemagne, & la conservation de la Paix de Westphalie, & sur tout à entretenir une bonne & sincere amitié avec Sa Serenité Electorale de Brandebourg; toutes ses actions, ses alliances, declarations & deportemens en font foy, & en sont des témoignages incontestables, particulièrement il en a donné des preuves, dès le moment que la guerre présente s'est élevée dans l'Europe, par la médiation qu'il entreprit aussi-tôt, & qu'il presenta de bonne foy entre les Parties alors en guerre; faisant voir par là qu'il n'avoit rien tant à cœur que de mettre fin incessamment à cette calamité publique,

que, par une Paix honnête & solide ; par où on remarque en même temps son affection sincere pour le repos & le bien de l'Empire, & sur tout son zele & sa bonne volonté à l'égard de Sa Serenité de Brandebourg, en luy procurant une bonne Paix avec sa Royale Majesté de France, ensuite dequoy il le receut par une nouvelle Alliance en la communauté de leurs desseins, pour travailler conjointement à rendre une Paix generale à tout le Christianisme. Ainsi Sa Majesté Suedoise a toujours été éloignée des desseins de la guerre, de sorte même que certains demêlez s'étant levez entre luy & Sa Serenité Electorale, il s'en remit au jugement de leurs Amis communs, & sur tout à l'Empereur & à quelques-uns des Electeurs & Princes de l'Empire, desquels si on avoit accepté l'entremise, il n'y auroit point eu de guerre : & bien que Sa Serenité Electorale ait enfin, non seulement porté ses Armes sur les Duchez, Terres & Etats de Sa Royale Majesté, situez dans l'Empire, à leur entière desolation & destruction, mais y a même attiré les armes estrangeres, cependant Sa Royale Majesté conserve toujours une telle affection à Sa Serenité Electorale, qu'en memoire de leur amitié précédente, & dans l'aversion qu'il a de voir tant de sang Chrétien répandu, il souhaite avec passion, qu'on connoisse sa promptitude à poser les Armes, & à rétablir une Paix stable & honorable. Et comme à cette fin il a envoyé en temps & lieu ses Ambassadeurs Plenipotentiaires, pour agir dans les Traitez de cette Paix, & ayant démontré son extrême facilité au sujet de l'accord des Préliminaires ; il a fait paroître jusqu'icy des marques suffisantes de son inclination à la Paix. Aussi sesdits Ambassadeurs, non-obstant cet obstacle inouï, & sans exemple, qu'on continuë de leur faire de la part de leurs ennemis contre la li-
bre

bre correspondance de lettres, ils n'ont pas refusé de prêter l'oreille à la proposition des conditions de la Paix generale, & sur tout à une Paix honorable & solide avec sa Serenité Electorale de Brandebourg; & à ce sujet ils ont exposé les conditions suivantes.

1. Que les injures & animosités soient évanouies par une amnistie.

2. Que la Paix de Westphalie soit rétablie & remise en toute manière en son premier état, & première force, & soit conservée de même.

3. Que tous les lieux occupez par sa Serenité Electorale soient restituez avec tous leurs droits, privileges & dépendances, & qu'ils soient remis en l'état qu'ils étoient avant la guerre.

4. Comme aussi qu'il y ait satisfaction des pertes & dommages soufferts.

5. Par ce moyen, (se reservant néanmoins le pouvoir d'exposer & d'insinuer, selon l'occurrence, les moyens & les raisons de leurs Confederez;) on pourra rétablir & renoüer une Paix éternelle, honorable & solidement appuyée d'une bonne & sincere amitié de part & d'autre. Fait à Nimegue le 21. Fevrier 1677.

BENOIT OXENSTIERN.
JEAN PAULIN OLIVEKRANS.

La Copie est conforme à l'Original,

J. BERKELEY.

W. TEMPLE.

L. JENKINS.

R E L A T I O N

des Trois Secretaires, qui ont été envoyés aux Médiateurs d'Angleterre, pour leur présenter les Propositions de Messieurs les Alliez.

LEurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs des Alliés envoient à vos Excellences leurs Propositions pour la Paix, parmi lesquelles elles trouveront aussi celle de S. A. le Duc de Lorraine: par où elles verront, de mesme que par la Lettre y jointe, les raisons qui ont obligé sadite A. d'en user ainsi.

Quant aux Confederés qui ne se trouvent pas encor ici, leursdites Excellences leur reservent la liberté de donner aussi leurs Propositions, dès que leurs Ministres se seront mis en estat de paroistre ici & de faire leur fonction.

Leursdites Excellences se confient à vos Excellences que, selon ce qui est accordé, Elles voudront bien communiquer leurs Propositions au parti contraire, lors qu'elles auront aussi reçu les leurs, dont ils pourront faire l'eschange en même temps.

Milord Barclay n'a respondu autre chose, sinon qu'ayant reçu la Proposition des Ambassadeurs de France, ils attendoient aussi celle de Suède; qu'aussi-tost qu'ils l'auroient reçüe, ils les ouvreroient & en feroient l'eschange en mesme temps. Qu'ils ne manqueroient pas de continuer leurs prieres, aussi-bien que leurs diligences pour l'avancement d'une si bonne œuvre.

C A R T A

que Dom Pedro Ronquillo mi Sr. escribió en 3. de Marzo de 1677. a los Emba. Ex. Meda-
neros enviandoles las Proposiciones de España
para el ajuste de la Paz con Francia.

Excell. Vest.

Remito à V^{as}. Excell. la Proposicion de las pre-
tensiones para el ajustamiento de la Paz entre las
dos Coronas, tan moderadas que sin estenderse el Rey
Cattolico mi Señor à pedir todo lo que la justicia no le
puede negar, se reduce à aquellos terminos que la pro-
pria Conciencia, y la mas estrecha obligacion de Rey,
le confina.

Bien notorio es al Mundo, quanto à su Mage. Cattol.
desde el principio de su Gobierno le ha devido la tran-
quilidad, y reposso Comun, y mas expressamente al Seren.
Rey de la gran Bretaña Cuyos officios de Mediator Co-
mun, incomparable celo del reposso de la Christiandad,
piadosos sentimientos dela effusion de tanta sangre
Christiana, y entrañable compassion de los incendios,
dissolaciones, y incomparables ruynas, deno Una, sino
de muchas Provinzijs, ha hallado en el Rel animo del
Rey mi Señor la mas facil acogida, la mayor estimac-
on, la inclination mas sincera à prebenir à su Mag.
Brit. el glorioso renombre del justo Pacificador del Or-
be Christiano, y à V^{as}. Excell. el incomparable meri-
to, y gloria de ser los Instrumentos de prudencia y de ju-
sticia para encaminar, y perficionar tan grande acci-
on. G. de Dios a V^{as} Excell. &c.

TRA-

T R A D U C T I O N .

L E T T R E

de Don Pedro Ronquillo , à Messieurs les Mediateurs a' Angleterre , du 3. Mars 1677. en envoyant ses Propositions pour la Paix avec la France.

J'Envoye à vos Excellences la Proposition des pretentions pour le rétablissement de la Paix entre les deux Couronnes. Elles sont si moderées , que le Roy mon Maître sans demander tout ce que la justice même ne pourroit pas luy refuser , s'est contenu dans les bornes, que sa propre conscience & la plus estroite obligation d'un Roy luy ont permis.

Tout le Monde sçait , combien sa Majesté Catholique dès le commencement de son Regne a eu soin , de recommander la tranquillité & le repos commun , & singulierement encore au Roy de la Grande Bretagne , dont les offices de Mediateur commun , l'incomparable zele pour le repos de la Chrétienté ; les pitoyables sentimens touchant l'effusion de tant de sang Chrétien , & la cordiale compassion des embrasemens , desolations, & incomparables ruines de tant de Provinces, ont attendri l'ame du Roy mon Maître ; & l'ont incité à lui donner d'une affection sincère la glorieuse renommée de juste Pacificateur de toute la Chrétienté , & à vos Excellences, l'incomparable merite, & la gloire d'estre les instruments de prudence & de justice pour commencer , & achever une action de cette importance.

L E T T R E

de son A. S. le Duc de Lorraine , à Messieurs les
 • Ambassadeurs Mediateurs d'Angleterre, en
 envoyant ses premieres Propositions
 du 19. Fevrier 1677.

M E S S I E U R S ,

AYant esté averti, qu'il estoit necessaire que
 je fisse donner à l'Assemblée de Nimegue mes
 pretensions contre la France, lorsque leurs Maje-
 stés Imperiale & Catholique, & Messieurs les Etats
 Generaux feront faire la declaration des leurs, J'ay
 creu que ne pouvant faire trouver personne de
 mes gens à Nimegue que je n'aye obtenu des passe-
 ports dans les formes, que je suis en droit de pre-
 tendre, pour ne pas faire tort à ma Maison; je pou-
 vois adresser mes intentions à Messieurs les Am-
 bassadeurs de leurs Maj. Imperiale & Catholique,
 & de Messieurs les Estats Generaux; & les prier de
 les faire entendre à vos Excellences, qui n'y ver-
 ront qu'une demande generale de mes Estats, oc-
 cupés par les Armes de sa Majest. tres-Chrétienne.
 Ma pretention me paroît si juste; que je m'assure
 qu'elle trouvera la protection toute entiere, que sa
 Maj. Brit. a bien voulu m'accorder pour le resta-
 blissement de ma Maison; comme je l'ay toujours
 esperé de sa grandeur & de sa puissance: & que vos
 Excellences m'en feront ressentir les effets par leurs
 bons offices, que je leur demande en cette rencon-
 tre avec autant d'empressement, que j'en aurai
 toujours à leur en tesmoigner ma reconnoissance,
 estant,

M E S S I E U R S

Vostre tres-affectionné Serviteur

CH. DE LORRAINE.

à Esling le 9. Fevr. 1677.

LETTRE

L E T T R E

de son S. A. le Duc de Lorraine, à Monsieur le Comte de Kin-ky Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale, en envoyant ses premieres Propositions du 19. Fevrier 1677.

M O N S I E U R ,

J'Envoye à Vôtres Excellence la Sauvegarde, qu'elle a demandée pour la Personne pour qui Monsieur le Marechal de l'Estrade l'a désirée: J'y ai joint un Memoire, qui contient, en peu de mots & en general, les pretensions que je crois de voir presenter dans ce premier commencement; ce que je prie V. E. avec Monsieur l'Ambassadeur d'Espagne & Messieurs les Ambassadeurs des Etats Generaux, de vouloir faire en mon nom, lors qu'elle jugera necessaire de declarer celles de leurs Majestés Imperiale & Catholique. V. E. sçait, que je ne puis faire trouver personne de mes Gens à Nimegue sans qualité; & que la difficulté que l'on fait de m'accorder des Passeports avec les qualités, que mes Ancestres ont accoustumé, & sont en possession de donner à leurs Ministres, pour ne pas faire de préjudice à mes Droits & à ma Maison. D'ailleurs Sa Majesté Imperiale ayant bien voulu se faire informer de mes interêts, je ne puis en faire expliquer le détail, qu'au retour du President Canon, que je feray passer de Vienne à Nimegue, dès que je sçauray les intentions de la Cour. Cependant je presume assez de l'amitié de V. E. pour croire, qu'elle voudra bien, conjointement avec Monsieur l'Ambassadeur d'Espagne, & Messieurs les Ambassadeurs de Mesleigneurs les Etats, faire ma declaration, suivant la forme de ce Memoire. Je luy adresse toutes les lettres que
j'écris

j'écris en cachet volant, afin que V. E. les voye avec M. l'Ambassadeur d'Espagne: vous remettant & à luy, de les faire donner, lors que vous trouverez qu'il sera absolument necessaire, & que V. E. croira que je ne puis pas différer; C'est la grace que je demande à V. E. étant,

MONSIEUR,

*Votre Tres-affectionné
Serviteur,*

CH. DE LORRAINE.

à Essling le 19 Fevrier 1677.

L E T T R E

*de son A. S. le Duc de Lorraine, à Don Pedro de
Ronquillo Ambassadeur d'Espagne,
du 19 Fevrier 1677.*

MONSIEUR,

Comme V. E. sçait à fond l'état de mes interets, & que je ne puis envoyer personne à Nimegue, que la difficulté des Passeports ne soit ajustée, & que je ne sçache le détail des intentions de Sa Majesté Imperiale sur mes affaires, j'ay pris le party, (sçachant combien je dois esperer de l'affection de V. E.) de faire donner ma prétention en general, & d'en adresser le Memoire à Monsieur le Comte de Kinsky, pour le prier avec V. E. & Messieurs les Ambassadeurs des Etats Generaux, de demander en mon Nom la restitution de mes Etats sur ce pied, en attendant que je puisse faire trouver mes Gens à Nimegue, pour y agir plus particulièrement sur mes interêts. J'espère que V. E. voudra bien en communiquer
avec

avec Monsieur le Comte de Kinsky, & voir ce que je luy écris, & les lettres que je luy adresse pour s'en servir dans le besoin, j'ay senti en tant de rencontres les offices obligeants de V. E. que je me flatte de la continuation en cette rencontre si importante à ma Maison & à mes Etats: elle en sçait si fort le détail, que je ne dois pas l'en faire instruire davantage; mais seulement la prier de continuer à me croire,

MONSIEUR,

*Votre Tres-affectueux
Serviteur,*

CH. DE LORRAINE.

à l'Esling le 19 Fevrier 1677.

L E T T R E

de son A. S. le Duc de Lorraine, à Messieurs les Ambassadeurs de Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-bas du 19 Fevrier 1677.

MESSIEURS,

AYant été recherché de la part de leurs Hautes Puissances, de faire donner mes prétentions contre la France, pour les joindre avec celles de leurs Majestés Imperiale & Catholique, & de leurs Hautes Puissances; & les donner toutes ensemble aux Mediateurs, je ne puis prendre d'autre party, en attendant la decision de la difficulté des Passports, & le retour de mon Envoyé à Vienne au sujet du détail de mes affaires, que de former ma pretention en general, dont j'envoye le Memoire à Monsieur le Comte de Kinsky, le priant de le donner

donner lors qu'il sera neceffaire, avec Monsieur l'Ambassadeur d'Efpagne & Vos Excellences: me perfuadant, qu'elles voudront bien me faire cette grace, comme je les en prie avec d'autant plus de facilité, qu'ayant experimenté de si bons offices de la protection de leurs Hautes Puiffances, Vos Excellences voudront bien m'obliger en cette rencontre, dont j'aurai toute la reconnoiffance que je dois avoir, étant,

MESSIEURS,

*Vôtre Tres-affectionné
Serviteur,*

CHARLES DE LORRAINE.

à Effling le 19 Fevrier 1677.

PROPOSITION

*de son A. S. le Duc de Lorraine, laquelle fut deliv-
rée par Messieurs les Ambassadeurs Mediateurs
d'Angleterre, à Messieurs les Ambassadeurs de
France après l'acceptation du Pleinpouvoir de M.
le President Canon.*

Monsieur le Duc de Lorraine, n'ayant pû
jusques à present, comme il auroit desiré
faire trouver ses Ministres à Nimegue pour la
solicitation de ses interêts dans la Negotiation de
la Paix, a jugé à propos, en attendant l'expedition
des Passeports qui luy sont neceffaires à cet effet,
de prier Messieurs les Ambassadeurs de leurs Ma-
jestés Imperiale & Catholique, & de Messeigneurs
les Etats Generaux, que lors qu'ils donneront les
pretentions de leurs Majestés Imperiale & Catho-
lique; & mesdits Seigneurs les Etats Generaux
contre

contre la France, ils veulent bien faite entendre au nom de son Altesse Serenissime de Lorraine, que sadite Altesse se trouvant aujourd'huy le seul & unique heritier des Ducs de Lorraine ses Predecesseurs, il espere dans la conjoncture presente, où toutes les Puissances de l'Europe concourent à procurer à tous les Princes engagés dans la guerre une bonne Paix, juste & de durée, & se promet de la justice de Sa Majesté Tres-Chrétienne la restitution de ses Etats & Duchez de Lorraine & de Bar, Terres & Seigneuries y appartenantes & en dependantes, occupées presentement par les armes de sadite Majesté Tres-Chrétienne, qui sont l'heritage, les biens & la succession de ses ayeuls, ensemble la restitution des titres, archives, meubles & effects, emportés desdits Duchés par les Officiers du Roy Tres-Chrétien, avec indemnité des ruines des Villes, Chasteaux, Bourgs, Villages & Peuples desdits Païs, dont il fera faire le détail spécifique dans la suite par ses Ministres, lors qu'ils se seront rendus à Nimegue. Donné à Eslingen le dix-neuvième de Fevrier mil six cens soixante & dixsept.

CHARLES DE LORRAINE.

F. le Begue.

LET-

L E T T R E

de son A. S. le Duc de Lorraine , à Messieurs les
Ambassadeurs du Roy de Dannemarc du 5
May 1677.

M E S S I E U R S ,

L Es marques d'amitié, que Sa Majesté Danoise a bien voulu me donner & à ma Maison ; & le soin qu'Elle m'a témoigné vouloir prendre pour le recouvrement de mes Etats , m'obligent de prier Vos Excellences d'assister de leurs offices mes Ministres Plenipotentiaires dans cette Assemblée , dont je leur seray tres-obligé ; Je sçay aslés leur merite , leur application au bien public , & leur Zele pour la Justice , pour esperer cette grace de leur civilité ; J'ay chargé le Sieur Canon , Conseiller dans mon Conseil d'Etat , President en ma Cour Souveraine , & l'un de mes Ministres Plenipotentiaires , de les en prier de ma part & de témoigner à V. V. E. E. combien je suis ,

M E S S I E U R S ,

*Votre Très-affectionné
Serviteur ,*

C H A R L E S D E L O R R A I N E .

Au Camp d'Autel le 5 May 1677.

EPI-

E P I S T O L A

Domini Episcopi Osnabrugensis, Ducis Brunovicensis & Luneburgensis, ad clarum & pereruditum D. Gustavum Danielem Smidt Consiliarium & Residentem Hagæ-Comitum.

Ernestus Augustus, Dei Gratia, Episcopus Osnabrugensis, Dux Brunovicensis & Luneburgensis. Cum ex re nostrâ fuerit, ut & Neomagi addita hic nostra desideria absque ulteriori dilatione exhibeantur. Hinc mandamus fideliter nobis dilecto Gustavo Danieli Smidt Consiliario & Residenti nostro Hagæ-Comitum, ut quamprimum additum Neomagum se recipiat præfataque nostra desideria, Regis Magnæ Britannia Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Mediatoribus debito modo insinuet, & eorum favori nostro nomine commendet, siquidem sue Legitimationis ergo has literas producendi, extradendique ipsi potestatem facimus; non dubitantes quin ante Laudatis Domini Mediatores Documentum aliquod dilectorum desideriorum Insinuationis, & ab ipsis facta acceptationis, ipsi reddere velint, quemadmodum ab illis decenter petendum, & id postea nobis transmittendum erit. Dabantur in Civitate nostrâ Osnabrugensi die 17 Maji 1677.

Superscriptum,

ERNESTUS AUGUSTUS.

Claro atque Pererudito Gustavo
Danieli Smidt, Consiliario
& Residenti nostro fideliter
dilecto Hagæ-Comitum.

TRA-

T R A D U C T I O N.

L E T T R E

de Monsieur l'Evêque d'Osnabrug Duc de Bronsvic & de Lunebourg, à Monsieur Gustave Daniel Smidt, Conseiller & Résident à la Haye.

ERNEST Auguste par la grace de Dieu Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronsvic & de Lunebourg. Etant de nôtre interest de ne pas tarder davantage à représenter à Nimegue ce que nous desirons : Nous avons jugé à propos d'ordonner à nôtre Feal & Amé, le Sieur Gustave Daniel, Conseiller en nos Conseils, & Résident de nôtre part à la Haye, d'aller au plutôt à Nimegue, pour y conferer comme il appartient, avec LL.EE.MM. les Ambassadeurs Mediateurs, de ce qu'ils sçavent que nous souhaitons, & pour le recommander à leur faveur en nôtre nom, en vertu du pouvoir que nous lui donnons, de produire & delivrer ces Lettres : ne faisant nul doute, que leursdites EE. ne lui donnent quelque instruction sur la susdite insinuation de nos desirs, ayant témoigné estre bien-aîsés qu'on la leur fît, & de nous l'envoyer après la leur avoir demandée d'une maniere convenable. En nôtre Ville d'Osnabrug, le 17 Mai, 1677.

La subscription étoit,

ERNEST AUGUSTE.

Au fameux & tres-sçavant Gustave Daniel Smidt, nôtre Feal & Amé Résident pour nous à la Haye.

PRÆTENSIONES

Episcopi Osnabrugensis.

„ CUM Serenissimus Princeps Dominus Erne-
 „ stus Augustus, Dux Brunsvicensis & Lune-
 „ burgenfis Princeps Osnabrugensis & Lunebur-
 „ genfis hactenus ex eo, quod Serenissimi ac Po-
 „ tentissimi Franciæ & Sueciæ Reges literas Com-
 „ meatus in tali forma concedere detrectaverint
 „ quâ & Ser. Princeps ultra Præjudicium Status
 „ atque jurium suorum Plenipotentarios suos ad
 „ celebrem hunc Conventum ablegare potuisset,
 „ præpeditus fuerit: eâ tamen adhuc fiduciâ ni-
 „ tatur Ser. ac Potent. Magnæ Britanniæ Regem
 „ pro glorioso, quod omnium placito suscepit
 „ Mediationis Munere effecturum ut earum ad-
 „ huc potens fiat; interim tamen cum cæteri Con-
 „ fœderati ad Tractatus progrediantur & Præten-
 „ siones eorum jam magnâ ex parte expositæ sint,
 „ Ser. Princeps diutius differendum non esse judi-
 „ cavit suum quoque ad Pacem animum pro-
 „ pente declarare, & altissimi præfati Regis Ma-
 „ gnæ Britanniæ Illust. ac Excellentissimis Do-
 „ minis Legatis Med. desideria sua exhibere, nul-
 „ lus dubitans pro insigni sua æquitatē & pruden-
 „ tiâ effecturos, ut æquo animo suscipiantur &
 „ iusta eorum quoque habeatur ratio. Præcavere
 „ autem summopere vult: sibi per hoc, quod cir-
 „ ca causam ipsam mentem suam hoc scripto ali-
 „ quo modo explicuerit, nullatenus suo juri
 „ mittendi & insigniendi Ministros suos ad
 „ Conventum hunc, eo quo ex re & dignita-
 „ te sua visum fuerit, Caractere præjudicium
 „ fieri debere, prout desuper solemnissimè prote-
 „ statur.

Quem-

„ Quemadmodum itaque Serenissimus Prin-
„ ceps ex communi Imperii Ratisbonæ habita-
„ declaratione & concluso, insuperque ad requi-
„ sitionem Sacræ Cæsareæ Majestatis cæterorum-
„ que Confœderatorum, arma in eum finem
„ sumpsit, quo dignitas & securitas Sacri Ro-
„ mani Imperii ejusque Statuum libertas & Jura
„ facta recta conservarentur, sic quoque cum cæ-
„ teris Confœderatis ex animo exoptat, ut omnia
„ Gravamina Pacem & Tranquillitatem publi-
„ cam turbantia è medio tollantur & alta Pax
„ restabiliatur & inviolabiliter observetur, deside-
„ ratque ut Pax stabilienda sit universalis omnes-
„ que Confœderati in ea comprehendantur.
„ Cum etiam æquitati & justæ rationi conveniens
„ sit ut Damna quæ Serenissimus Princeps duran-
„ te hoc Bello perpeßus simul ac sumptus, quos
„ ad id impendere coactus, resarciantur, petit
„ ut congrua ipsi desuper attribuat. satisfactio,
„ &c.

„ Reservat tamen Serenissimus Princeps sibi fa-
„ cultatem in præsentì hoc Conventu ulterius de-
„ ducendi ea, quæ ad suam & Serenissimæ Do-
„ mus suæ & Confœderatorum Securitatem ac
„ Indemnitatem, pro Rerum exigentiâ porro
„ spectare & desiderari poterunt.

T R A D U C T I O N.

Les P R E T E N T I O N S

de l'Evêque d'Osnabrug.

LEs difficultés que leurs Majestés les Rois de
France & de Suede ont fait jusqu'à present
d'accorder desSaufconduits dans les formes requi-
ses, sans préjudicier à son Etat ni à ses drois,

ayant empêché le Serenissime Prince & Seigneur, Ernest Auguste Duc de Bronsvic & de Lunebourg, Prince d'Osnabrug & de Lunebourg, d'envoyer ses Plenipotentiaires à cette celebre Assemblée : Il a neanmoins tant de confiance en la Mediation du Serenissime & tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, qu'il espere de les obtenir. Et comme cependant tous les autres Confederez sont au Lieu du Traité, & que la pluspart de leurs prétentions y ont déjà esté exposées, Sa Serenité n'a pas crû pouvoir differer plus long-temps à témoigner aussi-bien qu'eux son empressement pour la Paix, & à declarer ses prétensions à LL. EE. MM. les Ambassadeurs Mediateurs : ayant tant de confiance à leur prudence & équité, qu'ils ne feront pas difficulté de les entendre, & d'y avoir un égard juste & raisonnable. Avec cette precaution neanmoins, qu'en faisant connoître ses intentions par cet Ecrit, il ne prétend nullement préjudicier, au droit qu'il a d'envoyer ses Ministres à l'Assemblée, & de les revêtir de tel caractère, qu'il lui plaira ; suivant l'exigence & la dignité des affaires qu'il voudra leur commettre, ce qu'il proteste solennellement.

Tout ainsi donc que le Serenissime Prince a pris les armes en execution des conclusions arrêtées à Ratisbonne ; & depuis à la requisition de S. M. I. & des autres Confederez, à dessein de contribuer à la conservation de la dignité & seureté de l'Empire Romain ; comme aussi pour maintenir les droits & la liberté de ses Etats : De même il souhaite de tout son cœur, que tous les griefs qui troublent la Paix & la tranquillité publique, soient entierement extirpés ; & qu'une Paix ferme & profonde soit rétablie, & inviolablement observée, & deplus que cette Paix soit universelle. sorte que tous les Alliés y soient generalement

lement compris. Et parce qu'il est juste que les dommages que lui a causé cette guerre, soient réparés, & qu'on le rembourse des frais où elle l'a engagé, il demande qu'il lui en soit fait une juste satisfaction.

Cependant ladite Serenité se reservant toujours le pouvoir de deduire plus amplement dans cette même Assemblée, ce qui concerne la seureté & l'indemnité de lui & de sa Maison, suivant l'exigence des choses, & que les cas le requerront.

PRÆTENSIONES

Ducum Cellensium & Guelpherbitanorum.

„ **S** Peraverant equidem Serenissimi Principes
 „ Dominus Georgius Wilhelmus & Dominus
 „ Rudolphus Augustus Duces Brunsvicenses &
 „ Luneburgenses, intercessionem Serenissimi &
 „ Potentissimi Magnæ Britanniae Regis pro glo-
 „ rioso, quod omnium applausu suscepit, mune-
 „ re tandem obtentam iri à Serenissimo atque Po-
 „ tentissimo Galliae Rege Christianissimo literas
 „ commeatus ea in formâ quæ & Serenissimi Du-
 „ ces citra præjudicium Status atque Jurium suo-
 „ rum Plenipotentarios ad Tractatus illico able-
 „ gare possent, quantum & bellum averfarentur
 „ & Pacem promotam cuperent; attamen cum
 „ videant Altissimi Memorati Regis Christianissi-
 „ mi Majestatem nec dum permoveri potuisse ut
 „ justissimæ petitioni eorum deferret: Interea
 „ vero ad negotium principale properari atque à
 „ cæteris Confœderatis prætensiones ad illud spe-
 „ ctantes proponi. hinc ne unquam suspicio su-
 „ boriatur ac si Serenissimi Duces minori ad Pa-
 „ cem conciliandam ferantur studio & ipsi quo-
 „ que Altissimæ præfatæ Regiæ Majestatis Britan-

„niæ Illustrissimis & Excellentissimis Dominis
 „Legatis desideria sua hoc scripto exponere vo-
 „luerunt, nec quicquam dubitantes, illos pro in-
 „signi sua æquitate & prudentia in id incubitu-
 „ros effecturosque apud summe Memorati Regis
 „Christianissimi Majestatem, ut justa illorum
 „habeatur ratio.

„Ac primo quidem, sicuti Orbi jamdum satis
 „innotuit, Serenissimos Duces ad requisitionem
 „Sacrae Cæsareæ Majestatis cæterorumque Con-
 „fœderatorum arma sumpsisse, tum ut satisfacere
 „rent pactis, quæ cum illis pro mutuâ defensione
 „inierant tum ut dignitatem atque libertatem,
 „Sacri Romani Imperii ejusque Statuum confer-
 „varent, ac sinistris interpretationibus Pacificatio-
 „num Westphaliarum non sinerent labefactari;
 „plurimis rerum argumentis in Comitibus Impe-
 „rii, quæ etiamnum Ratisbonæ habentur, ut
 „tantis malis sociatis occurreretur, Serenissimi Du-
 „ces hoc repetitum volunt; quod à Sacra Cæsarea
 „Majestate, accedente consensu & suffragio di-
 „ctorum Statuum Imperii, cum in finem ut Im-
 „perio ejusque Statibus securitas Juraque sua in-
 „posterum illibata constare possint, nullisque
 „omnino gravaminibus ejusmodi atque violen-
 „tiis locus relinquatur, postulabitur. Cum autem
 „æquitati non minus consentaneum, ut damna
 „quæ Serenissimi Duces bello hoc durante per-
 „pessi, juxta ac sumptus quos in id impendere
 „coacti, resarciantur, petunt secundò ut ratione
 „illorum congrua ipsis præstetur satisfactio: de-
 „siderant insuper tertio, ut Pax sit universalis, om-
 „nesque eorum Confœderati sub illa compre-
 „hendantur, &c.

„Quarto reservant sibi facultatem in præsentem
 „hoc Conventu ulterius deducendi ea, quæ &
 „ad suam, Serenissimæ Domus suæ ut & Confœ-
 „dera-

„ deratorum fecutitatem ac indemnitate[m] spe-
 „ ctant, utque, pro rerum & temporum condi-
 „ tione, porro exigi poterunt, &c.

„ Ante omnia autem quam solemnissimè pro-
 „ testantur si quod circa causam principalem men-
 „ tem suam hoc scripto exposuerint, nullum
 „ plane præjudicium facere voluisse Juri quo gau-
 „ dent, Ministros suos eo insigniendi caracte-
 „ re, sub quo mittere eos ad hunc Conventum è
 „ re & dignitate sua visum fuerit, cum id lucu-
 „ lentis adeo exemplis ac rationibus firmatum,
 „ ut quo pacto in dubium vocari possit nullate-
 „ nus constet.

TRADUCTION.

Les PRETENTIONS

des Ducs de Zell & de Wolfenbuttel.

LEurs Serenités MM. les Princes George Guil-
 laume, & Rudolf Auguste, Ducs de Bronsvic
 & de Lunebourg, s'estoient toûjours flatés d'ob-
 tenir par l'entremise du Serenissime & tres-Puif-
 sant Prince le Roi de la G. B. en vûe de la Media-
 tion, qui lui a esté conferée d'un applaudissement
 general; ils s'estoient dis-je toûjours flatés d'obte-
 nir du Roi T. C. des Sausconduits, par le moyen
 desquels les Plenipotentiaires se pussent trouver
 au Lieu du Traité, sans déroger à leur Etat ni à
 leurs droits; afin d'y exposer l'averfion qu'ils ont
 pour la guerre, & leur inclination pour la Paix.
 Neanmoins voyant que jusqu'ici sadite M. T. C.
 n'a pu se resoudre à écouter leur juste demandé; &
 que cependant on travailloit à l'avancement de la
 Paix, & que tous les Confederez y propofoient
 leurs prétentions; ils se sont crus obligés, pour cou-

per pied au soupçon qu'on pourroit avoir, qu'ils n'ont pas tant de zele que les autres pour procurer la Paix, d'exposer par cet Ecrit à Sadite M.B. & à M.M. les Ambassadeurs, quels sont ses desirs & ses souhaits, ayant une ferme confiance en leur prudence & équité, qu'ils y auront égard, & qu'ils y feront aussi incliner sa Maj. Tres-Chretienne.

Et premierement, comme tout le Monde sçait, que leurs SS. ont pris les Armes à l'instance de Sa Majesté Imperiale & des autres Confederés, tant pour satisfaire à l'accord passé entr'eux pour leur commune defense, que pour maintenir la liberté & la dignité du S. Empire; & pour empêcher qu'on ne fit tort à ses Etats par les sinistres interpretations, que l'on pourroit donner à la Paix de Westphalie; & enfin pour détourner tant de maux ensemble, qu'on avoit à craindre pendant la Diète de Ratisbonne. Comme leurs SS. ont fait leur devoir en cette rencontre, Elles souhaitent qu'à l'avenir Sa Majesté Imperiale du consentement desdits Etats, conserve leurs droits & leurs privileges, de telle maniere qu'à l'avenir ils ne reçoivent aucun dommage, & que nul des Membres de l'Empire ne soit violenté ni grevé. Et comme il est de l'équité, que le préjudice qu'ils ont reçu pendant le cours de cette guerre, leur soit réparé, aussi bien que les frais qu'ils ont été obligés de faire; Ils demandent en second lieu, qu'il leur en soit fait une satisfaction raisonnable; & troisiemement que la Paix soit telle, que tous les Confederés y soient generalement compris.

En quatriéme lieu, ils se reservent la faculté, de deduire plus amplement dans cette Assemblée, suivant l'exigence des temps & des affaires, ce qui concerne la sureté & l'indemnité, tant de leur Maison Serenissime que des Confederés.

Sur tout ils protestent solennellement, qu'en exposant par cet Escrit leurs principales intentions, ils ne prétendent nullement préjudicier au droit qu'ils ont de donner à leurs Ministres tel caractère, qu'il leur plaira pour se trouver à cette Assemblée, ce droit leur étant confirmé par tant d'exemples memorables, qu'ils ne croient pas que personne en puisse douter.

TESTIMONIUM

Thomæ Chudleigh Secretarii Legationis
Anglicæ.

EGO Thomas Chudleigh Armiger, Secretarius Legationis munere Mediatorio nomine S. Reg. Majestatis Magnæ Britanniae Domini mei Clementissimi hic Neomagi fungentis attestor, Quod duo Originalia alterum mandati alterum desideriorum superius hic transumptorum, debito modo insinuata & exhibita fuerint heri Illust. & Excell. D.D.D. Legatis Mediatoribus juxta mandati præfati vim & Tenorem, quodque prædicta desideria penes Excellentias suas jam nunc deposita remanent Partibus quas spectant propediem communicanda.

Datum Neomagi 14. May 1677.

T. CHUDLEIGH.

TRANSDUCTION.

CERTIFICAT

du Secrétaire des Ambassadeurs Mediateurs.

JE, sousigné Thomas Chudleigh Ecuyer & Secrétaire de l'Ambassade, que le Roy de la G. B. mon bon Seigneur & Maître a envoyée. à
D. S. Nimegue,

Nimegue, pour y exercer en son Nom la charge de Mediateur, certifie que deux Originaux, l'un du contenu de l'ordre, l'autre des pretentions tirées des Pièces cy-dessus, furent hier dûement insinuées & delivrées à LL. EE. MM. les Ambassadeurs Mediateurs, suivant la force & teneur dudit ordre; & que lesdits souhaits & pretentions, sont presentement en depôt entre les mains de LL. EE. pour être au-plutôt communiquées à qui il appartient.

Donné à Nimegue, le 14 Mai 1677.

T. CHUDLEIGH.

M E M O I R E

*Que son Altesse Serenissime le Duc d'Hanover
a fait presenter aux Mediateurs d'Angle-
terre, par son Ministre
à la Haye.*

MESSIEURS,

SOn Altesse Serenissime, le Duc de Brünswijk & Lunebourg, Hanover, sçachant que les Parties Interessées en la Negotiation de la Paix, qu'on traite en ce lieu, ont presque tous delivré leurs prétentions entre les mains de vos Excellences, Elle a creu ne devoir pas différer plus long-temps à exposer aussi ses Interests & pretensions particulieres à cette Illustre Assemblée: Et dautant que les difficultez survenues pour les Passeports des Ambassadeurs des Princes de l'Empire ont empêché jusqu'à present, que sadite Altesse n'ait pû Envoyer ses Ministres à cette Assemblée, afin d'y traiter avec toutes les formalitez requises, Elle a jugé à propos en attendant qu'il se trouve quelque remede à cet incident d'ordonner au soussigné, en vertu

vertu du pouvoir ci-joint, de présenter & delivrer à vos Excellences ce Memoire, où les prétentions sont contenues, & les prier de sa part de le recevoir, & communiquer à tous les autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ne doutant point que dans la suite de ces Negotiations, vos Excellences ne contribuent au possible, par leur autorité & bons offices, qu'il y soit pris tel égard, qu'elles jugeront elles-mêmes, que l'équité & la justice le demandent.

Vos Excellences peuvent estre assurees, qu'agissant en cecy conformément à la bienveillance, que sa Majesté Britannique a tousjours eüe pour son Altesse Serenissime, aussi bien qu'à leur office de Mediateurs, sadite Altesse en conservera non seulement une obligation tres-particuliere à l'égard de sa Majesté, mais encore toute la reconnaissance, qu'elle sera capable d'avoir pour vos Excellences dans les occasions; Fait à Nimègue le

²⁷ Mai 1677.

de vos Excellences

le Tres-humble & Tres-obeissant
Serviteur,

H. HUNBECKEN.

PRÆTENSIONES

Ducis Calenbergensis.

Quanto acerbius Serenissimus Princeps Dominus
Johannes Fridericus Dux Brunsvicensis ac Lu-
neburgensis, funesto belli incendio, quo jam Magna pars
Christiani Orbis hucusque correpta est, indoluit; tanto
Majori affectus est lætitiâ quum intellexit, singulas
belligerantium Partes per summi Numinis gratiam de
amisse

amissæ Pacis restauratione jam denuo serias suscepisse cogitationes; eumque in finem Illustrissimos & Excellentissimos Legatos suos Plenipotentarios ad pacificationem iussisse congregari; atque adeo Sereniss. ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis gloriosissimâ interventione, perficiundo tam arduo operi responsa in hoc demum loco manus admovisse.

Et vero sicuti Serenissimus Dux ardens suam conservandæ pariter & reducendæ Pacis studium non minus quacunque occasione palam professus est, quam factis universo Orbi in hunc usque diem ostendere laboravit: Ita etiam hunc in locum, ad suum conferendum studium & operam, suorum quempiam dudum ablegasset, nisi illum ab istâ sua promptitudine retardassent oborta de commentus literis difficultas, & metus, ne ex præpostera facilitate, & sibi, & dignitati & statui suo aliquid crearetur præjudicii.

Attamen ne interea temporis donec juribus suis & dignitati consulendi rationem inirent Incliti Imperii Procures, seria illa Serenissimi Principis in pacem propensio hîc potissimum loci aut deesset, aut penitus ignoraretur, aut etiam, quæ tam ad publicæ salutis promotionem, quam interesse ac statui sui securitatem pertinent, ab ipso intempestive negligi, aut prætermitti viderentur, ideo Serenissimus Princeps e suâ publicâque re fore duxit, si suam quoque mentem hac in parte eorum laudabilissimo hoc conventu scripto explicaret.

In primis autem cum cæteris S. Rom. Imp. Ordinibus, non modo ardentissime exoptat, quin potius salutis suæ summam in eo ponit, ut quantocius sincera, universalis ac firma Pax totum orbem Christianum restabiliatur, pristinusque Sacro Rom. Germ. Imperio splendor & reliqua Pacis commoda ita reducantur ut simul omnium & singulorum ejus Ordinum Statuumve libertas, jura, & dignitates in tuto collocatæ quam solidissime impofterum possint conservari.

Deinde cum fere universo Orbi satis innotuerit, præ-

cipue verò Reg. M. Daniæ, Domini Electoris Brandeburgici nec non Domini Episcopi Monasteriensis Illust. & Excell. Dominis Legatis penitus sit cognitum, quidnam de indeanitate & conservatione neutralitatis, omnibusque eo pertinentibus altissime memorati ipsorum Domini Principales in tractatu, quem sub summâ S. Cæs. Majestatis autoritate, Hannoveræ, ad diem ¹¹/₂₃ Septemb. anni 1675. cum Serenissimo Duce inserunt solemniter pacti sunt & promiserint; non potest Sereniss. Dux quin Illust. & Excel. Dominos Legatos Reg. Maj. Magnæ Britannia, officiose roget, ut pro illâ, quâ polent, autoritate, curam operamque suam in id sedulo velint impendere, quo maxime præseni hac pacificatione dicti tractatus, & quæcumque ipsi ex eo competunt, jurium & prætensionum, non minus ac reliquorum ad præsens pacificationis negotium spectantium ratio habeatur. Sicuti etiam Reg. Maj. Daniæ, Domini Elect. Brandenburgici, & Domini Episcopi Monasteriensis Illust. & Excell. Dominos Legatos debito modo requirit, ut nō in e altissime memoratorum Principalium suorum, quorum ibi vices gerunt, valentissima sua officia eò interponere velint, quò omnia & singula, quæ in nominato jam tractatu Serenissimo Duci quam sanctissime concessa sunt & promissa vi & virtute tanti Regis, tantorumque Principum interpositæ garantia & fidei, ipsi & plenarie præstentur, & rite perficiantur.

Promittit hoc utique sibi Serenissimus Dux eo facilius quoniam non tantum tabulæ tractatus, & summa æquitas illud diserte loquuntur & postulant; sed & Serenissimus Dux omnia & singula, quæ per istud pactum in se suscepit, optima fide, quin & cum detrimento suo, hætenus executus, insuper etiam, propter hoc in se collatum studium de Illust. & Excell. Dominis Legatis pro cuiusvis dignitate, bene mereri, nunquam non promptus sit, atque paratus, reservatâ sibi potestate, & hac ipsa ulterius declarandi, & quæ prætereâ ad suam.

*Domusque sua, vel etiam Imperii indemnitatem fou-
ritatemque spectans, addendi. Actum Neomagi die
19^{to} Maii 1677.*

H. HUNECKEN.

TRADUCTION.

PRETENTIONS

du Duc de Calenberg.

Autant que sa Serenité, M. le Prince, Jean Fri-
deric Duc de Bronsvic & de Lunebourg, a été
affligé que cette funeste guerre ait presque em-
brazé la Chrétienté ; autant a-t-il eu de joie, lors
qu'il a sçu, que toutes les Parties interessées étoient
par la grace de Dieu dans un veritable dessein de
penser serieusement au rétablissement de la Paix,
& que pour cet effet elles ont ordonné à LL. EE.
MM. leurs Plenipotentiaires, de s'assembler pour
en convenir, par l'entremise du Serenissime &
tres-Puissant Prince le Roi de la G. B. qui s'est
chargé de la Mediation pour accomplir un si
grand Ouvrage.

Et comme SS. n'a pas moins fait paroître jus-
qu'ici par les effets, que de vive voix, l'ardeur avec
laquelle il souhaite la conservation & le réta-
blissement de la Paix. Aussi il y a long-temps
qu'il n'eût pas manqué d'envoyer quelqu'un en
ce lieu, pour y contribuer de ses offices & de son
zele, si le refus qu'on a fait de lui accorder un pas-
sage libre pour le transport des Lettres, n'eût re-
tardé son pieux dessein ; la peur qu'il avoit de pré-
judicier à sa dignité & à son Etat, l'ayant empê-
ché de l'exécuter.

Et comme cependant les Etats de l'Empire
pourroient douter de la sincere inclination, que
sa

la Serenité a pour l'avancement de la Paix ; ou de peur qu'il ne semble, qu'elle neglige tant les intérêts & la sureté du public que les siens propres, sadite Serenité a cru être de son intérêt & du bien public, de faire connoître par elcrit à cette célèbre Assemblée, qu'elle est son intention.

Et premierement, non seulement la Serenité souhaite avec tous les Membres de l'Empire, mais elle croit même, qu'il y va de son salut, qu'une Paix ferme & generale soit rétablie dans toute la Chrestienté; Que la splendeur du S. Empire refleurisse, & qu'il reprenne son premier lustre avec tant d'éclat, que la liberté, les droits & la dignité de ses Membres & Etats soient desormais si bien establis, qu'il soit aisé de les conserver.

Deplus, tout le Monde sçachant, & principalement LL. EE. MM. les Ambassadeurs de sa Maj. Danoise, de S. A. E. de Brandebourg & de M. l'Evêque de Munster, ce qu'ils ont promis & arrêté solennellement avec sadite Serenité touchant l'indemnité & la conservation des droits de la Neutralité, par le Traité conclu de l'autorité Imperiale, à Hanover, le 11^{se} Septembre 1673. sadite Serenité se croit obligée de supplier LL. EE. MM. les Ambassadeurs de sa M. B. de s'employer efficacement, suivant le dû de leur charge, & de faire en sorte que ledit Traité ait son effet, & que l'on n'ait pas plus d'égard à ce qui lui convient en vertu d'icelui, qu'à toutes les autres choses, qui concernent la presente negotiation. Comme aussi elle supplie LL. EE. MM. les Ambassadeurs de sa Maj. Danoise, de S. A. E. de Brandebourg, & de M. l'Evêque de Munster, d'interposer l'autorité & le credit de ceux qui les emploient, afin que ce qui a esté promis si solennellement à la Serenité, lui soit tenu, en consideration

ration d'un si grand Roi & de tant de Princes, dont la foi & la Garantie y ont esté interposées.

C'est ce que Sadite Serenité se promet avec d'autant plus d'assurance, que non-seulement les Articles dudit Traité, & l'équité le portent & le requierent; qu'à cause que Sadite Serenité a executé de tres-bonne foi tout ce qui y est contenu, & que son exactitude en cette rencontre, merite que LL. EE. MM. les Ambassadeurs y aient égard; se reservant au-reste le Pouvoir, de declarer à l'avenir plus amplement, & d'ajouter ce qu'Elle croira être de la sureté & indemnité tant d'Elle & de Sa Maison, que de l'Empire.

à Nimegue, le $\frac{17}{27}$ Mai 1677.

H. HUNNECKEN.

L E T T R E

*au Roy de France au Roy d'Angleterre en offrant
une Trêve.*

TRes-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince, nôtre tres-cher & tres-ami, bon Frere, Cousin & Allié; Depuis que vous vous employés avec tant de zele pour procurer la Paix generale, nous n'avons rien oublié de ce qui a été en nous, pour faire que la Chrétienté fût redevable de son repos à vos soins & à vôtre Mediation; vous avez esté témoin des facilités, que nous y avons apportées, soit en envoyant nos Ambassadeurs à Nimegue, aussi-tôt que par vôtre entremise cette Ville a été choisie pour le lieu de l'Assemblée; soit en les y faisant demeurer durant tout le temps, que les Ministres de nos Ennemis ont différé de s'y rendre, soit enfin en leur donnant ordre de secon-

der

der l'application de vos Ambassadeurs, depuis l'ouverture des conferences; mais parceque nous ne pouvions trop faire connoître, combien sinceres sont nos intentions, pour l'avancement d'un si grand Ouvrage, nous voulons bien embrasser tous les moyens, qui paroissent les plus capables d'y contribuer, lors que par la conqueste de trois places importantes Dieu respand plus visiblement sa benediction sur nos armes, dans une guerre que l'Espagne nous a declarée & qu'il joint à ces grands succès le gain d'une bataille, sur l'Armée des Etats Generaux, nous ne pouvions mieux répondre à tant de graces, qu'en recherchant les moyens les plus prompts, d'arrester l'effusion du sang Chrétien, que nous voyons couler avec tant de douleur; ainsi quelque suite que nous puissions nous promettre de ces grands avantages, nous croyons ne pouvoir donner une plus grande preuve de nostre desir pour la tranquillité generale, qu'en regardant une Trêve de quelques années, comme la voye la plus seure pour y conduire: nous vous dirons même, que nous remettrions à cette heure entre vos mains, de nous y engager & de l'offrir à nos Ennemis, si nous pouvions le faire sans le consentement du Roy de Suede, nostre Allié, ou si nous avions pû estre instruits de les sentiments pour la conclure; mais comme tout commerce nous est fermé depuis long-temps avec ce Prince, & que pour la liberté qui est refusée à les Ambassadeurs au Traité de Paix, de luy faire passer leurs dépêches, & de recevoir ses instructions, nous ignorons quelles peuvent estre ses pensées. Ce que nous pouvons, est de vous informer de nos dispositions sur une Trêve, & attendre de vôtre zele pour la Paix, que vous penetriés les siennes, tous-jours sommes nous bien aises de vous prouver, que de quelque fortune, dont nous eussions lieu de

nous

nous flatter dans la suite de la guerre, nous sommes résolus néanmoins d'arrêter les maux, qu'elle cause, préferons la gloire de contribuer à la Paix de l'Europe à celle, que nous pourrions attendre de la Puissance de nos armes, & que c'est au milieu des prosperités dont elles sont accompagnées, que nous apportons plus de facilité à les quitter: nous trouvons d'autant plus de joye, à vous déclarer nos sentiments sur ce sujet, que nous sçavons, que vous les approuverés davantage, & que vous les approuverez sans doute, comme plus favorables pour le succès de vôtre Mediation; puisqu'une Trêve empêchera, que les evenemens contraires ou favorables qui peuvent arriver pendant la Campagne, n'apportent quelque changement à la Negotiation, qui commence à se lier par vos Ambassadeurs à Nimegue: & la présente n'étant à autre fin, nous prions Dieu, très-Haut, très-Excellent & très-Puissant Prince, nôtre très-cher, & très-Amé bon Frere, Cousin & Allié, de vous tenir en sa sainte & digne garde. Escrit à Terouanne le 23 d'Avril 1677.

L O U I S.

A R N A U L D.

R E S-

R E S P O N S U M

ab Augustissimi & Inviētissimi Imperatoris ad Tractatus Pacis cum plenâ potestate Legatis Extraordinariis exhibitum D.D. Mediatoribus Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatis Extraordinariis, ad Propositionem Pacis tertiâ Martii nuper ex parte Galliæ factam.

„ **S**I pari actionum sinceritate cum Sacrà Cæsarea Majestate & Imperio Romano pro Pacis Westphalicæ, veræque ac fraternæ amicitiae, conservatione Serenissimus & Potentissimus Franciæ Rex Christianissimus concertasset, quantum Propositio Pacis novissima ex ejusdem parte exhibita præ se fert, non esset quod Gallia dictæ Pacis, nunc postliminio reducendæ, gratiâ quæsitâ media venaretur.

„ Quàm multifariam Paci Westphalicæ, tanto labore, impendio & Christiano sanguine partæ, contravenerit Gallia, non minùs notum est omnibus, quàm comperta sunt consilia, cura & industria, quæ eidem semper conservandæ, & imprimis funesto præsentî bello, ab Imperio Sacro ejusque finibus amovendo, impendit S.C.M. utpotè non verbis tantùm, sed & factis luculentissimè comprobatur. Serenissimo Lotharingiæ Duci, anno superiori 1670. ditione omni, & vix non vita exuto à Gallia, unica salus reliqua erat in fugâ & Sacri Imperii protectione, quæ ipsum tamquam Membrum Imperii ab antiquissimo tempore complectitur, Augustissimus Cæsar ut bello viam præcluderet, nec ramen Principi ad suam & Imperii protectionem, recurrenti decellet, maluit amicis officiis quàm armis ejusdem restitutionem experiri, factâ in
„ cum

„ cum finem extraordinariâ ad instantiam totius
„ Imperii ad Regem Franciæ Christianissimum
„ ablegatione, sed Cæsaris officiis, non attentis,
„ Imperii palàm rejectis, ostendit jam tam præ-
„ clarè Gallia, quantam amicitiae cum Imperio
„ conservandæ rationem & tranquillitatis publi-
„ cæ considerationem haberet.

„ Objecit paulò post unicum studium exten-
„ dendi fines Regni in imparatas semper Galliae
„ armis foederatas Belgii Provincias, & simul tum
„ novum specimen Religionis suæ dedit Gallia
„ conservandæ cum Sacro Imperio amicitiae, &
„ Westphalicæ Pacis Anno 1672. ingenti exercitu
„ Imperium, non requisito, minùs consentienti
„ Cæsare & Imperio contra dictam Pacem non
„ tantum, sed & Gentium mores educto, non tan-
„ tum facta ex ipso Imperio, contra unitas Belgii
„ Provincias aggressionem, sed & occupatis Urbibus
„ & Castellis Imperii, etiam aliquibus multo ho-
„ stili milite inessis, eorum aliis pro libitu destru-
„ ctis, aliis munitis, designatis per Imperium,
„ cum summo multorum ejusdem Ordinum
„ damno, pro libitu hospitationibus, combusto
„ ad Argentoratum super Rhenum ponte, ejusque
„ reparatione, in majorem Imperii ejusque Co-
„ mitialis Ratisbonensis conclusi contemptum,
„ vi prohibitâ, postquam implorationibus conti-
„ nuis Ordinum Imperii mora S. S. C. M. pro
„ munere suo Imperatorio ad tuendos Imperii fi-
„ nes & Status, qui impetebantur, exercitum ad-
„ duxisset, intercederet autem Suecia oblata Me-
„ diatione, simul divulgaret Gallia se copias suas
„ ex Imperio retracturam, si & suas Cæsar revo-
„ caret, S. C. M. ne & hanc restabiliendæ tran-
„ quillitatis publicæ occasionem negligeret, le-
„ giones suas ex Imperio in hæreditarias Provin-
„ cias suas reduxit; sed facturam, quæ se vulgarat
„ Gallia

„ Gallia tantum abest ut impleverit, quin potius
„ majorem in Imperium & intima Franconiae
„ militem reduxerit, ad deditionem arces Cæsarae
„ reo milite munitas coegerit, ditiones Electoris
„ Trevirensis, sub vano prætectu, quod unitis
„ Belgii Provinciis foedere junctus esset, ferro &
„ igne prius devastarit, quam Copiae Cæsareae in
„ auxilium denuò accurrere possent, ipsamque
„ adeò Archiepiscopatus Metropolim vi expugna-
„ vit, decem Alsatiæ Civitates Imperiales debitæ
„ protectionis loco, propugnaculis, tormentis
„ bellicis, armis, & ipsis adeò moenibus exuerit;
„ easque ad incitas redegerit. Sereniss. Elect. Pa-
„ latini Status, prius hospitacionibus exhaustos,
„ eo tempore quo eidem amicitiam offerebat oc-
„ cupavit & exusserit, ut oppressio Circuli Bur-
„ gundici, innumera incendia Urbium & Pago-
„ rum, totius ferè tractus Rhenum inter & Mo-
„ sellam, & Saram, licet solutis etiam ante termi-
„ num debendi exactionibus, jure gentium ab
„ omni executione securi esse debuissent, violata
„ sepulchra, ipsos Principum cineres, omniaque
„ sacra, & quæ alia, supra usitatum inter Christia-
„ nos morem immania, à Gallis in Imperio du-
„ rante bello perpetrata sunt, prætermittantur cæ-
„ tera semper amicitiae Gallicæ cum Imperio stu-
„ diosè cultæ funestæ illustria monumenta. Qui-
„ bus ritè consideratis nemo non videt S. C. M.
„ & Imperio Romano omnibusque ejus Statibus,
„ nisi iis major Pacis in posterum à Galliâ obser-
„ vandæ securitas fiat, præsens semper fore peri-
„ culum, ne jam iterum occasione Belli accepta
„ gravior adhuc in totius tandem sacra compagi-
„ nis dissolutionem irruat. Proinde jure, non nisi
„ optimo maximo, non omnia solum singula-
„ que, quæ in Imperio sacra ejusque Circulis à
„ Galliâ adhuc detinentur, vel ad tempus usque
„ Pacis

„ Pacis detinebuntur, utpotè bello injusto occu-
 „ pata à S.C.M. repetuntur, sed simul etiam cum
 „ pro expensarum damnorumque in immensum
 „ excreſcentium reparatione, tum pro majore ſe-
 „ curitate de non ampliùs turbando contrave-
 „ niendove habenda, Alſatia atque Briſacum,
 „ itemque nuper receptum Philippiburgum, cum
 „ advocatiâ in Imperiales Alſatiæ Civitates unitas,
 „ uti & feudalitate in eâ quæ Episcopatuum Me-
 „ tenſis, Tullenſis & Verdunenſis Vaſſalli, extra
 „ modo memoratorum Episcopatuum territoria,
 „ intra Imperii fines poſſident ſeuda, vindicantur.
 „ Pacis enim Weſtphaliæ, cujus de cætero inte-
 „ merata ſemper inter Cæſarem Imperiumque
 „ ſacrum lex ſtabit atque ſanctimonia, beneficiis
 „ omni jure excidit Gallia, quæ eidem pro arbi-
 „ trio contravenit, reſervata de reliquo, ut nuper
 „ in propoſitione, omnibus & ſingulis Imperii
 „ Statibus ac Conſœderatis competenti ſatisfa-
 „ ctione & indemnificatione, tum etiam facultate
 „ mutandi ac ulterius explicandi, prout in rem Pa-
 „ cis ac ſecuritatis publicæ viſum fuerit: itemque
 „ quod de ſingulis haud priùs conventum intelli-
 „ gitur, quàm de toto & cum omnibus ſœderatis
 „ fuerit concluſum. Noviomagi 3. Maji an.
 „ 1677.

F. UDALRICUS Comes KINSKY.

T. A. HENRICUS STRATTMAN.

Concordat cum Originali.

T. CHUDLEICH.

*Secretarius Legationis Extraordinariæ & Me-
 diatoriæ S.R.M. Magnæ Britanniæ.*

TRA-

T R A D U C T I O N .

R E P O N S E .

du tres-Auguste & tres-Invincible Empereur, représentée pour les Traitez de Paix, par ses Ambassadeurs Plenipotentiaires à Messieurs les Mediateurs de Sa Royale Majesté de la Grande Bretagne, à la Proposition de la Paix faite le troisieme Mars dernier de la part de la France.

SI le Serenissime & tres-Puissant Roy de France Tres-Chrétien, eût fait paroître autant de sincérité en ses actions pour la conservation de la Paix de Westphalie & pour l'entretien d'une amitié véritablement fraternelle avec Sa Sacrée Majesté Imperiale & l'Empire Romain, que la Proposition de la Paix toute recente semble le témoigner, la France n'auroit pas besoin presentement, de chercher les moyens de ramener cette Paix perdue.

Par combien de manieres la France a contrevenu par tous ses efforts, & par une si grande effusion du sang des Chrétiens à la Paix de Westphalie, cela est aussi manifestement connu de tous, que le sont les intentions, soins & attachemens, dont Sa Sacrée Majesté Imperiale a toujours usé pour la conserver, & sur tout pour éloigner cette funeste guerre de l'Empire & de ses Confins. Il l'a fait voir assez clairement, non seulement par des paroles, mais par des effets, lors qu'ayant reçu chez soy l'année dernière 1670. le Serenissime Duc de Lorraine depouillé entièrement de ses Etats, & presque privé de vie par la France, n'ayant d'autre salut, qu'en la fuite & en la protection du Sacré Empire, dont de toute ancienneté il a esté un des Membres; le tres-Auguste Empereur, pour ôter tout

tout sujet de guerre, sans néanmoins refuser sa protection au Prince qui la luy demandoit, aimant mieux tenter son rétablissement par une voye amiable que par les Armes; à cette fin & à la requête de tout l'Empire, il envoya un Ambassadeur Extraordinaire au Roy Tres-Chrétien; mais n'ayant pas prêté l'oreille à ces moyens, quel'Empereur & l'Empire luy presentoyent, & les rejetant hautement; la France a montré évidemment par là quel état elle faisoit de conserver la bonne intelligence avec l'Empire, & quelle consideration elle avoit pour la tranquillité publique.

Ensuite la France porta tous ses desseins à étendre les bornes de son Royaume sur les Provinces Unies qui n'étoient nullement préparées à recevoir ses armes, & en même-temps la France donna des apparences nouvelles d'affection, pour entretenir l'amitié avec l'Empire & pour la conservation de la Paix de Westphalie, & sur cela en l'Année 1672. ayant fait passer une puissante Armée dans l'Empire, contre la volonté & le consentement de l'Empereur & de l'Empire, & non seulement contre ladite Paix, mais contre le droit des Gens, & ne s'étant pas contentée de s'ouvrir le passage par l'Empire, pour se jeter dans les Provinces Unies, elle s'empara de quelques Villes & Châteaux de l'Empire, elle en fit ruiner quelques-uns par ses Soldats, en fit insulter d'autres selon que bon luy sembloit, en reservant d'autres à sa volonté pour le séjour de ses Troupes, au grand dommage de plusieurs Etats de l'Empire: enfin elle brûla le pont de Strasbourg sur le Rhin, & empêcha qu'on en fit la réparation au grand mépris de l'Empire & de la Diète de Ratisbonne; de sorte que S. M. I. touchée des implorations continuelles des Etats de l'Empire & en consideration de sa qualité d'Empereur, ayant conduit une Armée pour défendre

defendre les bornes de l'Empire, qui étoient assaillies, & en même-temps la Suede s'étant interposée & ayant offert sa médiation, déclarant que la France retireroit ses troupes de l'Empire, si l'Empereur vouloit rappeler les siennes, sa Sacrée Maj. Imp. ne voulant pas négliger cette occasion de rétablir la tranquillité publique, ramena ses troupes de l'Empire, dans ses Etats héréditaires; mais tant s'en faut que la France ait exécuté ce qu'elle avoit promis, qu'au contraire elle fit repasser une armée plus nombreuse dans l'Empire & dans le cœur de la Franconie, força de se rendre plusieurs châteaux garnis de troupes Impériales, & eut plutôt ravagé & détruit par les armes & par le feu les Etats de l'Electeur de Treves, sous prétexte, qu'il estoit allié avec les Provinces Unies, que les troupes de l'Empire ne furent de nouveau accourues au secours, la Capitale de cet Archevêché fut prise de force, dix villes Impériales de l'Alsace, au lieu de la Protection qui leur estoit due, ont été demantelées & vidées d'armes & autres munitions de guerre, même razées. De plus les François se sont emparés, & ont entièrement ruiné les Etats du Serenissime Electeur Palatin, les habitans ayans d'abord été contrains de tout abandonner, & cela dans le temps même qu'on offroit amitié à cet Electeur; ensuite l'accablement du Cercle de Bourgogne, combien d'embrasemens de Villes & de Villages dans toute l'étendue entre le Rhin & la Moselle & la Saar, bien que tous ces pays eussent dû être en pleine sécurité, contre toute sorte d'insulte selon le droit des Gens; puis qu'ils avoient satisfait aux contributions, avant même que le terme de les payer fut échû; les sepulchres ont été violés, aussi bien que les cendres des Princes, & toutes autres choses sacrées; Et quelles autres cruautés n'ont pas été commises par les Fran-

çois dans l'Empire, pendant cette guerre contre les mœurs, pratiquez parmi les Chrestiens, sans avoir égard aux illustres enseignemens de la bonne amitié, toujours promise du côté de la France avec l'Empire, qui de son côté l'a si bien gardée. Ces choses estant bien considérées, qui ne voit, que Sa Majesté Imperiale & l'Empire, aussi bien que tous les Etats qu'il contient, seront toujours en danger, si la France à l'avenir ne les guarentit d'une plus grande seureté, pour l'observation de la paix, de peur que prenant une nouvelle occasion de guerre, l'Empire ne vienne à tomber dans une entière decadence. A cette cause Sa Majesté Imperiale, selon le bon & legitime droit qu'il en a, redemande tout ce qu'en general & en particulier les François tiennent encore dans l'Empire & dans ses Cercles, ou qu'ils tiendront jusqu'au temps de la paix, comme choses prises par une guerre injuste, & pareillement tant pour l'indemnité des frais & dommages, qui vont à l'infini, que pour avoir une plus grande seureté contre de nouveaux troubles ou contraventions, luy soient remises en sa possession l'Alsace & Brisac avec Philisbourg n'agueres repris, avec le droit de Jurisdiction sur les Villes Imperiales de l'Alsace, & le droit de Patronage sur tous les territoires & fiefs possédez par les Vassaux des Evêchez de Mets, Toul & Verdun, entre les confins de l'Empire: car la France est decheüe entierement des benefices de la paix de Westphalie, laquelle quant au reste sa Majesté Imperiale, aussi bien que l'Empire entretiendra religieusement, la France de son côté y ayant contrevenu: reservant au reste, comme depuis peu il a esté dit dans une proposition, une entiere & suffisante satisfaction à tous les Etats

... de

de l'Empire en general & en particulier , & aux Alliez , avec une indemnité de toutes choses: comme auffi se refervant la faculté de changer & d'estendre plus au long lesdites pretentions, comme il verra bon estre pour le bien de la paix & une solide tranquillité , bien entendu pareillement que les traitez particuliers sont censez n'estre point accordez à moins qu'on ne soit convenu du general , & de ce qui concerne tous les Conféderez.

A Nimegue ce 3. May 1677.

F. U D A L R I C C O M T E D E
K I N S K Y.

T. A. H E N R I C U S S T R A A T-
M A N.

La Copie est conforme à l'Original,

T. C H U D L E I C H,

Secrétaire de l'Ambassade Extraordinaire , & Mediatrix de S.M. de la Grande Bretagne.

R E S P O N S U M

ab Au-ustissimis & invictissimis Imperatoris attractatus Pacis cum plena potestate Legatis Extraordinariis , exhibitum D.D. Mediatoribus Regiæ Majestatis Magnæ Britannia Legatis Extraordinariis ad propositionem Pacis tertia Martii nuper ex parte Sueciæ factam.

„ S I Pacis Westphalicæ cum Sacrà Cæsareâ
„ Majestate & Imperio Romano observandæ
„ tanta Serenissimo & Potentissimo Sueciæ Re-
„ gi cura fuisset, quanta in propositione Pacis
E 2 „ nuper

„ nuper ex ejusdem parte exhibita prædicatur,
 „ non utique bellum inter Sacram Cæsaream
 „ Majestatem & Imperium, Coronamque Sue-
 „ ciæ enatum, neque de Pacis reducendæ, fir-
 „ mandæque mediis cum eadem nunc agendum
 „ foret.

„ Experta namque in primis Suecia est, quàm
 „ minimè aversi Sacra Cæsarea Majestas in ipsam
 „ animi sit, quantâ potiùs sollicitudine omnia
 „ media pertentaverit, quibus hanc belli aleam
 „ ab Imperio Sacro, ejusdemque Statibus a-
 „ verteret, stabilitamque amicitiam, & sacro-
 „ sanctum dictæ Pacis Instrumentum, tot la-
 „ boribus & impendiis coalitum in suo vigo-
 „ rè conservaret; quàm facilem & promptam
 „ se ad acceptandum Mediationem à Sueciâ ul-
 „ tro oblatam exhibuerit, licet non ignoraret
 „ illam cum Galliâ Imperii hoste arctissimo fœ-
 „ dere junctam esse, posthabitâ omni licet legi-
 „ timâ suspicione constanti suo Pacis & tran-
 „ quillitatis publicæ desiderio non alias à Suecia
 „ conditiones stipulatas, quàm quas ipsa me-
 „ diationis natura dictat, scilicet ut durante
 „ cum Gallis bello Suecia nulli ex belligeranti-
 „ bus assisteret, nec mediationis officio, usque-
 „ dum communis pax stabilita foret, sese abdi-
 „ caret, multo minus quid hostile contra Suam
 „ Cæsaream Majestatem Romanumque Impe-
 „ rium & ejus confœderatos moveret, quàm de-
 „ clarationem cum declinaverit Suecia, clariùs pa-
 „ ruit, hanc mediationem non tam offerri ad re-
 „ stinguendum belli flagrantis fomitem, quàm ad
 „ detinendas Cæsareas copias ab Imperii defen-
 „ sione; comprobante paulò post idipsum eyiden-
 „ ter rerum subsequutarum eventu, atque ipsius
 „ mediationis in hostiles invasiones conversione.

„ Meminit sine dubio adhuc Suecia, cum
 „ anno

„anno millesimo sexcentesimo septuagesimo
„tertio Galli copias suas, quibus Imperio non
„amplius suspecti, sed palam infensi erant,
„ex Imperio se reducturos divulgassent, si &
„Cæsarea, quas illuc pro Statuum, & finium
„Imperii tutamine exciverant, revocarentur;
„quo animi candore & sinceritate solo Pacis
„& tranquillitatis publicæ studio Sacra Cæsarea
„Majestas ad dictam mediationis Suecicæ ob-
„lationem prius legiones suas ex Imperio in
„Provincias suas hæreditarias revocaverit, ut
„proinde Galli post revocatas bona fide copias
„Cæsareas majore quàm antea milite Germa-
„niam inuadarent, & in meditullium Impe-
„rii, Franconiæ nimirum intima penetrarent,
„aliaque in Imperio non hostilia tantum, sed
„& immania ab ipsâ Suecia sæpius improbara
„perpetrassent, Sua Cæsarea Majestas & Impe-
„rium à Serenissimo Sueciæ Rege, ut Impe-
„rii Statu, si non arma auxiliaria contra ma-
„nifestos Imperii invatores & hostes, certè uti
„à Mediatore nihil minùs, quàm hostilia con-
„tra Imperium ejusque Status debuerit expecta-
„re; sed visum est Sueciæ præferre omnibus aliis
„nexibus & rationibus fœdera cum hostibus Im-
„perii icta, iisque non tantum accedere, quo-
„rum violentam invasionem & perpetrata in
„Imperio improbare se sæpius antea contestata
„fuerat, sed & subito, ac derepentè quo Sere-
„nissimum Electorem Brandenburgicum ab ex-
„peditione pro defensione Sacri Imperii susce-
„ptâ diverteret, ejusdem dirionis occupatis ur-
„bibus invadere, ac omnibus Sacræ Cæsareæ
„Majestatis & totius Imperii dehortationibus in-
„super habitis violenter detinere, & ad extre-
„mum exhaustire: eoque nemo inficias ibit,
„à Suecia bellum Imperio illatum posthabitâ

„ fide, quâ Sacræ Majestati Cæsareæ & Impe-
 „ rio, uti ejusdem Status & Membrum, ob-
 „ stringebatur, Pacem Westphalicam infractam,
 „ turbatam tranquillitatem publicam, adcoque
 „ jure merito hostem Imperii in plenis ejusdem
 „ Comitiiis declaratum, non attentâ compo-
 „ sitionis oblatione, quam Sacræ Majestati Cæsa-
 „ reæ & quibusdam Imperii Principibus tum de-
 „ mum fecit Suecia, cum in occupatis ditionibus
 „ pedem ita jam firmasset, ut satis appareret,
 „ haud ipsam uti juris est, violenta possessione
 „ statim cessuram, restituturamque omnia in in-
 „ tegrum, sed id potius per dictam oblationem
 „ Compositionis & tractatum intendere, ut ex
 „ detentione legitimam quasi possessionem asse-
 „ reret. Ex quibus evidens est, nisi major Pacis
 „ à Sueciâ in posterum observandæ securitas ob-
 „ tineatur, Augustissimo Cæsari, Sacroque Im-
 „ perio præsens semper fore periculum, ne primâ
 „ occasione iterum pro causâ belli arreptâ in to-
 „ tius tandem sacræ compaginis dissolutionem
 „ gravior & funestior irruat.

„ Proindè Augustissimus Imperator, ad se &
 „ Imperium Sacrum revoluta vindicat omnia Do-
 „ minia, Principatus, & generaliter omnia feu-
 „ da, quæ à Majestate Suâ Cæsareâ, Serenissimus
 „ Sueciæ Rex recognovit, sive ea possideat adhuc,
 „ sive Cæsareis & Electorum aliorumque Princi-
 „ pum armis recepta teneantur: Pacis enim West-
 „ phalicæ (cujus de cætero intemerata semper in-
 „ ter Cæsarem Imperiumque sacrum lex stabit,
 „ atque sanctimonia) beneficiis omni jure exci-
 „ dit Suecia, quæ eandem pro arbitrio infregit,
 „ reservatis de reliquo, ut nuper in Propositione,
 „ omnibus & singulis Imperii Statibus ac Confœ-
 „ deratis competenti satisfactione, & indemnisa-
 „ tione, tum etiam facultate mutandi, ac ulte-
 „ rius

„rius explicandi, prout in rem Pacis ac securita-
 „tis publicæ visum fuerit, itemque quòd de sin-
 „gulis haud prius conventum intelligetur, quàm
 „de toto & cum omnibus Fœderatis fuerit con-
 „clusum. Noviomagi 3. Maji 1677.

FRANCISCUS UDALRICUS KENSKY.
 T. A. HENRICUS STRAATMAN.

Concordat cum Originali,

T. CHUDLEICH,

*Secretarius Legationis Extraordinariæ & Mediatoriæ
 S. R. M. Magnæ Britannia.*

TRADUCTION.

R E S P O N S E

*des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires
 du tres-Auguste & invincible Empereur, pour
 les Traités de la Paix, représentée à Messieurs les
 Ambassadeurs Extraordinaires Mediateurs de sa
 Royale Majesté de la Grande Bretagne à la Propo-
 sition de Paix, faite le troisiéme Mars dernier de
 la part de la Suede.*

SI le Serenissime & tres-Puissant Roy de Sue-
 de avoit eu autant de zele pour l'entretien de
 la Paix de Westphalie avec Sa Sacrée Majesté Im-
 periale & l'Empire d'Allemagne, qu'il le fait pa-
 roître dans la Proposition de Paix représentée de-
 puis peu de sa part, il est certain qu'on ne verroit
 pas à present cette guerre allumée entre Sa Sacrée
 Majesté Imperiale & l'Empire, & la Couronne de
 Suede, on n'auroit pas besoin d'agir non plus pour
 le rétablissement d'une Paix avec Elle.

La Suede n'a pas peu expérimenté, que Sa Ma-
 jesté Imperiale, bien loin de lui estre contraire, lui

a toujours présenté avec tant de bonne volonté toutes sortes de moyens, pour détourner de l'Empire & de ses Etats cette guerre d'aujourd'huy, & pour entretenir de tous points l'amitié establie entr'Eux par le Traité de Paix susmentionné, remis avec tant de peines & de depenses; Quelle facilité & promptitude n'a-t-il pas montrée à recevoir la Mediation, que la Suede lui offrit volontairement, bien qu'il n'ignorât pas qu'elle eût fait une étroite alliance avec la France, qui est le plus grand Ennemi de l'Empire, laissant en arriere tout soupçon quoi que bien fondé, à cause de son extrême passion pour la paix & la tranquillité publique; on ne stipula point d'autres conditions de la Suede, que celles qui sont essentielles à une Mediation, sçavoir, que durant la guerre avec les François, la Suede n'assisteroit aucun des Partis alors en guerre, & ne quitteroit point la fonction de Mediateur, que la paix ne soit arrêtée entr'Eux, beaucoup moins susciteroit-il des actes d'hostilité contre Sa Majesté Imperiale, l'Empire d'Allemagne & ses Confederez; mais n'ayant fait aucun cas de cette declaration, on a vû manifestement que cette Mediation n'estoit pas tant offerte pour esteindre l'embrasement de cette guerre cruelle, que pour détourner les troupes Imperiales de la défense de l'Empire, & l'evenement ne l'a que trop justifié dans la suite, par l'étrange metamorphose de cette prétendue mediation en une guerre ouverte.

Sans doute la Suede se souvient encore, qu'en l'année mil six cens soixante & treize, lors que les François déclarerent qu'ils retireroient leurs Troupes de l'Empire, à qui elles estoient non seulement suspectes dès lors, mais ouvertement contraires, pourvû que celles de l'Empire, qu'ils avoient attirées là pour la défense des Etats & bor-

nes de l'Empire, fussent rappelées, quelle fut la bonne foy & la sincerité de Sa Majesté Imperiale, qui voulût bien par un pur zele pour la paix & le bien public condescendre de sorte à la Mediation de la part de la Suede, que de retirer le premier ses troupes de l'Empire, & les ramener dans ses Etats hereditaires, comme en suite de ce rapel des troupes Imperiales, fait de bonne foy, les François couvrirent l'Allemagne de troupes beaucoup plus nombreuses, & se jetterent jusques dans le milieu de l'Empire, c'est-à-dire jusqu'au cœur de la Franconie, commirent non seulement des actes d'hostilité, mais de cruauté même, que la Suede elle même a si souvent desaprouvée, la Majesté Imperiale aussi-bien que l'Empire n'avoit rien à attendre pour lors du côté du Serenissime Roy de Suede, sinon, que s'il ne vouloit pas l'assister de son secours contre les Ennemis ouverts de l'Empire, du moins, en qualité de Mediateur, il ne feroit rien moins que des actes d'hostilité, contre l'Empire & ses Etats; Mais il a semblé bon à la Suede, de préférer l'Alliance avec les Ennemis de l'Empire à toutes autres considerations; & non seulement prendre le parti de ceux, dont elle avoit desaprouvé l'irruption violente & les actes de cruauté dans l'Allemagne, à quoy cy-devant elle s'estoit si souvent opposée; mais tout d'un coup & sans aucune raison attaquer le Serenissime Electeur de Brandebourg, afin de le détourner de son entreprise pour la défense de l'Empire, s'emparer de ses terres, villes & forteresses, & les retenir injustement, sans aucune deference aux exhortations de Sa Majesté Imperiale, & de tout l'Empire, même le reduire à l'extremité par ce moyen. Qui ne voit & qui ne tombe d'accord, que la guerre déclarée à l'Empire de la part de la Suede, est une infraction de la foy, qu'elle devoit à Sa Maj. Imperiale

riale & à l'Empire, comme faisant partie de ses Etats & de ses membres; par là elle a violé la paix de Westphalie, troublé la tranquillité publique, de sorte qu'il a encouru à bon droit la déclaration contre lui, d'Ennemi de l'Empire, en pleines Diètes, sans avoir égard aux offres, que la Suede n'a commencé de faire pour un accommodement à Sa Majesté Imperiale, & à certains Princes de l'Empire, que lors qu'elle se fut fortifiée dans la possession des Etats dont elle s'estoit emparée; par où elle montra suffisamment, que ce n'étoit point son dessein, de se depouïller selon le droit, de ce qu'il occupoit par violence, ni de remettre toutes choses en leur entier, mais qu'il avoit plutôt en vûë, par cette offre d'accord & de traité, de s'attribuer par cette injuste détention, une possession presque legitime. Il resulte de tout ce qui vient d'être allegué, que si la Suede ne donne à l'avenir des moyens plus sûrs d'entretenir la paix, le Tres-Auguste Empereur & l'Empire seront sans cesse exposez à un peril évident, qu'à la moindre occasion, qu'on fera passer pour sujet de guerre, il ne fasse une irruption & plus dommageable & plus funeste, à la ruine entiere de l'Allemagne.

C'est pourquoy le Tres-Auguste Empereur, aussi-bien que le Sacré Empire, repete tous les Domaines, Principautez & generalement tous les fiefs, que le Serenissime Roy de Suede tient de Sa Majesté Imperiale, soit qu'il en soit encore presentement en possession, soit qu'ils ayent esté repris par les armes de l'Empire & des Electeurs ou autres Princes, vû que la Suede est entierement déchuë des benefices de la paix de Westphalie, laquelle elle a volontairement enfreinte, & qui au reste sera toujours entre l'Empereur & l'Empire comme une loy sacrée; reservant d'ailleurs une entiere satisfaction & indemnité aux Etats & aux
Con-

Conféderez de l'Empire, en general & en particulier, comme il est porté dans la dernière Proposition; reservant pareillement la faculté de changer ou de s'expliquer plus amplement, selon qu'il sera à propos pour le bien de la paix & de la seureté publique, comme aussi que ce qui est fait & conclu à l'égard des particuliers ne sera estimé estre fait, que par une conclusion du general, & avec tous les alliez. A Nimegue ce 3. May 1677.

F. UDALRIC DE KINSKI.

T. A. H. STRAATMAN.

La Copie est conforme à l'Original,

T. CHUDLEIGH,

Secrétaire de l'Ambassade Extraordinaire & Média-rice de S. M. de la Grande Bretagne.

R E S P U E S T A

de España à las Propositiones de la Corona de Francia, presentadas en tres de Marzo 1677.

La proposition de las pretensiones de la Corona de Francia, presentada en tres de Marzo pasado, para la conclusion de la paz con la de España, se reduce à que las cosas se queden en el estado que la suerte de las armas las ha puesto sobra el fundamento, de que contra toda justicia y contra la fee del Tratado de Aquisgrano, su Magestad Christianissima se vio atacado por el Rey nuestro Señor.

COnsta d' mundo que à penàs se concluyeron los tratados de paz, en particular el de Aquisgrano, quando incessantemente el Rey Christianissimo executò contravenciones à ella, que incessantemente se han continuado, ocupando por fuerza de armas, Territorios, lugares, Castillos, y Casas Reales, desmantelando plazas,

la Christianidad à une inevitable oppression; y siendo incontestable esta verdad, lo es tambien, el que combiniendo en las Proposiciones de la Corona de España se reducirà el Orbe Christiano a la deseada tranquillidad, à cuyo fin est à tan propenso el animo de Su Magestad Catolica que no escusar à el conferir y tratar sobre los medios, que mas eficazmente pudieren conducir à la conclusion de una firme, segura, y honesta paz. Nimega 3. de Mayo de 1677.

DON PEDRÒ RONQUILLO.

DON JUAN BAUTISTA CHRISTYN.

Concordat cum Originali,

T. CHUDLEICH,

Secretarius Legationis Extraordinariæ & Mediatoriæ S. R. M. Magnæ Britanniæ.

TRANSLATION.

R E S P O N S E

du Roy d'Espagne sur les Propositions de la France, présentées le 3. Mars 1677.

La Proposition des prétentions de la France, présentées le 3. Mars pour la conclusion de la Paix avec l'Espagne, contient principalement de laisser les choses en l'état où le sort des armes les a mises, & se fonde sur la raison de ce que Sa Majesté Tres-Christienne auroit esté attaquée par les armes de Sa Majesté Catholique, contre la Paix d'Aix-la-Chapelle.

TOut le monde sçait que les Traités de Paix, particulièrement celui d'Aix-la-Chapelle, n'estoient pas plutôt conclus, que le Roy Tres-Christien n'y eut contrevenu immédiatement

après , continuant les contraventions jusques à prendre par violence des Places, Châteaux & maisons Royales , se rendant maistre de l' Artillerie , munitions , & autres provisions de guerre , occupant les passages des rivières, ôtant les doüanes, abbatant les Armes d'Espagne , & y replaçant celles de France , confisquant les biens des habitans , & les contraignant de luy prestér serment de fidelité contre tout droit , & contre ce qui a esté stipulé par les traités, & ne se contentant pas d'entrer dans les Païs du Roy Catholique , avec de puissantes Armées sans en demander le passage , il les traverse tous , & y exerce les derniers actes d'hostilité, & tout cela sous pretexte , que c'étoit pour attaquer les Etats des Provinces Unies , amies pour lors de la Couronne d'Espagne. Sa Majesté Catholique , ayant d'abord toleré toutes ces infractions dans la seule consideration d'éviter la guerre, qu'elle avoit tant en horreur , & d'empêcher en même temps l'effusion de tant de sang Chrestien , s'est enfin trouvé obligée pour sa dignité , & pour son honneur , de prendre les armes , pour la défense de ses Etats , & de ses peuples. Cette constante verité , confirmée par des actes publics, prouve clairement que le Roy T. C. estoit Infracteur de la Paix , & que les Propositions de la France sont esloignées de toute raison , & qu'au contraire celles d'Espagne sont justes & raisonnables, fondées sur la satisfaction, qu'on prétend de la violente irruption faite pendant la minorité d'un Roi pupille, & de l'infraction des Traités stipulez, & établis sur les plus saintes & les plus inviolables loix du droit divin & humain , & de la part de l'Espagne si religieusement observées. Ce n'est pas une des moindres contradictions , qui se trouvent dans les Propositions de la France , aux preuves effectives , que Sa M. T. C. prétend de donner de la sincerité de son
incli-

inclination pour le repos public , puisque si on vouloit y établir un Traité, ce ne feroit qu'un échange evident pour les Etats de Sa Majesté Catholique , & le motif d'une guerre plus forte & plus sanglante, dont le feu s'étendrait jusqu'à embraser infailliblement tous les Princes & Etats, qui sont maintenant en repos , & qui reduiroit toute la Chrétienté à une oppression inévitable. Cette verité étant incontestable, il est constant aussi, que voulant accepter les Propositions de la Couronne d'Espagne, on obtiendra effectivement la tranquillité & le repos, si ardemment désiré de toute la Chrétienté, pour lequel aussi Sa Majesté étant portée d'elle même, ne refusera pas de conferer, & de traiter sur les moyens les plus convenables à la conclusion d'une bonne , honneste & durable Paix. Ce 3. May 1677.

DON PEDRO RONQUILLO.

D. JEAN BAPT. CHRISTYN.

La Copie est conforme à l'Original,

T. CHUDLEICH,

Secretaire de l'Ambassade Extraordinaire & Mediatrice de S. M. de la Grande Bretagne.

R E S P U E S T A

de España à las Proposiciones de la Corona de Suecia, presentadas en 3. Marzo 1677.

HAviende la Corona de Suecia imbadido hostilmente los Estados del Serenissimo Elektor de Brandemburg, à tiempo, y tan fuera de esperanza, que sin dexar guarniciones en sus plazas, ni defensa en sus Estados, se hallava en Alteza Electoral al opposito de la Francia, en execucion de los Tratados de confederacion y Liga estipulados con Su Magestad Catolica, y sus Aliados,

Aliados, no pudo el Rey nuestro Señor sin faltar à la fee dellos dexar de acudir à la defensa del Serenissimo Elektor, y haciendo esta verdad manifesta la justicia de las Proposiciones presentadas, en tres de Marzo, y afirmandose en ellas; espera Su Magestad Catolica, que la de Suecia acordandose de sus anteriores empeños, se acomodara à ellas, de suerte que apagado el incendio de la guerra, se pueda conseguir una justa, segura, y honesta paz. Nimega 3. de Mayo 1677.

DON PEDRO RONQUILLO.

D. JUAN BAUTISTA CHRISTYN.

Concordat cum originali,

T. CHUDLEICH,

Secretarius Legationis Extraordinariae & Mediatoriae S.R.M. Magna Britanniae.

TRADUCTION.

R E P O N S E

*d'Espagne aux Propositions de Suede, présentées
le 3 Mars 1677.*

LA Couronne de Suede ayant envahi en Ennemy les Etats du Serenissime Elektor de Brandebourg, lors qu'on s'y attendoit le moins, & que Sa Serenité Electorale s'opposoit à la France, en execution des Traités de Confederation, faits avec Sa Majesté Catholique & ses Alliés, sans qu'elle ait laissé des garnisons dans ses Places; le Roy nostre Sire ne peut, sans manquer à la foi d'icelles, laisser de s'employer pour la défense du Serenissime Elektor; & cette verité rendant publique la justice des Propositions présentées le 3. Mars, & se remettant sur icelles, Sa Majesté Catholique espere, que la Suede se souvenant de ses premiers

miers engagements, s'y accommodera, enforte que le feu de la guerre étant esteint, on puisse obtenir une juste, seure, & honneste Paix. A Nimegue le 3. May 1677.

DON PEDRO RONQUILLO.

DON JEAN BAPTISTE CHRISTYN.

La Copie est conforme à l'Original,

T. CHUDLEICH,

*Secretaire de l'Ambassade Extraordinaire &
Mediatrice de Sa Majesté de la Grande Bre-
tagne.*

R E S P O N S U M

Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Serenissimi ac Potentissimi Regis Daniæ, Norvegiæ, &c. ad Propositiones ex parte Galliæ oblatas.

Quemadmodum unicuique constat præsentis quod inter Serenissimos Daniæ, Norvegiæ, &c. & Sueciæ Reges exardet bellis, originem causasque à parte Sacræ Prioris Majestatis non aliunde, quàm ex necessariâ & coactâ tam sui, quàm communis Confœderatorum defensione derivari posse, ita & illud Excellentissimos D.D. Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Galliæ fugere nōquit.

Mirum proinde videtur illos per Declarationem die tertio proxime elapsi mensis Martii subsignatam, culpam violatæ Pacis Hassniensis Sacræ Suae Regiæ Majestatis Daniæ, Norvegiæ, &c. imputare, nec non immeritam & inopinatam Clementissimi Regis sui adversus summæ præfatam Suam Regiam Majestatem Daniæ, Norvegiæ, &c. belli denunciationem promissæ de eadem Pace guarantiæ adscribere voluisse, eamque ob
causam

causam tùm Haffniensis, tùm Westphalicæ Pacis restitutionem urgere. Etenim à summe memoratâ Regiâ Majestati Daniæ, Norvegiæ, &c. minime requiri potest, ut Pax Haffniensis & Westphalica illis reddantur, qui infractæ Pacis publicæ ipsimet rei sunt, quin potius debita nunc reparatiæ meritò postulatur non solum ab iis, qui de Serenissimæ Regiæ Sui Majestatis inevitabili necessitate Confæderatorum suorum causæ subveniendi sapiùs & aperte admoniti, satiùs duxerunt novos armorum motus moliri, quàm in sedandis prioribus susceptæ Mediationis munere fungi, verùm etiam ab ipso Christianissimo Galliæ Rege pro denunciato novo bello & exinde emergentibus damnis. Quapropter propositionibus prioribus constanter inherendo, nihil hic aliud desideratur, quàm ut ab alte memorato Christianissimo Galliæ Rege talibus Sacræ sue Regiæ Majestati Daniæ, Norvegiæ, &c. satisfiat conditionibus, quæ Divino annuente Numine & præclarâ Serenissimi Magnæ Britannia Regis interveniente Mediatione privatam inter utrosque Reges & publicam inter universos belligerantes Pacem & Amicitiam quamprimùm restaurare valeant. Dabantur Neomagi die 3. Maji Anno 1677.

J. HÖBCH.

Concordat cum Originali,

T. CHUDLEIGH,

*Secretarius Legationis Extraordinariæ, &
Mediatoriæ S. R. M. Magnæ Britannia.*

TRA-

T R A D U C T I O N .

R E S P O N S E

*de l'Ambassadeur Extraordinaire, & Plenipotentiaire
du Serenissime & tres-Puissant Roy de Dannemarc,
Norvegue, &c. aux Propositions presentées de la
part de la France.*

Comme tout le monde sçait, que l'origine & le sujet de la guerre d'aujourd'huy entre les Serenissimes Roys de Dannemarc, Norvegue, &c. & de la Suede, n'a esté entreprise du côté de la premiere desdites Sacrées Majestés, qu'en vûe d'une défense necessaire & forcée, tant de son côté que de celui de ses Confederés, c'est aussi ce que Messieurs les tres-Excellens Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de France ne peuvent ignorer.

Ainsi il paroît bien étrange, que par la declaration signée par eux le troisieme du mois de Mars dernier, ils attribuent à Sa Sacrée Royale Majesté de Dannemarc, Norvegue, &c. la faute de la rupture de la Paix de Haffnie, & par ce moyen veulent qualifier de garentie de la susdite Paix la Declaration de guerre injuste & inconsiderée de leur Roy, contre sa susdite Royale Majesté de Dannemarc, Norvegue, &c. comme aussi demander avec instance le retablissement de la Paix tant de Haffnie que de Westphalie.

Car on ne peut en aucune façon requerir de la part de Sadite Royale Majesté de Dannemarc, Norvegue, &c. de rendre compte de la Paix de Haffnie & de Westphalie à ceux qui sont eux-mêmes les veritables Infraçteurs de la Paix publi-

prese
n

presentement une entiere indemmité, non seulement de ceux, qui estant plusieurs fois & publiquement avertis de la necessité indispensable, où estoit Sa Serenissime & Royale Majesté de prendre en main la cause de les Confederez, ont mieux aimé exciter de nouveaux mouvemens de guerre, que de continuer leur fonction de Mediateur, qu'ils avoient entreprise, afin de pacifier les premiers; mais même du Roy de France Tres-Chretien pour sa nouvelle Declaration de guerre, & de tous les dommages qui en sont émanez. C'est pourquoy, se tenant ferme à leurs Propositions cy-devant, on ne demande presentement rien autre chose, si non que sadite Majesté Tres-Chrétienne accepte de telles conditions de la part de Sa Sacrée Royale Majesté de Dannemarc, Norvegue, &c qu'elles puissent rétablir incessamment sous la favorable assistance de Dieu, & la genereuse Mediation du Serenissime Roy de la Grande Bretagne, la Paix particuliere entre les deux Roys & générale entre tous les Intéresséz dans cette guerre. Donné à Nimegue le troisiéme May de l'année 1677.

J. HÖBGEN.

La Copie est conforme à l'original,

T. CHUDLEIGH,

*Secrétaire de l'Ambassade Extraordinaire &
Mediatrice de S. M. de la Grande Bretagne.*

R E S

R E S P O N S U M

Legatii Extraordinarii, & Plenipotentiararii Serenissimi ac Potentissimi Regis Daniæ, Norvegiæ, &c. ad Propositiones ex parte Sueciæ oblatas.

Vigesimo primo proximo elapsi mensis Februarii, presentis hujus Anni subsignata erat Excellentissimorum D.D. Legatorum & Plenipotentiariorum Sueciæ declaratio, quâ quidem evincere velle videntur Regem suum Clementissimum id semper sedulè egisse, ut cum Serenissimâ suâ Regiâ Majestate Daniæ, Norvegiæ, &c. studiose & solemniter amicitiam & bonam vicinitatem conservaret, additis querelis, summe præfatam S. R. M. Daniæ, Norvegiæ, &c. non idem parâ observasse, sed altè memoratum Regem eorum præter meritum, nullâ præeunte belti denunciatione, aggressam esse, atque ita Pacem Hassniensem rupisse.

Ejusmodi Declarationi & inde suffultis desideriis obviam ire, & responsa regerere tantò magis in proclivi erit, quanto clariùs toti Orbi innotuit, prædictam Pacem Hassniensem, ex quo primùm tempore conclusa & sancta fuit, ab adversâ parte variis modis offensam, læsam & contraventam esse. Verùm enim vero cum in eum finem illustris hic Conventus celebretur, ut potiùs omnes cruenti hujus belli causæ, earumque effectus radicitus tollantur, quàm ut per novas exacerbationes plus minus ardentibus ejus flammis recens materia subministratur, sufficiet unicuique à Partium studiis alieno considerandum relinquere; an præter meritum factam sibi aggressionem conqueri possit qui nullâ læsifitus injuriâ sumptis armis aliena invasit, & inimici manu validoque exercitu infestavit?

Au Pacem rumpere is censeri debeat, qui dum in Pace præsentissimum sibi periculum intentari animadvertit,

vertit, ad tuendam propriam securitatem & ad succurrendum Consideratorum laetorum cause, spernet se ad arma conferre coactus fuit? an belli declaratione contra eos opus sit; qui fracto jam gladio in alios variâ hostilitate pro lubitu grassati semetipso apertâ vi hostes declaraveret? Sed animus jam est tam præteritarum offensarum oblivisci, quàm damnis præsentibus finem imponere, quòd ut quantociùs divinâ favente Clementiâ, & sollicitis & magnificis Magnæ Britanniae Regis studiis atque præclarâ Mediatione, perfici possit, ex re erit absque ulterioribus quarumcunque disputationum labirynthis ad æquiora, solidioraque Pacis compendia viam sternere.

Ut inimicitiae & offensa tollantur, ad id Serenissimus Rex Daniæ, Norvegiæ, &c. ultro se offert.

Nimium habet Pax Hassniensis intui, ut ad eam se redigi sua Regia Majestas patiatur.

Fustiori titulo & majoribus sumptibus arma Daniæ in Imperio contra Regem Regnumque Sueciæ gesta sunt, quàm ut meritis frustrari debeant fructibus.

Nec per Hassniensem & Westphalicam Pacem quidquam amplius ad Sueciam pertinere dici potest, dum apud omnes in confesso sit; Suecos infractâ Pacis publicæ reos esse.

Pro damnis & expensis satisfactio iis merito debetur, qui aliorum damnis suis cum immensis sumptibus mederi, & vim inmeritam legitimâ armorum defensione repellere conati sunt.

Vera denique, injusta & æqua finium utrorumque Regnorum determinatione sita erit securitas, quæ tutior semper reddetur, per munitionum aliquarum ex parte Sueciæ cessionem, ut superioribus postulatis satis insinuatum est, ad quæ hæc, & antecedentia omnia referuntur.

Cum igitur Pax nunc desideretur justa, tribuat cuique suum, quod Daniæ meritò suum nuncupare potest, satis alibi demonstratum.

Cum etiam honesta optetur, satisfiat ergo & Federatis, quos justitiæ & honestatis vinculum pro communi defensione decenter conjunxit: Scum tuta denique voveatur, suis proinde quisque foribus ipsemet pessulum obdat, nec custodiam earum peregrinis excubiis committat.

Atque ita sedato bello pax omnino justa, honesta, & tuta redibit, ejusque exoptata dulcedine toti Christiano Orbi iterum frui licebit. Actum Neomagi die 3. Maji Anno 1677.

J. HÖRG.

Concordat cum Originali,

T. CHUDLEIGH,

Secretarius Legationis Extraordinariæ & Mediatoriæ S.R.M. Magnæ Britannia.

TRANSLATION.

R E S P O N S E

des Ambassadeurs du Serenissime Roy de Dannemarc, aux propositions de la Suede.

LE vingt unième du mois dernier de Fevrier de la presente année, fut mise au jour une Declaration de Messieurs les tres-Excellens Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Suede, par laquelle il paroît qu'ils voudroient bien persuader, que le Roi leur Maître a toujours eu un tres-grand soin d'entretenir avec Sa Royale Majesté de Dannemarc, de Norvegue, &c. une parfaite amitié & bon voisinage; à quoy ils ajoûtent ces plaintes, que la susdite Royale Maj. de Dannemarc, Norvegue, &c. ne s'est point attachée à le seconder dans

dans ce dessein; mais que sans sujet, & sans aucune Declaration préalable de guerre, elle a attaqué leur Roy susnommé, & par ce moyen violé la Paix de Haffnie.

On est d'autant plus en resolution de fournir de réponse à cette Declaration, & aux demandes qui y sont jointes, qu'il est manifeste à tout le monde, que ladite Paix de Haffnie, dès le temps même de son établissement & de sa conclusion, a esté enfreinte & violée par le Parti contraire en plusieurs manieres.

Cependant comme cette illustre Assemblée est convoquée à cette fin, que tous les sujets, & les sources de cette sanglante guerre soient plutôt extirpez de fond en comble, que d'y joindre de nouvelles matieres d'irritation, & de plus grand embrasement; il suffira de laisser au jugement de toutes Personnes desintereffées; si celuy, qui sans en avoir reçu de sujet, a pris les armes, s'est emparé du bien d'autrui, & l'a entierement ruiné avec une Armée puissante, se peut plaindre qu'il a esté attaqué à tort.

Celuy-là est-il censé avoir rompu la Paix, qui considerant, que dans la Paix même il est menacé d'un danger evident, est poussé à chercher ces moyens pour se mettre en seureté, & recourir aux armes pour prendre en main la cause de ses Alliés assaillis? est-ce qu'il est besoin de former une Declaration de guerre contre ceux, qui ayans desja les armes en main, attaquent ouvertement les autres par differens actes d'hostilité, & qui par une violence manifeste se sont déclarés eux-mêmes Ennemis? Mais on est tout à fait dans la pensée, non seulement d'oublier les injures passées, mais de mettre fin aux presentes calamitez, & afin que cela se puisse d'autant plutôt accomplir, sous la favorable assistance de Dieu, & par les soins passionnez

nez & genereux du Roi de la Grande Bretagne , & son Illustre Mediation, il est à propos, pour ne pas donner de nouveaux sujets de dispute & d'embaras, d'ouvrir le chemin à la Paix , par des moyens abregeans les plus justes & les plus solides.

Que toutes animositez & injures soient mises sous les piez ; c'est ce que le Serenissime Roy de Dannemarc, Norvegue, &c. accepte volontiers.

Mais il y a trop de desavantage en la Paix de Haffnie , pour demander que la Royale Majesté accorde de remettre les choses sur ce pied.

Les armes de Dannemarc ont fait de trop grandes dépenses , & à trop juste titre dans l'Empire contre le Roy , & le Royaume de Suede, pour être frustrées d'une juste reparation.

Et on ne peut pas dire, que la Suede puisse encore tirer avantage de la Paix de Haffnie & de Westphalie , puisque chacun tombe d'accord , que les Suedois sont les infracteurs de la paix publique.

A l'égard des frais & des dommages, ceux-là en doivent estre recompensez à juste titre , qui ont seulement tâché d'apporter du remede aux insultes des autres , avec des frais immenses , & de repousser une injuste violence par une defense naturelle des armes.

Enfin il y aura pleine seureté par une legitime , & équitable détermination des bornes des deux Royaumes , par laquelle ils seront toujours en assurance , par la cession de quelques forteresses de la part de la Suede , comme il a été suffisamment allegué dans les Propositions ci-dessus, auxquelles on rapporte ces choses avec les précédentes.

Comme donc on souhaite une entiere justice dans la paix , il faut rendre à chacun ce qui luy appartient , & le Dannemarc a fait assez voir ailleurs ce qu'il peut avec raison appeller sien.

Comme pareillement on desire qu'elle soit ho-

norable, il faut par conséquent satisfaire les Confederez que le lieu de justice & d'honneur a étroitement uni avec nous pour la défense reciproque. Et comme enfin on veut qu'elle soit seure, il faut que chacun se renferme dans ses limites, & qu'on n'en confie point la garde aux estrangers.

La guerre étant ainsi apaisée, on verra renaître une paix juste, honorable & seure, & on pourra de nouveau jouir de la douceur tant désirée par tout le Christianisme. Fait à Nimegue le 3. May de l'année 1677.

J. H E U C H.

La Copie est conforme à l'Original.

T. C H U D L E I C H,

*Secrétaire de l'Ambassade Extraordinaire &
Mediatrice de sa Majesté de la Grande Bre-
tagne.*

R E S P O N S I O

Legatorum Extraordinariorum, & Plenipotentiariorum Serenissimi Electoris Brandenburgici ad Dominorum Legatorum Extraordinariorum, & Plenipotentiariorum Galliae Propositiones ad perveniendum ad Tractatus Pacis cum Sua Serenitate Electorali Neomagi.

Si studia Suae Serenitatis Electoralis pro pace conservandâ ex optimo profecta animo locum invenissent, in præsentî de reducendâ illâ non foret laborandum nunc: postquam ad hos Tractatus Pacis perveniendum fuit, & Serenissimus Elector Brandenburgicus Pacem, ut quam maxime desiderat idque agit unice, ut & honesta & secura illa stabilietur, rationes ejus ineunde
in

in postulatis suis supra dicto oïe exhibitis proposuit: Illæ cum justæ & æquæ sint non alienum ab illis fore Regem Christianissimum sperat, atque iisdem proinde Sua Serenitas Electoralis inheret firmiter; An vero illæ Pacis Westphalicæ leges, quæ ab una parte in suscipiendo gerendoque hoc bello neglectæ sunt, alteram obstringant adhuc partem, ita ut etiamnum in iis quæ bellum hoc spectant stare teneatur, in eo Serenissimus Elector Juris Gentium notissimæ dispositioni acquiescet. Neomagi 3. Maji 1677.

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITZ.
WILH. BLASPIEL.

Concordat cum Originali.

T. CHUDLEICH,

Secretarius Legationis Extraordinariæ &
Mediatoriæ Sux Regiæ Majestatis Mag-
næ Britanniæ.

TRANSDUCTION.

R E S P O N S E

des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Serenissime Electeur de Brandebourg aux Propositions de Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, aux fins du Traité de Paix avec Sa Serenité Electorale.

SI les soins particuliers, que s'est toûjours donné avec tant de zele & d'affection Sa Serenité Electorale pour l'entretien de la Paix, avoient réüssi selon son intention, il ne seroit pas necessaire à present de se travailler à la rétablir; mais puis qu'on en est venu à ces Traitez de paix, & que le Serenissime Electeur de Brandebourg ne souhaite rien tant que cette Paix, &

n'a rien tant à cœur, que de faire en sorte qu'elle soit seure, bonne & juste, il s'est offert de l'accomplir, par les Propositions qu'il a faites le jour susdit; Et comme elles sont accompagnées de Justice & d'Equité, il a lieu d'esperer qu'elles ne seront pas rejetées par le Roy Tres-Chrestien, aussi sa Serenité Electorale y persiste formellement à l'égard de la supposition, si les loix de la paix de Westphalie, (qu'une des Parties a enfreintes, en suscitant & allumant la presente guerre,) oblige pareillement l'autre Partie, de sorte qu'elle soit mesme responsable des evenemens qui regardent cette guerre; en cela le Serenissime Electeur s'en remet à la decision universelle du droit des Gens.

A Nimegue 3. May 1677.

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITZ.
WILH. BLASPIEL.

La Copie est conforme à l'Original,

T. CHUDLEIGH,

Secrétaire de l'Ambassade Extraordinaire & Mediatrix de S. M. de la Grande Bretagne.

R E S P O N S I O

Legatorum Extraordinariorum Serenissimi Electoris Brandenburgici ad Dominorum Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sueciæ Propositiones, ad perveniendum ad Tractatus Pacis cum sua Serenitate Electorali, Neomagi die 3. Martii 1677. editas.

Si S. S. E. B. terras Sua Regiæ Majestatis Sueciæ hostiliter invasisset prior, si non laceffita injuriâ damnisve ad arma indicenda, Regiam Majestatem Sueciæ, & ad sumptus in eâ faciendos permovisset iure merito Sua Regia Majestas illa à Sua Serenitate Electorali

Electoralis posceret, quæ scripto die 3. Martii Neomagi exhibitæ ab eadem postulavit. Nunc cum nihil tale Serenissimo Electori imputari possit, contra verò Orbi constet, suam Regiam Majestatem Sueciæ absque ullâ legitimâ causâ exercitum suum duellu supremi militiæ suæ Præfecti in terras S. S. E. B. misisse, quæ hostiliter eas invasit, tractavit atque insedit, donec inde pelleretur: neque enim verò Domino suo repetenti aliter ea obtinere poterant, quàm armis vindicata: sic bellum Sui Ser. Electoralis illatum, sic nihil habere amicitiae, aut quod amicabilem saperet compositionem deprehensum fuit, postquam semel à Pacis universalis Rudis recessum, armis atque vi omnia sunt acta.

Quæ cum ita se habeant, ipsi suæ Regiæ Majestati Sueciæ dijudicandum relinquitur, an non optimo jure sua Serenitas Elect. Brandenburgica à suâ Regiâ Majestate expectare debeat ea, quæ absque ullo fundamento à suâ Serenitate Electorali D. D. Legati suæ Regiæ Maj. Extraordinarii, & Plenipotentiaris postularunt; Cessit olim Serenissimus Elector Brandenburgicus Pomeraniam suam pacis causâ, nunc postquam belli fomes & armamentarium quasi perpetuum contra Ser. Elect. facta, æquum erit, ut iterum pacis causâ ad eundem redeat, esque posteris que ipsius, quæ aliàs inveniri non potest, perennitatem præstet securitatem. Sic vetus coalescet amicitia, sic firma illa atque perpetua erit. Pacis Westphalica Leges, cum hac in parte sua Regia Majestas Sueciæ neglexerit, S. Ser. Elect. obstringere non possunt. Inheret itaque S. S. E. postulatis suis die 3. Martii, nuper hoc in loco exhibitis, Neomagi die 3. Maji, Anno 1677.

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITZ.
WERNER WILH. BLASPIEL.

Concordat cum Originali,

T. CHUDLEICH,
Secretarius Legationis Extraordinariæ & Mediatricæ S. R. M. Magnæ Britanniae.

T R A D U C T I O N .

R E S P O N S E

*des Ambassadeurs Extraordinaires du Serenissime Ele-
 ctur de Brandebourg, aux Propositions de Messieurs
 les Ambassadeurs Extraordinaire & Plenipoten-
 tiaires de la Suède, aux fins du Traité de Paix avec
 Sa Serenité Electorale: à Nimegue 3. Mars 1677.*

SI le Serenissime Electeur de Brandebourg s'étoit le premier emparé des Terres de Sa Royale Majesté de Suede, & si forcé par les outrages & pertes de la part de Sa Royale Majesté de Suede, il n'eût esté induit à prendre les armes, & à faire de grands frais à ce sujet, Sa Royale Majesté auroit juste raison de requerir de la part de Sa Serenité Electorale ce qu'il avance dans l'acte du troizième Mars dernier fait à Nimegue. Mais comme on ne peut rien attribuer de semblable au Serenissime Electeur, qu'au contraire tout le monde sçait que sa Royale Majesté de Suede, sans aucun sujet préalable, a envoyé son Armée sous la conduite de son Lieutenant General sur les Terres du Serenissime Electeur de Brandebourg, qui y a commis toutes sortes d'actes d'hostilité, ravagé & sejourné, jusqu'à ce qu'il en fût chassé, & ce fut mesme en vain que leur veritable Seigneur les repeta, n'ayant pû les obtenir qu'en les reprenant par les armes. Ainsi la guerre declarée à sa Serenité Electorale sans contredit n'a rien de cette prétendue amitié, & n'a aucune marque de bonne intelligence, puisque s'estant une fois éloigné des veritables effets d'une Paix universelle, on y a derogé par la violence, & par toutes sortes d'actes d'hostilitez.

Les choses estant ainsi, on se remet au propre juge-

jugement de la Royale Majesté de Suede, s'il n'est pas constant que la Seren. Electorale de Brandebourg n'est pas beaucoup plus en droit de demander à la Royale Maj. ce que sans aucun fondement, Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sadite Royale Maj. ont requis de la Seren. Electorale. Autrefois pour acheter la Paix le Serenissime Electeur de Brandebourg a cédé son pais de Pomeranie, à present qu'elle n'est qu'un sujet & un entretien continuél de guerre contre le Serenissime Electeur, il est bien raisonnable aussi, que pour raison de Paix elle retourne en sa puissance, & qu'elle lui serve de seureté, & de défense à l'avenir à luy & aux siens. Ce qu'il ne pourra jamais avoir autrement : Ainsi sera réunie l'ancienne amitié, elle demeurera ferme, & indissoluble. Les loix donc de la Paix de Westphalie, que la Royale Majesté de Suede a enfreinte en cette occasion, ne peuvent obliger à rien la Serenité Electorale. Et par consequent le Serenissime Electeur persiste dans les demandes, qui furent proposées le 3. Mars en cette ville. A Nimegue le 3 May de l'Année 1677.

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITZ.

WILH. BLAESPIEL.

La Copie est conforme à l'Original.

T. CHUDLEICH,

Secrétaire de l'Ambassade Extraordinaire & Mediatrice de S. M. de la Grande Bretagne.

R E L A C I O N

de lo que pasó en el acto de la respuesta recada por los Mediadores à los Aliados en su Sala Ordinaria de sus conferencias , en el qual declaran reputar la per su propia casa.

EN 12. de Mayo 1677. Embiaron los Embaxadores del S.^ñor Emperador, y de los demas Aliados que asisten en este congreso el Secretario de la Embaxada Ceffarea à los Mediadores Ingleses con un recado de que les quedavan muy reconocidos se huviesen servido de hablar con los Embaxadores Franceses, y Suecos sobre las ultimas Propuestas, y ofrecido el traer su respuesta à los Aliados, la qual en esta conformidad esperavan el dia siguiente à las onze de la mañana en la Sala ordinaria de sus conferencias en la Casa de la Villa que reputavan por suya propria, y que en caso que no les fuesse comodas esta hora señalasen à su arbitrio la que les pareciesse. Halló el referido Secretario juntos los Embaxad. Medsadores Ingleses en Casa de Mylord Barclay donde aceptaron la hora, y lugar señalado, y en esta conformidad vinseran el dia siguiente que fue en 13. de Mayo à las onze los tres juntos con un coche à la Casa de la Villa, entrando en el patio, y los fueron à recibir hasta la puerta el S.^ñor Conde de Kinsky Embaxador de su Mag. Ceffarea, Monseñor Hoëg Embaxador del Rey de Dinamarca; y Monseñor Bervernig Embaxador de los Estados generales, que los acompañaron à la Sala de la Conferencia, donde los estavan aguardando los Embaxadores de los demas Aliados. Havianse dispuesto en circulo tantas sillas como havia personas, los Mediadores tomaron asiento junto à la chimenea sentandose en primer lugar Monseñor Barclay, Monseñor Temple à su lado derecho y Jén-

y Jenkins à mano izquierda: los Embaxadores Imperiales se sentaron junto à Monseñor Temple, y los demas messados sin orden en el dicho circulo. Despues de sentados tomo la palabra Barclay, diciendo que habiendo les hecho avisar sus Excellencias los Señores Aliados que tenian prevenidas sus respuestas à las Proposiciones de paz presentadas por los Adversarios, y que por tanto desseavan saver el dia, en que pudiesen ser commutadas con las respuestas de la parte contraria havian conferido sobre el Caso con los Embaxadores de Francia, y crejan ser de su obligacion informar à los Señores Aliados de lo que dello havia resultado, y que assi venian à referir: les que los Embaxadores de Francia no hallavan convenir tratar en adelante por escrito respecto de no ser esto factible, de que retardava las negociaciones, y que daria ocasión à que naciesen nuevos embarazos, y asperezas, que y a eran bastantes las que se ofrecian, y que se podria adelantar mas la obra de la paz con interlocuciones verbales. Que tambien los Mediadores havian hablado con los Embaxadores de Suecia, que en este parecer se conformaban con Franceses. Haviendo acabado Barclay su relacion prosiguió Monseñor Temple la platica, diciendo, que tambien havian Conferido con los Franceses en conformidad de la requisicion de los Aliados tocante à la Proposicion de Lorena preguntandoles si havian recibido orden de admitirla, y responder à ella, pero que Franceses bolvieron à repetir las mismas razones que antes, por las quales no podian admitirlas, añadiendo que los Embaxadores de Francia havian declarado, que si bien havian dado por escrito sus primeras Proposiciones no seguirian esta forma en adelante, que mejor se podria tratar de otro modo per via de los Mediadores, non abocandosse las partes mismas, que este havia ya sido su animo des de el entregue de las primeras Pro-

posiciones, como antes lo havian declarado à los Mediadores de que no darian mas proposiciones por escrito, deviendo los Mediadores hacer esta justicia à Franceses, de que quando entregaron las primeras proposiciones assi solo havian declarado, lo qual sin Embargo no obstaría de que respondiessen los Señores Aliados en la manera que hallassen mas conveniente, ó, fuese por escrito, ó, de palabra, lo qual tambien estaban promptos Franceses à aceptar y que no dejarían en caso que los Señores Aliados hiciesen sus respuestas à los Mediadores por escrito, ó, de palabra, al mismo tiempo responderles à sus proposiciones de palabra por medio de los Señores Mediadores à quienes antes se declararían sobre ello. Que los Embaxadores de Suecia, quando los Mediadores les hablaran sobre este punto mostravan ser contentos de entregar sus respuestas por escrito, pero que ne podian separarse del dictamen de Franceses, y que consequentemente les seguirian.

El Embaxador de su Magestad Cessarea el Señor Conde de Kinsky dio à los Mediadores las gracias de haverse servido de venir à la Sala de la Conferencia de los Aliados (que por aora, antes, y despues de este acto reputaban por su propria Casa) para informarles dela declaracion de Franceses, que conferirían sobre ello, y les llevarían la respuesta; à esto pregunto Monseñor Temple, quasi aguardarian hasta que los Señores Aliados huviesen conferido, pero respondio el Conde de Kinsky Embaxador de su Magestad Cessarea de que no querian dar esta molestia à los Señores Mediadores, conque se despidieron, y fueron conducidos por los mismos tres Embaxadores que los havian ido à recibir hasta la puerta delantera del patio donde se entraron en el coche, y se fueron; y para que en adelante conste que en este acto, y antes del se ha-

tenido la Sala de la conferencia de los Señores Alzados por su cassa propria, de commun acuerdo han hallado convenir inferir esta relacion palabra por palabra en su Protocolo, y comunicasse unos à otros Copias dello como se ha executado.

Concuerta esta Copia con la Relacion, que Don Pedro Ronquillo mi señor ha embiado à su Magestad.

D O N L E O N A R D O E L Z I U S .

T R A D U C T I O N .

R E L A T I O N

de ce qui se passa lors que les Mediateurs porterent la responce aux Alliez dans la Sale ordinaire de leur Conferences, où ceux-ci declarent de la tenir comme leur propre Maison.

LE 12. de May 1677. les Ambassadeurs de l'Empereur & des autres Alliez assembles à Nimegue envoyerent le Secretaire de l'Ambassade Imperiale chez les Mediâteurs Anglois, & leur firent un compliment, par lequel ils leur témoignoi-ent qu'ils leur estoient fort obligés, de ce qu'il leur avoit plu de parler aux Ambassadeurs de France & de Suede touchant les dernieres Propositions, & de s'offrir de rapporter aux Alliez leur responce, laquelle ils attendoient le jour suivant à onze heures du matin dans la Sale ordinaire de leurs Conferences à la Maison de Ville, qu'ils renoi-ent comme leur Hôtel, & que si cette heure n'estoit pas commode aux Mediateurs, il leur plût d'en fixer une autre qui le fût da-

vantage. Ledit Secretaire trouva les Ambassadeurs Anglois ensemble chez Milord Barclay : lesquels receurent l'heure & le lieu marqué, & vinrent ensuite le jour suivant, qui estoit le 13. de May, tous trois ensemble à la Maison de Ville en carosse entrants dans la Basse Cour, où ils furent receus à la porte par Monsieur le Comte de Kinsky Ambassadeur de sa Majesté Imperiale, par Monsieur Höeg Ambassadeur du Roy de Danemarck, & par Monsieur de Beverning Ambassadeur des Provinces Unies, qui les accompagnerent à la Sale des Conferences, où ils estoient attendus des autres Ambassadeurs des Alliez. Il y avoit autant de sieges rangés en cercle, que de personnes ; les Mediateurs prirent place près de la cheminée, Monsieur Barclay se mettant au haut bout, Monsieur Temple à sa main droite, & Monsieur Jenkins à sa gauche ; les Ambassadeurs Imperiaux se mirent près de Monsieur Temple, les autres y estoient sans distinction. Et lors qu'ils furent tous assis, Monsieur Barclay prit la parole, disant, que leurs Excellences Messieurs les Alliez leur ayant fait sçavoir, qu'ils tenoient leurs responses prestes aux Propositions de Paix, presentées par la Partie adverse, & qu'ils desiroient de sçavoir le jour, auquel on les pourroit eschanger avec les responses de l'autre Partie ; Qu'ils en avoient conféré avec les Ambasad. de France, & qu'ils croyoient estre de leur devoir d'en informer Messieurs les Alliez ; Après quoi ils insinuerent ; que les Ambassadeurs de France ne trouvoient pas à propos de traiter à l'avenir par écrit ; à cause que cela pourroit retarder les Negotiations, & donneroit occasion à de nouveaux embarras & aigreurs ; C'est pourquoy il suffiroit de traiter de vive voix ; ce moyen étant le plus propre qu'on pût prendre pour avancer la Paix.

Que

Que c'est de quoy ils avoient conféré avec les Ambassadeurs de Suede, qui se conformoient aux sentimens des François. Monsieur Berclay ayant achevé de parler, Monsieur Temple poursuivit, disant, qu'ils s'étoient abouché avec les François ensuite de la requisition des Alliés, touchant la Proposition de Lorraine, en leur demandant, s'ils avoient reçu ordre de l'admettre & d'y répondre; mais que les François avoient repeté les mêmes raisons que ci-devant, pour lesquelles ils ne pouvoient les admettre; Il ajouta, que les Ambassadeurs de France avoient déclaré, que quoy qu'ils eussent donné par écrit leurs premières Propositions, ils ne suivroient pas la même forme d'oresnavant: Que l'on pourroit mieux traiter d'une autre façon, sçavoir par la voye des Mediateurs, où les Parties disent elles-mêmes leurs raisons; Que ç'avoit été leur intention dès la configuration des premières Propositions, comme auparavant ils avoient déclaré aux Mediateurs, qu'ils ne donneroient plus des Propositions par écrit; Qu'Eux Mediateurs devant faire cette justice aux François, ils l'avoient ainsi déclaré, lors qu'ils confignoient les premières Propositions; ce qui pourtant n'empêcheroit pas, que Messieurs les Alliés ne répondissent de la manière, qu'ils trouveroient la plus convenable, soit par écrit ou de vive voix, que les François étoient prêts à les recevoir; & qu'ils ne laisseroient pas, quand Messieurs les Alliés donneroient réponse aux Mediateurs par écrit ou de bouche, de répondre en même temps de bouche à leurs Propositions par l'entremise de Messieurs les Mediateurs, auxquels ils s'étoient déclarés sur cela. Que les Ambassadeurs de Suede, quand les Mediateurs leur parlerent sur ce sujet, avoient témoigné être contents de donner leurs réponses par écrit; mais qu'ils ne pou-

voient se separer de la conduite des François , & consequemment qu'ils les suivroient.

Que Monsieur le Comte de Kinsky Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale remercioit les Mediateurs de la peine qu'ils avoient prise, de se rendre à la Sale des Conferences des Alliés , (laquelle depuis ce temps-là, comme auparavant, ils regardoient comme leur Hôtel,) pour les informer de la Declaration des François , qu'ils entretiendroient sur cela , & leur rapporteroient la réponse ; Après cela Monsieur Temple demanda , s'ils devroient attendre, jusques à ce que Messieurs les Alliés eussent conféré ; mais Monsieur le Comte de Kinsky respondit, qu'ils ne vouloient pas donner ce te peine à Messieurs les Mediateurs ; Ensuite de quoy ils prirent congé , & furent reconduits par les trois mêmes Ambassadeurs, qui les avoient receus , jusques à la porte de la Basse-Cour, où ils entrerent dans leur Carosse & s'en allerent. Et afin qu'à l'avenir il conste, que depuis cet Acte , comme auparavant , la Sale des Conferences des Alliés a esté tenné pour leur propre Maison ; ils ont de concert trouvé à propos d'insérer cette relation de mot à mot dans leur Protocole, & de s'en communiquer des Copies les uns aux autres ; ce qui a esté executé.

Cette Copie s'accorde avec le rapport, que Don Pedro Ronquillo a envoyé à Sa Majesté.

DON LEONARDO ELZIUS.

AVER-

AVERTISSEMENT.

Messieurs les Ambassadeurs de France ne voulurent pas donner par écrit leurs Reponses, disant que comme ils étoient allez aux Conférences pour travailler sincèrement, & sans perdre le temps en disputes inutiles, & voyant, que les Alliez presentoiens une espece de nouveau Manifeste, au lieu d'une simple Réponse aux Propositions de Paix, ils avoient crû nécessaire, de ne faire qu'une simple Réponse de bouche, qui n'eût rien de superflu, parce qu'autrement, voulant répondre par écrit & justifier le procédé de la France, les Alliez auroient pris derechef cette occasion pour repliquer, chicaner, & tirer ainsi en longueur le Traité & la Conclusion de la Paix par de nouvelles Reponses & Répliques, sans entrer en matière, comme il falloit faire tout de bon, sans s'amuser à des préambules & expressions, qui ne servent qu'à aigrir les Esprits, au lieu de les porter à la Paix.

R E P O N S E

des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, pour tous les Alliés, donnée de bouche à Messieurs les Mediateurs.

Que pour l'Empereur, & l'Electeur de Brandebourg, ils ne croient pas, qu'ils puissent raisonnablement prétendre autre chose, que le rétablissement des Traités de Westphalie, à l'observation desquels tant l'Empereur, par Sa Capitulation, que les Princes & États de l'Empire sont engagés, comme à une constitution & løy fondamentale de l'Empire.

Que

Que pour l'Espagne, ils insistent à leur première demande, à ce que de part & d'autre les affaires demeurent dans l'état, où le sort des armes les a mises à present, étant prests, au cas qu'il leur soit fait cy-après de la part de SaMajesté Catholique des Propositions convenables, à y répondre en la maniere qu'on peut raisonnablement attendre de la sincerité du Roi leur Maître pour l'avancement de la Paix.

Que pour le Dannemarc, ils demandent la satisfaction de leurs Alliés.

Que pour les Etats Generaux, ils croient que par la Responce déjà donnée à leurs Ambassadeurs sur un reglement de commerce, ils auront raison de se contenter. à Nimegue le 2 Juin 1677.

R E S P O N S E.

des Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de Suede pour tous les Alliés, donnée de bouche à Messieurs les Mediateurs.

LEs Ambassadeurs de Suede ayant preallablement remercié M. M. les Mediateurs de leurs bons Offices, comme aussi souhaité, qu'ils puissent être suivis d'un bon succès, ont ensuite representé.

Que tous les autres Plenipotentiaires pour cette Assemblée ont eu la liberté de communiquer avec leurs Maîtres les Propositions, qui leur ont esté faites, & de recevoir les ordres pour y répondre, même d'envoyer demander l'approbation des écrits, qu'ils ont dressés pour cette fin, sans qu'ils aient autrement voulu donner aucune Réponse, comme il est notoire, & que les Ambassadeurs de Suede n'ayant point eû la susdite liberté, ne se trouvent point encore obligés à répondre directement.

rectement aux Propositions, qui leur ont esté faites, afin d'éviter tous les prejudices dans les droits, qui leur doivent être également communs avec les autres Plenipotentiaires de cette assemblée.

Cependant comme ils ont dressé leurs premières Propositions selon les ordres & instructions, qu'ils ont du Roy leur Maître, dans la forme & l'extension, qui de leur côté pourra assés servir de base au Traité de la Paix qui se doit faire. Ils déclarent, qu'ils se tiennent encore aux dites Propositions, comme s'ils les alloient à present insinuer au lieu de Réponse.

De plus ils se reservent la liberté de répondre par écrit tant aux Propositions de M. M. les Ambassadeurs de l'autre Partie, qu'aux réponses, qui à present seront livrées de leur part. à Nimegue
2 Juin 1677.

P R O J E T

de Paix entre le Roy de France, & Messieurs les Etats Generaux, donné aux Ambassadeurs de France, le 17. Juin 1677. par les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires des susdits Etats Generaux, pour servir de Reponse aux Propositions de la France, le 3 Mars 1677.

IL y aura à l'avenir entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & ses Successeurs, Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes d'une part: Et les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies du Pais-Bas de l'autre, une Paix bonne, ferme, fidele & inviolable, & cesseront ensuite, & seront delaislés tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre lesdits Seigneurs le Roy & les Etats Generaux tant par Mer, & autres eaux que par Terre en tous leurs Royaumes, Terres, Provinces,

vinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité, ou condition qu'ils soient, sans exception de lieux & de personnes.

Et si quelques prises se font de part & d'autre, dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusques au bout de la Manche, dans l'espace de quatre Semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de Saint Vincent, dans l'espace de six Semaines: & de là dans la Mer Mediterranée, & jusques à la Ligne, dans l'espace de dix Semaines: & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du monde dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la publication de la Paix auxdits lieux: Lesdites prises & les dommages, qui se feront de part & d'autre après les termes prefix, seront portés en compte, & tout ce qui aura esté pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

Il y aura de plus entre lesdits Seigneurs Rois & Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement une sincere, ferme & perpetuelle amitié, & bonne correspondance tant par Mer, que par Terre en tout & par tout tant dehors, que dedans l'Europe, sans se ressentir des offences ou dommages qu'ils ont receus par le passé à l'occasion desdites guerres.

Et en vertu de cette amitié & correspondance tant Sa Majesté que lesdits Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité l'un de l'autre par tout support, aide, conseil, & assistences réelles, en toutes occasions & en tout temps.

Et ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre: Mais les rompront & en donneront avis reciproquement avec soin & sincerité, aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

Et

Et pour mieux asseurer à l'avenir le commerce, &c.

Ceux sur lesquels quelques biens ont esté saisis & confisqués à l'occasion de ladite guerre, ou leurs heritiers, ou ayans cause, jouïront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, non-obstant toutes les incorporations au Fisc, engagements, dons, faits, Traités, Accords, & Transactions, quelques renonciations, qui ayent été mises es dites transactions, pour exclure parrie desdits biens, ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & droits, qui conformément au present Traité seront restitués, ou doivent être restitués reciproquement aux premiers propriétaires, leurs hoirs ou en ayans cause, pourront estre vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetier, pour ce consentement particulier, & ensuite les Propriétaires des rentes, qui de la part du Fisc seront constituées au lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge du Fisc respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles, par vente ou autrement, comme de leurs propres biens.

Chacun demeurera saisi & jouïra effectivement des Païs, villes, Places, Terres, Isles, & Seigneuries tant dedans, que dehors l'Europe, qu'il tient & possede à present, sans y être troublé ny inquieté, directement ny indirectement, de quelque façon que ce soit.

Mais Sa Majesté Tres-Chrestienne, voulant rendre aux Seigneurs Etats Generaux sa premiere amitié, & leur en donner une preuve particuliere dans cette occasion, les remettra dans la possession de la Ville de Mastricht avec le Comté de Vroonhof

hof & les Comtés & Païs de Fauquemont, Dalhem, & Rolle-Duc d'outre-Meuse, avec les Villages de Redemption, Bancqs de St. Servais, & tout ce qui dépend de ladite Ville.

Pour affermir d'autant plus, & faire subsister le Traité, on est de plus convenu entre S.M. & lesdits Seigneurs Etats Generaux, que de part & d'autre il se fera, comme il se fait par cettuy-ci une renonciation tant generale, que particuliere sur toutes sortes de pretentions, tant du temps passé que du present, quelles qu'elles puissent estre, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions, que l'on pourroit susciter & faire parvenir à de nouvelles dissensions.

Tous prisonniers de guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon.

Et si par inadvertence ou autrement il survient quelques inobservations ou inconveniens au present Traité de la part de Sadite M. ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance: mais on reparera promptement lesdites conventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers sujets, ils en seront seuls punis & chastiés. Touchant les prétentions & interêts, qui concernent le Seigneur Prince d'Orange, dont il a esté traité separement par acte, signé . . .

ledit écrit & tout le contenu d'iceluy sortira effect, & sera confirmé, accompli & executé, selon sa forme & teneur, ni plus ni moins, que si tous lesdits Points en general ou chacun d'eux en particulier étoit de mot à mot inseré en ce present Traité.

En

En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, l'Empereur des Romains, les Roys d'Espagne & de Dannemarc, les Electeurs de Treves & de Brandebourg, le Duc de Lorraine, l'Evêque de Munster, les Ducs de Lunebourg & de Bronswick, Zell & Wolfenbuttel, & les Ducs de Nieubourg, & d'Osnabrug, tous Alliés & Confederés desdits Seigneurs Etats Generaux, à condition qu'ils jouïront de tous les droits, libertez, exemptions & prérogatives, comme aussi de la mesme seureté, que lesdits Seigneurs Etats Generaux par le present Traité viennent de stipuler pour Eux mêmes.

Et demeurera une liberté entiere, tant aux uns qu'aux autres, de se garantir respectivement les Traités, qui seront faits & conclus conjointement avec celui-ci.

M E M O I R E

*de Messieurs les Ambassadeurs de Messieurs les
Etats Generaux, touchant le Commerce, donné aux
Ambassadeurs de France, le 17. Juin 1677.*

M E S S I E U R S ,

Comme il a plu à Vos Excellences de se declarer sur les circonstances du 20. Article du Traité de l'an 1662, & de s'expliquer particulièrement sur les Points du tarif de l'an 1632, & des 50. sols par tonneau, dont il est parlé dans le susdit Article, sans aucune reflection ulterieure sur les ampliatiions & changemens, qui se trouvent dans le Projet de Messieurs les Etats Generaux, nous présupposons, comme de fait ils ne meritent pas grande consideration, que sur iceux il

il ne nous reste aucune difficulté. Or pour témoigner à vos Excellences le grand desir de Messieurs nos Maîtres de se remettre dans l'amitié & la bonne correspondance, dont Sa Majesté Très-Chrestienne les honoroit devant cette funeste guerre, nous représenterons succinctement dans celui-ci leurs considerations, pour applanir généralement le reglement du commerce, & les difficultés dudit Article.

L'intention de Messieurs les Etats Generaux est, comme ils esperent que ce sera aussi celle de Sa Majesté Très-Chrestienne, que ledit reglement estant arresté & renouvelé selon leur Projet sur le pied de l'an 1662, les charges aussi, & les droits seront réglés selon la pratique de ladite année, & que par ainsi seront moderez des Edicts & Reglemens, par lesquels les tarifs ont esté haussez de temps en temps jusques à present.

Et qu'il plaira à Sa Majesté de considerer favorablement, que quelques especes du cru de leurs Pais, comme les Draps, les Toiles, le Sucre raffiné, le Tabac fabriqué dans le Pais, & tout ce qui est & depend de leur pesche, comme les Fanons & Huiles de Balaine, Harang, & Saumon salé, ont esté surchargés de telle façon depuis l'an 1632, qu'il est tout à fait impossible de les debiter en France, & que par ainsi l'excès des impositions est devenu une deffence du trafic d'icelle, comme par exemple, les Draps d'Hollande devant l'an 1632, n'ayant esté chargez que de trois livres, & par le tarif de ladite année de six, se trouvent chargez presentement de quatre vingt livres, montant à la moitié de la valeur.

Sur quoy Messieurs les Etats Generaux esperent de la bonté de Sa Majesté, qu'au moins lesdites cinq Especes soient remises sur le pied de l'année susdite, & sur cette attente ils seront contens, que

que l'on efface de l'Article 20. du Reglement la clause commençant, *bien entendu que toutes sortes de charges &c.* jusques aux mots *demeurera dans l'état des années susdites.*

Au regard de l'imposition de 50. sols par tonneau, Messieurs les Etats Generaux esperent aussi de la Justice de Sa Majesté, qu'elle considerera les inconveniens, qui en surviennent à leurs Sujets & Habitans, & qu'il est presque impossible qu'ils puissent continuer leurs navigations sur les Ports de France, au regard de cette imposition, les Sujets de Sa Majesté en estant absolument exempts, & eux se trouvant frustrez d'une grande partie de leur fret: Outre les vexations dont ils sont incommodez de toutes parts, car les fermiers ne les taxent pas selon la capacité & portée des Vaisseaux, & ensuite des certificats & des marques qu'ils ont de leurs tonneaux; mais sur un pied arbitraire, & selon le calcul qu'ils en font à leur plaisir; aussi ne considerent-ils nullement la charge, mais ladite capacité réglée selon leur fantaisie, tellement qu'un Vaisseau de cent tonneaux chargé à la moitié doit payer le droit entier de toute sa charge. En outre comme les Maîtres des navires ne trouvant pas justement leur compte dans un Havre de France, se transportent dans un autre pour y chercher le reste de leur charge, on exige le droit aussi bien dans le second Port, comme on a fait dans le premier dont ils sont sortis, n'estant nullement permis aux Sujets & Habitans de Messieurs les Etats Generaux de trafiquer d'un Port du Royaume à l'autre sans estre Sujets à cette imposition à chaque fois, qu'ils sortent aussi bien de l'un que des autres Ports. Et d'autant qu'il a plû à Sa Majesté; de faire esperer à Messieurs les Etats Generaux par l'Article separé qui fut conclû en même temps

temps avec le Traité de l'an 1662, que sur les rémontrances, qui pourroient luy être faites après leur part, en les examinant avec cette grande affection dont il a plu à Sa Majesté de les honorer, en voudroit disposer autrement, Messieurs les Etats Generaux attendent presentement l'effet de la generosité de Sa Majesté sur ce sujet, & l'assurent qu'ils feront cesser incontinent le droit & l'imposition, qu'ils ont esté obligez d'établir de leur côté.

E X T R A I T

de quelques Articles du Traité, qui a esté conclu entre Sa Majesté Tres-Chrestienne, & Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies le 27. Avril de l'an 1662. Dressez & amplifiez en forme d'un Reglement de commerce.

XIII.

ET pour mieux asseurer à l'avenir le commerce, & l'amitié entre les sujets dudit Seigneur Roy, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies du Pais-Bas: Il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-aprés quelque interruption d'amitié, ou rupture, entre la Couronne de France, & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces Unies, (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera toujours donné neuf Mois de temps, après ladite rupture aux sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effects, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre & transporter leurs biens & meubles, en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empeschement, ni proceder pendant ledit temps de neuf Mois, à aucune saisie de leurs effects, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XVI. Les

XVI.

Les sujets de sadite Majesté, & ceux desdits Seigneurs Estats Generaux n'exerceront aucunes sortes d'hostilitez, ny de violences à l'avenir les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, ou sur les Rivieres, rades & eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit: & ainsi ne pourront les sujets de sa Majesté prendre aucunes commissions, pour des armemens particuliers, ou lettres de represailles des Princes & Estats ennemis, desdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles commissions, ou lettres de represailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'estre poursuivis, & chastiez comme pirates. Ce qui sera reciproquement observé, par les sujets des Provinces Unies, à l'égard des sujets de Sa Majesté, & seront à cette fin, toutes & quantes fois, que cela sera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obeïssance de sadite Majesté & dans les Provinces Unies, publiées, & renouvelées deffences tres-expresses & tres-précises, de se servir en aucune maniere de telles commissions ou lettres de represailles, sous la peine susmentionnée, ce qui sera executé de point en point: contre les contrevenans, outre la restitution & la reparation entiere, auxquelles ils seront tenus, envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage.

XVII.

Toutes lettres de marque, & de represailles, qui pourroient avoir esté ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; & n'en pourra estre ci-aprés données par l'un desdits Alliez, au préjudice des sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste refus de Justice; lequel ne pourra estre tenu pour verifié, si la requeste de celuy, qui demande lesdites represail-

les, n'est communiqué au Ministre, qui se trouvera sur les lieux de la part de l'Estat, contre les sujets duquel elles devroient estre données, afin que dans le terme de quatre Mois ou plustôt, s'il se peut, il puisse informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de Justice, qui sera dû.

XVIII.

Ne pourront aussi les particuliers sujets de Sa Majesté estre mis en action, ou arrest en leurs personnes & biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers sujets desdits Seigneurs Estats Generaux, pour les debtes publiques desdits Estats.

XIX.

Les sujets & habitans des Païs de l'obeïssance de sa Majesté, & desdits Seigneurs Estats Generaux vivront, converseront & frequenteront les uns avec les autres, en route bonne amitié & correspondance: & jouïront entr'eux de la liberté du commerce & navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre de toutes sortes de marchandises & denrées, sans que le commerce & transport susdit puisse estre deffendu, sinon generalement & universellement à tous tant sujets qu'estrangers.

XX.

Et pour cet effect, les sujets de sadite Majesté, & ceux desdits Seigneurs Estats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs marchandises & navires les Païs, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de marchandises & denrées, dont l'entrée, ou sortie, & transport ne sera deffendu.

fendu à tous fujets de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette liberté reciproque puisse estre deffenduë, limitée, ou restrainte par aucun privilege, octroy, ou aucune concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre, de conceder ou faire à leurs fujets des immunitéz, benefices, dons gratuits, ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre; ou à leur préjudice, & que par ainsi cessera d'oresnavant l'imposition de cinquante sols par tonneau, laquelle a esté établie en France sur les navires étrangers, comme Messieurs les Etats Generaux feront aussi cesser chez eux une imposition semblable, qu'ils avoient mise sur les navires François. Payeront toutesfois les fujets de part & d'autre, les droits accoutumez, & autres qui seront imposez par Sa Majesté, & ses successeurs, ou par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les païs de leur obeïssance en Europe, sans que lesdits fujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands ou autres droits, charges, gabelles ou impositions quelconques sur leurs personnes, biens, denrées, navires, ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, titre ou pretexte, que ce puisse estre, que ceux qui seront payez par les propres & naturels fujets de l'un & de l'autre. Bien entendu, que toutes sortes de charges & gabelles, soit d'entrée ou de sortie, seront réglées, comme elles ont déjà esté, à l'égard de Sa Majesté Tres-Christienne dans l'an 1632, & à l'esgard desdits Seigneurs Etats en l'année 1654. Tellement qu'on ne les chargera d'aucune nouvelle imposition, peages, ou autres droits d'entrée ou sortie à l'avenir, & que le tout demeurera dans l'estat des années susdites.

X X I.

Les navires de guerre de l'un & de l'autre trou-

veront toujours les rades, rivières ; ports & havres libres & ouverts, pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir estre visités, à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie ; par un trop long & affecté séjour, ni autrement aux Gouverneurs desdites places & ports, auxquels les Capitaines desdits navires feront sçavoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour.

X X I I.

Les navires de guerre de Sa Maj. & desdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs sujets, qui auront esté armés en guerre, pourront en toute liberté ; conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans estre obligez à aucuns droits, soit des Sieurs Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucuns autres ; sans aussi, que lesdits navires ou lesdites prises, entrant dans les havres ou ports de Sa Maj. ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent estre arrestez, ou saisis, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises : lesquelles pourront sortir & estre conduites franchement, & en toute liberté aux lieux portés par les commissions, dont les Capitaines desdits navires de guerre seront obligez de faire apparoir, & au contraire, ne fera donné azile, ny retraite dans leur ports ou havres, à ceux qui auront fait des prises sur les sujets de Sa Maj. ou desdits Seigneurs Etats Generaux, mais y estant entrez par nécessité de tempeste, ou peril de la mer, on les fera sortir le plutôt que sera possible.

X X I I I.

Les sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, ne seront point reputés aubains en France, & aussi seront exempts de la Loy d'Aubeine, & pourront dis-
poser

poser de leurs biens par testament, donation, ou autrement, & leurs heritiers, sujets desdits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs; recueillir leurs successions même *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes lettres de naturalité, sans que l'effect de cette concession leur puisse estre contesté ou empêché, sous pretexte de quelque droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou personnes privées. Pourront pareillement, sans lesdites lettres de naturalité, s'establir en toute liberté les sujets desdits Seigneurs Estats, en toutes les villes du Royaume pour y faire leur commerce & trafic, sans pourtant pouvoir y acquérir aucuns droits de bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu lettres de naturalité de Sa Maj. en bonne forme, & seront generally traittez ceux des Provinces Unies en tout, & par tout autant favorablement, que les sujets propres naturels de Sa Maj. & particulièrement ne pourront estre compris aux taxes, qui pourront estre faites sur les estrangers; & sera tout ce contenu au present article, observé au regard des sujets du Roy, dans les Pais de l'obeïssance desdits Seigneurs Etats.

X X I V.

Les navires chargez de l'un des Alliez passant devant les costes de l'autre, & relachans dans les rades ou ports par tempeste, ou autrement, ne seront contrains d'y décharger, ou debiter leurs marchandises ou parties d'icelles, ny tenus de payer aucuns droits, si non lorsqu'ils y déchargeront des marchandises volontairement, & de leur gré.

X X V.

Les maistres des navires, leurs Pilotes, Officiers, & soldats, matelots, & autres gens de mer, les navires même, ny les denrées & marchandises, dont ils seront chargés, ne pourront estre saisis, ni arrêtés

en vertu d'aucun ordre general, ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre, non pas mesme sous prétexte de la conservation, & deffense de l'Estat. Et generalement rien ne pourra estre pris aux sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant comptant les choses qu'on desirera d'eux: en quoy toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & autorité de justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, contractz, & autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procedé par voye de droit, selon les formes de justice; & en cas que ci-aprés Sa Majesté, ou Messieurs les Estats trouvoient à propos, de rappeler leurs sujets du service l'un de l'autre, il ne sera permis pourtant quoi-qu'ils soient naturels & natifs du Pais du rapellant, de les faire tirer des vaisseaux, soit de guerre, soit marchands, soit en mer, soit dans les ports, où ces vaisseaux pourroient arriver, & non-obstant que ces ports soient de la jurisdiction du rapellant ou non. Et même on ne pourra visiter lesdits vaisseaux sous ce prétexte, ou en faire quelque recherche, mais on les y laissera sans trouble; tant qu'ils se tiendront dedans iceux.

— *Art. XXVI.*

Tous les sujets & habitans de France, & des Provinces Unies pourront en toute seureté & liberté naviger & traffiquer, avec leurs vaisseaux & marchandises, & sans distinction de ceux qui sont les propriétaires de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats, ou Princes vers les Places de ceux qui sont déjà ennemis déclarez, tant de la France que des Provinces Unies, ou de l'un des deux; ou qui pourroient les devenir: comme aussi les mêmes

mes sujets & habitans pourront naviger & traffiquer, avec la même seureté & liberté, avec les vaisseaux & marchandises susdites, sans distinction de ceux qui sont les propriétaires des Lieux, Ports, & Rades de ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction ou détournement de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites places ennemies, vers un lieu neutre, mais aussi d'une place ennemie à l'autre; soit qu'elles se trouvent situées sous la juridiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous plusieurs. Pourront de même les susdits sujets & habitans, avec la même seureté & liberté, charger leurs marchandises & denrées en des navires neutres, pour estre transportées d'une place ennemie vers une place neutre, ou d'une place neutre vers une place ennemie; ou bien d'une place ennemie à l'autre sans distinction, si ces places-là se trouvent situées sous la juridiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous plusieurs.

XXVII.

Ce transport & ce trafic s'estendra à toutes sortes de marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XXVIII.

En ce genre de marchandises de contrebande s'entend seulement estre compris toutes sortes d'armes à feu & autres assortimens d'icelles, comme canons, mousquets, mortiers, petards, bombes, grenades, saucisses, cercles poissiez, affuts, fourchettes, bandolieres, mèche, poudre, salpêtre, balles, picques, espées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelines, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, baudriers, & autres munitions de guerre.

Ne seront compris dans ce genre de marchandises de contrebande, les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, vins, sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres marchandises & denrées non comprises en l'article precedent; & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux villes & places assiegées, bloquées ou investies.

XXX.

Pour l'exécution de ce que dessus, il a esté accordé, qu'elle se fera en la maniere suivante. Que les navires & barques avec les marchandises des sujets de Sa Maj. estans entrez en quelque havre desdits Seigneurs Etats, & voulants de là passer à ceux desdits ennemis, seront obligez, seulement de montrer aux Officiers des havres desdits Seigneurs Etats d'où ils partiront, leurs passeports, contenant la specification de la charge de leurs navires attestez, & marqués du Sêel & seing ordinaires & reconnus des Officiers de l'Amirauté, des lieux d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinez; le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs passeports, en la forme susdite, ils ne pourront estre inquiétez, ni recherchez, détenus, ni retardez en leurs voyages sous quelque prétexte que ce soit.

XXXI.

Il en sera usé de même à l'égard des navires, & barques Françoises, qui iront dans quelques rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dedans les havres, ou y entrans sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront estre obligez

gez de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eust soupçon qu'ils portaissent aux ennemis desdits Seigneurs Etats, des marchandises de contrebande, comme il a été dit ci-dessus.

XXXII.

Et audit cas de soupçon apparent, lesdits sujets seront obligez de montrer dans les ports leurs Passeports, en la forme cy-dessus spécifiée.

XXXIII.

Que s'ils estoient entrez dans les rades, ou estoient rencontrez en pleine Mer par quelques navires desdits Seigneurs Etats, ou d'armateurs particuliers de leurs sujets, lesdits navires des Provinces Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite barque ou chaloupe au bord des navires ou barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports, & lettres de Mer par le Maistre ou patron des navires François, en la maniere cy-dessus spécifiée, selon le formulaire desdites lettres de Mer qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & lettres de Mer il puisse apparoir, non seulement de sa Charge, mais aussi du lieu de sa demeure, & residence, tant du Maistre & Patron que du navire mesme, afin que par ces deux moyens on puisse connoistre s'ils portent des marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment tant de la qualité dudit navire, que de son Maistre & Patron, auxquels Passeports & lettres de Mer se devra donner entière foy & creance, afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere estre falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contreseings de sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux.

Et au cas que dans lesdits vaisseaux & barques Françoises, destinées vers les Havres ennemis desdits Seigneurs Estats, se trouvent par les moyens susdits quelques marchandises & denrées, de celles qui sont ci-dessus déclarées de contrebande, & deffendues, elles seront déchargées, denoncées & confisquées par devant les juges de l'Amirauté des Provinces Unies, ou autres Competans; sans que pour cela le navire & barque, ou autres biens, marchandises & denrées libres & permises, retrouvées au même navire, puissent estre en aucune façon saisies ni confisquées.

Il a esté de plus accordé, que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets de sa Majesté en un navire des ennemis desdits Seigneurs Estats, bien que ce ne fust marchandise de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit navire, sans exception ni reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les navires appartenans aux sujets du Roy Tres Chrestien, encore que la charge ou partie d'icelle fust aux ennemis desdits Seigneurs Estats. Sauf les marchandises de contrebande, au regard desquelles on se reglera, selon qu'il est porté dans les articles précédens. Et pour esclarcissement plus particulier de cet Article, il est accordé de plus, que le cas arrivant que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles fussent engagées en guerre, les biens appartenans aux sujets de l'autre Partie, & chargez dans les navires de ceux qui sont devenus ennemis, de toutes les deux ou de l'une des Parties, ne pourront estre confisquées aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le navire ennemi: Et cela s'observera non seulement quand lesdites denrées y auront

auront esté chargées devant la declaration de la guerre, mais même quand cela sera fait après ladite declaration. Pourveu que ç'ait esté dans les temps & termes qui s'ensuivent, sçavoir, si elles ont esté chargées dans l'espace de six semaines après ladite declaration, dans quelque port de la Mer du Nort, ou dans la Baltique jusques au bout de la Manche, & jusques à Terneuse en la Norvegue, dans l'espace de deux Mois: depuis ces limites jusques dans le destroit de Gibraltar dans le terme de six semaines en la Mer Méditerranée, & dans huit Mois en tous les autres endroits du monde plus esloignez, tellement que les marchandises & biens des sujets & habitans, chargez en ces navires ennemis, ne pourront estre confisquez aucunement durant les termes, & dans les espaces de temps susdits à raison du navire qui est ennemi, mais seront restitués aux propriétaires sans aucun delai: si ce n'est qu'elles ayent esté chargées après l'expiration desdits termes. Et pourtant il ne sera nullement permis, de transporter vers les Ports ennemis, telles marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel navire ennemi, quoy qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a esté réglé ci-dessus, qu'un navire libre affranchira les denrées y chargées, il a esté de plus accordé, que cette liberté s'estendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un navire libre, à tel effect que quoy qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles. C'est pourquoy se trouvant dans un navire libre, elles n'en pourront estre tirées, si ce n'est qu'ils fussent gens de guerre, & effectivement au service desdits ennemis. Il demeurera de plus une liberté entière aux sujets & habitans de part & d'autre, pour avoir & entretenir leurs correspondances & commerces

de lettres avec ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre, ou de l'une desdites Parties. Et mesme à tel effect que si les lettres doivent passer le Territoire de celuy qui est en inimitié avec l'autre à qui cette adresse se fait : c'est pourquoy le passage en demeurera libre, & sans aucun détournier tellement qu'on ne pourra le deffendre ou empêcher, moins intercepter ou detenir les paquets en façon quelconque.

XXXVI.

Tous les sujets & habitans desdites Provinces Unies jouiront reciproquement des mesmes droits, libertez & exemptions en leurs negoces & commerce dans les ports, rades, mers & États de sadite Majesté : ce qui vient d'estre dit que les sujets de sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs États & en haute Mer se devant entendre, que l'égalité sera reciproque en toute maniere, de part & d'autre, & mesmes en cas que ci-après lesdits Seigneurs États fussent en Paix, amitié & neutralité avec aucuns Rois, Princes & États qui devinssent ennemis de sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mesmes conditions, & restrictions exprimées aux Articles du present traité, qui regarde le trafic & le commerce.

XXXVII.

Et pour assurer davantage les sujets desdits Seigneurs États, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits vaisseaux de guerre, sera fait defences à tous Capitaines des vaisseaux du Roy, & autres sujets de sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'estre punis & tenus en leurs Personnes & biens des dommages & interests soufferts & à souff-

souffrir , jusques à la due restitution & reparation.

XXXVIII.

Et pour cette cause seront d'oresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant des Juges competans , de la somme de quinze mille livres tournois , pour respondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses , & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers , au present Traité , & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté , qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'ice-luy , à peine de descheance & nullité desdits congez & commissions , ce qui sera pareillement pratiqué par les sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXXIX.

S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un vaisseau chargé desdites marchandises de contrebande , comme dit est ; ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir , ni rompre les coffres , malles , bales , bougettes , tonneaux & autres caisses , ou les transporter , vendre , ou eschanger , ou autrement aliener , qu'elles n'ayent esté descenduës à terre en la presence des Juges de l'Amirauté , & après inventaire par eux fait desdites marchandises trouvées dans lesdits vaisseaux ; si ce n'est que les marchandises de contrebande ne faisant qu'une Partie de la charge , le Maître ou Patron du navire trouvât bon & agreât , de livrer lesdites marchandises de contrebande audit Capitaine , & de poursuivre son voyage : auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement estre empesché de poursuivre sa route , & le dessein de son voyage.

X L.

Sa Majesté voulant, que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traités, dans tous les Pais de son obeïssance, aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires pour faire, que les jugemens & arrests qui seront rendus sur les prises, qui auront esté faites en Mer, soient donnez avec toute justice & equité par Personnes non suspectes, ni interessées au fait dont sera question, & donnera Sa Majesté des ordres precis & efficaces, afin que tous les arrests, jugemens, & ordres de justice desja donnez & à donner, soient promptement & dûement executés selon leurs formes.

X L I.

Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits jugemens qui auront esté rendus; Sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en son conseil, pour examiner si les ordres & précautions, contenuës au present Traité, auront esté suivies & observées, & pour y faire pourvoir selon la raison, ce qui sera fait dans le temps de trois Mois au plus, & neantmoins avant le premier jugement, ni après iceluy pendant la revision, les biens & effets, qui seront reclamez, ne pourront estre vendus, ni deschargez, si ce n'est du consentement des Parties interessées, pour éviter le depensissement desdites marchandises.

X L I I.

Quand procez sera intenté en premiere & seconde instance contre ceux, qui auront fait des prises en Mer, & les interessés en icelles; & que lesdits

dicts interessés viendront à obtenir un jugement ou arrest favorable, ledit jugement ou arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'iceluy qui aura fait la prise; mais non au contraire. Et ce qui est dit au present Article, & aux precedens, pour faire rendre bonne & briève justice aux sujets des Provinces Unies, sur les prises faites à la Mer, par les sujets de Sa Majesté, sera entendu & practiqué par les Seigneurs Etats Generaux à l'égard des prises faites par leurs sujets sur ceux de Sa Majesté.

XLIII.

Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, pourront en tout temps faire construire ou fretter dans le Pais l'un de l'autre tel nombre de navires, soit pour la guerre ou pour le commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de munitions de guerre qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité à ce que lesdits marchez de navires & achapts de munitions se fassent de bonne foy, & à prix raisonnables, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la mesme permission auxdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent attaquans ou aggresseurs.

XLIV.

Arrivant que des navires de guerre, ou de Marchands eschouënt par tempête, ou autre accident aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits navires, appareils, biens & marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables, ont été vendues, le tout étant reclamé par les Propriétaires, ou autres ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les frais raisonnables,
& ce

& ce qui sera réglé entre lesdits Alliés, pour le droit de sauvement, & en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs sujets, qui se trouveront coupables des inhumanitez, qui ont esté quelques fois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XLV.

Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ne recevront & ne souffriront, que leurs sujets reçoivent dans nul des Pais de leur obeissance aucuns pirates, & forbanis quels qu'ils puissent être, mais ils les feront poursuivre & punir & chasser de leurs Ports, & les navires deprodez comme les biens pris par lesdits pirates & forbanis, qui se trouveront en estre, seront incontinent, & sans forme de procez restituez franchement aux propriétaires qui les reclameront.

XLVI.

Les habitans & sujets de côté & d'autre pourront par tout, dans les terres de l'obeissance dudit Seigneur Roy, & desdits Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges Ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits en seront requis, & sera permis auxdits sujets & habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux où ils feront leur demeure les livres de leur trafic & correspondance, en telle langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent estre inquiétés, ni recherchés.

XLVII. Le

XLVII.

Ledit Seigneur Roy comme aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux pourront establir, pour la commodité de leurs sujets, trafiquans dans les Royaume & Etats l'un de l'autre, des Consuls de la nation de leursdits sujets, lesquels jouiront des droits, libertez & franchises qui leur appartiennent par leur exercice & emploi. Et l'établissement en sera fait aux lieux & endroits où de commun consentement il sera jugé nécessaire.

XLVIII.

Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne permettront point qu'aucun vaisseau de guerre ni autre équipé par la commission, & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres, ou aucunes rivières, qui leur appartiennent, sur les sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force pour faire faire la restitution ou reparation raisonnablement.

M E M O I R E

pour les affaires d'Orange.

1. **P** Remierement S. A. S. demande avec beaucoup de justice le retablissement des fortifications du Chasteau & de la Ville d'Orange, abattuës par le Roy Tres-Chrestien en l'année 1660. avec ce qui a manqué dans l'Inventaire fait audit temps.

2. S. A. S.

2. S. A. S. n'a pas moins sujet de se plaindre de ce qui s'est passé en l'Année 1673. à l'occasion des represailles, accordées à Monsieur le Comte d'Auvergne, Sa Majesté ayant fait raser ledit Chasteau, & de ce il demande le rétablissement.

3. On a enlevé l'Artillerie, les armes, les munitions, & autres choses qui estoient dans ledit Chasteau, comme il appert par les Inventaires signés par le Sieur l'Eutant Commissaire de Sa Majesté.

4. Les revenus de ladite Principauté appartenans à son Altesse ont esté retirez par les Agens de Monsieur le Comte d'Auvergne, lesquels se montent à la somme de y compris la somme de 20000. livres qu'ils ont fait payer au Fermier general de son Altesse, ou pour frais & dépens que lesdits Agens luy ont fait souffrir.

5. Que son Altesse jouira paisiblement du peage qu'elle a droit d'exiger sur toutes marchandises montans & descendans sur la riviere du Rhosne, suivant & conformément aux atteintes & panchartes vérifiées & enregistrées en la chambre des Comptes de Montpellier: non-obstant l'ordonnance de Monsieur de Champigny Intendant de Justice, Police & Finances du Dauphiné & Lionnois en date du 4 Septembre 1665, & nonobstant l'arrest du Conseil qui s'en est ensuivi, en date du 26 Novembre 1665. auquel il doit estre dit, que Sa Majesté déroge par exprés, & que ledit peage s'exigera à l'avenir, sur le pied & sur les mêmes atteintes & panchartes, qu'on l'a exigé en l'Année 1660.

6. Que S. A. S. sera maintenuë en la possession & jouissance, qu'elle a de faire prendre par ses Officiers, ou Fermiers generaux le peage du sel en espece, sur tous les sels qui passent sur la riviere du Rhosne pour les fournillemens des greniers

greniers & gabelles de Sa Majesté es Provinces estrangeres, à raison d'un gros minot par Muyd, comme est de coûtume, pour être le sel provenant dudit peage, distribué aux sujets de S. A. & par eux consumé dans ladite Principauté.

7. Que pour faire cesser les contestations qui arrivent souvent entre les Officiers de Sa Majesté & ceux de S. A. pour la jurisdiction des Isles, qui sont vis à vis du Terroir d'Orange joignant à iceluy, jusque au grand Canal du Rhosne, dont l'estenduë n'ait qu'environ une demi-lieuë de long, & la moitié moins de large, les Officiers de S. A. auront toute Jurisdiction sur celles, qui sont aujourd'huy en estat, & autres qui pourroient estre formées par le delaislement du Rhosne, dans ladite estenduë, depuis la terre ferme d'Orange & du plain d'icelle, jusques au grand Canal du Rhosne, qui servira de limites & de bornes perpetuelles de ladite Jurisdiction du côté d'Occident; Et pour ce qui est du Septentrion & du Midi, les lignes de separation des Terroirs dudit Orange, & du Comtat Venaissin limitrophes d'un & d'autre côté, étant continuées directement jusques au grand Canal du Rhosne, serviront aussi de borne perpetuelle à ladite Jurisdiction des côtés du Septentrion & du Midi.

8. Que pour l'avenir, il ne pourra passer sur la riviere du Rhosne aucuns radeaux ni marchandises de quelle qualité & pour quel usage que ce soit, sans payer les droits du peage; que S. A. S. est en coûtume de faire exiger au Port de Balthazard ou autre endroit voisin, où le bureau pour la levée dudit peage est, ou sera établi conformément aux atteintes, panchartes & reglemens, faits par les Commissaires & Officiers de S. M. & ce nonobstant tous autres arrêts, reglemens, ordonnance & Passeports de Franchise, qu'on pourroit obtenir au contraire.

9. Que

9. Que toutes les marchandises, denrées & bestiaux traversant ladite Principauté d'Orange, payeront le peage de Terre accoustumé, non-obstant les Franchises, & Passeports contraires.

10. S. A. S. a aussi grand interest de demander qu'Elle soit réstablíe dans les anciens droits de la nomination des Evêques d'Orange, puis qu'il est incontestable que le droit de patronage lui appartient, & par consequent la nomination.

11. Que toutes les monoyes d'or, d'argent, de cuivre, & autres, ou le Tin entre, qui se fabriqueront dans ladite Principauté au coin & armes de S. A. auront libre cours dans toute l'estenduë du Royaume de France, nonobstant tous arrests & ordonnances auxquelles S. M. entant que le besoin dérogera par exprés.

12. Que S. M. accorde aussi à S. A. en faveur de ses sujets de sa Principauté d'Orange, des Lettres Patentes de naturalité, portans que lesdits sujets de sa Principauté ne soient soumis à aucun droit d'Aubaine; Mais au contraire qu'ils soient censez Regnicoles dans toute l'estenduë du Royaume de France, conformément à celles, qui furent octroyées par le Roy Loüís Treize à feu Monseigneur le Prince Frederic Henry, en date du 17. Aoust 1634. & qu'il soit tres expressement enjoint tant à la Chambre des Comptes de Paris, qu'à toutes les autres du Royaume de le verifíer & enregistrer.

13. Que tous les sujets de S. A. S. dans sa Principauté d'Orange seront exempts de tout Traité; Foraine & Domaniale en France, de mesme que le sont ceux du Comtat d'Avignon ou Venaislin.

14. Que sa Majesté Trés-Chrestienne accorde aussi à S. A. S. des Lettres generales d'Evocations au Parlement de Paris pour tous les Procez mis & à mouvoir, qu'il peut avoir en demandant & de-

fendant

fendant pour raison des Terres & droits en dependans, qu'elle peut avoir en la Province du Dauphiné, semblables à celles que le defunct Roy Loüis Treize a octroyée à S. A. Monseigneur le Prince Frederic Henry, le 13. Aoust 1634.

15. Qu'attendu l'extrême misere des Terres d'Orpierre, Trescleux, Montbrison & Carnigier appartenans à S. A. situées dans ladite Province du Dauphiné, elles seront exemptes de toutes estapes & passages des Gens de guerre.

16. Que S. A. S. intervienne, aussi au Traité de Paix en qualité de Prince Souverain d'Orange, & qu'en certe qualité il stipule, que tout ce que le Roy Tres-Chrestien a fait en faveur de Monsieur le Comte d'Auvergne, soit réparé en tous les chefs, & toutes choses rétablies dans ladite Principauté en l'état qu'elles estoient avant le 14. Mars 1673.

*Excerptum Tractatus Commerci
cum Suecis.*

TRACTATUS

de Commerciis & Navigatione cum Rege Sueciae delineatus.

PRo * fundamento & firma basi sit reciproca, & omnibus modis absoluta Navigationis & Commerciorum libertas per omnia & quavis altissime prefatorum Regis & Ordinum Generalium Regnum, Status, Ditiones, & Provincias in Europa, circa omnia & singula mercium genera observanda.

Naves etiam Suecorum, quæ speciali aliquo gaudent privilegio, simul & merces, quæ iis transvehuntur, tam in exitu, quàm in introitu, in Regnis & Ditioni-

* Post Art. 19. & 20. addendum;

Ditionibus prædictis, pluribus aut aliis commodis aut immunitatibus non utantur, fruantur, nec teloniorum, aliorumque onerum minus solvant, quam Naves Unitarum Belgii Provinciarum mercimoniæque, quæ iis ex præfatis Regnis & Ditionibus aut eò versus transvehuntur.

2. *Omnia & singula ejusmodi Collegia & Societates, quæ circæ sales, picis tam aridæ quam liquidæ, herbæ Nicotianæ, vulgò Tabac, aliarumque rerum & mercium, cujuscunque conditionis aut nominis sint, commercium privatum & singulare, erecta & stabilita sunt, in posterum cassa & nulla sint & maneat.*

3. *Cassa itidem & abolita sint & maneat omnia & singula ejusmodi vectigalia aliaque onera, quæ in Portibus Rigæ, Revalæ, Wyburgi, aliisque Ditionibus Suecicis, in Mari Baltico Navibus Uniti Belgii imponuntur; quamvis saburratis duntaxat, nec ullo mercium genere oneratis.*

4. *Utriusque partis subditis & incolis eorumque Negotiorum gestoribus, famulis, nautis & naviculariis ire & redire per Terras & Ditiones utriusque Partis ibique conversari, hæere, negotiaque sua curare, & perficere absque ullo impedimento liberum esto.*

5. *Licitum etiam iis sit, vel propria vel conductâ habere, possidere quævis ædificia tam habitationi quàm conservandis, & venum exponendis mercibus apta, eas autem merces in Domiciliis aut Tabernis, aliisve Locis publicis exponere aut venundare nullatenus teneantur.*

23.

Si Unitarum provinciarum Civis aut Incola aliquis, in Suecia commorans postremum suum diem, sive testatus sive ab intestato, obeat, fas & licitum esto ejus hæredibus omnia & quævis ejus bona, nullis exceptis, confestim adire, accipere & auferre, nec eâ de

de causâ juris aliquid Regno Sueciæ, vi aut tenore Privilegiorum indultorum aut statutorum, quibus aut Provinciæ, aut Urbes, aut Privati aliqui gaudent, persolvere tenetur, nominatim ab eo statuto jure, quod hæreditatis partem tertiam, aut aliam majorem aut minorem sibi vindicat, liberi & immunes sunt quocumque terrarum loco, siue in Sueciâ siue in Provinciis Unitis, siue alibi degant.

Art. 13. lex Mensum spatium convertatur in novem.

Vetustalia, quæ pro invehendis exportandisque mercibus solvenda sunt, quorum mentio fit in fine Art. 20. redigantur ad annum 1640. quo ad Sueciam & Nostro respectu ad annum 1554.

T R A D U C T I O N.

P R O J E T

*du Traité de commerce & de la navigation avec
le Roy de Suede.*

POUR * base & fondement solide, il y aura une pleine & entière liberté de navigation & de commerce de part & d'autre en general & en particulier, entre les Royaumes, États & Provinces des susdits Roys & États Generaux, situés dans l'Europe, laquelle sera observée à l'égard de toute sorte de Negoce.

Les navires même des Suedois, qui ont quelque prérogative particuliere, & les marchandises qu'ils portent, ne jouiront point d'autres benefices & immunités, & ne payeront pas moins de peage & autres droits dans les Royaumes & États susnommez, tant pour la sortie que pour l'entrée, que les navires des Provinces Unies, & les marchandises qui y sont transportées desdits Royaumes & États ou des environs.

2. Tou-

Il faut l'ajouter après les Articles 19. & 20.

2. Toutes & chacune en particulier Compagnies & Societez establies & dressées pour le commerce privé & particulier du sel, de la poix tant sèche que liquide, de l'herbe Nicotiane dite communément *Tabac*, & d'autres choses & marchandises de quelque nom & qualité que ce soit, seront & demeureront à l'avenir cassées & annulées.

3. Seront pareillement & demeureront cassés & abolis tous & chacun des Peages & autres droits, qu'on levoit dans les ports de Riga, Revel, Wibourg & autres endroits de la Suede sur la Mer Baltique, sur les navires des Provinces Unies, quoique vuides de toutes sortes de marchandises.

4. Il sera libre aux habitans & sujets de part & d'autre, & à leurs facteurs, serviteurs, mariniers & batteliers d'aller & retourner sans aucun empêchement dans les terres & Etats de l'une & l'autre des Parties, & là s'arrêter, séjourner, faire & parachever leur trafic.

5. Même il leur sera permis d'avoir & tenir toutes sortes de bâtimens, en propre ou à loüage, tant pour y loger que pour y garder ou exposer en vente leurs denrées, & ne seront en aucune maniere tenus de debiter & vendre ces marchandises dans leurs domiciles, ou boutiques, ou autres lieux publics.

23.

Si quelque Bourgeois ou habitant des Provinces Unies, séjournant en Suede, vient à mourir après avoir fait testament, ou *ab intestato*, il sera permis à ses heritiers de prendre aussitôt, s'emparer & emporter tous & chacuns ses biens, sans aucune exception, sans que pour ce sujet, ils soient tenus de payer aucun droit au Royaume de Suede, en vertu des privileges, indults ou coutumes, dont jouissent quelques Provinces, ou villes ou certains particuliers, sur tout ce droit établi, qui s'attribuë la troisième

zième partie, ou autre plus grande ou moindre de la succession, ils en seront libres & exempts en quelque lieu que ce soit, soit qu'ils demeurent en Suede, soit dans les Provinces Unies, ou ailleurs.

Art. 13. le Terme de six mois sera converti en celui de neuf.

Les Peages qu'on doit payer pour conduire & transporter les denrées, dont il est parlé à la fin de l'Article 10. seront mis sur le pied de l'année 1640. à l'égard de la Suede, & à nôtre égard sur le pied de l'année 1654.

M E M O I R E S
de ce qui s'est passé
à L'ASSEMBLÉE de NIMEGUE
touchant
La N E G O T I A T I O N
Depuis L'ECHANGE
DES I. R E S P O N S E S
Jusques à la Fin
Du Mois de Novembre 1677.

A V E R T I S S E M E N T.

Messieurs les Ambassadeurs Mediateurs d'Angleterre ayant fait sçavoir le 12 May 1677. aux Ambassadeurs des Alliez, que les Ambassadeurs de France & de Suede n'avoient pas intention de répondre à leurs Propositions par écrit; mais de bouche, ou par l'entremise des Mediateurs, ou teste à teste, pour éviter tant la longueur que l'occasion d'aigrir les esprits, par les termes qui pourroient quelquefois se couler dans les écrits; & qu'ils déclaroient que si les Alliez persistoient à vouloir donner leurs réponses par écrit, ils les accepteroient, mais sans s'obliger à faire le même; les Ambassadeurs Alliez ayant examiné l'affaire donnerent la declaration qui suit, à laquelle lesdits Ambassadeurs de France & de Suede acquiescerent.

DECLARATION

de Messieurs les Ambassadeurs Alliez touchant la methode de traiter, donnée aux Ambassadeurs d'Angleterre.

LEurs Excellences, Messieurs les Ambassadeurs des Alliez ayant delibéré sur la réponse à eux donnée par la Partie adverse, ont trouvé à propos de dire à Vos Excellences, que quant aux réponses données par écrit, ils ne trouvent pas convenable de les reprendre; mais les ayant desja consignées à Vos Excellences, ils les prient de les exposer aux Parties adverses, leur laissant la liberté d'y répondre comme il leur plaira, pourvû qu'ils puissent avoir leurs réponses authentiques. Quant à l'expedient proposé par Vos Excellences & agréé par les Parties adverses, à sçavoir: Que les Parties de part & d'autre se contentent de laisser la liberté à Vos Excellences de mettre par escrit le sens & la substance de leurs reponses données, & après en avoir fait la lecture à ceux qui donnent les réponses, la communiquer authentiquement à l'autre Partie, Ils l'acceptent pour l'avenir, se reservant toutefois la liberté de proceder selon les occurrences & la nature des affaires, tantôt par escrit, tantôt de bouche, le tout sans préjudice de la teneur des Pleinpouvoirs.

PROTESTATION

de Messieurs les Ambassadeurs de France, que les qualitez données au Duc de Lorraine ne sçauroient nuire à leur Maître.

LEs sousignés Ambassadeurs de France après avoir vû le Pleinpouvoir des Sieurs Canon, &

de Serinchamp du 15 May dernier, déclarent à Messieurs les Mediateurs ; qu'ils l'acceptent, avec protestation que conformément à ce qui a esté arresté par l'acte du 4 jour de Fevrier dernier style ancien, les qualitez prises dans ledit Pleinpouvoir par Monsieur le Prince Charles, ni celles qui luy ont esté données par le Roy leur Maistre, dans les Passeports, accordez aux Ministres dudit Prince, ne pourront nuire ni préjudicier à Sa Majesté.

Fait à Nimegue ce dixseptième Juin mil six cens soixante dix-sept.

Le Marechal D'ESTRADES.

COLBERT.

D'AVAUX.

AVERTISSEMENT.

Les Propositions de S. A. S. le Duc de Lorraine, se trouvent à la Page 69. parmi celles des autres Alliés.

MEMORIALE

Ministri R. Episcopi Argentoratensis, unà cum literis Salvoconductus & Plenipotenciâ suâ Dominis Mediatoribus exhibitum 19. Julii 1677.

„ **C**Um Infrascriptus Celsissimi Principis Do-
 „ mini Episcopi Argentinensis ad hocce Con-
 „ ventus pacis Ablegatus Extraordinarius & Pleni-
 „ potentiarius necessarium esse duxerit, ut Illu-
 „ strissimis & Excellentissimis D.D. Legatis Me-
 „ diatoribus Magnæ Britanniae Originales sacrae
 „ suae Caesaræ Majestatis & reliquorum summo-
 „ rum belligerantium Salvoconductus unà cum
 „ Plenipotentiâ suâ iteratò exhiberet ; sic Excel-
 „ lentias vestras his denuò perquam enixè rogat,
 „ ut

„ ut pro Nobilissimo Officio suo Mediatorio, Il-
 „ lustrissimis & Excellentissimis D. D. Legatis
 „ Cæsareis, ac ubi præterea opus fore judicaverint,
 „ eorumdem Salvorumconductuum & Plenipo-
 „ tenciæ suæ notitiam & communicationem dare
 „ non graventur, simulque à benè commemora-
 „ tis Excellentiis eorum sibi benevolum respon-
 „ sum impetrare velint, quo ad præstationem
 „ suorum obsequiorum ab iis admitti possit; quip-
 „ pe qui post adimpleta illa, quæ eidem hac in par-
 „ te erga Illustrissimos & Excellentissimos D. D.
 „ Mediatore incumbabant, ad reliquorum Do-
 „ minorum Legatorum Ministrorumque hîc præ-
 „ sentium visitationem procedere hætenus non
 „ voluit, quin prius idem debitum erga præfatos
 „ D. D. Legatos Cæsareos implevisset. Noviom-
 „ gi die 19 Julii 1677.

T R A D U C T I O N.

M E M O I R E

*du Ministre de S. A. de Strasbourg, à Messieurs les Me-
 diateurs, en présentant ses Passéports & son
 Pleinpouvoir.*

LE Souffigné Envoyé Extraordinaire & Pleni-
 potentiaire du tres-Haut Prince Monsieur
 l'Evêque de Strasbourg voyant quelle est la neces-
 sité de faire voir pour la seconde fois aux tres-Illu-
 stres & tres-Excellens SS. MM. les Ambassadeurs
 Mediateurs de la G. B. les Lettres Patentes, les
 Saufconduits & Pleinpouvoirs de toutes les Parties
 intéressées dans la présente guerre; suivant dis-je
 cette nécessité indispensable de les produire, le
 Souffigné supplie instamment Vos Excellences,
 d'avoir la bonté, en vûë de la noble fonction de
 Mediateur qu'ils exercent, de communiquer à
 L. L. E. E. Messieurs les Ambassadeurs de sa Ma-
 jesté

jesté Imperiale, & à ceux à qui il appartiendra ce qu'ils sçavent de leurs Saufconduits & de leurs Pleinpouvoirs; Et en même-temps de faire en sorte que leursdites Excellences agréent que ledit Souffigné soit reçu à exercer sa Commission. Ce qu'il n'a pas voulu entreprendre, ni comme tel leur rendre visite, ni à Messieurs les autres Ambassadeurs & Ministres qui sont presentement ici, qu'il n'eût auparavant rendu ses devoirs aux susnommez M. M. les Ambassadeurs de sa Majesté Imperiale. A Nimegue le 19. Juillet 1677.

D U C K E R.

Ce Memoire a esté présenté en même-temps à Monsieur le Nonce, à condition d'y pouvoir changer ce qui le devra estre selon l'exigence des affaires.

Le Passeport susnommé se trouve dans le premier tome pag. 122. & le Pleinpouvoir pag. 290.

R E S P O N S E

de Messieurs les Ambassadeurs de France à Messieurs les Mediateurs sur l'Ecrit contenant les Propositions de S. A. M. le Duc de Lorraine, donné le 25. Juillet, 1677. S. N. & rapporté à Messieurs les Alliez le 26 dudit Mois.

QUe nous recevrons les Propositions de ce Prince lors qu'elles seront faites dans les formes, mais que nous ne pouvons accepter l'écrit qui nous a esté présenté, parce que la maniere dont il est conçu suppose que faute de passeports, il n'avoit pû faire passer ses Ministres à Nimegue, qu'ainsi il estoit réduit à faire valoir les prétentions par les mains des Amb. de l'Empereur, du Roy Catholique, & des Etats Generaux; ce qui s'ac-

s'accorde si peu avec l'état auquel il est aujourd'hui, que ce seroit une espece de nullité dans cet acte, lors que le temps, & l'estat de choses sont entierement changez, & qu'il y a ici un Ministre dont nous avons accepté le pouvoir, & reçu la visite; C'est pourquoy nous avons sujet d'attendre, que ledit Prince Charles explique ses demandes par ses Ministres en la même maniere que les autres Princes qui sont en guerre l'ont fait dans cette Assemblée par leurs Ambassadeurs, & Plenipotentiaires.

Cette RESPONSE

a esté dictée par Monsieur le Nonce comme il suit.

CHe i Signori Ambasciatori di Francia riceveranno le propositioni del Señor Duca, quando saranno fatte secondo le forme, mà che non possono accettare la scrittura ultimamente loro presentata, perche la maniera, nella quale è concepita, suppone che per mancanza di Passaporti, non haveva S. A. potuto far passare i suoi Ministri à Nimega, e che perciò era costretta à far valer le sue pretensioni per le mani degli Ambasciatori dell' Imperatore, del Rè Cattolico, e de gli Stati Generali, il che si accorda così poco collo stato, nel quale si trova hoggi, che indurrebbe una specie di nullità in quest'atto, hor che il tempo e lo stato delle cose sono intieramente mutati, e che S. A. hà qui un Ministro, del quale hanno accettato il potere, e ricevuta la visita, onde hanno occasione d'aspettare, che il Señor Duca spieghi le sue dimande per mezzo de' suoi Ministri nell' istessa maniera, che gl' altri Principi, che sono in guerra hanno fatto in questo Congresso per mezzo de' i loro Ambasciatori, e Plenipotentarii.

La même R E S P O N S E

*a esté dictée par Monsieur l'Ambassadeur Mediateur
Jenkins comme il suit.*

LA responce de Messieurs les Ambassadeurs de France , sur le sujet de l'escriit contenant les propositions de S.A. de Lorraine du 4. de Fevrier 1677. qui leur avoit esté faite de la part de sadite A. a esté à cet effet , que ledit escriit contenoit un exposé qui ne s'accordoit pas avec le fait dans l'état où il est à present, à sçavoir où il est dit dans l'escriit que faute de Passeports, S.A. ne pouvoit pas envoyer ses Ministres à Nimegue , & qu'elle étoit obligée de faire valoir ses propositions par le Ministère de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de l'Empire, d'Espagne & des Etats Generaux , qu'il y a un Ministre de sadite A. presentement reconnu pour tel dans ses visites , & duquel le Pleinpouvoir a esté accepté ; Que pour cette raison ils ne sauroient accepter , ni respondre audit escriit , croyant que ce seroit une espèce de nullité , mais qu'ils attendoient , que S. A. Monsieur le Duc de Lorraine expliquât ses demandes dans la même maniere que d'autres Princes ont fait dans cette Assemblée , & lors que les Propositions de Sadite A. seroient données dans les formes , qu'ils les recevraient , & y respondraient.

R E L A T I O N

de la Reponse de Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, rapportée au Sieur Ducker par Monsieur l'Ambassadeur Mediateur Jenkins, le 27. Juillet 1677.

Monsieur l'Ambassadeur Jenkins , m'ayant fait l'honneur de me venir voir aujourd'hui
à cinq

à cinq heures du soir, pour me faire part, à ce qu'il a dit, de ce qu'il avoit fait pour moy hier & aujourd'huy, il m'a dit à peu près en substance.

Qu'ils avoient veu hier Monsieur Stratman, pour le disposer à l'Audience, qu'il avoit prise aujourd'huy de Messieurs les Ambassadeurs de l'Empereur, au sujet de la communication de mon Pleinpouvoir, de mes Passeports, & de l'envie que j'avois de leur rendre mes devoirs, conformément à ma requisition faite à son Excellence par mon Memoire du 19. de ce Mois, dont la Copie est ci-jointe.

Qu'ayant pris aujourd'huy ladite Audiance, son Excellence avoit commencé à témoigner à mesdits Sieurs les Ambassadeurs la disposition où j'estois de leur rendre mes tres-humbles respects, que pour cet effet cet Ambassadeur leur avoir premierement présenté mon Pleinpouvoir avec la Copie, les priant de le voir & l'accepter, & d'agréer, que je pusse avoir l'honneur de les aller voir.

Que là-dessus Messieurs les Ambassadeurs Imperiaux n'ayant pas voulu accepter le Pleinpouvoir, que Monsieur Jenkins presentoit, ils l'avoient prié de les écouter auparavant; & entrant ensuite là-dessus en discours, ils luy avoient témoigné, qu'ils ne consideroient Monsieur l'Evêque de Strasbourg, ni comme ennemy de l'Empereur ou de l'Empire, ni comme allié d'aucun des Ennemis de l'Empereur, ou de Empire, suivant ce qu'on leur avoit verifié depuis peu, que ledit Sieur Evêque n'estoit pas de ce nombre; & que par cette raison ils n'avoient à faire ou à traiter ici qu'avec des Ennemis de l'Empereur & de l'Empire, ou avec ceux qui estoient leurs Alliez, & n'avoient rien à faire avec Monsieur Ducker, ni à accepter aucun Pleinpouvoir de Monsieur l'Evêque de Strasbourg.

Que Monsieur l'Ambassadeur Jenkins ayant répondu ; qu'il avoit bien appris ; que Monsieur l'Evêque de Strasbourg n'avoit jamais cessé de se déclarer Prince & Membre fidelle de l'Empire ; mais que par cette même raison , ledit Prince Evêque n'avoit pas laissé de se croire obligé d'envoyer icy , pour avoir soin de ses interets, & de ceux de son Evêché , Principautez & Estats , qu'il a dans ledit Empire ; & que pour cet effet Sa Majesté Imperiale luy avoit même accordé son Saufconduit & passeport , & qu'il en avoit autant de toutes les Parties , qui sont aujourd'huy la guerre en chef , dont mondit Sieur Jenkins leur avoit en même-temps présenté les copies, offrant de leur faire voir les originaux, quand il seroit jugé à propos.

Messieurs les Ambassadeurs de l'Empereur avoient répliqué , que le Passeport de Sa Majesté Imperiale estoit fort bon & fort nécessaire pour Monsieur Ducker , veu que sans ledit Passeport ledit Sieur Ducker n'auroit pas de seureté dans l'Empire , que ce Passeport ne les regardoit point, que ce n'estoit pas icy *forum competentis* de Monsieur l'Evêque de Strasbourg , qu'il y avoit prevention de cause, & *litis pendentia* dans la Diète Imperiale, où Monsieur l'Evêque de Strasbourg avoit esté déclaré déchu de ses sessions & suffrages dans l'Empire, que c'estoit là où il falloit que Monsieur l'Evêque de Strasbourg agist , & que pour eux ils n'avoient rien à faire ou à traiter avec Monsieur Ducker ; & quoi que Monsieur Jenkins m'ait dit, qu'il n'avoit pas laissé d'y faire plusieurs Repliques & Instances , il n'avoit pourtant pas pû obtenir d'autre Responcé , s'offrant , si je souhaitois qu'il dist quelque chose de plus en cette affaire , & que je luy en voulusse suggerer les raisons , de s'en acquitter tres-volontiers. A Nimegue de la même datte.

Cette

Cette Responſe ayant enſuite eſte demandée par elcrit par le Sieur Ducker, Monsieur Jenkins la dicta le 6. Aouſt.

R E S P O N S E

de Meſſieurs les Ambaſſadeurs Imperiaux, dictée par Monsieur Jenkins au Miniſtre de Monsieur l'Eveſque de Strasbourg, le 6 d' Aouſt.

Q U E quant au Pleinpouvoir ils n'avoient à traiter en celieu, qu'avec les Ennemis de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, ou bien avec les Alliez de tels Ennemis; que Monsieur l'Evesque de Strasbourg declarant expreſſément de ne vouloir pas paroistre icy' comme Ennemy de sadite Majesté Imperiale & de l'Empire, ni même comme Allié de leurs Ennemis, qui avoient déclaré aussi de ne le pas reconnoistre pour tel; ils n'avoient rien à traiter avec luy, & par conſequent n'avoient que faire de recevoir aucun Pleinpouvoir de ſa part.

Que quant au Paſſeport de ſa Majesté Imperiale accordé au Miniſtre de Monsieur l'Eveſque de Strasbourg, quoy qu'ils n'ayent que faire d'entrer dans une diſcuſſion là-deſſus, non plus que ſur les autres Paſſeporſ; ils croyent, qu'il luy eſt bien neceſſaire pour ſa ſeureté, Monsieur l'Evesque eſtant *in reatu* devant l'Empereur & l'Empire, dont il n'appartient pas de connoître ici. A Nimegue ce 6. Aouſt.

N o t a, Qu'enſuite l'onzième du meſme Mois Meſſieurs les Ambaſſadeurs du Roy furent trouver Meſſieurs les Mediateurs, pour leur déclarer la ſurpriſe, qu'ils avoient d'avoir veu entre les mains du Sieur Ducker cette reſponſe de Meſſieurs les Ambaſſadeurs Imperiaux; que pour cette raiſon ils avoient jugé neceſſaire de renouveler leur

Declaration en forme , & de declarer Monsieur le Prince de Strasbourg allié , & estant sous la protection du Roy leur Maistre : ce que le Sieur Ducker fit le mesme jour à Monsieur Jenkins , & à Monsieur l'Auditeur du Nonce , Monsieur le Nonce ne voyant personne à cause de son indisposition ; & ladite Declaration luy ayant esté demandée par écrit , il la dicta ensuite , le 6. Aoust. comme il suit.

N O T A , Encore que Messieurs les Ambassadeurs de France disoient aussi à Monsieur Jenkins dans cette Declaration , que son Excel. se devoit encore souvenir , que lors de la concertation d'un Formulaire general , pour tous les Pleinpouvoirs , comme les Alliez vouloient qu'en parlant des Alliez de châce Partie il y fust mis : *Les Alliez , qui sont presentement en guerre* , Messieurs les Ambassadeurs de France s'y opposerent , & ne voulurent pas admettre cette modification *en guerre* : Disant , qu'ils avoient des Alliez , qui n'étoient pas en guerre , comme par exemple Monsieur l'Evesque de Strasbourg , qui estoit allié du Roy leur Maistre , quoy qu'il n'eust jamais esté ni ne fust encore presentement en guerre. Et dont Messieurs les Ambassadeurs de sa Majesté Imperiale se devant encore souvenir , ils estoient surpris de voir qu'ils voulussent alors douter d'une qualité de Monsieur l'Evesque de Strasbourg , en laquelle sa Majesté Imperiale luy avoit accordé ses Passports , comme le Roy avoit donné les siens à Monsieur le Duc de Lorraine , & autres Alliez de l'Empereur.

R E P L I C A T I O

D. D. Fœderatorum ad Responſionem D. D. Legatorum Gallix ſuper negotio Lotharingico
D. Nuntio exhibita.

Gratias agunt *illuſtriſſimæ Dominationi Sux Excellentiffimi Legati Fœderatorum P. P. Catholicorum*, quod *inſtantiã ſuã in cauſã Lotharingicã ad Legatos Regis Chriſtianiffimi deferre*, & eorum reſponſum *iſdem communicare dignata ſit*. Tameſi nunc *inveniant ejusmodi Reſponſum magis retardandæ quàm promovendæ Paci idoneum*, multa que contra *idem Reſponſum moveri poſſent*; cùm tamen *nihil magis cordi habeant quàm ut ſemotis omnibus ambagibus quantociùs Pax Chriſtiano Orbi reducatur*: Non renuntiant officiis ad *perſuadendum Miniſtro Sereniſſimi Ducis Lotharingiæ*, ut *Propoſitionem ita qualiſicatam exhibeat qualem prædicti Oratores Gallici videntur expetere*, modò ſimul prædictum Miniſtrum Lotharingicum certiorẽ reddere poſſint *intra quot tandem dies categoricum reſponſum ad Propoſitionem per eum dandam circa reſtitutionem Statuum ſine ulteriors morã habiturus ſit*, & ut *illuſtriſſima D. S. promunere ſuo Mediatio poſſit magis urgere reſponſum*, declarant *Excellentiffimi Legati prædicti quòd tali caſu Propoſitio Miniſtri Sux Celſitudinis Sereniſſimæ*, erit in ſubſtantiã eãdem cum ſubſcripta à Sereniſſimo D. Duce ejus Principe, quæ *Oratoribus Gallicis aliàs tradita fuit*. Inſuper rogant *iidem D. D. Legati*, quòd ſi videat *ulteriores moras à Legatis Regis Chriſtianiffimi neceſſis*, pro *Sux inſigni prudentia illis inſinuet*, omnem moram quæ *injicitur reſpondendo ad Propoſitionem Sereniſſimi Ducis Lotharingici*, ſimul *injici univerſis*, & ſingulis *Tractatibus Pacis Univerſalis*.

T R A D U C T I O N .

R E P L I Q U E

de M. M. les Alliez à la Réponse de M. M. les Ambassadeurs de France, touchant l'affaire de Lorraine, du 25. Juillet présentée à M. le Nonce, le 31. Juillet.

LEurs Excellences M. M. les Ambassadeurs des Princes Catholiques Confédérés, rendent tres-humbles graces à Sa Seigneurie Illustrissime, d'avoir bien voulu interposer ses soins & ses offices pour les intérêts de la Lorraine, auprès des Ambassadeurs du Roi Tres-Chrétien, & leur communiquer la réponse qu'il en a reçue, encore qu'ils trouvent presentement que cette réponse soit plus capable de retarder, que d'avancer la Paix, à cause des inconveniens, qui pourroient s'en ensuivre: ce qu'ils s'efforcent d'éviter, n'ayant rien plus à cœur, que de couper pied au-plutôt à ce qui pourroit s'opposer à la Paix qu'on veut redonner à l'Europe Chrétienne. Ils ne refusent pas même de s'employer à induire le Ministre du Serenissime Duc de Lorraine de faire une Proposition telle, que les Orateurs de France semblent la souhaiter, pourvu qu'ils puissent assurer le susdit Ministre de Lorraine d'un temps préfix, auquel il pourra recevoir une réponse cathégorique, à la Proposition qu'il veut faire, sur ce qui regarde la restitution des Etats de son Maître. Et afin que Sa Seigneurie Illustrissime puisse, en vertu de sa fonction de Mediateur, presser cette réponse, leurs Excellences M. M. les Ambassadeurs susnommés déclarent, qu'à l'égard de cette affaire, la Proposition du Ministre de S. A. S. sera la même en substance, que celle qui a été signée par le Prince Son Maître,

& ci-

& ci-devant donnée & produite aux Orateurs de France. Deplus M. M. les Ambassadeurs la supplient, en cas qu'elle s'apperçoive que les Ambassadeurs de France aient envie de traîner encore cette affaire en longueur; ils supplient disje Sa Seigneurie Illustrissime, de leur insinuer qu'on ne peut rien conclure en dernier ressort, touchant la Paix universelle, que l'on n'ait satisfait à la Proposition du Serenissime Duc de Lorraine, & que le retardement de cette réponse est en quelque façon s'opposer au repos general.

R I S P O S T A

de Signori Ambasciatori di Francia alla sudetta
 Replica conforme fu dettata a i Signori Ambasciatori Collegati Cattolici da monsignor Nunzio, li 2, Agosto.

CHe se bene la Proposizione pareva alle E. E. loro assai straordinaria, non mancherebbono tutta via di rispondere che quando per parte di S. A. di Lorena fosse esibita loro alcuna Proposizione secondo le forme solite, l'haverebbono ricevuta e considerata affine di rispondervi convenevolmente: Essendo ben vero ch'havevano havuta in mano la Proposizione, sottoscritta dal Sr. Duca, ma essendo ancora vero che non era stata da essi considerata, & esaminata se non in riguardo delle formalità, che li permetteranno di considerarla per rispondervi.

TRADUCTION.

RESPONSE

*de Messieurs les Ambassadeurs de France à la susdite
Replique comme elle a esté dictée à Messieurs les
Ambassadeurs Catholiques des Alliés, par Monsieur
le Nonce, le 2. Aoust.*

QUE la Proposition avoit parû à leurs Excellences fort extraordinaire, & qu'ils ne manquoient point toutefois d'y répondre. Que quand de la part de son Altesse de Lorraine, on leur auroit présenté quelque Proposition dans les formes ordinaires, ils l'auroient reçue, & considérée, afin de répondre convenablement, étant bien vrai qu'ils avoient eu en main la Proposition soussrite dudit Sieur Duc; mais étant encor bien vray aussi qu'ils ne l'avoient ni considérée, ni examinée, qu'à l'égard des formalitez qui n'y sont pas observées, & lesquelles ne leur permettoient pas de la considerer pour y répondre.

A C T E

de Messieurs les Ambassadeurs Alliez, donnée à Monsieur le Président Canon en témoignage que la Proposition signée de lui, ne devoit pas prejudicier à son Maître, ni au Passeport & Pleinpouvoir désiré de lui. Lundy 2. Aoust 1677.

EN la conference de ce jourd'hui Messieurs les Ambassadeurs des Alliés, deliberans de nouveau sur l'affaire de Lorraine, ont jugé à propos que le Ministre & Plenipotentiaire de son Altesse Serenissime le Duc de Lorraine, ici present, donne la Proposition & demande signée de luy, comme M. M. les Ambassadeurs de France la desirerent sans rien changer, ni ôter de la substance, & ce pour le bien

bien de l'avancement de la paix, & pour les mettre d'autant plus dans le tort, s'ils diffèrent d'y répondre après un temps competant categoriquement, & sans préjudice des Passeports & Plein-pouvoirs desirez par sadite Altesse Serenissime, dont il est fait ici reserve expresse, & dequoy ce present Acte a esté octroyé à son Ministre & Plenipotentiaire. Fait à Nimegue l'an & jour susdits.

REPLICATIO

D. D. Confœderatorum Catholicorum ad dictam Responsionem eadem die 2. Augusti, Domino Nuntio exhibita unâ cum Propositione D. Ducis Lotharingici juxta formam à D. D. Legatis Gallicis desideratam.

„ **E**Xcellentissimi Domini Legati Fœderato-
 „ rum Principum Catholicorum acceperunt
 „ cum summâ gratiarum actione officia, per Il-
 „ lustrissimam Dominationem Suam, apud Excel-
 „ lentissimos Oratores Galliarum, ad illorum instan-
 „ tiam in causâ Lotharingicâ præstita, & habita
 „ deliberatione super Responso à dictis Legatis
 „ Gallicis lato, quò magis de illorum studio in re-
 „ stabiliendâ Christiano Orbi quantocius pax con-
 „ staret, non omiserunt persuadere Ministro Sere-
 „ nissimi Ducis Lotharingici, ut suæ Celsitudinis
 „ Serenissimæ, Propositionem ita extraderet, ut
 „ nullus amplius color reliquus esset Dominis Le-
 „ gatis Galliarum in illâ nullitates causandi: eisque
 „ persuasionibus cum dictus Minister Lotharingi-
 „ cus assenserit, exhibent Illustrissimæ Domina-
 „ tioni Suæ Propositionem per dictum Ministrum
 „ exaratam, impensè rogantes ut eandem Domi-
 „ nis Legatis Galliarum pro officio suo mediatorio
 „ præsentare, eosque simul certiores reddere di-
 „ gnetur,

„ gnetur, quod prædicti Domini Legati Fœdera-
 „ torum Principum Catholicorum prout antea
 „ declararunt & rursus declarant, quòd omnis
 „ mora & dilatio, quæ injicitur Causæ Lotharingi-
 „ cæ, simul injiciatur universis & singulis Tracta-
 „ tibus Pacis, & sic confidunt Dominos Legatos
 „ Gallicos ita responsuros, ut Pax maturetur po-
 „ tiùs quàm diutiùs differatur: Cæterùm iuræ-
 „ rentes iis quæ in ultimâ Instantiâ Illustrissimæ
 „ Dominationis suæ prolixiùs repræsentarunt.

TRADUCTION.

R E P L I Q U E

*de Messieurs les Alliés Catholiques à ladite reponse du
 2. Août, présentée à M. le Nonce, avec la Proposi-
 tion du Duc de Lorraine, selon la forme que Mes-
 sieurs les Ambassadeurs de France avoient desirée.*

LEurs Excellences M. M. les Ambassadeurs des
 Princes Catholiques Conféderez, sont extrê-
 mement obligez à Sa Seigneurie Illustrissime,
 d'avoir à leur instance interposé ses soins & ses of-
 fices auprès de L. L. E. E. les Orateurs de France,
 afin d'en obtenir la réponse positive, qu'ils ont
 faite sur la Proposition des interêts du Seren. Duc
 de Lorraine. Et afin de prouver d'autant mieux la
 passion, qu'ils ont de rétablir au-plutôt le repos de
 la Chrétienté, ils n'ont pas manqué de conseiller
 au Ministre du Serenissime Duc de Lorraine, de
 presenter la Proposition de S. A. en termes si pres-
 sans, que M. M. les Ambassadeurs de France n'euf-
 sent plus moyen de la refuser. Auquel conseil le
 Ministre de Lorraine ayant acquiescé, ils repre-
 sentent à sa Seigneurie Illustrissime, que le susdit
 Ministre a mis au net sa Proposition, & la sup-
 plient tres-instamment qu'il luy plaise en vertu
 de

de son Office de Mediateur, de la presenter aux Ambassadeurs de France, & de les assurer, que M. M. les Ambassadeurs susnommés des Princes Catholiques Conféderez declarent presentement, ainsi qu'ils l'ont ci-devant déclaré, qu'on ne peut differer de décider, rouchant l'affaire de Lorraine, qu'on ne retarde en même-temps tous les Traités de Paix. Motif à leur avis si pressant, qu'ils ne doutent pas, que M. M. les Ambassadeurs de France ne tâchent plutôt de l'avancer, que de la retarder. Du reste, ils n'ont rien à ajouter à la dernière instance, qu'ils ont amplement représentée à Sa Seigneurie Illustrissime.

DECLARATION

donnée par Messieurs les Alliés à Monsieur l'Ambassadeur Jenkins, avec la Proposition du Duc de Lorraine.

LEurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs des Alliés ayant eu conference sur la réponse de M. M. les Ambassadeurs de France, qui contenoit, qu'ils étoient toujours prêts à recevoir la Proposition de Lorraine & d'y répondre, & qu'ils avoient pouvoir d'y répondre à tel temps & en telle maniere qu'ils trouveront à propos; les Alliés esperent, que le temps & la maniere que Messieurs les Ambassadeurs de France trouveront à propos d'observer, en répondant à la Proposition de Lorraine, sera conforme à l'avancement & non pas au retardement de la Paix, laquelle pour avancer de leur côté, ils donnent ici la Proposition de Lorraine, en telle forme qui ne pourra causer aucune nullité; se remettant au reste à l'expression qu'ils ont faite dans leurs dernières instances portées à V. E. sur l'affaire de la susdite réponse à la Proposition de Lorraine.

P R O-

P R O P O S I T I O N

de Lorraine faite par Monsieur le President Canon, Ministre Plenipotentiaire du Duc de ce Nom, dans la forme que Messieurs les Ambassadeurs de France l'avoient desirée dans leur response du 25. Juilles.

SON Altesse Serenissime de Lorraine, se trouvant aujourd'huy le seul & unique heritier des Ducs de Lorraine ses Predecesseurs, espere dans la conjoncture presente, où toutes les Puissances de l'Europe concourent à procurer à tous les Princes engagés dans la guerre une bonne paix, juste & de durée, & se promet de la justice de Sa Maj. Tres-Chrestienne la restitution de ses Etats & Duchez de Lorraine & de Bar, Terres & Seigneuries y appartenantes, & en dependantes & annexées, occupées presentement par les armes de sadite Majesté, qui sont l'heritage, les biens, & la succession de ses Ayeuls; ensemble la restitution des Titres, Archives, Meubles, & effets emportés desdits Duchés par les Officiers de sadite Majesté, avec indemnité des ruines des Villes, Châteaux, Bourgs & Villages, dont il sera fait un détail dans la suite. C'est la proposition & demande, que fait quant à present le sousigné Ministre & Plenipotentiaire de sadite Altesse Serenissime en son Nom, & de l'aveu & à l'instance de ses Alliez, & pour le bien de l'avancement de la Paix. Fait à Nimegue ce deuxieme Aoust 1677. Signé Canon, & scellé du Sceau des ses Armes.

D E C L A R A T I O N

du Ministre de Monsieur le Prince de Strasbourg, dictée à son Excellence Monsieur Jenkins, le 17. Aoust 1677.

QUe c'est rendre justice à Monsieur le Prince Evêque de Strasbourg, que de ne le pas considérer comme Ennemy de l'Empereur & de l'Empire. Qu'il l'a toujours déclaré & le declare encore, qu'il n'a jamais songé seulement à le devenir. Pour ce qui est de la Protection & de l'Alliance, dans laquelle il a l'honneur d'estre receu de Sa Majesté Tres-Chrestienne, il croit, qu'il ne s'est nullement departi par là de son devoir envers Sa Majesté Imperiale & l'Empire. A Nimegue, le 17. Aoust 1677.

La même Declaration fût donnée le lendemain 18. à Monsieur l'Auditeur du Nonce, sa Seigneurie Illustrissime estant indisposée.

I N S T A N T I A

Excellentissimorum Legatorum Principum Catholicorum pro habendâ responsione Gallix ad petitiones Serenissimi Ducis Lotharingix Reverendissimo ac Illustrissimo Nuntio per Deputatos porrecta die 19 Augusti 1677.

EXcellentissimi D. Legati Fœderatorum Principum Catholicorum; videntes elabi tantum temporis à quo Legati Gallici asseruerunt se instructos esse ad respondendum Propositioni Lotharingica, & ipsam responsionem polliciti sunt, quæ tamen hætenus semper differtur, requirunt rogantque per nos Illustrissimam Dominationem vestram, repetere iterum iterumque sua
apud

apud Legatos Gallicos officia, ut tandem hoc obice, qui omnium Fœderatorum Tractatus impedit hætenus, sublato, iisdem promovendis via aperiatur.

La même Instance a esté faite à Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre de bouche par les Ambassadeurs deputez des Alliés.

TRADUCTION

INSTANCE

de Messieurs les Ambassadeurs Catholiques faite par leurs Deputez, à Monsieur le Nonce, pour avoir la réponse de Messieurs les Ambassadeurs de France aux Propositions du Duc de Lorraine le 2^e d'Août 1677.

LEurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Princes Alliés Catholiques, voyant écoulér tant de temps, depuis que les Ambassadeurs de France ont asseuré d'estre instruits à répondre à la Proposition de Lorraine, & qu'ils ont promis la réponse qu'ils ont differée jusques à present. Nous requerons, & prions Vôte Seigneurie Illustrissime de vouloir reiterer ses offices auprès de Messieurs les Ambassadeurs de France, afin que la difficulté qui retarde la Negotiation de tous les Alliés étant ôtée, elle puisse être continuée.

RISPOSTA

de SS. Ambasciatori di Francia, alla sopra detta Instanza dettata da M. Nunzio le 23. Agosto a li.

SS. Ambasciatori de Principi Cattolici.

ESsendo state da Monsignor Nanzio, conforme gli hanno ordinato l'E. E. V. V. rinuovate apresso i Signori Ambasciatori Francesi le istanze per la risposta alle Propositioni del Serenissimo Duca di Lorena, si sono compiaciute l'E. E. loro di trasferirsi in Casa sua & di rappresentargli.

Non

Non cagionare in essi poca occasione d'ammirazione la premura de Signori Collegati per la Risposta su gl'affari della Lorena, quando dal loro canto potrebbero i medesimi promuovere con qualche nuova Proposizione la Pace.

E dal altro essendo stato dai Signori Ambasciatori di Francia riconosciuto il Ministro del Signor Duca di Lorena, & ricevute le sue dimande si poteva dire, che se bene egli era venuto l'ultimo nel presente congresso, i suoi affari tuttavvia erano così avanzati come quelli dei Collegati, & i loro stessi, mentre pareva, che niuna delle parti si fosse partita dalle sue prime Proposizioni, che perciò quando i Signori Ambasciatori, & Plenipotenziarii di sua Maestà Imperiale dell' Rè Cattolico, e di tutti gli altri Principi loro Collegati vorranno fare altre proposizioni convenevoli tanto per la Francia, quanto per i suoi Collegati, che l'Eccellenze loro faranno conoscere per le loro Risposte conforme havevano fatto sempre in ogni altra occasione, che sua Maestà Christianissima non ha cosa più à cuore, che di concorrere al riposo della Christianità. Hanno poi l'E. E. loro aggiunto, che in tanto non pareva loro, che dopo di havere sua Maestà Cesarea, e tutti i suoi Collegati conceduti i loro passaporti al Ministro di Monsignor Vescovo di Strasburg, per rendersi à Nimega si potesse adesso recusare di riconoscervelo per tale, poichè lo stato competente el sudetto Vescovo di Principe immediato dell' Imperio, e di alleato della Francia, gli concedeva di agire nel presente congresso con intiera libertà.

Circa poi l'istanza portataagli a nome dell' E. E. Postre per il Passaporto de Deputati del Capitolo di Argentina, l'E. E. loro gli hanno risposto, che il Signor Jenkins havendo loro per l'innanzi fatta la dimanda di un Passaporto per gli amministratori del Vescovo di Argentina gli havivano risposto, che non potevano impiegarfi per ottenerglielo mentre Monsignor Vescovo di Strasburg haveva qui in Nimega il suo Ministro, che

al presente non dimandando Monsignor Nunzio piu Passaporto per gli Amministratori, ma semplicemente per i Deputati del Capitolo stimavano che potesse il detto Capitolo indirizzarsi al suo Vescovo, e che in tanto l'E.E. loro farebbono parte al Ministro del sudetto Vescovo delle istanze di Monsignor Nunzio.

TRADUCTION:

R E S P O N S E

de Messieurs les Ambassadeurs de France à la susdite instance d'Etée par Monsieur le Nonce, aux Ambassadeurs des princes Catholiques le 23. Aoust.

Monsieur le Nonce ayant selon les ordres de V. E. renouvelé chez Messieurs les Ambassadeurs de France les instances pour la réponse aux propositions du Duc de Lorraine, leurs Excellences se sont transportées dans la Maison ; & luy ont représenté.

Qu'ils ne s'estonnoient pas peu de l'empressement des Alliez pour avoir réponse sur les affaires de Lorraine, quand eux mesmes pourroient avancer la paix par quelque nouvelle Proposition.

Et que les Ambassad. de France ayant reconnu le Ministre du Duc de Lorraine, & reçu ses demandes, il le pouvoit dire, que quoi qu'il se soit trouvé le dernier à ces Conferences, ses affaires estoient neanmoins aussi avancées que celles des Alliez & les leurs propres ; puisque pas une des Parties ne s'estoit encor esloignée de ses premieres Propositions. Que pour cela, quand Messieurs les Ambassadeurs Imperiaux, du Roy Catholique, & des autres Princes leurs Alliez voudront faire d'autres Propositions convenables, tant pour la France, que pour ses Alliez, leurs Excellences feront connoistre par leurs réponses, comme elles ont toujours fait en toute autre occurrence, que

Sa Majesté Tres-Chrestienne n'a rien plus à cœur, que de concourir au repos de la Chrestienté.

Leurs Excellences ont aussi ajousté, qu'après que Sa Majesté Imperiale, & tous ses Alliez avoient donné des passeports au Ministre de l'Evesque de Strasbourg pour se rendre à Nimegue, il ne leur sembloit pas que l'on pût refuser de le reconnoître pour tel, puisque la qualité de Prince immediat de l'Empire, & d'Allié de la France, donnoit à cet Evesque un Pleinpouvoir de traiter dans cette Assemblée.

Quant aux Instances faites auxdits Ambassadeurs de France au nom de V. V. E. E. pour un Passeport pour les Députés du Chapitre de Strasbourg, leurs E. E. ont répondu, que Monsieur Jenkins ayant ci-devant demandé un Passeport pour les Administrateurs de l'Evesché de Strasbourg, ils lui avoient répondu, que ledit Evesque ayant icy son Ministre, ils ne pouvoient s'employer à en impetrer un. Que presentement Mr. le Nonce ne demandant plus de passeport pour les Administrateurs, mais simplement pour les Deputés du Chapitre, ils croyoient que ledit Chapitre pourroit s'adresser à son Evesque & que cependant L. L. E. E. communiqueroient au Ministre dudit Evesque les Instances de Monsieur le Nonce.

R E S P O N S E

*dictée par Monsieur Jenkins à la susdite Instance ce
23 Aoust 1677.*

La Responce de M. M. les Ambassadeurs de France a esté quant à la substance à cet effect,

QU'ils ne s'attendoient pas que leurs E. E. M. M. les Ambassadeurs des Alliez, auroient tant pressé pour une responce sur les affaires de

Lorraine, mais qu'ils se croyent en droit, d'attendre plutôt de recevoir quelque autre Proposition de la part de M. M. les Alliez, qui fût plus approchante de la paix que ne sont celles qu'ils ont déjà reçues selon le jugement qu'ils en font.

Que Monsieur le Président Canon & ses demandes ayant esté reçues par M. M. les Ambassadeurs de France, ils disent que quoy-qu'il soit venu le dernier en cette Assemblée, ses affaires sont aussi avancées que celles des premiers, & nommément que celles de France, puis qu'on est demeuré de part & d'autre jusques ici aux premières Propositions.

Que lorsque Messieurs les Alliez présens, & tous les autres Alliez voudront faire des Propositions qui seront convenables tant pour la France que pour ses Alliez, Messieurs les Ambassadeurs de France seront connoître par leur réponse, que le Roi Tres-Chrestien leur Maistre n'a rien plus à cœur, que de concourir au repos de la Chrestienté.

Que cependant Messieurs les Ambassadeurs de France témoignent, ne pouvoir pas comprendre sur quel fondement on refuse de reconnoître le Ministre de Monsieur l'Evêque de Strasbourg, après que Sa Majesté Imperiale même, & les Rois & Princes Alliez luy ont donné des Passeports pour se rendre à Nimegue. Messieurs les Ambassadeurs de France soutenant que M. l'Evêque de Strasbourg par son Estat de Prince immediat de l'Empire, & d'Allié de la France, est en droit d'agir dans cette Assemblée, & que son Ministre y soit reconnu, & les Propositions qu'il a à faire, reçues, de mesme que tout autre parti Allié.

REMONSTRANCE

de Monsieur le President Canon, Ministre & Plenipotentiaire de Monsieur le Duc de Lorraine, pour le Traité de Paix à Nimegue.

LE dire de Messieurs les Ambassadeurs de France, apporté par Messieurs les Mediateurs à V. V. E. E. Lundy dernier 23, de ce mois, n'estant rien moins que la réponse qu'elles attendoient à la Proposition de Lorraine, mais plutôt une elusion de cette juste demande, & de vos instances; & une marque dans le fond du peu de disposition, qu'il y a encore de cette part à la Paix, je n'entreprends pas de rien adjoûter à ces sentimens-là, qui ont esté les vostres premiers, & qui seront ceux de tout le monde, à qui cette maniere d'agir sera connue; non plus qu'à toutes les autres reflexions que V. V. E. E. y pourront faire par leur grande prudence; je prétens icy seulement, Messieurs, satisfaire à ce qu'elles ont désiré de moy, en leur faisant, ou pour mieux dire, en les suppliant de faire une petite recollection en elles-mêmes, de ce qu'elles sçavent déjà; & beaucoup mieux que moy, qui s'est passé dans cette Assemblée, depuis le commencement jusques à maintenant, au sujet de cette affaire, afin qu'elles puissent avec plus de facilité y prendre les resolutions qu'elles trouveront convenables, dans la deliberation qu'elles ont remis d'en faire aujourd'huy en leur assemblée. Elles se souviendront aisément qu'aussi-tôt que cette ville de Nimegue fut choisie & agréée pour l'assemblée de la paix comme le premier pas à faire pour y venir, étoit de donner seureté aux Ministres des Puissances interessées, il y eut de la contradiction pour

lesSaufconduits ou passeports necessaires àceux de Lorraine. Les François ne les refuserent pas, comme ils avoient fait pour l'assemblée de Cologne precedente, parce qu'ils y avoient trop resenti la force de vos alliances, sur l'attachement qu'elles avoient eu pour l'admission de ces Ministres-là mesme, & le peu de satisfaction que les Roys Mediateurs avoient eu de ce refus, particulièrement le Roy de la Grande Bretagne. Mais comme si la sanglante tragedie, qui se joue sur le Theatre de l'Europe, avoit changé de scene par la mort survenue du feu Duc, ils prirent cette occasion pour disputer à celuy-cy le titre, & se conserver la possession des Estats de Lorraine qui lui estoient devolus naturellement, & par tous les droits d'une succession legitime. Dans ce mesme temps tous les autres Potentats de l'Europe le reconnurent en cette qualité de Duc, & luy firent tous les traitemens accoustumés aux Ducs ses Predecesseurs, par les lettres de condoléance qu'ils luy escrivirent sur la mort de son Oncle, & de félicitation sur son avenement à ses Duchés. Sa Majesté Britannique singulierement luy fit cet honneur & justice, le traittant de Duc & de Frere, & par son exemple authentique, par les offices de Roy Mediateur qu'il en fit à Sa Majesté Tres-Chrestienne, il obtint qu'elle luy feroit le mesme traitement dans ses Passeports. Ils furent expédiés avec cette qualité de Duc & de Frere à Son Altesse Serenissime, mais non pas avec le titre d'Ambassadeur pour ses Ministres, quoy que celuy qu'il a à la Haye les eust requis avec cette denomination. De cecy les François en firent un nouvel incident. Ils ne dirent pas que cette prerogative, qui est une appartenance de la Souveraineté ne fust pas deüe, parce qu'il n'y a point d'Estat, qui ait plus de conviction de la grandeur de la Maison de Lorraine

& de sa Souveraineté que la France même : mais pour eluder la chose & la traîner en longueur, ils dirent, qu'il falloit prouver que les Ducs de Lorraine precedents avoient envoyé des Ministres avec ce titre-là. Ce seroit un beau moyen vraiment si tout le monde ne sçavoit pas, qu'ils detiennent les preuves par devers eux de l'exercice de ce droit-cy, & de tous les autres qu'ils pourroient également mettre en question, par l'enlèvement militaire, qu'ils ont fait faire de tous les titres, papiers, & documents des Thresors des Chartres ou Chanceleries, & des Chambres des Comptes des Duchés de Lorraine & de Bar, quatre jours après leur invasion, sans y avoir appelé aucun Officier du Duc, & sans inventaire, les ayant chargés sur des chariots confusément & sans distinction, comme du foin & de la paille, en sorte que les Papiers les plus importans étoient devenus l'usage des Espiciers dans Nancy mesmes; & dans Metz; où ils furent transportés, & où les Soldats s'en servoient aux portes, par lesquelles ces voitures avoient passé, comme d'un droit de corps de garde, & pour en allumer leur feu. C'est là le moyen qu'ils avoient laissé de faire cette preuve. Toutefois on a satisfait encore à ce point d'une maniere peut-estre, à laquelle ils ne s'attendoient pas, car si on n'a pas eu les lettres de Creance & de Recteance, les Commissions, les Pleinpouvoirs & autres Actes semblables, parce qu'ils les ont donc enlevés, on leur en a fait voir d'autres publics, comme le traité fait en pleine Diète de l'Empire à Nuremberg, le 26. Aoust 1542. entre l'Empereur Charles Quint, & Ferdinand Roye des Romains, qui étoit présent avec plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire, & tous les Etats generalement de cet Auguste Corps, d'une part, & Anthoine Duc de Lorraine qui y avoit quatre Mi-

nistres qualifiés Ambassadeurs. La mesme denomination se trouve dans le contract de mariage, qui fut fait peu après du Duc François, fils d'Anthoine avec Christine fille de Chrestienne Second, Roy de Dannemarc, & de Marguerite d'Autriche Sœur de l'Empereur Charles Quint, luy-mesme contractant pour cette Princesse, qui a toujours esté sa Niepce bien-aymée, avec quatre Ambassad. du Duc. Ces titres peuvent passer pour solempnels, le premier justifiant l'indépendance des Ducs de Lorraine, & la protection neantmoins que l'Empereur & l'Empire leur doivent, & l'autre une Alliance Auguste, qui n'estoit pas mesme nouvelle alors dans la Maison de Lorraine, puisque, sans rechercher plus avant, Simon I. du nom avoit épousé Adeleide Sœur de l'Empereur Lothaire en 1129. depuis Matthieu I. aussi Duc de Lorraine épousa Berthe Sœur de l'Empereur Frideric, & Frideric IV, encore Duc de Lorraine Isabelle fille de l'Empereur Albert, & Charles I. Marguerite fille de l'Empereur Robert, parmy lesquelles Alliances, & celles qui ont suivi depuis, il n'y en a presque point eu que de Royales, & de la Maison mesme. Tant de Sceptres & de Couronnes entrées dans cette ancienne & Serenissime Maison, peuvent-ils pas bien y arguer le droit de Legation? mais les Actes, je veux dire l'exercice de ce droit, est en France, & on les a cottés par dates & par personnes du regne du feu Roy Louis XIII. Il est constant, que les François admettent ce titre & ce rang en des Maisons, qui ne se croient pas meilleures que celle de Lorraine: Ils leur font justice, & il est vray aussi qu'il n'y a que l'hostilité ou le peu de bonne volonté, qu'ils ont à présent pour celle-cy, qui les empesche de faire le mesme. C'est pourquoy son A.S. ayant eu des Passeports de leurs Majestés Imperiale & Catholique, & de leurs Hau-

tes puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies ses Alliez, avec ce titre d'Ambassadeur pour ses Ministres, il a passé prudemment par dessus cet obstacle, & par une moderation qui a receu déjà son éloge des amis & ennemis mêmes il s'est contenté d'envoyer des personnes ici de sa part, avec la qualité de Ministre & Plenipotentiaire jusques à son bon plaisir. Vous vous souvenez Messieurs, qu'avant cet envoy Son Alt. Sereniss. pour ne rien retarder de l'avancement de la paix, adressa à V. V. E. E. sa Proposition & demanda avec priere, de le présenter avec les leurs à Messieurs les Ambassadeurs Mediateurs. Vous le fistes Messieurs, & j'ay appris que ce fut au commencement du mois de Mars; Messieurs les Ambassadeurs de la Majesté Britannique les ayant reçues, les presenterent aussi-tôt, & avec leur diligence accoustumée, à Messieurs les Ambassadeurs de France, qui en refuserent l'acceptation sous pre-texte qu'il n'y avoit point ici de Ministre du Duc pour traiter. Ce fut leur dire alors, comme V. V. E. E. l'ont fait sçavoir à S. A. Seren. Au commencement du mois de May, je suis arrivé en cette Ville; J'ay déposé aussi-tôt la commission de S. A. Serenissime, contenant mon Pleinpouvoir, & celui du Baron de Serinchamp mon Colleague, entre les mains de Messieurs les Mediateurs, de l'aveu de V. V. E. E. Je ne dis rien des manieres de civilité; elles se sont passées de toutes parts à la satisfaction de Son Alt. mon Maître & de moy, & en cela il a esté correspondu obligamment par les personnes de Messieurs les Ambassadeurs de France, & avec beaucoup d'honnesteté. L'affaire des Ceremonies achevée pour entrer dans celle de la Negotiation, Messieurs les Mediateurs ayant pris la peine de présenter le Pleinpouvoir à Messieurs les Ambassadeurs de France, ils en receurent la

communication , & depuis ils dirent , qu'ils avoient trouvé des reflexions à y faire telles, qu'ils avoient crû en devoir donner part au Roy leur Maître. Je ne parle pas de moy : V. V. E. E. ont eu la patience d'attendre plus de six Semaines , au bout desquelles Messieurs les Ambassadeurs de France ont déclaré à Messieurs les Ambassadeurs Mediateurs , qui l'ont rapporté à l'assemblée , qu'ils acceptoient le Pleinpouvoir , il est vray qu'ils y ajoutèrent une Protestation tres-inutile , relative à l'Acte du 4. Fevrier , passé ici dans cette assemblée , portant que les qualités prises ou omises ne pourront préjudicier. Cette Protestation étoit tres-inutile , dis-je , car tout le monde sçait bien , que le Duc de Lorraine a droit d'en prendre le nom & la qualité , puis qu'il l'est , & que Sa Majesté Tres-Chrestienne n'y a de droit pour sa detention que la force de ses armes. Il estoit de plus eschappé un mot ou deux dans l'expression de cette Protestation , qui pouvoient n'estre pas supportables ; mais ayant esté improuvés par le Roy Mediateur , ainsi que V. V. E. E. sçavent , comme contraires à ce qui avoit esté convenu avec luy , de traiter le Duc de Lorraine du nom de Duc de Lorraine , il suffit , & je n'en parle plus. Après cette acceptation du Pleinpouvoir de la part de Messieurs les Ambassadeurs de France , eux ne communicant pas celuy que l'on presupposoit qu'ils devoient avoir pour traiter & se legitimer , comme l'on dit , dans la negotiation de cette affaire de Lorraine , il fut trouvé à propos par V. V. E. E. de leur en faire instances par Messieurs les Mediateurs. Les uns & les autres en avez pris la peine diverses fois. Ce qu'elles ont produit n'a esté autre si non cette réponse : Que le Roy donnant son Pleinpouvoir pour traiter avec Monsieur l'Electeur de Brandebourg , avoit dit , qu'il n'en donne-

donneroit plus, & qu'attendu ce discours de la Majesté, ils ne pouvoient pas mesme se charger de luy en escrire, & sauf au Duc de Lorraine de traiter s'il vouloit sur le pouvoir de quelqu'un de ses Alliés. Et jusques à present ce Pleinpouvoir, necessaire & indispensable, & preallable en toutes negotiations n'a point estéourny. Cependant & dans cet entredeux, Mess. les Ambassadeurs de France ayant fait donner à VV. EE. leurs réponses à vos Propositions, & ne s'en trouvant point sur celles de S. A. S. de Lorraine, vous jugeastes convenable, Messieurs, de faire instance pour en avoir, parce qu'ayant l'honneur d'estre dans la mesme Alliance, il estoit juste & necessaire, que ses affaires marchassent d'un mesme pied, il falloit qu'il y fust procedé dans une mesme forme; & sans delaisser la poursuite ny des Passeports, ny du Pleinpouvoir, à la satisfaction de S. A. vous jugeastes à propos, de presser les réponses à ses Propositions; comme vous aviez eu les vostres, & pour cet effect l'extradition des Propositions fut consentie. Mess. les Ambassad. d'Angleterre la firent. Elle fut receuë par Mess. les Ambassadeurs de France, & après les avoir tenuës un mois entier, ils dirent, au-lieu d'y donner réponse, que ces Propositions ne s'accordoient pas avec le fait d'à present, parce qu'il y estoit fait mention, que le Duc n'avoit pas pû jusques alors envoyer ses Ministres icy saute de Passeports, qu'il y en avoit un maintenant, dont le pouvoir avoit esté accepté, & qui estoit reconnu par ses visites; qu'il y auroit nullité, & que quand son Ministre donneroit ses Propositions signées de luy, ils les accepteroient volontiers, & y répondroient. Cecy vous satura aux yeux d'abord, pour une dilation affectée, & une Nonvolonté de traiter encore la paix; car en effet de prendre pretexte de rejeter l'escriit du

Maistre pour recevoir preferablement celuy du Serviteur, il n'y a pas de sujet, si ce n'est celuy de traïfner les choses en longueur. Un de vous, Messieurs, l'a fort bien remarqué, & ramassé le sens de ce discours en deux paroles, comme VV. EE. s'en souviendront. Messieurs les Ambassadeurs de France, dis-je, n'ont pas voulu cy-devant répondre aux Propositions de Lorraine, parce qu'il n'y avoit point de Ministre icy; à present ils n'y veulent point répondre parce qu'il y en a un. Sur la nullité prétenduë & la forme, j'ay demandé à VV. EE. s'il y a un Syle de formalité establi. Il me semble qu'Elles m'ont dit, que non. Et il est vray aussi; car si elles estoient convenuës d'une forme contraire à ces Propositions, elles ne s'en seroient point chargées, ny l'alliance ne les auroit point fait porter à Messieurs les Mediateurs par Mess. les Ambassadeurs Deputés, & n'auroit pas fait depuis tant d'instances pour y avoir des réponses. Qu'il faille pour la validité de l'instrument de paix qui doit se faire un jour, que le Ministre signe la Proposition; & que ce soit une nullité au traité, si le Maistre l'a fait & l'a signé, je ne sçay pas, mais je sçay bien, que regulierement l'escriture du principal prévaut à celle du Ministre. Il y auroit cent choses à dire là-dessus, qui ont esté remarquées par VV. EE. sur lesquelles neantmoins elles ont passé, pour donner le comble de la mesure à Messieurs les Ambassadeurs de France; de sorte qu'à vos instances j'ay baillé les Propositions & demandes de son Altesse Ser. mon Maistre, les mesmes à la verité dans la substance, mais dans la forme signées de moy, & cachetées de mon cachet, comme ils pouvoient les desirer. Ce fut le 2. de ce mois, que je les expediai ainsi en vostre présence; pendant la tenuë de la conference sur l'assurance reiterée que Messieurs les Mediateurs venoient de
bailler

bailler de la part de Messieurs les Ambassadeurs de France, que supposé les Propositions de cette façon, ils y répondroient, & que mesme ils en avoient le pouvoir. Il faut qu'ils n'ayent pas voulu s'en servir; Ils ont fait attendre trois semaines, & pressés de leur parole par Messieurs les Mediateurs sur les instances que l'alliance leur en a faites par Messieurs les Ambassadeurs deputed, voicy à la fin ce qu'ils ont dit pour réponse, que Messieurs les Mediateurs ont pris la peine d'apporter & d'écouter de mot à mot comme s'ensuit.

Qu'ils ne s'attendoient pas que leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Alliés auroient tant pressé pour une réponse sur les affaires de Lorraine, mais qu'ils le croyoient en droit d'attendre plutôt de recevoir quelque autre Proposition de la part de Messieurs les Alliés qui fut plus approchante à la paix que ne sont celles qu'ils ont déjà reçues selon le jugement qu'ils en font.

Que Monsieur le President Canon & ses demandes ayant esté reçues par Messieurs les Ambassadeurs de France, ils disent, que quoy qu'il soit venu le dernier en cette assemblée, ses affaires sont aussi avancées que celles des premiers & nommément que celles de France, puis qu'on est demeuré de part & d'autre jusques icy aux premières Propositions.

Que lors que Messieurs les Alliés présens & tous les autres Alliés voudront faire des Propositions qui seront convenables tant pour la France que pour ses Alliés, Messieurs les Ambassadeurs de France feront connoître par leur réponse, que le Roy tres-Chrestien n'a rien plus à cœur que de concourir au repos de la Chrestienté.

Que cependant Messieurs les Ambassadeurs de France tesmoignent, de ne pouvoir pas comprendre, sur quel fondement on refuse de recevoir le

Ministre de Monsieur l'Evêque de Strasbourg, après que sa Majesté Imperiale même & les Roys & Princes Alliés lui ont donné des Passeports pour se rendre à Nimegue, Messieurs les Ambassadeurs de France soustenant que Monsieur de Strasbourg par son estat de Prince immediat de l'Empire & d'Allié de la France, est en droit d'agir en cette assemblée, & d'avoir son Ministre reconnu, & les Propositions qu'il a à faire receuës de mesme que tout autre party Allié.

Comme ce dire contient des choses qui sont du fait d'autrui, je n'y entre pas, je m'attache seulement à ce qui est du propre de son Altesse Serenissime mon Maistre, & regarde, que depuis le 19. Fevrier que ses Propositions sont dattées & envoyées, & depuis le mois de Mars qu'elles ont esté présentées, il n'y a pas encore de réponse aujourd'huy 26 d'Aoust, six mois après. Que peut-on dire sur cela de la disposition de la France à la paix? Elle sçait bien que la restitution des Estats de Lorraine est une condition, sans laquelle la paix ne se fera pas. & elle la differe en refusant d'y respondre. Toutefois elle l'a promis; Il est vray. Mais promet-on aussi solemnellement, comme Messieurs ses Ambassadeurs ont fait, par une interposition de Mediateurs de cette elevation, des Puissances aussi grandes que celles que vous représentés pour ne pas y satisfaire? Ces engagements peuvent-ils estre en vain, entre des Personnes du caractère le plus eminent, qu'il y ait après celuy de leurs Maistres puis qu'ils les representent, & qui ont la foy publique icy en depost, pour parvenir à ce grand ouvrage qui doit rendre le repos à l'Europe & l'assurer? La Proposition ou demande de son Altesse S. de Lorraine est publique, tout le monde l'a peu deviner, & la sçait; ce sont ses Estats qu'il repete, son Patrimoine & l'heritage de ses Ancestres que

que soixante cinq Ducs consecutifs , dont il a l'honneur d'être issu, ont possédé. Depuis six Mois que cette demande a esté mise par écrit en cette Assemblée, & que la réponse en a esté pressée, depuis plus de trois Mois qu'on la fait espérer, & depuis six Semaines au moins qu'elle a esté promise solennellement, peut-on se figurer qu'elle ne soit pas encore donnée? Mais qui croira en voyant cette réponse-cy , que ce soit la réponse à la demande de la restitution de la Lorraine , qui ne contient pas un mot, lequel signifie, si on veut la rendre, ou ne la rendre pas? Ils se jouient Messieurs les Ambassadeurs de France, dans une nouvelle apparence de bonne fortune, qui vient de leur reluire à propos, disant que je suis autant avancé qu'eux-mêmes, sur la presupposition qu'ils font, que V. V. E. E. par leurs reponses ne leur accordent pas l'immensité de leurs demandes, (ce que le sort des armes, appellent-ils, leur a mis en main.) Ils les reputent, comme si elles n'étoient pas réponses. Elles le sont pourtant & extradées & receuës dans l'ordre de proceder dans cette Assemblée. C'est pourquoy, Messieurs, comme cet ordre est tel, je supplie tres-humblement V. V. E. E. de vouloir sans relasche renouveler leurs Instances envers Messieurs les Mediateurs, pour qu'il y soit satisfait serieusement par Messieurs les Ambassadeurs de France, & d'aviser aux moyens convenables pour les y obliger. Ils peuvent d'autant moins s'en excuser & le refuser à la face de tout le monde, qu'ils ont du temps plus que competant pour le faire; Qu'ils l'ont promis, & s'y sont engagés; qu'ils ont déclaré en avoir le Pouvoir, & que Sa Majesté Tres-Chrestienne ne le leur a pas donné pour ne s'en servir pas; mais au contraire qu'il voudra sans doute qu'ils satisfassent à une chose qui est si fort dans l'ordre, & si juste, tout

comme Son Altesse Serenissime espere de sa justice la restitution de ses Duchés & Païs, aussi-bien que de la protection des Puissances que vous representez icy, dont ayant l'honneur d'estre Allié, & par le Sang & par traité, & ce Prince n'espargnant ny ses soins, ny ses fatigues, ny son sang, ny sa vie pour leur service, & pour le bien de la cause commune dans laquelle il se trouve, il s'y confie, & que pour parvenir à cette restitution, la faculté de traiter qui est deuë d'un Allié à son Coallié, qui luy est promise, & qui luy est necessaire, luy sera procurée & fournie. C'est Messieurs la fin de cette Remonstrance que présente à V. V. E. E. le sousigné son Ministre & Plenipotentiaire.

Vostre tres. humble, & tres-obeissant Serviteur

LE PRESIDENT CANON.

Le 16 Aoust.

26 1677.

PROJECTUM RESPONSI

D. de Somnitz, dandi ab Excellentissimis D. D. Legatis Confœderatorum, ad Responsonem D. D. Legatorum Gallicorum, dictatam à Mediatoribus die 23 Augusti.

„ **S** Ex menses sunt & excurrerunt, cum Dux
 „ Lotharingæ postulata sua, suâ manu sub-
 „ scripta, Cæsaris, Hispaniarum Regis, & Fœde-
 „ rati Belgii Legatis Neomagum misit, unâ cum
 „ Literis ad Mediatore, quibus à Duce rogaban-
 „ tur, ut dicta postulata Legationi Gallicæ extra-
 „ dere vellent, cum ipse ob defectum Salvi-con-
 „ ductus à Gallia non dati, ministrum suum mit-
 „ tere non posset. Consignata igitur sunt in illum
 „ finem.

„ finem in manus Mediatorum die ^{1 Martii} 23 Febr. & per
 „ hos Legatis Galliarum data, qui tum temporis de-
 „ clararunt se recipere ea nolle, nisi Plenipotentia-
 „ rius Lotharingicus adfuerit. Venit ille, & proin-
 „ de rogant Fœderati, ut Mediatores Ducis postu-
 „ lata, quæ penes ipsos erant, iterum Legatis Gal-
 „ licis exhiberent, & responſionem ad ea urge-
 „ rent.

„ Gallici Legati respondent, si postulata Ducis
 „ in formâ usitatâ exhibita fuerint, se ad illa re-
 „ sponsuros. Dictus Minister subdubitabat, an Mi-
 „ nistro conveniret, ista quæ à Principe suo sub
 „ manu ipsius jam edita fuerant sub manu sua edo-
 „ re, quemadmodum hoc à Gallicis Legatis requi-
 „ rebatur. Fœderati censebant consulturum eum
 „ satis dignitati Principis sui, si Paci consuleret.

„ Ut autem tantò excusatiores & ipse & Fœ-
 „ derati essent, nec quicquam temerè aut frustra
 „ hac in re tentarent, quod seciùs à Duce accipi
 „ posset, exquirendum duxerunt ante omnia, an
 „ Gallici Legati ad postulata Lotharingica se de-
 „ claraturi fuerint, si Minister Lotharingicus in
 „ exhibendis postulatis Domini sui morem ipsis
 „ gesserit.

„ Hoc igitur cum per mediationem ex Gallicis
 „ Legatis quæsitum esset, receperunt illi, se ea
 „ postulata accepturos, & ad ea responsum datu-
 „ ros. Edita igitur illa à Plenipotentiarario Lotha-
 „ ringico, & die ^{2 Aug.} 23 Julii. Mediatori tradita sunt.

„ Cum à Gallicis Legatis nihil reponeretur, & ne-
 „ gotium pacis propter moras in causâ Lotharin-
 „ gica factas, jam longo tempore suspensum quasi
 „ fuisset Fœderati monendos eos per Mediatorem
 „ de responso dando duxerunt, id quod ¹⁹ 2 Au-
 „ gusti, decimo septimo scilicet die post extra-
 „ ditionem postulatorum, factum est.

„ Ad

„ Ad hæc Mediator Fœderatis die ²³ Augusti
 „ nomine Galliæ Legatorum retulit, Non expe-
 „ ctasse se, ut Fœderati responsum in causâ Lotha-
 „ ringicâ tantoperè urgerent, expectasse potius,
 „ ut alias Propositiones Gallis Fœderatisque
 „ convenientiores, atque ad Pacem faciendam
 „ aptiores ederent. In Negotio Lotharingico eos-
 „ dem factos progressus, qui in reliquis causis, in
 „ specie in Gallicâ, facti essent. Cæterum, non
 „ videre se quomodo Fœderati, Ministrum Epi-
 „ scopi Argentoratensis pro tali agnoscere non
 „ possint, cum Salviconductus literis à Cæsareâ
 „ Majestate, aliisque Fœderatis sit instructus, Ipse
 „ Episcopus quoque Status Imperii sit, & Gallis
 „ Fœderatus.

„ Ad hæc Fœderati ità respondent, cum per
 „ hoc Fœderatis illatum bellum ingentia ipsis da-
 „ ta fuerint damna, nihil vel juri vel æquitati
 „ convenientius postulare Fœderatos potuisse,
 „ quàm indemnitatem, satisfactionem, & secu-
 „ ritatem in futurum. In eo tamen aliquid iniqui
 „ esse; nec demonstratum à Legatis Gallicis, nec
 „ tamen æqui quidquam oblatum est.

„ Non stat igitur per ipsos, quominus Nego-
 „ tium Pacis meliore cum successu agatur. De cæ-
 „ tero declaratio Gallica ipsa indicat factas esse
 „ utrinque inter Partes declarationes; ad Lotha-
 „ ringica autem postulata nihil à Parte Gallicâ in-
 „ hunc usque diem dictum est.

„ Non est igitur causa illa in pari statu & con-
 „ ditione cum reliquis. Quamprimùm verò jux-
 „ ta naturam Tractatum in tali fuerit statu, in
 „ quo aliorum Negotia versantur. Fœderati non
 „ cessabunt ea proponere deinceps quæ justitiæ &
 „ æquitati convenient.

„ Episcopi Argentoratensis causa alibi, ut in
 „ Imperio atque inibi in foro competenti agita-
 „ tur;

„ tur ; Et Galliæ Eum fœderatum non esse Gallici
„ Legati coram Mediatoribus mense Januario ,
„ cum de Mandatorum formulis ageretur , testati
„ sunt , idque Mediatores Fœderatorum Deputa-
„ tis sub medium ferè ejusdem mensis retulerunt.

TRADUCTION.
P R O J E T

*de M. de Somnitz, de la réponse qui pourroit estre faite
à celle de Messieurs les Ambassadeurs de France ,
dictée par les Mediateurs , le 23 d' Août.*

IL y a plus de six Mois que S. A. le Duc de Lorraine envoya sa Proposition , signée de sa main aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale , du Roy d'Espagne , & des Etats des Provinces Unies à Nimegue, avec une lettre écrite aux Mediateurs, par laquelle ledit Duc les prioit de la vouloir montrer aux Ambassadeurs de France , dautant que, faute de Passeport de la France , il ne pouvoit pas encore envoyer son Ministre au lieu du Traité de la Paix. Elle fut donc consignée aux Mediateurs le ^{5 Mars,} 23^{Fevrier,} & présenté par iceux aux Ambassadeurs de France , qui alors declarerent qu'ils ne la vouloient pas accepter , avant qu'un Plenipotentiaire de la part du Duc de Lorraine fût ici present. Lequel étant arrivé , les Alliez prièrent les Mediateurs de vouloir derechef montrer aux Ambassadeurs de France la Proposition du Duc de Lorraine , qui étoit entre leurs mains , & de les presser à y répondre. La réponse de Messieurs les Ambassadeurs de France alors donnée ne fut autre , sinon que lorsque les Propositions du Duc de Lorraine seroient données dans les formes usitées, qu'ils les recevroient , & y répondroient.

Le Ministre Plenipotentiaire du Duc de Lorraine

raine y hesita un peu, doutant qu'il fût permis à un Ministre de faire voir suivant la demande des Ambassadeurs de France, un écrit signé de sa main, lequel avoit été déjà montré & signé de la main de son Prince; Les Alliés furent d'avis qu'il le pourroit faire sans préjudicier à la reputation de son Prince, vû que cela pourroit aboutir à l'avancement de la Paix. Mais afin qu'ils fussent d'autant plus excusables, eux aussi bien que le Ministre dudit Duc, & qu'ils n'entreprissent rien temerairement & en vain, ce qui pourroit estre pris en mauvaise part du Duc de Lorraine, ils trouverent bon de savoir avant toutes choses des Ambassadeurs de France, s'ils vouloient répondre à la Proposition de la part de la Lorraine, en cas que le Ministre Plenipotentiaire du Duc de ce Nom, la leur pût montrer dans les formes qu'ils demandoient. Ce que les Mediateurs leur ayant demandé, ils promirent de l'accepter selon ces formes & d'y répondre. Elle fut donc montrée par ledit Ministre Plenipotentiaire le ² Aoust ²³ Juillet aux Mediateurs, & par iceux aux Ambassadeurs de France.

Mais ceux-ci differant de jour à autre d'y répondre, & la Negotiation de Paix ayant esté déjà long-temps accrochée à cause du retardement de l'affaire du Duc de Lorraine; les Alliés trouverent bon de les faire presser par les Mediateurs à répondre, ce qui fut fait le ² d'Aoust, qui étoit le 17, jour, depuis celui auquel la Proposition de Lorraine avoit esté produire.

La réponse que le Mediateur apporta aux Alliés le ¹² d'Aoust de la part des Ambassadeurs fut celle-ci, qu'ils ne s'étoient pas attendu que les Alliés auroient tant pressé pour une réponse dans l'affaire du Duc de Lorraine.

Qu'ils

Qu'ils avoient plutôt attendu que les Alliés fissent des Propositions, qui fussent plus convenables, tant pour la France, que pour ses Alliés, & plus approchantes de la Paix.

Que les affaires du Duc de Lorraine étoient aussi avancées, que celles des autres Alliés, nommément que celles de la France.

D'ailleurs qu'ils ne pouvoient pas comprendre sur quel fondement les Alliés pourroient refuser de reconnoître le Ministre de l'Evêque de Strasbourg, après que Sa Majesté Imperiale & les autres Alliés lui avoient donné des Passeports pour se rendre icy, & vû l'état de l'Evêque de Strasbourg qui étoit Prince immédiat de l'Empire & Allié de la France.

A tout cecy les Alliés répondent, que vû que par la présente guerre on leur fait beaucoup de dommage, ils sont en droit d'en demander réparation, satisfaction, & caution pour leur sécurité à l'avenir, & que les Ambassadeurs de France n'avoient pû dire que les Alliés demandoient quelque chose qui ne fût pas juste; eux-mêmes, à sçavoir les Ambassadeurs de France, n'ayant rien offert qui fût équitable; tellement qu'il étoit notoire, qu'il n'avoit pas tenu aux Alliés, que la négociation de la Paix ne fût plus avancée.

Qu'aureste lesdits Ambassadeurs de France disant clairement dans leur Declaration, que de part & d'autre les Parties se sont déclarées, touchant les conditions de la Paix; & n'ayant jusques icy rien répondu à la Proposition de Lorraine, il appert que les affaires du Duc de Lorraine ne sont pas dans l'état, où sont maintenant celles des autres Parties.

Au-reste les Alliés déclarent, qu'aussi-tôt que suivant la nature des Traités, les affaires de Lorraine seront mises dans l'état où sont les autres, les

Alliez

Alliez ne manqueront pas de proposer d'oresenavant ce qui sera conforme à la Justice & à l'équité. Pour ce qui est de l'Evêque de Strasbourg, que l'on traite son affaire où il la faut traiter, à sçavoir dans l'Empire devant les Juges competens.

Enfin qu'au Mois de Janvier dernier, lorsqu'on travailloit à concerter un Formulaire de Pleinpouvoir; les Ambassadeurs de France protestèrent aux Mediateurs, que l'Evêque de Strasbourg n'étoit point Allié de la France, ce que peu après les Mediateurs rapportèrent aux Députés des Alliez.

MEMORIALE

Confœderatorum, de rebus Lotharingicis
D. Nuntio exhibitum 3 Septembris 1677.

Illustrissime & Reverendissime Domine,

QUOD ab Illustrissimâ Dominatione Vestrà nobis vigesimâ tertîâ Augusti, nomine Legationis Gallica allatum est, cum responsum non contineat ad Propositionem ministri Lotharingici; repetendas duximus instantias nostras, vèlit Dominatio Vestra Illustrissima Officia Sua porro impendere, ut à Dominis Legatis Franciæ promissa sæpius responsio ad Propositionem prædictam tandem cedatur.

T R A D U C T I O N.

M E M O I R E

des Alliés, présenté à Monsieur le Nonce, touchant les affaires de Lorraine le 3 Septembre 1677.

M O N S E I G N E U R,

CE qui nous fut apporté le 23 Août, de la part de V^{otre} Seigneurie Illustrissime, ne disant rien touchant la Réponse à la Proposition du Ministre de Lorraine; nous avons jugé à propos de renouveler nos instances, pour supplier V^{otre} Seigneurie Illustrissime de vouloir employer ses soins, pour obtenir de M. M. les Ambassadeurs de France, la Réponse qu'ils ont si souvent promise à ladite Proposition.

M E M O I R E

*des Alliés présenté à Monsieur Jenkins Mediateur, touchant les affaires de Lorraine. ^{24^e Août}
3^e Septembre 1677.*

M O N S I E U R,

VOstre Excellence nous fit rapport le 28. d'Août de la presente année de la resolution de M. M. les Ambassadeurs de France, laquelle ne contient pas la réponse sur la Proposition du Ministre de Lorraine; c'est pourquoy nous venons luy reïterer nos instances, à ce que la susdite réponse sur la Proposition du Ministre de Lorraine, soit délivrée de la part de Messieurs les Ambassadeurs de France; & ainsi qu'ils nous l'ont promis par la bouche même de vos Excellences, & de celle de son Excellence M. Temple son Collegue.

ESPO-

E S P O S I Z I O N E

di M. Nuzzio di SS. Amb^{te}. di Francia a nome
de SS. Colleg. Cattolici su l'affare del Ser.
di Lorena, 5 Settembre 1677.

HAvere l'EE. loro su le rappresentazioni fatteli
à nome dell' EE. VV. e su la speranza di ottenere
risposta, persuaso il Ministro del Sr. Duca di Lorena
à dare la Proposizione di S. A. nella forma desiderata
dall' EE. VV. per conformarsi allo stile praticato nel
presente Congresso da tutti i Principi, ma che non ha-
vendola saputo comprendere in quella data loro ultima-
mente per parte dell' EE. VV. instavano perciò di nuo-
vo per la sudditta risposta, sperando che l'EE. VV. per of-
servare l'ordine del trattato, e conformandosi anch'el-
le allo stile praticato nel presente Cong. con tutti i
Principi, non siano per lasciare l'unica Proposizione di
S. A. di Lorena senza risposta, per la quale premono i
SS. Colleg. affine di facilitare tanto maggiormente dal
loro canto la Pace.

T R A D U C T I O N.

E X P L I C A T I O N

de Monsieur le Nonce à Messieurs les Ambassadeurs de
France au nom de Messieurs les Alliés Catholiques
sur l'affaire de Son Altesse de Lorraine, le 5 Sep-
tembre 1677.

QUE vos Excellences, sur les representations qui
leur ont esté faites au nom des Ambassadeurs
& Ministres des Princes Catholiques, sur l'esperan-
ce d'obtenir une réponse, avoient persuadé le Mi-
nistre du Duc de Lorraine, de donner la Proposi-
tion de S. A. dans la forme désirée de vos Excellen-
ces, pour se conformer au style accoustumé dans
cette

cette Assemblée de tous les Princes: Mais ne l'ayant pu comprendre par celle qui leur fut donnée dernièrement de la part de vos Excellences, ils insistoient derechef pour la susdite réponse, espérans que vos Excellences, pour observer l'ordre du Traité, & se conformer pareillement au style accoustumé dans cette présente Assemblée avec tous les Princes, ne laisseront pas la seule Proposition de S. A. de Lorraine sans réponse laquelle Messieurs les Alliés pressent, pour faciliter d'autant plus de leur côté la Paix.

R E S P O N S E

*de Monsieur Jenkins Mediateur aux Alliés, touchant
l'affaire de Lorraine.*

M E S S I E U R S ,

J'ay porté les Instances que vos Excellences m'ont faites, afin d'avoir Réponse sur la Proposition de Lorraine à Messieurs les Ambassadeurs de France, avec le respect qui est dû aux ordres de vos Excellences. Messieurs les Ambassadeurs de France ont pris temps pour en délibérer, & Vendredi dernier, ils vinrent dire, que n'ayant pas reçu Réponse sur l'affaire de l'Evêque de Strasbourg, ils ont fait instance à ce que cette Réponse fût donnée, afin qu'il soit reçu, & son Plein-pouvoir accepté.

RE-

R E S P O N S E

*de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Alliés,
sur celle de L. L. E. E. M. M. les Ambassadeurs de
France apportée aux Alliez par les Mediateurs le
23. Août 1677.*

QU'ils ne s'attendoient pas, que L. L. E. E. M. M. les Ambassadeurs de France, au lieu de répondre à la Proposition de Lorraine, y auroient apporté un nouveau delai; mais qu'ils se croient en droit, d'y attendre la Réponse même, & de la presser; d'autant que l'ordre de traiter le requiert, & que M. M. les Ambassadeurs de France l'ont promise aux Alliés par les Mediateurs plusieurs fois; & derechef le ²³ ^{Sept} ^{Aoust} dernier, que le delai qu'on y fait, accroche le Traité de tous les Alliez.

Que M. M. les Ambassadeurs de France, ayant reçu Réponse sur leurs Propositions, & de même répondu sur celles, qui ont esté produites de la part des Alliés, hormis la seule de Lorraine, on ne peut pas dire que les affaires de Lorraine soient aussi avancées que les autres; du moins quant à l'ordre & à la forme du Traité: Qu'après que les Alliés par cette guerre qui leur est faite par la France, ont souffert des pertes & dommages presque irreparables, ils n'ont sçu faire rien de plus convenable à la raison, & à la Justice, que d'en demander dédommagement, satisfaction, & sécurité pour l'avenir, surquoi se fondent uniquement leurs Propositions. Et comme les Ambassadeurs de France, bien loin d'y faire des offres conformes à la raison & à l'équité, prétendent jusques-ici de retenir tout ce que les armes de la France ont occupé, & en même temps aussi restitution

tution de ce que les Alliez ont recupéré sur la France, & ses Alliez (NB.) (*on attend avec raison de la France des Propositions plus approchantes de la paix, & plus convenables pour les Alliez, lesquelles alors ne cesseront pas de faire connoître, que véritablement leurs Maistres n'ont rien plus à cœur, que de contribuer au repos de la Chrestienté.*)

Que quant à Monsieur l'Evêque de Strasbourg, comme l'unique objet des Instructions & Plein-pouvoirs de M. M. les Ambassadeurs Alliez est de faire la paix, ils ne comprennent pas sur quel fondement ils pourroient traiter avec le Ministre dudit Evêque, lequel declare incessamment de n'estre pas ennemi de leurs Maistres, estant aussi surpris, que Messieurs les Ambassadeurs de France déclarent à cette heure ledit Evesque Allié de leur Roy, après avoir déclaré auparavant, & nommément au mois de Janvier dernier par leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre, que leur Roy n'avoit ni Alliance, ni liaison avec ledit Evêque, lequel ne peut pas ignorer, que la connoissance des affaires de l'Empire n'appartient pas aux Ambassadeurs. Quant au Pasleport qui a esté accordé à son Ministre, on croit, qu'il lui donne sureté, mais non pas qu'il l'autorise à traiter ici une affaire, dont la connoissance appartient ailleurs.

(NB.) Au lieu de la Periode enchaslée de deux petites lignes, les Ambassadeurs d'Espagne proposerent ce qui suit.

Y Siendo la rason de los Aliados, en quanto a sus protensiones tan fundada en justicia, son los que consecuentemente estan enderecho de poder esperar de la Franziá, las Propositiones mas adecuadas al breve
 Tom. II. K resta-

*restablamiento de la Paz los quales à qualquiera A-
b:rtura dezente, mostraran quam vivo esta e nel Cora-
zon de sus Amos el fixo animo de concurrir à la Con-
clusion de esta obra y repose Comun.*

T R A D U C T I O N .

ETant les raisons des Alliez en ce qui regarde
leurs prétentions si bien fondées en justice, ce
sont par consequent eux qui sont en droit d'atten-
dre de la France des Propositions plus convena-
bles à un prompt rétablissement de la paix, & ils
feront paroître en toute rencontre combien leurs
Maistres ont à cœur de contribuer à la conclusion
de ce grand Ouvrage de la paix, & du repos com-
mun.

I S T A N Z A

fatta ai SS^{ri}. Collegati sù l'affare del Vescovo
di Strasburg da Monsignor Nunzio li 11. Set-
tembre 1677.

CHe i SS^{ri}. Ambasciadori di Francia gli haveva-
no fatta Istanza della risposta sù l'affare di Mon-
signor Vescovo d' Argentina con rappresentargli, che se
devore ambe le parti conformarsi allo stelo & ordine
medesimo del presente Trattato, havendo L. Eccellenze
loro ricevuta la plenipotenza, e la visita del Ministro
del Signor Duca di Lorrana parergli convenevole, che
i SS^{ri}. Collegati facessero lo stelo della Plenipotenza
e della visita del Ministro di Monsignor Vescovo di
Strasburg Alleato della Francia, il che seguito non
haverebbono mancato di far dare immediatamente
doppo dal medesimo Ministro la Proposizione del sup
Padrone, perchè così da tutte le parti si caminerebbe
con passo uguale negli interessi de' loro Alleati.

TRA-

TRADUCTION
I N S T A N C E

faite à Messieurs les Alliez, sur l'affaire de l'Evêque de Strasbourg, par Monsieur le Nonce, le 11, Septembre 1677.

QUE Messieurs les Ambassadeurs de France luy avoient fait instance pour la réponse sur l'affaire de Monsieur l'Evêque de Strasbourg, en luy représentant, que les deux Parties se doivent conformer au style, & à l'ordre mesme du présent Traité, & ayant leurs Excellences reçu le Pleinpouvoir & la visite du Ministre de Monsieur le Duc de Lorraine, il leur sembloit convenable, que M. M. les Alliez fissent le même du Pleinpouvoir, & de la Visite du Ministre de Monsieur l'Evêque de Strasbourg, Allié de la France; après quoy ils n'auroient pas manqué de faire donner immédiatement par ledit Ministre la Proposition de son Maître, parce qu'en usant de la sorte, ce seroit faire voir, que les interêts de leurs Alliez sont également chers.

M E M O I R E

présenté à Monsieur le Nonce par le Ministre du Duc de Lorraine le 19. Septembre 1677.

LE Ministre & Plenipotentiaire de Son Altesse Serenissime de Lorraine qui a eu communication de la Résolution de Messieurs les Ambassadeurs de France, communiquée le 23. du Mois d'Aoust dernier de la part de Monsieur le Nonce Mediateur, par Monsieur son Auditeur à cause de son indisposition à Messieurs de Straetman, & Christin, Ambassadeurs de leurs Majestez Imperiale & Catholique, Deputés vers luy par l'assemblée

des Alliez, sans entrer en ce qui est du fait d'autrui, mais s'attachant uniquement à ce qui est du propre du Duc son Maître, il supplie tres-humblement Sa Seigneurie Illustrissime de représenter à Messieurs les Ambassadeurs de France, de la manière qu'il jugera la plus convenable, que ce n'est point satisfaire à la Réponse que l'on attendoit d'eux, laquelle ils ont pu donner il y a près de six mois sur la Proposition de son A.S. qui leur fut présentée dès lors, laquelle aussi ils ont fait espérer du moins depuis sa venue en cette Ville après l'acceptation de son Pleinpouvoir, en cas que cette Proposition leur fût communiquée, comme elle l'a esté, l'ayant eü un mois entre leurs mains; & laquelle Réponse enfin ils se sont engagés de donner, & l'ont promis solennellement par l'Interposition de sa Seigneurie Illustrissime le 2. Aoust, aussi-tôt que cette Proposition seroit remise en une autre forme, & signée de lui, laquelle il a baillée telle en effet, & selon leur desir le mesme jour; après quoy, sa Seigneurie Illustrissime fit rapporter par Monsieur son Auditeur, le 5. ensuivant qu'ils en estoient contents, & avoient assuré qu'ils y respondroient. Tout cela ne s'est pu ny dû entendre, que d'une Réponse précise sur la Proposition & demande, laquelle est de la restitution des Duchés & Pays appartenans au Duc son Maître.

Et comme l'ordre de proceder dans cette Assemblée a esté par propositions & par Responses, qui ont esté respectivement delivrées par toutes les autres Parties, ayant satisfait de sa part au nom de S.A.S. en donnant sa Proposition & demande, il ne s'agit plus, sinon qu'il plaise à Messieurs les Ambassadeurs de France de satisfaire de la leur, en baillant leur Réponse, ayant déclaré ci-devant, qu'ils n'avoient point de Contrepropositions à donner;

donner ; comme en effet il croit bien qu'ils n'ont rien à demander au Duc son Maître.

Ils savent bien , & sa Seigneurie Illustrissime Monsieur le Nonce Mediateur le sçait aussi , qu'il manque beaucoup de choses ; pour que l'affaire de Lorraine puisse estre dite autant avancée seulement dans la forme , que celle de Messieurs les autres Alliez (sans parler de la leur) & que jusqu'à ce que ces Responses ayent esté fournies , elle n'est point au mesme estar.

Il supplie donc derechef tres-humblement Sa Seigneurie Illustrissime dans son office de Mediateur (à qui il touche de diriger la procedure & la faire accomplir , aussi-bien que de faire avancer les choses à la Paix) de vouloir prendre la peine de s'employer efficacement , à ce que ces Réponses soient données par Messieurs les Ambassadeurs de France ; qu'elles qu'elles puissent estre , il les recevra avec beaucoup de respect au nom du Duc son Maître , qui se confie toujours , qu'elles seront conformes à la grande Generosité , & Justice de sa Majesté Tres-Chrestienne.

M E M O I R E

Presenté à Monsieur le Mediateur Jenkins le 2. Septembre 1677. par le Ministre de Lorraine. 19

LE Ministre & Plenipotentiaire de S. A. S. de Lorraine , qui a esté present au dire apporté par S. E. Monsieur l'Ambassadeur Jenkins , Mediateur , de la part de Messieurs les Ambassadeurs de France en l'assemblée des Alliez du 23. du mois d'Aoust dernier , & en communication de l'escrit qu'il luy a plû d'en dicter , sans entrer en ce qui est du fait d'autrui ; mais s'attachant uniquement à ce qui est du propre du Duc son Maître , supplie tres-humblement S. E. de représenter à M. M. les

Ambassadeurs de France dans la maniere la plus convenable qu'il jugera, que ce n'est point satisfaire à la Réponse que l'on attendroit d'eux, laquelle ils ont pû donner, il y a après de six mois sur la proposition de S. A. S. qui leur a esté présentée des-lors; laquelle aussi ils ont fait esperer, du moins depuis sa venue en cette ville, après l'acception de son Pleinpouvoir, en cas que cette Proposition leur fût communiquée comme elle l'a esté, l'ayant eüe un mois dans leurs mains, & laquelle Réponse enfin ils se sont engagés de donner, & l'ont promis solennellement par l'interposition de S. E. le 26. Juillet aussi dernier, lorsque S. A. S. expliqueroit ses demandes dans la même maniere, que d'autres Princes ont fait en cette Assemblée, & que ces Propositions seroient données dans les formes, & adjointe le 2. Aoust suivant, qu'ils estoient prêts de les recevoir & d'y répondre selon le pouvoir qu'ils en avoient.

Ensuite dequoy ce Ministre les expedia aussi-tôt à leur desir signées de luy, & elles furent mises es mains de S. E. encore ce jour-là 2. Aoust. Laquelle rapporta depuis en l'Assemblée des Alliez, qu'ils les avoient receuës, & dit qu'ils y répondroient.

Tout cela ne s'est pû ny dû entendre, que d'une Réponse précise sur la Proposition & demande, laquelle est de la restitution des Duchez & Païs appartenans au Duc son Maître.

Et comme l'ordre de proceder dans cette Assemblée a esté par propositions & par Réponses qui ont esté respectivement données, par toutes les autres Parties, ayant satisfait de sa part au nom de Son A. S. en donnant sa proposition & demande, il ne s'agit plus sinon qu'il plaise à Messieurs les Ambassadeurs de France, de satisfaire de la leur, en donnant leur Réponse, ayant déclaré ci-devant, qu'ils n'avoient point de Contrepropositions à donner,

donner comme en effet il croit bien , qu'ils n'ont rien à demander au Duc son Maître.

Ils ſçavent bien , & S.E. Monsieur l'Ambassadeur Mediateur le ſçait auſſi , qu'il manque beaucoup de choſes , pour que l'affaire de Lorraine puiſſe eſtre dite autant avancée, ſeulement dans la forme, que celle de Meſſieurs les autres Alliés, (ſans parler de la leur ,) & que juſques à ce que ces Réponſes ayent eſté fournies , elle n'eſt point au même eſtat.

Il ſupplie donc derechef tres-humblement , S.E. en vertu de ſon office de Mediateur (à qui il touche de diriger la procédure , & la faire accomplir auſſi bien que de faire avancer les choſes à la paix) de vouloir prendre la peine , de s'employer efficacement à ce , que ces Réponſes ſoient données par Meſſieurs les Ambaſſad. de France. Quelles qu'elles puiſſent eſtre il les recevra avec beaucoup de reſpect au nom du Duc ſon Maître , qui ſe conſie toûjours qu'elles ſeront conformes à la grande generoſité & juſtice de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne.

Ulterius RESPONSUM

D. D. Legatorum Fœderatorum Principum Catholicorum , ad id quod Dominus Nuntius iisdem nomine Legatorum Gallicorum ²³ ₁₃ Augusti attulerat. Datum ²¹ ₁ Septembris. ¹ ₁ Octobris.

EXcellentissimi D. D. Legati Fœderatorum Principum diſtulerunt hætenùs respondere ad id , quod ab Illuſtriſſima Dominotione Veſtrâ iſdem , nomine Excellentiſſimorum Dominorum Legatorum Gallie ¹³ ₂₃ Augusti nuper elapſi allatum eſt , ea ſpeſerit fore , ut præſati Domini Legati Franciæ poſt tot , & iterum ¹³ ₂₃ hujus , tum à Fœderatis omnibus , tum ſpeciatiim à

Ministro Plenipotentiarario Serenissimi Ducis Lotharingæ 19. ejusdem repetitas instantias tandem responsiones edarent; sed cum se omni expectatione suâ frustratos videant, tametsi remonstrarent sæpius, moram, quæ respondendo ad Propositiones Lotharingicas neçitur, universis Pacis Tractatibus injici, loco responsi ad dictam Declarationem Gallicam representandum duxerunt, se certè non sine ratione responsum ad Propositionem Lotharingicam urgere, cum illud, & ipsimet Domini Legati Gallie per interpositionem Illustrissimæ Dominationis Vestrae polliciti sint; & justitia exigat; nec enim pax & tranquillitas publica Christiano Orbi reddi potest (de qua hic omnis instituta est tractatio) nisi Serenissimo Duci Lotharingæ simul satisfiat.

Fam verò quantum ad editarum à Fæderatis Propositionum justitiam attinet, primum quidem Imperator & Imperium, & speciatim Augustissima Domus Austriaca persuasum habent, postquam per hoc sibi illatum bellum ingentia perpeSSI sint damna, se nihil vel juri, vel æquitati convenientiùs postulare potuisse, quàm restitutionem, indemnitatem & securitatem in futurum: uti & Rex Catholicus post varias sibi per Galliam contra omnia jura ereptas Provincias & loca, nihil rationi magis consentaneum credit, quàm eorum sibi restitutionem fieri, quæ tota substantia est Propositionum Cæsaris, Imperii, & Augustissimæ Domus, cum ex adverso tantum absit, ut Excellentissimi Franciæ Legati ad has convenienter responderint, ut omnia armis Gallie occupata retinere, simul Franciæ ejusque Fæderatis restitui postulent omnia ea, quæ Fæderatorum arma ex Franciæ ejusque Fæderatorum manibus vel recuperarunt vel occuparunt. Prefatus verò Minister Plenipotentiararius Serenissimi Lotharingæ Ducis, indubitatè fretus justitiâ Propositionis suæ, quæ patrimonii & hereditatis à vitæ Serenissimo Domino suo omni jure debita, sola restitutio petitur,

petitur, à Dominis Legatis Gallia hanc non controvertendam, sed ad ea ita respondendum confidit, ut generositati & justitiæ Christianissimi Franciæ Regis injuria non fiat. Ideoque jure meritoque sperare possunt D. D. Fæderati, fore ut totus mundus agnoscat, uti Propositiones suas omni jure & æquitate nixas esse, ita penes Galliam stare, ut datis ad eas responsionibus ad Justitiâ & propositum Pacis scopum magis accommodis inelore cum successu quàm hætenus negotium Pacis agatur.

Ut interim novum specimen dent, nihil magis in votis & exoptatus esse altissimè & alte memoratis Principalibus suis quàm pacem honestam, & securam tranquillitatem publicam Christiano Orbi quantocius reddi, D. D. Fæderatorum Legati hic præsentés se paratos offerunt vigori Plenipotentiarum & discussionem negotii & rerum, eâ viâ quàm ppsime. Excellentissimis D. D. Franciæ Legatis ad propositum Pacis scopum videbitur & efficacior & promptior.

T R A D U C T I O N

Autre R E S P O N S E

de Messieurs les Ambassadeurs Alliés, à ce que Monsieur Jenkins leur a rapporté de la part de Messieurs les Ambassadeurs de France, en l'Assemblée du 23^e d'Aoust dernier donné le 21^e Septembre.
1^{er} Octobre.

Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre ayant fait quelques remarques sur les termes de la trédite R-ponse, leurs Excellences les ont proposées aux Deputés de l'Alliance dans la Maison au Comte de Kiniky, le 25^e Septembre.
6^e Octobre. comme il est au bas de la page qui suit.

LEurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Alliés ont differé jusques aujourd'huy de répondre à ce que Son Excellence Monsieur

l'Ambassadeur Jenkins, Mediateur leur a apporté en l'Assemblée du 23. d'Aoust dernier st. n. de la part de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, sur l'esperoir qu'ils avoient eu, que lesdits M. Ambass. de France donneroient les Responſes aux Propositions de Lorraine après beaucoup d'instances, que l'Alliance leur en avoit fait porter, & encore nouvellement le 3. de ce mois de Septembre, ensuite aussi de celle, que le Ministre & Plenipotentiaire de Son Altesse Serenissime le Duc de Lorraine en a faite en son particulier le 19. suivant au contenu du Memoire, qu'il en a delivré à cet effet à Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Jenkins. Mais comme ils se voient frustrés de leur attente, quoyqu'ils aient fait connoître que la dilation qu'il y avoit à fournir ces réponses, en étoit une aux Traictés de la paix, qui demeuroient accrochés, ils se trouvent obligez, de faire représenter encore aujourd'huy, respondans sur le rapport qu'ils ont eu, & ont d'autant plus de sujet de presser les réponses sur les Propositions & demandes de Son Altesse Serenissime de Lorraine, que Messieurs les Ambassadeurs de France les ont promis aux Alliez, par l'interposition de l'Ambassade d'Angleterre, & que la Justice (a) le requiert.

Car s'agissant de reſtablir la tranquillité publique par la paix qui se traite icy, (b) *il est certain, qu'elle ne se peut faire sans la satisfaction de Son Altesse Serenissime de Lorraine*, Or quant à la justice des Propositions, ledit Ministre & Plenipotentiaire dit, que les siennes n'estant que de la restitution des Duchez & Païs, appartenants au Duc Son Maistre, comme le Patrimoine & heritage de ses Ancestres, il espere, qu'elles ne seront point contre-

(a) Ce mot de *justice* emporte quelque dureté.

(b) Cela est dit trop positivement.

contredites par Messieurs les Ambassadeurs de France, mais que plustost leurs Réponses y seront conformes, selon la grande generosité & justice du Roy leur Maistre.

Au regard des autres Puissances Alliées, si leurs Ambassadeurs n'étoient persuadez de ce que leurs Propositions sont justes & les plus convenables à restablir & asseurer pour l'avenir le repos de la Chrestienté, ils seroient Eux-mêmes les premiers à les changer, pour les approprier au possible à la fin salutaire de la tranquillité publique, qui est leur unanime & unique visée, se promettans, que tous ceux qui considerent *sans passion* (c) leurs Propositions, en seront convaincus, d'autant :

Que quant à l'Empereur, l'Empire, & specialement (d) *la tres-Auguste Maison d'Autriche* ayant souffert par cette guerre *leur faite* (e) *par la France* des pertes & dommages presque irreparables, on n'a sçu faire une Proposition, (f) *plus convenable à la justice*, que d'en demander restitution, desdommagement & seureté pour l'avenir : Comme aussi le Roy Catholique se voyant dépouillé par la France ; (g) *contre tout droit* de plusieurs de ses places & Provinces, n'a sçu faire des Propositions plus (h) *convenables à la raison*, que d'en demander la restitution, ce qui est toute la substance des Propositions de l'Empereur,

K 6

l'Empire,

(c) Il y a aussi quelque dureté.

(d) Il se faut déclarer, si l'Espagne y est comprise.

(e) Et outre cela les mots *leur faite* ne peuvent pas estre entendus de l'Espagne, le Roy d'Espagne ayant esté l'agresseur en cette guerre.

(f) Il falloit omettre *à la justice*, & dire simplement *convenable* : pour la raison alleguée dessus.

(g) Il y a de la dureté, & il seroit mieux d'omettre ces mots-là.

(h) Il falloit omettre *à la raison*, & dire simplement *convenable*, car ces mots *à la raison* ont de la dureté.

l'Empire, & de toute l'Auguste maison d'Austrie, où leurs Excellences Meilleurs les Ambassadeurs de France, (bien-loin d'y respondre convenablement) n'ont proposé, que de retenir tout ce que les armes de France ont occupé, (i) *Et en même-temps la restitution de tout ce que les Alliez ont occupé sur la France & sur les Alliez.*

Que le Dannemarc ne demandant, que la seureté qui luy est indispensable, & la mesme satisfaction pour soy & pour ses Alliez, que la France desire de luy, on ne void pas, comment il pourroit faire des Propositions plus conformes à l'équité, à l'honnesteté, & au necessaire mesme, que celles qui desja de son costé en sont faites.

Et pour ce qui est de sa Serenité Electorale de Brandebourg, elle ne demande, que ce que Sa Majesté Tres-Chrestienne a trouvé par ci-devant juste & équitable Elle-même, sçavoir l'indemnification, & en après la seureté, sans laquelle selon le jugement de tout le monde la paix se feroit en vain. Après-quoy tous les Alliez se promettent, que (l) *tout le monde connoitra*, que leurs Propositions sont justes & equitables, & que c'est à la France d'y donner des réponses plus convenables & plus approchantes à la paix.

Et pour donner une nouvelle preuve, que leurs Maistres ne souhaitent rien plus; que de voir en repos la Chrestienté, par le moyen d'une paix seure & honnête, & qu'ils ne manqueront jamais de leur côté de l'avancer au possible, tous les Alliez

(i) La mediation d'Angleterre ne se souvient point, que les Ambassadeurs de France aient dit cela nommément.

(l) Ces declarations n'estant point publiques, le monde n'en peut pas juger, & par ainsi ces termes ne sont pas bien competens.

qui sont icy presents, s'offrent à entrer incontinent ensuite des Pleinpouvoirs dans la discussion des affaires par la voye; que *Messieurs les Ambassadeurs de France* (m) mêmes trouveront la plus efficace, & la plus prompte.

(m) Icy il se devoit aussi parler de Suede.

R E S P O N S E

*de Messieurs les Ambassadeurs Alliez à ceux d'Angleterre, sur leurs remarques données,
le 6. Octobre, 1677.*

LEurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Alliés se trouvent fort obligez à vos Excellences, pour la peine qu'elles se sont donnée de nous dire leur sentiment, & reflexions sur ce que nous leur avons représenté de la part de l'Alliance le 4. de ce Mois; & l'ayant derechef examiné, ils n'y trouvent rien d'aigre ou de choquant, ne s'estant servis envers leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, que des mêmes termes, dont eux se sont auparavant servis envers les Alliés; Outre quoy dès que le formulaire a esté examiné & approuvé dans leur Assemblée, quand on en a parlé maintenant, on a trouvé, que la pluspart d'eux l'avoient desja envoyé à leurs Maîtres, de sorte que la chose n'estant plus en son entier, ils prient derechef vos Excellences, de vouloir représenter leurs sentiments dans les termes donnés ad dictaturam, à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France.

DECLARATIO

DD. Legatorum Imperatoris Augustissimi, tradita D.
Nuntio & DD. Legatis Mediatoribus ex Anglia, in
causa Episcopi Argentinensis, die 27 Septemb. 1677.
7 Octobris.

„ **C**Rediderat meritò Legatio Cæsarea, habi-
„ turas fuisse locum rationes, ob quas Mini-
„ strum Domini Episcopi Argentinensis ad hosce
„ tractatus Pacis negat admittendum, cum verò
„ intellexit ex iis, quæ sua Dominatio Illustri-
„ sima 13. elapsi mensis Augusti, & nuper 11. Se-
„ ptembris ad Excellentissimos Fœderatorum
„ Catholicorum Legatos, nomine Excellentissi-
„ morum D.D. Legatorum Franciæ retulit urgeri
„ adhuc ab iis admissionem dicti Ministri paucis
„ repetendum duxit.

„ Primò causam præfati Episcopi Argentinen-
„ sis ad cognitionem solius Cæsaris & Imperii
„ spectare, eamque ibi tanquam in foro compe-
„ tente agitari, nec ullo jure huc trahi aut evocari
„ posse, eoque minus, cum non facillè appareat,
„ quo modo ad tractationem hîc de pace institu-
„ tam, tanquam pars contra Cæsarem & Impe-
„ rium admitti prætendat dictus Dominus Epi-
„ scopus, cum tamen in publicis Imperii Comi-
„ tiis & hic identidem asserat, sibi cum Cæsare &
„ Imperio non esse bellum.

„ Nec adstruere se potest aut socium, aut fœde-
„ ratum hostium Cæsaris & Imperii, quin pro-
„ priam simul turpitudinem arguat, cum subdi-
„ tus Imperatoris & Imperii non sine nota & labe,
„ cum hostibus Cæsaris & Imperii in societatem
„ aut fœdus transire possit, contra quos cum ex
„ legibus Imperii, tum ex debito natalium, Va-
„ sallagii & Sacramenti præstiti, cum Imperatore
„ &

„ & Imperio stare tenetur; imò nec subsisteret fœ-
„ dus vigore Westphalicæ Pacis, aliorumque Im-
„ perii Constitutionum, quod sæpè dictus Episco-
„ pus cum hostibus Imperatoris & Imperii ini-
„ visset, sicut nec omne illud, quo se à naturali &
„ juratâ obligatione universis conclusis Imperii,
„ & repetitis Avocatoriis subtrahit, uti cuivis no-
„ tum est.

„ Adeoque ipsimet Domini Legati Gallix, co-
„ ram Dominis Mediatoribus de Berklay & Jen-
„ kins sæpè nominatum Episcopum Gallix Fœ-
„ ratum non esse, nec ullum inter Galliam &
„ dictum Episcopum intervenisse Tractatum ad-
„ stipulati sunt, ut hîc Excellentissimis Dominis
„ Legatis Daniae & Uniti Belgii 11. Januarii nu-
„ per elapsi retulerunt.

„ Quod Saluum-conductum attinet, quem Sa-
„ cra Cæsarea Majestas Ministro Domini Episcopi
„ ad hanc urbem proficiscenti clementissimè in-
„ dulgit: nemo ignorat, naturam Salvi-conductus
„ esse, ut præstet securitatem, nullatenus verò ut
„ personam & causam legitimet, ad eam, quæ ad
„ solius Cæsaris & Imperii cognitionem spectat,
„ & in Imperio tanquàm in foro competenti cœ-
„ pta est, ad hosce pacis Tractatus evocandam:
„ Proindè rogat iterùm iterùmque Legatio Cæ-
„ sareæ Dominationem Vestram Illustrissimam,
„ ut hisce rationibus Excellentissimis Dominis
„ Legatis Franciæ ante oculos positis pro munere
„ suo Mediatorio persuadeat, ne hunc obicem
„ Tractatibus pacis diutiùs objectum velint.

TRADUCTION.

R E S P O N S E

*de Messieurs les Ambassadeurs Imperiaux, à Monsieur
le Nonce, & à Messieurs les Mediateurs d'Angle-
terre le ²⁷ Septembre / ⁷ Octobre 1677.*

L' Ambassade Imperiale avoit crû avec justice que ses raisons auroient eu lieu, par lesquelles elle refuse d'admettre l'Envoyé de M. l'Evêque de Strasbourg à ces Traités de Paix, mais comme elle entend des choses que Sa Seigneurie Illustrissime a rapportées le 13. du Mois d'Aoust passé & recemment le 11. Septembre à leurs Excellences les Ambassadeurs des Confederez Catholiques, au nom de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, qu'ils pressent encore l'admission dudit Envoyé, elle a crû à propos de repeter en peu de mots.

Premierement, que la caule dudit Evêque de Strasbourg est de la connoissance du seul Empereur & de l'Empire, & qu'elle doit être agitée là comme dans sa Jurisdiction competante, & ne peut par aucun droit estre tirée & evoquée icy, & d'autant moins, qu'on ne conçoit pas facilement, comment ledit Seigneur Evêque peut pretendre d'être receu au Traité formé pour la Paix, comme partie contre l'Empereur & l'Empire, veu que cependant il tombe d'accord dans les Assemblées publiques de l'Empire & icy pareillement, qu'il n'est point en guerre avec l'Empereur & l'Empire.

Il ne peut pas aussi s'eriger en Associé ou Confederé des Ennemis de l'Empereur & de l'Empire, à moins que de reveler en même-temps luy-même sa turpitude, veu qu'un sujet de l'Empereur & de l'Empire, ne peut sans crime & sans infamie
faire

taire société ou alliance avec les ennemis de l'Empereur & de l'Empire, contre lesquels il doit prendre parti avec l'Empereur & l'Empire, selon les loix de l'Empire, par le devoir de la nature & par le serment & hommage prétez; & même ne pourroit subsister l'Alliance que ledit Evêque auroit souvent réitérée avec les Ennemis de l'Empire en vertu de la Paix de Westphalie & des Constitutions de l'Empire, non plus que tout ce qu'il pourroit faire pour se soustraire de son obligation naturelle & jurée aux Conclusions de tout l'Empire, & aux revocations répétées, comme chacun fait.

C'est pourquoy Messieurs les Ambassadeurs de France eux-mêmes sont convenus souvent, devant Messieurs les Mediateurs de Barclay & Jenkins, que ledit Evêque n'étoit point allié de la France, & qu'il n'y avoit aucun traité entre la France & ledit Evêque, comme ils l'ont rapporté icy à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Danemarck, & des Etats de Provinces Unies, le 11. Janvier dernier.

Pour ce qui est du Saufconduit que Sa Majesté Imperiale a accordé benignement à l'Envoyé de Monsieur l'Evêque venant en cette Ville, qui ne fait, que la nature du Saufconduit est telle qu'il donne seureté, & non pas qu'il legitime la personne & la cause pour l'evoquer à ce traité, puis qu'elle depend de la seule connoissance de l'Empereur & de l'Empire, & qu'elle est commencée dans l'Empire comme dans sa Jurisdiction competente; ainsi l'Ambassade Imperiale supplie tres-humblement vôtre Seigneurie tres-Illustre, que mettant ces raisons devant les yeux de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, elle leur persuade selon sa fonction de Mediateur, que cet obstacle ne retarde plus long-temps les Traités de Paix.

E X T R A C T

uy het Verbaal van de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs van de Ho: Mog: Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, gegeven aan de Graaf Kinsky, tot getuygenis dat de Fransche Ambassadeurs aan de Mediateurs verklaart hadden de Bisschop van Straesburg geen Geallieerde van hun Koning te zyn.

Jouis den 21. Januarii 1677.

„ D E Heeren Berckley ende Jenkins rappor-
 „ teerden ons onder anderen van wegen de
 „ Heeren Fransche Ambassadeurs, dat benevens
 „ verscheyde argumenten, tot astructie van ha-
 „ re sustenuen bygebracht, namentlyck om in de
 „ respectieve Volmachten te doen insuleren de
 „ woorden van *Allien*, sy oock hadden geinsu-
 „ steert, om daar en boven noch ook te hebben
 „ het woort van *Adherents*, gelyck sy seyden, dat
 „ tot Munster was geobserveert geweest, ontrent
 „ de Volmachten van den Keyser ende van haar
 „ Koning, in gevolge van de Conventie daar over
 „ gemaakt. En dat sy Heeren Mediateuren daar
 „ op hebbende versogt Esclaircissement, om te
 „ weten, wie sy onder het getal van haar Geal-
 „ lieerden wilden placeren, ende wie onder dien
 „ naam van Adherenten souden begrepen zyn. De
 „ Heeren Franschen daar op hadden verklaart, dat
 „ den Bisschop van Straesburg, (den welken sy nu
 „ ende dan by exempel gealliegeert hadden tot
 „ antwoord op onse vragen,) geen Geallieerden
 „ van haaren Koning en was, noch met eenige
 „ Tractaten verbonden, maar dat hy alleen een
 „ vrund ende een adherent van haar Koning was,
 „ die daromme onder dat laatste woort van ad-
 „ herents soude moeten begrepen werden.

„ Ende

„ Ende getuygen wy ondergeschreven , dat het
 „ rapport alsoo aan ons gedaan , ende dat dit Ex-
 „ tract in syne substantie accordeert met de Notu-
 „ len by ons daar van gehouden. Actum Nimegen
 „ den 23. January 1677.

BEVERNINGH.

W. V. HABEN.

TRADUCTION.

EXTRAIT

*des Registres de Messieurs les Ambassadeurs Extraor-
 dinaires des Hauts & Puissans Seigneurs, Messei-
 gneurs les Etats Generaux des Provinces Unies ,
 donné à M. le Comte de Kinski, pour servir de preu-
 ve que les Ambassadeurs de France avoient déclaré
 aux Mediateurs , que l'Evêque de Strasbourg n'é-
 toit point allié de leur Roy , du Jeudi 21. Janvier
 1677.*

Pour ce qui est des Ambassadeurs de France
 voici ce que Messieurs Berkley & Jenkins,
 nous en ont rapporté. Après plusieurs raisons tou-
 chant l'Instruction de leurs substitués, ils préten-
 doient faire inserer dans leurs Pleinpouvoirs le
 mot d'*Alliez*, & même celui d'*Adherens*, comme il
 avoit été observé à Munster dans les Pleinpouvoirs
 de l'Empereur & de leur Roi , ainsi qu'on en étoit
 convenu. Et lors que M. M. les Mediateurs leur de-
 manderent qui étoient ceux qu'ils mettoient du
 nombre de leurs Alliés & Adherens, les Ambassa-
 deurs de France répondirent & déclarèrent , que
 l'Evêque de Strasbourg , (ci-devant plusieurs fois
 nommé,) n'étoit nullement Allié du Roy , ni
 même engagé à aucun Traité : Mais simplement
 Ami, & Adherent du Roi leur Maître, c'est pour-
 quoi

quoi ils le confideroient comme tel , & non comme Allié.

C'est ce que nous sousignez atteltons suivant le rapport qu'on nous en a fait; & que le present Extrait est conforme à ce qui est couché dans nostre Journal. A Nimegue , le 23. Janvier 1677.

B E V E R N I N G H.

W. H A R E N.

EXCERPTUM

ex Diario Legatorum Brandeburgicorum ejusdem tenoris quo proxime præcedens.

„ **D** Le ²² Januarii anno 1677 , actum fuit in
 „ Confessu Legatorum Fœderatæ partis , de
 „ formando Mandato, quo utriusque Partis Lega-
 „ ti in Negotio Pacis tractando ex æquo uti pos-
 „ sent. Regis Daniæ , tum quoque Fœderati Bel-
 „ gii Legati egerant hac de re deque aliis eò perti-
 „ nentibus , ad petitum Confessus , cum Legatis
 „ Mediatoribus , retuleruntque ex ore ipsorum
 „ inter alia, desiderare Galliæ Sueciæque Legatos ,
 „ ut in dicto Mandato Legatis facultas daretur , de
 „ Pace non modò cum Sueciæ Galliæque Legatis ,
 „ sed & cum Fœderatis , sociis , & adhærentibus
 „ utriusque Coronæ agendi.

„ Facile conveniebat inter Legatos, nullam esse
 „ faciendam in Mandato dicto mentionem socio-
 „ rum atque adhærentium. De Fœderatis ambi-
 „ gebat nonnihil atque imprimis Legatus Cæsa-
 „ reus , qui nec Fœderatorum mentionem admit-
 „ tere se posse dicebat , si Gallia inter Fœderatos
 „ Episcopum Argentoratensem haberet.

„ Testabantur autem supradicti Daniæ Belgii-
 „ que Legati , se ex ore Legatorum Mediatorum-

„ ac-

„ accepisse , quòd Gallici Legati asseruerint , di-
 „ ctum Episcopum non esse Regis sui Fœdera-
 „ tum , nec hoc nomine indigitari : placuit ita-
 „ que & Cæsareo , & reliquis Legatis ut formula
 „ Mandati , de quâ agebatur , ad Fœderatos quo-
 „ que extenderetur. Cùm autem Cæsareus Le-
 „ gatus desideraret, ut hâc de re , quomodo nem-
 „ pè acta sit , præsentes testarentur , Excellenciæ
 „ suæ hoc Diarii sui Excerptum Serenissimi Ele-
 „ ctoris Brandenburgici Legati Plenipotentiarrii
 „ tradi jussent. Die & Anno supra memoratis ,
 „ ¹²/₁₃ Januarii 1677.

L. C. S O M N I T Z.

W. B L A E S P I E L.

T R A D U C T I O N.

E X T R A I T

*du Journal des Ambassadeurs de Brandebourg, lequel
 est de même teneur que celui qui le precede
 immédiatement.*

LE ¹²/₁₃ Janvier 1677, il a esté arrêté dans l'As-
 semblée des Confederez, qu'il se feroit un
 formulaire ou mandement suivant lequel les Am-
 bassadeurs des Parties interessées se regleroient
 pendant le cours du present Traité. L'Ambassa-
 deur de Sa Majesté Danoise, & ceux des Provinces
 Unies, ayant proposé ce dessein de la part de l'As-
 semblée à M. M. les Ambassadeurs Mediateurs; Ils
 ont eu pour réponse que les Ambassadeurs de
 France & de Suede, souhaitoient principalement
 qu'il fût inferé audit formulaire, que les Amba-
 sadeurs pourroient traiter, non seulement avec les
 Ambassadeurs de France & de Suede, mais même
 avec les Confederez, les Alliez, & ceux qui tiennent
 le parti de l'une & de l'autre Couronne.

Tous

Tous les Ambassadeurs convenoient unanimement, de ne faire aucune mention des Adhens audit Formulaire. Pour ce qui est des Confederez, on doutoit un peu s'ils y devoient être compris; l'Ambassadeur de S.M.I. étoit celuy qui y trouvoit le plus à redire, alleguant pour raison, ne pouvoir consentir, qu'on fit mention des Confederez, si la France prétendoit que l'Evêque de Strasbourg fût du nombre.

Deplus les Ambassadeurs de Dannemarc & des Provinces Unies protestoient avoir entendu de la bouche des Mediateurs, que les Ambassadeurs de France avoient assuré, ledit Evêque n'être pas compris au nombre des Alliés de leur Roy, ni estimé tel. C'est pourquoi l'Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale, & les autres susdits ont arrêté & conclu entr'eux, que le Formulaire dont il s'agissoit comprendroit aussi les Confederez.

Et sur ce que l'Ambassadeur de S.M.I. a requis, que ceux qui étoient présens à cette conclusion, en portassent témoignage; leurs Excellences ont ordonné de délivrer le présent Extrait du Journal de l'Ambassadeur Plenipotentiaire de son Altesse Electorale de Brandebourg. Audit jour & an ¹²/₂₂ Janvier 1677.

LAUR. CHRISTOPH. SOMNITZ.

WILH. BLASSPIEL.

R. I S P O S T A

dei SS. Ambasciatori di Francia sù l' affare di Mons^r. Vescovo di Strasburg, presentata per l'Auditore del Nuntio a i SS. Ambasciatori Collegati Catholici li 13 Ottobre 1677.

HAvendo Monsignor Nuntio parlato à i SS. Ambasciatori di Francia sù l'affare di Monsignor Vescovo di Strasburg hanno L. Eccellenze loro risposto.

Che vederando la dichiarazione altre volte fatta che il predetto Monsignor Vescovo è Alleato della Francia, fanno nuova istanza, perche il di lui Ministro sia riconosciuto in qualità d'invitato d'un Principe Alleato del Rè Christianissimo.

E perche sperano che i SS. Imperiali siano per aderire alla predetta istanza, affine intanto di mostrare la sincera intentione di S. M. Christianissima all'avanzamento della Pace, da questa hora pongono in mano di Monsignor Nuntio la Proposizione del predetto Vescovo di Strasburg, acciòche sia consegnata à i SS. Imperiali subito, che dall' EE. loro sarà stata accettata la Plenipotenza del Ministro sudetto, e non prima, ne in altro modo: Dichiarando, che in questo mentre, e fin che D. Ministro non sarà stato riconosciuto nelle qualità predette e la di lui Plenipotenza ammessa; non possono l'EE. loro, ne sono per rispondere, o passare avanti nella Proposizione & affare del Serenissimo di Lorena.

T R A D U C T I O N .

R E S P O N S E

de Messieurs les Ambassadeurs de France sur l'affaire de Monsieur l'Evesque de Strasbourg, présentée par Monsieur l'Auditeur du Nonce à Messieurs les Ambassadeurs Alliez Catholiques, le 13 Octobre 1677.

Monsieur le Nonce ayant parlé à Messieurs les Ambassadeurs de France de l'affaire de Monsieur l'Evesque de Strasbourg, leurs Excellences ont fait la réponse suivante.

Qu'ils reïterent la Declaration qu'ils ont faite ci-devant, sçavoir que mondit Sieur l'Evesque est Allié de la France, & qu'ils insistent encore à ce que son Ministre soit reconnu pour Envoyé d'un Prince Allié du Roy Tres-Chrestien.

Et parce qu'ils espèrent que Messieurs les Imperiaux ne rejetteront pas ladite instance pour témoigner d'autant plus la sincere intention de Sa Majesté Tres-Chrestienne à l'avancement de la Paix, ils mettent dès à present entre les mains de Monsieur le Nonce la proposition du susdit Evesque de Strasbourg, afin qu'elle soit donnée à Messieurs les Imperiaux, déclarent que jusques à ce que le Pleinpouvoir dudit Ministre ait esté accepté par leurs Excellences dans la forme qu'il est, & tandis que le susdit Ministre ne sera point reconnu dans la qualité susdite ni son Pleinpouvoir reçu, leurs Excellences ne peuvent répondre, ni passer plus avant sur l'affaire & Proposition du Serenissime Duc de Lorraine.

P R O P O S I T I O

*Celsissimi Principis Argentinenfis in Conventu Pacis
Noviomagenfis depofita apud Dominos Mediatores
die 10. Octobris 1677.*

„ **Q**uanquam notorium fit Celsiffimum Prin-
 „ cipem Dominum Epifcopum Argentinen-
 „ fem, in flagranti hoc bello activè, ne quidem
 „ contra Fœderatos Belgii Ordines, quantumvis
 „ tum temporis nullo cum Sacrà Cæfareâ Maje-
 „ ftate & Imperio vinculo unitos; fed potiùs va-
 „ riorum Imperii locorum, ac præcipuè insignis
 „ illius in finibus Imperii fiti & ad Archidiœcefin
 „ Colonienfem fpectantis Propugnaculi Rheno-
 „ bergæ detentores nullam unquam partem ha-
 „ buiffe. Ac idcirco Celfitudini Suæ fuper licitiffi-
 „ mo fœdere, pro recuperando tanti momenti
 „ Propugnaculo, Sacram fuam Regiam Chriftia-
 „ niffimam Majeltatem inter, & Sereniffimum
 „ Electorem Colonienfem pacto, indeque contra
 „ alrefatos uniti Belgii Ordines exorto bello, nul-
 „ lam aliam præter eam tribui poffe quam in fi-
 „ mili emergenti, quilibet Electoris Ecclefiaftici
 „ primarius Minifter, ejusdemque Archidiœcefsis
 „ Prælati habere poteft, utpotè qui Ecclefiaæ fuæ
 „ zelo & Imperii bono ductus, ac fauctionibus
 „ Pacis Weftphalicæ tanto labore & fanguine par-
 „ tæ, & fuper illam fundatâ juratâ Capitulatione
 „ Cæfareâ confifus, Archiepifcopo & Principi fuo
 „ tale fibi jure licitum, & ad repellendam vim,
 „ maximè poft tot irritas ipfius etiam Auguftiffi-
 „ mi Cæfaris & Imp. Principum amicas interpofi-
 „ tiones, neceffarium medium non difluafit, non
 „ prævidens, Sacram fuam Cæfaream Majeltatem
 „ aut ullum alium Imperii Statum fe huic bello
 „ etiam contra fidelem Imperii Electorem impli-
 „ Tom. II. L , catu-

„ caturus esse, præsertim ubi in prædicto fœdere
 „ sua Serenitas Electoralis omnes casus exceperat,
 „ quibus bellum hoc contra Augustissimum Cæ-
 „ sarem & Imperium devolvi, aut quoquo modo
 „ dilatari posset.

„ Quibus omnibus ritè consideratis, etiamsi
 „ clare pateat, prout id adhuc nuper authentice
 „ declaratum est, altè dictum Celsissimum Do-
 „ minum Episcopum Argentinensem nullum
 „ aliud cum Rege Christianissimo vinculum aut
 „ Tractatus habere, quàm quòd sua Regia Chri-
 „ stianissima Majestas altè commemoratæ suæ
 „ Celsitudini eandem Garantiam, quæ vigore
 „ Pacis Westphalicæ omnibus Imperii Principibus
 „ super articulis inibi expressis tenetur, occasione
 „ hujus Fœderis (ut si fortè hoc intuitu altè me-
 „ morata Celsitudo aut Illustrissima familia sua
 „ quocunque modo directè vel indirectè quid-
 „ quam adversi pati possent) de novo specialiter
 „ promiserit, eumque in finem altè dictam Celsi-
 „ tudinem suam in numerum suorum Confœde-
 „ ratorum sine ullâ aliâ reciproca belli gerendi
 „ obligatione sulceperit.

„ Nihilominus palàm constat, his rationibus
 „ minimè consideratis, altè memoratam Celsitu-
 „ dinem suam, ac si declaratus Imperii hostis
 „ fuisset, statim habitam esse; quippè quæ post vio-
 „ lentam in Fratre suo Principe Guillelmo in loco
 „ pacis Colonix commissam abductionem, cujus
 „ circumstantiæ toti Orbi constant, à Tractatu Sa-
 „ cram Cæsaream Majestatem inter & Serenissi-
 „ mum Electorem Coloniensem ab iisdem Cæsa-
 „ reæ Majestatis Ministris non solum exclusa, sed
 „ & pari sorte vel publicè comminata fuit: iisdem
 „ erga suæ Serenitatis Electoralis Ministros &
 „ Summi Capituli Deputatos se distinctè his ver-
 „ bis non solum declarantibus, A B E A T E P I -

„ S C O P U S

„ SCOPUS IN GALLIAS, sed etiam Leodium,
 „ ubi Celsitudo sua ex Aulâ Cæsareâ super petitis
 „ Salvisconductibus, & oblatione ad se sustendum,
 „ per expressum Ablegatum factâ, responsum
 „ præstolari intendebat, dilertè nuntiantibus;
 „ Quòd nec ibi in summiâ arde, nec in ipso pede
 „ altaris secura foret.

„ Quâ ratione justè commota altè memorata
 „ sua Celsitudo, cum nullo alio modo nisi fugâ
 „ securitati suæ consulere, ac illam non nisi in
 „ Gallis, & primò quidem Rhemis in Abbatia ca-
 „ ptivi fratris sui sancti Remigii dictâ, pro rece-
 „ ptione sua invenire potuisset, usque dum Sacra
 „ sua Regia Christianissima Majestas eundem mo-
 „ tu proprio in particularem suam protectionem
 „ non minùs, quàm ante in numerum suorum
 „ Confœderatorum acciperet eidemque Aulam
 „ suam pro asylo assignaret.

„ Non tamen prætermisit altè memorata Celsi-
 „ tudo sua, quin eodem quasi tempore Aulam Cæ-
 „ saream de constanti sua in Augustissimum Im-
 „ peratorem & Imperium devotione per Mini-
 „ strum suum Viennam amandatum, ut & de hac
 „ coactâ fugâ suâ, deque suo in Imperium ac Sta-
 „ tus suos proclivi revertendi animo (Salviscon-
 „ ductibus quamprimùm sibi concessis) perquàm
 „ submissè edoceret. Sed loco Responsorum &
 „ Salvorum-conductuum tanto animo desidera-
 „ torum idem Celsitudinis suæ Minister, nescio
 „ quo prætextu, sine ulteriori causæ discussione,
 „ Viennæ carceri inclusus, & non nisi post elapsum
 „ anni unius & aliquot mensium spatium, sine ul-
 „ la aliâ ratione allegatâ, multò minùs examine
 „ facto, benè autem juramento de non viudican-
 „ do exacto, rursus dimissus fuit.

„ Interea verò altè dicta Celsitudo sua semper
 „ pejus habita, ac inusitato planè in Imperio mo-

„ do, sub prætextu Avocatoriorum Imperialium,
 „ non solum in Comitibus Imperialibus à Sessioni-
 „ bus & Votis sibi competentibus suspensa, verum
 „ etiam Episcopatus & aliorum in Imperio Prin-
 „ cipatum administratione exuta, ac insuper illi
 „ debitus defensionis locus, tam in Aula Cæsarea
 „ quàm in Diæta Ratisbonensi tam sollicitè qua-
 „ situs, vigore Decreti Cæsarei ad Status dati, ab-
 „ solutè denegatus fuit. Præterea quoque omnes
 „ decimæ, redditus, bona & ad ejusdem Celsitudi-
 „ nis suæ Abbatiæ Stabulensem spectantia, & in
 „ Ducatu Luxemburgensi sita, ab Hispanico ipsius
 „ Ducatus regimine, nescio quo juris aut rationis
 „ prætextu, per Decretum die 19. Februarii anni
 „ 1674. arrestata & confiscata sunt.

„ Cui accedit Celsitudinis suæ Nepotis, Princi-
 „ pis Egonis Antonii de Furstemberg gravis perse-
 „ cutio, qui post sponsalia tempore peregrinatio-
 „ nis suæ facta, in Gallias ad contrahendum ma-
 „ trimonium jure gentium omnibus permissum
 „ abiverat, & inde post consummatum in Germa-
 „ niam reversus, elapsis quinque mensibus, sub
 „ prætextu Avocatoriorum Imperialium, quæ ta-
 „ men nullam cum iis relationem habere possunt,
 „ eodem modo à Voto & Sessione in Diæta Ratis-
 „ bonensi suspensus, & insuper Terriis suis redi-
 „ tibusque de facto ita privatus est, ut non solum-
 „ modò bona sua in Imperio sita sibi sequestrata,
 „ sed & se omnibus sustentandi mediis destitutum
 „ videat.

„ Quæ cum ita se habeant (prout sæpiùs altè
 „ memorata Celsitudo sua hisce quàm solemnissi-
 „ mè protestatur, se hic allegata non alio fine
 „ quàm pro necessaria causæ & honoris sui defen-
 „ sione recensere) ut inde clarè pateat, Celsitudi-
 „ nem suam unà cum Illustrissima familia sua
 „ contra omnem juris in Imperio recepti ratio-

„ nem

„nem enormiter læsam esse, & adhuc quotidie
„magis lædi, hæc jure non nisi optimo petit.
„Ut jam tandem ante omnia Celsitudinis suæ
„Frater D. Princeps Guillelmus de Furstemberg
„eo quo constat modo abreptus & jam tanto tem-
„pore detentus in pristinam libertatem, benefi-
„cia, dignitates, jura, honores & prærogativas, an-
„nullatis omnibus in contrarium emanatis, quàm
„primùm restituatur: deinde ut Celsitudini suæ
„Episcopatus Argentinenſis unà cum omnibus
„aliis Principatibus, Territoriis, Dominiis, Ju-
„risdictionibus bonisque tam in Imperio quàm
„alibi sitis, ac simul ut eadem in omnia Beneficia,
„Prælaturas, Dignitates, Officia, Jura, præroga-
„tivas & honores, quibus ante cœptum bellum
„gaudebat, cum cassatione omnium in contra-
„rium mandatorum, plenariè restituatur, sibi que
„omnia damna, & jacturæ quæ durante hoc bello
„Celsitudo sua tam per oppressiones, exactiones
„Copiarum militarium & exustiones suarum
„Civitatum, Arcium, Oppidorum & Pagorum,
„quàm per sequestrationem suorum reddituum
„passa est, refarciantur: & demùm ut processus
„contra Principem Egonem Antonium Landt-
„gravium de Furstemberg fiscaliter institutus,
„cum prætensâ sequestratione suorum reddituum
„& reparatione damnorum inde secutorum cas-
„setur, atque altè commemorata Celsitudo sua,
„Fraterque Princeps Guillelmus cum Nepote
„Landtgravio Egone Antonio de Furstemberg,
„& universa Illuſtrissima Familia ipsi Paci gene-
„rali per Articulum expressum & garantiæ ita
„comprehendatur, ut eadem pro futura eorum
„securitate gaudere & frui possint.
„Quæ omnia ex speciali læpius altè memora-
„ti Celsissimi Principis Domini Episcopi Argen-
„tinenſis mandato & Plenipotencia infra scriptus

„ ejusdem Celsitudinis suæ Ablegatus extraordi-
 „ narius & Plenipotentiarius hinc præsentare de-
 „ buit, expressè sibi reservata facultate augendi,
 „ mutandi, aut ulterius explicandi, prout exigen-
 „ tia causæ, pro emergentia casuum, postulare
 „ poterit. Exhibebatur Noviomagi, die decimo
 „ Mensis Octobris, anno Domini millesimo sex-
 „ centesimo septuagesimo septimo.

Erant signatæ,

W. L. B. DUCKER.

T R A D U C T I O N.

P R O P O S I T I O N

*de son Altesse le Prince de Strasbourg présentée en
 l'Assemblée de Nimègue, pour la Paix, à Messieurs
 les Médiateurs, le dixième Octobre 1677.*

PUis qu'il est manifeste que son Altesse le Prin-
 ce & Seigneur Evêque de Strasbourg n'a eu
 aucune part actuellement, dans cette dernière &
 sanglante guerre, non pas même contre les Etats
 des Provinces Unies, bien qu'ils ne fussent pour
 lors en aucune manière alliés avec Sa Majesté Im-
 periale & l'Empire; mais plutôt détenteurs de
 plusieurs lieux de l'Empire, & sur tout de Rhin-
 berg Forteresse très-importante dans les confins
 de l'Empire, & dépendant de l'Archidiocèse de
 Cologne, & qu'ainsi on ne peut imputer aucune
 chose à S. A. sur l'alliance très-juste faite entre Sa
 Maj. Très-Chrestienne, & le Serenissime Electeur
 de Cologne, pour le recouvrement d'un boule-
 vard de cette importance, & sur la guerre qui en
 est survenue contre les susdits Etats des Provinces
 Unies, que ce qu'est obligé de faire dans une pa-
 reille occasion chaque premier Ministre d'un Ele-
 cteur

cteur Ecclesiastique & un Prelat de son Archidiece, comme celui qui est touché d'un veritable zele de l'Eglise & du bien de l'Empire, & appuyé des Reglemens de la Paix de Westphalie, établie après tant de travaux & de sang repandu, & sur la Capitulation Imperiale fondée & jurée sur cette paix, il n'a point dissuadé à son Archevêque & Prince un tel moyen necessaire & permis de droit, sur tout après les interpositions reiterées de Sa Majesté Imperiale même, & des Princes de l'Empire, ne prevoyant pas, que Sa Majesté Imperiale, ou aucun autre Etat de l'Empire se dussent mêler dans cette guerre, même contre un fidele Electeur de l'Empire, puisque dans la susdite alliance, Sa Serenité Electorale avoit particulierement excepté tous les cas, par où cette guerre auroit pû se tourner & s'étendre contre Sa Majesté Imperiale en quelque maniere que ce fût.

Ce qui estant bien consideré, quoi qu'il paroisse manifestement, comme il a encore été déclaré il n'y a pas long-temps d'une maniere autentique, que le susdit Seigneur Evêque de Strasbourg, n'est attaché par autre lien ou traité avec le Roi Tres-Chrestien, qu'en ce que Sadite Majesté Tres-Chrestienne doit à Sadite Altesse la même Garenie, dont il est tenu envers tous les Princes de l'Empire en vertu de la Paix de Westphalie, touchant les articles qui y sont exprimez, à l'occasion de cette Alliance (pour prevenir les accidens que Sadite Altesse ou son Illustre famille en auroit pû souffrir en quelque maniere directement ou indirectement) il l'a promise de nouveau & d'une maniere particuliere, & à cette fin S.A. l'a reçu au nombre de ses Alliez, sans aucune obligation de part ni d'autre de faire la guerre.

Cependant, tout le monde sçait, que sans avoir

aucun égard à ces raisons , son Altesse fut tenue aussi-tôt, comme s'il se fût déclaré ennemi de l'Empire, puis qu'ensuite de la violence & enlèvement commis en la personne du Prince Guillaume son Frere à Cologne, lieu même de la paix, dont les circonstances sont connues à toute la terre, non seulement elle a esté privée par les Ministres de Sa Maj. Imp. du Traité entre Sadite Maj. & le Serenissime Electeur de Cologne, mais a esté même menacée publiquement d'un pareil sort; les mêmes se découvrant distinctement aux Ministres de Sa Ser. Electorale & aux Députez du Souverain Chapitre, non seulement par de telles paroles; (Que l'Evêque s'en aille en France,) mais à Liège même, où S.A. pretendoit aller attendre réponse de la Cour de l'Empereur, sur les Sauf-conduits qu'il avoit demandés, & sur l'offre de se représenter, faite par un Envoyé exprés, avertissant expressément, qu'elle ne seroit pas même en seureté dans les lieux les plus Sacrez, ni même aux piez des Autels.

C'est pourquoy S. A. touchée d'une juste émotion, ne pouvant mieux travailler à sa seureté, & par aucun autre moyen que par la fuite, & ne la pouvant faire qu'en France, & premierement à Rheims dans l'Abbaïe de son Frere prisonnier, dite de saint Remy, jusqu'à ce que Sa Majesté Tres-Chrétienne le reçût de son propre mouvement en sa singuliere protection, aussi bieu qu'au nombre de ses Confederez, & lui donnât pour azyle son propre Palais.

Cela n'empêcha pas néanmoins, que S. A. presque dans le même temps, ne donnât des assurances pleines d'humilité, à la Cour de l'Empereur, de son zele sincere envers Sa Majesté Imperiale & l'Empire, par son Deputé envoyé à Vienne, & l'avertir de sa fuite forcée, & de son dessein & inclina-

clination de retourner dans l'Empire, & dans ses Etats, dès le moment qu'on lui auroit accordé un Saufconduit. Mais bien-loin de répondre, & d'accorder le Saufconduit attendu avec tant de passion, le même Envoyé de S. A. sans aucun pretexte apparent, & sans connoissance de cause, fut mis en prison, & n'en fut tiré qu'un an & quelque mois après, sans aucune raison préalable & d'examen encore moins, mais bien avec serment de ne le point delivrer.

Pendant cela, les affaires de S. A. alloient de mal en pis, & par un moyen qui ne fut jamais usité dans l'Empire, sous pretexte de Revocations Imperiales, non seulement il fut suspendu des seances & vœux qui lui sont dûs dans les Diètes de l'Empire, mais on le depouilla même de son Evêché, & de la possession de ses autres Principautez dans l'Empire, deplus on luy refusa absolument tout lieu de se défendre, tant à la Cour de l'Empereur qu'à la Diète de Ratisbonne, ce qu'il avoit requis avec tant d'empressement, & cela en vertu d'un Decret de l'Empereur donné aux Etats, outre cela encore toutes les dismes, tous les revenus, & tous les biens de S. A. ceux qui dépendent de l'Abbaïe de Strabud, & qui sont situés dans le Duché de Luxembourg sous le Gouvernement d'Espagne, sans aucune apparence même de droit ni de raison, furent saisis & confisquez, par ordonnance du 19. Fevrier 1674.

A tout cela il faut ajouter la rigoureuse persécution du Prince Egon Antoine de Furstemberg Nèveu de S. A. lequel après ses fiançailles contractées dans son voyage, estoit allé en France pour terminer son mariage, chose que le droit des Gens accorde à tous les hommes, & cinq mois après étant retourné en Allemagne, sous pretexte de Revocations Imperiales, quoi qu'il n'y ait cepen-

dant aucun rapport, il fut pareillement interdit du vœu & session dans la Diète de Ratisbonne; & d'ailleurs, fut tellement depouillé de ses terres & revenus, que non seulement ses biens situez dans l'Empire furent mis en sequestre, mais qu'il se voit denué de tous moyens de subsister.

Les choses étant ainsi, & selon que S. A. a souvent protesté, comme il fait encore par ces presentes solennellement, qu'il ne public ce qu'il allegue à autre fin que pour la necessité de la deffense de sa cause & de son honneur: afin qu'il paroisse clairement, que S. A. & son Illustre Famille a esté, & est encore de plus en plus maltraitée d'une maniere énorme, contre toute raison de droit reçu dans l'Empire; il est trop bien fondé à faire les demandes suivantes.

Qu'enfin & avant toutes choses, le Prince Guillaume de Furstemberg Frere de S. A. enlevé de la maniere qu'on scait, & retenu depuis si longtemps, soit rétabli incessamment dans sa premiere liberté, Benefices, Dignitez, Droits, honneurs & prerogatives, toutes choses émanées au contraire, demeurant abolies: En second lieu que S. A. soit rétablie entierement dans son Evêché de Strasbourg, pareillement dans toutes ses autres Principautez, Territoires, Domaines, Jurisdictions & Biens situez tant dans l'Empire qu'ailleurs, ensemble aussi dans tous les Benefices, Prelatures, Dignitez, Offices, Droits, prerogatives & honneurs, dont il jouissoit avant la guerre, avec l'abrogation de toutes les ordonnances au contraire, & que tous les dommages & pertes qu'il a souffertes durant la guerre, tant par les accablemens, & exactions des troupes militaires & les embrasemens de ses Villes, Chateaux, Bourgs & Villages, que par le sequestre de ses revenus, lui soient restitués. Et enfin que le Procez formé par le Fisc contre

tre le Prince Egon Antoine Landgrave de Furstemberg, soit annullé, avec le pretendu sequestre de ses revenus & rétablissement des dommages qui s'en sont ensuivis, & que S. A. & son Frere le Prince Guillaume avec son Neveu le Landgrave Egon Antoine de Furstemberg, & toute sa Tres-Illustre Famille, soit tellement comprise dans la paix generale, par une article exprés de garentie, qu'elle en puisse jouir pour leur commune seureté à l'avenir, toutes lesquelles choses ont dû estre representées dans ces presentes, par l'Envoyé Extraordinaire & Plenipot. dudit Tres-Haut Prince & Seigneur Evêque de Strasbourg, sousigné, selon le mandement & Pleinpouvoir qu'il en a, se reservant expressément le pouvoir d'augmenter, changer, ou s'expliquer plus amplement, selon que l'exigence de la cause, & l'écheance des cas le pourront requerir. Donné à Nimegue le 10 Octobre l'An mil six cent soixante & dixsept.

Signé W. L. B. DUCKER.

R E P L I Q U E

*de Messieurs les Ambassadeurs de France à la response de
Messieurs les Ambassadeurs Alliez du ²¹ Septembre, ₁ Octobre,
1677. faite à Messieurs les Mediateurs le 28 Octobre.*

Q Ue comme nous connoissons combien l'intention du Roy nostre Maistre est sincere pour la tranquillité publique, nous aurions vû avec plaisir le desir que les Ambassadeurs des Alliez font paroistre pour l'avancer, si nous avions vû dans leurs Memoires de nouvelles ouvertures pour en faciliter les moyens; Mais que n'y ayant trouvé que les mêmes prétentions de restitution, de dédommagement & de seureté pour l'avenir de

la part de l'Empereur & de Sa Majesté Catholique, même sur le pretexte que cette guerre leur a esté faite par la France. Nous jugeons qu'ils ont oublié que cette même guerre dont ils se plaignent a esté declarée au Roi nostre Maistre, par l'Empereur & par le Roy Catholique.

Que c'est assez pour faire connoistre avec combien de Justice nous avons proposé que toutes choses demeurassent dans l'esprit où le sort de la guerre les a mis, puisque Sa Majesté auroit esté en droit de pretendre la satisfaction des dommages & des despeses que cette guerre luy a causez.

Qu'ainsi nous attendrons que les Ministres des Alliez se portent à des Propositions plus équitables que celles qu'ils ont faites jusques à present pour ce qui regarde le Prince Charles de Lorraine, après avoir admis son Ministre, reçu son Plein pouvoir, & ses propositions, il est estrange que Messieurs les Alliez fassent difficulté d'admettre aussi le Ministre de Monsieur l'Evêque de Strasbourg, & qu'on veuille remettre la discussion de ses Interests au jugement de la Diète de l'Empire, lorsqu'il est dépossédé de ses Etats, & qu'il doit & pour luy-même, & comme allié du Roy agir en son Nom en cette Assemblée, de même qu'y agissent les Alliez de l'Empereur, & du Roi d'Espagne. Ainsi jusqu'à ce que son Ministre & ses propositions soient reçûes, les Ambassadeurs de France ne peuvent répondre aux Propositions dudit Prince Charles de Lorraine.

CETTE R E P L I Q U E

fut faite à M.M. les Ambassadeurs Catholiques
par Monsieur le Nonce le 30. Octobre
comme il suit.

I Signori Ambasciatori di Francia hanno detto à
Monsignor Nuntio.

Che conoscendo la sincera intenzione del Rè loro padrone per la tranquillità pubblica, avrebbero veduto volentieri, che gl' Eccellentissimi Signori Ambasciatori de' Collegati secondando il desiderio che hanno di accettarne il conseguimento, bavessero fatte nuove aperture di pace nell' ultima lorò risposta, ma che non havendone trovate, che le prime Proposizioni di restituzione, di risarcimento di danni & di sicurezza, sul fundamento, che la presente guerra sia stata fatta dalla Francia alle loro Majestà Imperiale e Catholica. Alle Eccellenze loro per justificar la prima proposta data per parte del Rè loro Padrone di lasciar le cose nello stato in cui la sorte dell' armi le haverà poste, bastava che dicessero esser stata la presente guerra dichiarata dall' Imperatore, e dal Rè Catholico alla Francia, laquale perciò (come hanno detto i medesimi Signori Ambasciatori) haverebbe potuto pretendere ancora il risarcimento de' danni e delle spese.

Che l' Eccellenze loro aspettariebbono dunque, che se fossero fatte da i Signori Alleati nuove Proposizioni diverse da quelle, ch' erano state fatte sino al presente.

Quanto poi al Signor Duca di Lorena hanno replicato haverne l' Eccellenze loro adnesso il ministro, e ricevuta la Plenipotenza & le Proposizioni: altrettanto aspettare i Signori Ambasc. che da i Signori Collegati si facci verso Monsignor Viscovod' Argentina, la discussione de gl' interessi del quale non poteva rimettersi alla dieta dell' Impero, quando si trovava privato de' suoi Stati, e quando tanto come Principe dell' Imperio, quanto come Alleato della Francia poteva agire nel presente congresso, nel

istesso modo, che vi agiscono gl' Alleati dell' Imperatore, e del Rè Catholico: reiterare dunque la dichiarazione altre volte fatta, che sino atanto, che non era amMESSO il Ministro, e ricevute le Proposizioni di Monsignor Vescovo sudetto non potevano rispondere a quelle del Signor Duca di Lorena.

T R A D U C T I O N
de ladite REPLIQUE.

Messieurs les Ambassadeurs de France ont dit à Monseigneur le Nonce, Que connoissant la sincere intention du Roi leur Maître pour le repos public, auroient vû volontiers que Messieurs les Ambassadeurs des Alliez, secondant le desir qu'ils ont d'en accepter l'impetration, auroient fait nouvelles ouvertures de Paix dans leur dernière Réponse, mais que n'y ayant trouvé que les premières Propositions de restitution, de restauration de dommage & de seureté, sur le fondement que la presente guerre ait esté déclarée par la France à leurs Majestez Imperiale & Catholique, que pour justifier à leurs Excellences la premiere Proposition donnée par le Roy leur Maître de laisser les choses au mesme état que le sort des armes les avoit mises, il suffira qu'ils disent la presente guerre avoir été déclarée par l'Empereur & le Roy Catholique à la France, laquelle parce que comme ont dit Messieurs les Ambassadeurs, auroient pû prétendre la restitution des dommages & des frais: que leurs Excellences attendroient donc que de nouvelles Propositions soient faites par Messieurs les Alliez, différentes de celles qui ont esté faites jusques à present.

Quant à Monsieur le Duc de Lorraine, leurs Excellences ont repliqué en avoir admis le Ministre, & reçu le Pleinpouvoir & les Propositions; Cepen-

Cependant attendent Messieurs les Ambassadeurs qu'il se fasse par Messieurs les Alliez, auprès de Monsieur l'Evêque de Strasbourg la discussion des interets, lesquels il ne pouvoit remettre à la Diète de l'Empire quand il se trouvoit privé de ses Etats, & que tant comme Prince de l'Empire, que comme Allié de la France, il pouvoit agir dans la presente Assemblée, en la mesme maniere qu'y agissent les Alliez de l'Empereur, & du Roy Catholique. Il réitere donc la declaration faite autrefois, que jusqu'à ce que ce Ministre ne soit admis, & les Propositions receües de Monsieur l'Evêque susdit, ils ne pourront répondre à celle de Monsieur le Duc de Lorraine.

La mesme REPLIQUE

fut faite par leurs Excellences Messieurs les Mediateurs Hyde & Jenkins le 30. Octobre 1677.

Messieurs les Ambassadeurs de France nous ont représenté, combien l'intention du Roy leur Maistre est sincere pour la tranquillité publique, & qu'ils auroient esté bien aises d'avoir trouvé dans le Memoire que nous leur avions dicté, de *nouvelles ouvertures*, pour en faciliter les moyens; mais que n'y ayant trouvé que les mesmes pretentions de restitutions, de dédommagement & de seuteté pour l'avenir, *de la part de l'Empereur & du Roy Catholique*, Ils n'avoient autre Réponse à donner, que celle qu'ils avoient desja faite, & qu'ils attendoient, que leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs & autres Ministres des Alliez, se porteront à des Propositions plus convenables que celles, qu'ils ont faites jusques à present.

Pour ce qui regarde son Altesse Monseigneur le Duc de Lorraine: Ils nous ont dit, qu'ayant admis son Ministre, & reçu son Pleinpouvoir & ses Proposi-

positions, Ils insistent, que le Ministre de Monsieur l'Evesque de Strasbourg soit pareillement admis, & puisse agir comme Allié du Roy leur Maître en cette Assemblée, de mesme qu'y agissent les Alliez de l'Empereur & du Roy d'Espagne; Ainsi, jusques à ce que le Ministre de l'Evesque de Strasbourg & ses Propositions soient reçûes, ils ne peuvent répondre aux Propositions de Monseigneur le Duc de Lorraine.

R A I S O N

que S. A. S. le Duc de Lorraine a pour le recouvrement de ses Etats.

NOstre tres-Saint Pere ayant témoigné desirer estre informé des raisons que S. A. S. le Duc de Lorraine a pour le recouvrement de ses Etats, le sousigné son Ministre & Plenipotentiaire à l'Assemblée de Nimegue en a dressé le present Memoire qu'il presente à Monsieur le Nonce pour en referer à Sa Sainteté ce qu'il trouvera convenable.

Entre les Maisons Souveraines qui sont dans l'Europe, celle de Lorraine estant connue pour une des plus anciennes & des plus illustres, & qui a autant bien merité du Saint Siege, il n'est pas besoin de donner aucune information là-dessus, parce que S. S. en sçait plus que tout ce que l'on pourroit luy en dire.

Il suffit pour satisfaire à son desir paternel de lui représenter avec l'humiliation qui se doit, que Charles V. du Nom, aujourd'huy Duc de Lorraine & de Bar, a tous les droits successifs ez Duchez de Lorraine & de Bar & en tous les autres Etats compétans à la branche aînée & regnante de cette Serenissime Maison réunis & confondus en sa seule personne.

Cette

Cette verité est constante, & la preuve en tout cas est celle-ci. Au commencement du sieclé dernier (sans remonter plus avant) la Maison de Lorraine s'étant divisée en deux branches, par les deux freres, Anthoine, & Claude fils de René II. Duc de Lorraine & de Bar, il y a eu depuis ce temps-là cette distinction de la branche cadette, procedante de Claude surnommé Duc de Guise, frere puisné d'Anthoine, qui l'a transplantée en France où elle a fleuri glorieusement par beaucoup de Princes qui y ont esté, & dont le nombre y est encore grand presentement, Anthoine est demeuré en Lorraine avec la branche aînée, qui est la regnante attachée à son tronc illustre par soixante Ducs qui l'ont precedé, la lignée duquel enfin est parvenue jusques au Duc d'apresent.

La descente par filiation en est telle.

Anthoine Duc de Lorraine & de Bar a eu François son fils aussi Duc de Lorraine & de Bar.

François a eu Charles III. du Nom.

Charles a eu Henry & François.

Henry n'a eu que deux filles Nicole, & Claude. François son frere puisné a eu deux fils, Charles, & Nicolas François, qui espouserent ces deux Princesses. Du mariage de Charles avec Nicole il n'y a point eu d'enfant, & est decedé en cet estat le 18 Septembre 1675. Du mariage de Nicolas François & de la Duchesse Claude, il ne reste d'enfant que le Duc d'à-present, Neveu de Charles & de Nicole, par son Pere & par sa Mere, unique & arriere petit fils de Charles III. son bisayeul & du Duc Anthoine son cinquiesme Ascendant.

Si filius, ergo hæres.

On ne peut rien contredire à S. A. Serenissime de tout cela, cependant le R. T. C. luy détient ses Etats sans vouloir luy rendre jusqu'à present, ny respondre seulement à la juste demande & repetition

tion qu'il en a faites par diverses instances qu'il a plû à Monsieur le Nonce d'en porter avec beaucoup de peines & de fatigues à Messieurs les Ambassadeurs de France dans cette Assemblée de la Paix.

Le sujet du retardement à lui faire cette justice qu'il a attenduë, & attend encore de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ne lui est pas connu, il ne se sent pas même lui en avoir donné aucun, ayant toujours eu pour elle tous les respects dûs à un grand Roi.

Il est vray, qu'il se trouve aujourd'hui dans le parti qui lui est opposé, & à la teste des armes de l'Empereur; mais il est vrai aussi qu'il se trouvoit déjà dans son service lors que le Duc son Oncle, que Dieu absolve, est mort. Le Roi lui detenant les Etats, que pouvoit-il faire autre chose, que de demeurer dans la protection de Sa M. I. & dans les alliances que son Predecesseur avoit faites avec d'autres Puissances engagées dans la même guerre, pour parvenir à les reconvrer? Et jusques à ce que Sa Majesté se portât à les luy rendre par sa grande generosité qu'elle exerce en tant de rencontres & par sa justice; il s'y confie toujours, & d'autant plus que Sa Sainteté veut bien s'y employer par sa bonté paternelle, particulièrement par l'interposition de Monsieur Son Nonce Extraordinaire en cette Assemblée, lequel y travaille tant par l'avancement de cette affaire, que pour celle de tous les autres Princes Catholiques & interessez à la Paix generale avec des soins infatigables. A Nimegue ce 30. Octobre, 1677.

C A N O N.

R E.

R E S P O N S U M

Fœderatorum Catholicorum ad Gallicorum Legatorum Replicam dictatam 30. Octobris per Nuntium. Datum 19. Novembris 1677.

EXcellentissimi Domini Fœderatorum Legati existimant, ex ordine tractandi oportuisse Propositiones suas ab Excellentissimis Dominis Legatis Franciæ aut admittere ut justas, aut non esse justas probari, aut oblatam à Fœderatis discussionem rerum, quæ hîc tractandæ sunt, acceptari: verùm cum horum nihil, sed hoc unice agatur, ut à Fœderatorum Legatis nova mediâ Pacis & Propositiones convenientiores (ut ajunt) edantur, nec tamen se super ea convenientia novarum Propositionum, quas contendunt, explicent, planè apparet, hæc iuxta viâ Propositionibus quibuslibet exhibitis, Galliæ semper liberum fore idem novæ postulare, quod & stylo modoque tractandi inter Supremos Principes in ejusmodi congressibus recepto contrarium est & ipsos Tractatus in immensum extraheret.

Quod à Fœderatis juxta priores Propositiones etiamnum postuletur sibi illata damna sarciri, occupata restitui, & de securitate in futurum provideri, eò fit quod illa ipsa credant basim & fundamentum esse debere Tractatum conciliandæ æquæ & securæ Pacis, quæ unus illorum scopus est, ad ea se referentes, quæ in ipsorum Propositionibus satis superque deducta & aliàs notoria sunt, ad eoque Excellentissimi Domini Fœderatorum Legati, eo quo nuper modo ad discussionem materiarum tractandarum, à viâ quæ ipsismet Dominis Legatis Franciæ juxta Plenipotentias ad scopum visa fuerit, & efficacior, & promptior, etiamnum offerentes sibi ab illis declarationem desiderio tranquillitatis publicæ, quod profitentur, conformem pollicentur.

Quantùm Serenissimum Lotharingiæ Ducem concernit, cum Excellentissimi Domini Legati Franciæ dudum

dum promiserint, se ad ejusdem Propositionem responsuros, prout ordo tractandi exigebat, nullâ additâ conditione aut factâ mentione Episcopi Argentoratensis, rationi consentaneum videtur, ut satisfacciant huic obligationi quam injecta posse à prætenso de admittendo ad hosce Pacis Tractatus Ministro dicti Episcopi nullo modo tollit. Cæterum constat Serenissimum Lotharingæ Ducem non comparere in hisce de Pace Tractatibus solum ut Fœderatum Cæsaris, Regis Catholici & Dominorum Ordinum generalium unis Belgis, sed etiam ut partem simul principalem, eadem omnino ratione dictis Potestatibus Fœdere junctam; ut illæ inter se & cum ipso Fœdere junctæ sunt, est enim & ipse Princeps Superiorem non recognoscens, & belli confors & suomet milite belligerans, ejus negotio alibi tractari non possunt quàm hic loci ubi pariter reliquorum omnium belli consortium negotia tractanda, & Pace universalis componenda veniunt; è contra Episcopus Argentoratensis à Cæsare & Imperio dependet, eum judicem habet & agnoscit, non vult inter belligerantes, aut belli consortes & Socios censi, nec allegare Fœdus cum Galliâ potest, postquam huic cum Cæsare & Imperio bellum intercedit, ut alias prolixius ostensum est; eoque merito speratur fore ut D. D. Legati Franciæ negotium Lotharingicum & simul ipsos Pacis Tractatus diutius protrahere nolint, allata in medium ejusmodi comparatione, quæ nec simile quidquam habet, nec ullo fundamento nititur.

T R A D U C T I O N .
R E S P O N S E

des Alliez Catholiques , à la Replique des Ambassadeurs de France , dictée par Monsieur le Nonce le 30. Octobre, donnée le 19. Novembre 1677.

Messieurs les tres-Excellents Ambassadeurs des Confederez sont de sentiment , selon l'ordre de traiter , que leurs Propositions devoient être reçues comme legitimes , par leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France , ou être prouvées non recevables ; ou bien que la discussion des affaires qui doivent être agitées ici , offerte par les Alliez, doit être acceptée ; mais comme tout cela ne les touche point , & qu'ils pretendent seulement , que les Ambassadeurs des Confederez mettent au jour de nouveaux moyens de Paix & des Propositions plus convenables, comme ils disent , & que cependant ils n'expliquent point sur cette convenance de nouvelles Propositions , ce qu'ils pretendent ; il paroît manifestement , que par cette maniere d'agir , quelques Propositions qu'on avance , la France se veut toujours conserver la liberté d'en demander de nouvelles , ce qui est contraire au stile & à la forme de traiter entre les grands Princes & reçu dans de pareilles Assemblées , & qui tireroit les Traités à l'infini , ce que les Alliez demandent encore , & selon leurs premieres Propositions , qu'ils soient indemnisés des pertes soufferts , que les choses prises sur eux leur soient restituées , & qu'il soit pourvû à leur seureté à l'avenir , c'est parce qu'ils croient que ces choses doivent être la base & le fondement des traités, pour le rétablissement d'une Paix juste & certaine , qui est leur unique fin , se remettant à ce qu'ils ont avancé , & publié suffisamment

samment dans leurs propositions. Ainsi leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs des Confe-
derez, s'offrans de traiter de la discussion de ces
matières, selon leurs moyens déjà proposez, & par
la voie conforme au dessein de Messieurs les Am-
bassadeurs de France selon leurs Pleinpouvoirs,
c'est-à-dire la plus efficace & la plus prompte, ils
se promettent de leur côté une Déclaration qui
réponde au souhait de la tranquillité publique,
qu'ils font Eux-mêmes.

Pour ce qui regarde le Serenissime Duc de Lor-
raine, comme leurs Excellences Messieurs les Am-
bassadeurs de France ont déjà promis qu'ils répon-
droient à sa Proposition, selon que le demandoit
l'ordre de traiter, sans y ajoûter de condition ni
de mention de l'Evêque de Strasbourg, il semble
tres-raisonnable, qu'ils satisfassent à cette obliga-
tion, à quoy la pretension depuis survenue d'ad-
mettre à ces traitez de Paix l'Envoyé dudit Evê-
que, ne déroge en rien. Au reste il est constant
que le Serenissime Duc de Lorraine ne comparoit
pas seulement dans ces traitez de Paix comme Al-
lié de l'Empereur, du Roy Catholique, & de Mes-
seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies,
mais aussi comme Partie principale jointe aux sus-
dites Puissances par Alliance, & sous la même rai-
son, qu'elles mêmes sont jointes entr'elles & avec
lui par la même Alliance, car ce Prince lui-même,
ne reconnoît point de Superieur, & est participant
à la guerre, & combattant avec ses propres forces,
dont les interêts ne peuvent estre agitez ailleurs
qu'en ce lieu; où les affaires de tous les autres Al-
liés doivent estre pareillement traitées & compo-
sées par une Paix generale. Au contraire l'Evêque
de Strasbourg dépend de l'Empereur, & de l'Em-
pire, qu'il reconnoît pour Juge, & ne veut pas
estre déclaré Partie en guerre, & mis au nombre

des Alliés & Adhérens, & ne peut alleguer l'Alliance avec la France depuis que la guerre est survenuë entre luy & l'Empereur & l'Empire, comme il a esté montré plus au long ailleurs; Par ces raisons on espere que Messieurs les Ambassadeurs de France ne voudront pas prolonger l'affaire de Lorraine, non plus que les Traitez mesmes de Paix, en apportant une telle comparaison qui n'a rien d'égal & qui est sans fondement.

Cette R E S P O N S E

de Messieurs les Alliez fut dictée à Messieurs les Ambassadeurs de France, par Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre, le 22. Novembre, comme il suit.

QU'ils croient que l'ordre de traiter requeroit que leurs E. E. M. M. les Ambassadeurs de France, ou admettroient les Propositions des Alliés comme justes, ou en montreroient l'injustice, ou accepteroient ce qu'on leur a offert d'entrer en discussion des matières dont il se traite. Mais comme au lieu de cela ils ne font que prétendre des Alliés de nouvelles ouvertures pour la Paix, & des Propositions plus convenables, sans expliquer mesme en quoy consiste la convenance de ces nouvelles Propositions qu'ils demandent, il semble que par cette voie la France seroit en état, après toutes les Propositions qu'on feroit d'en pretendre toujours de nouvelles, chose qui est contre le stile de traiter entre les Puissances Souveraines dans de semblables Assemblées, & qui les mettroit à l'infini.

Quant à ce que les Alliés persistent ensuite de leurs precedentes Propositions à pretendre restitution de dédommagemens & seureté pour l'avenir, c'est ce qui leur semble devoir estre le fondement

ment du Traité, pour parvenir à une Paix équitable & feure, qui est leur unique vifée, s'en remettant à ce qui a esté suffisamment deduit & prouvé dans leurs Propositions & Réponses, *et qui outre cela est notoire*, de sorte que reiterans l'offre qu'ils ont faite d'entrer en discussion des matieres, par la voie que M. M. les Ambassadeurs de France même y trouveroient la plus prompte & la plus efficace, se promettent que leurs E. E. s'y declareront conformément au desir qu'elles professent pour la tranquillité publique.

Quant à Monsieur le Duc de Lorraine, Messieurs les Ambassadeurs de France ayant promis il y a long-temps de répondre à sa Proposition, sans avoir mis en condition, ni parlé seulement de Monsieur l'Evêque de Strasbourg; il semble estre raisonnable, qu'ils satisfassent à cet engagement, outre que l'ordre de traiter le requiert ainsi, la pretention meüe peu après de l'admission dudit Evêque, ne devant pas en dégager.

Deplus il est constant, que Monsieur le Duc de Lorraine n'entre pas en ce Traité comme simple Allié de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Catholique, & des Etats Generaux des Provinces Unies du Pais-Bas; mais aussi en chef, & comme partie principale, estant Allié de ces Puissances, de même que chacune d'elles est le sien, & qu'elles le sont entr'elles, parce qu'il est Prince Souverain, il est en guerre, il a un Corps de Troupes à soy, & ses interets ne peuvent estre traités & vuidés qu'en ce lieu-cy, choisi pour regler ceux de tous les interetsez en la presente guerre par la Paix generale: là où l'Evêque de Strasbourg est dependant de l'Empereur & de l'Empire, les reconnoît pour son Juge, ne pretend point d'estre en guerre, ni d'estre Partie, & ne peut pretendre d'estre en Alliance avec la France, dès qu'elle est en guerre contre
l'Empe-

l'Empereur & l'Empire ; de sorte qu'on espere , que Messieurs les Ambassadeurs de France ne voudroient pas différer plus long-temps l'affaire de Lorraine , pour une autre qui n'y a point de rapport , celle de Lorraine ne pouvant pas outre cela estre laissée en arriere plus long-temps , sans l'entier retardement de la Paix.

La même R E S P O N S E

*fut dictée par Monsieur le Nonce le 23. Novembre ,
comme il suit.*

„ **G**L' Eccellentissimi SS^{ri}. Ambasciatori de'
„ Principi Collegati Catholici hanno det-
„ to che stimavano, che l'ordine del Trattato
„ fosse , che gl' Eccellentissimi SS^{ri}. Amba-
„ sciatori di Francia , ò ammettessero le loro Pro-
„ posizioni come giuste , ò dicessero , in che
„ non sono giuste , ò accettassero l'offerta discus-
„ sione delle materie , che quì si devono tratta-
„ re , mà che continuando nell' istanza , che per
„ parte de' Collegati vengano fatte nuove Propo-
„ sizioni , e più convenevoli senza dichiarare
„ in che consista la convenienza , appariva che
„ sequitandosi questa strada , resterebbe non o-
„ stante l'esibizione di qualsivoglia Proposizio-
„ ne sempre libero a SS^{ri}. Francesi di rinuovare
„ la dimanda d'altre nuove Proposizioni , il che
„ dicevano , che non sarebbe conforme allo stile
„ e modo di trattare frà Principi Supremi in so-
„ miglianti Congressi , e li prolongherebbe in
„ immenso.

„ Che poi dall' E. E. loro in conformità del-
„ le prime Proposizioni adesso ancora si diman-
„ da il rifacimento de' danni , la restituzione dell'

„occupato, e la sicurezza per l'auvenire. Han-
„no detto di farlo perche credono, che queste
„debbero essere la base & il fondamento d'ogni
„trattato di Pace equa e sicura, ch'è l'unico loro
„scopo, riferendosi à quanto sopra di ciò è sta-
„to abbondantemente addotto nelle altre loro
„Proposizioni. Quindi è che offerendosi l'Eccel-
„lenze loro di nuovo pronte di venire alla dis-
„cussione delle materie, secondo le Plenipotenze
„per quella strada, che sarà stimata da gl'Eccel-
„lentissimi Signori Ambasciatori di Francia più
„efficace, e più pronta; si promettevano dall'
„Eccellenze loro una dichiarazione adeguata
„al desiderio della publica tranquillità, che pro-
„fessano. Quanto al Serenissimo Signor Duca di
„Lorena hanno l'Eccellenze loro detto, che
„havendo i SS^{ri}. Ambasciatori di Francia pro-
„messo di rispondere alla Proposizione di S. A.
„Serenissima senza alcuna condizione, e senza
„far menzione di Monsignor il Vescovo d'Argen-
„tina, pareva convenevole, che sodisfacessero a
„detta promessa, la quale non restava tolta dall'
„istanza messa dopoi dell'admissione a presenti
„Trattati di Pace del predetto Monsignor Vescovo.
„Oltre che l'Ordine d'ogni Trattato così ri-
„chiede. Di più hanno detto constare che il Se-
„renissimo di Lorena non comparisce in questi
„Trattati solamente come Confederato d'altre
„potenze guerreggianti, ma insieme come par-
„te principale unita per Confederazione alle su-
„dette Potenze nel medesimo modo, che quelle
„sono unite frà di loro, e con S. A. essendo egli
„Principe Sovrano Collegato in guerra, e guer-
„reggiante con esercito proprio, i cui affari non
„possono trattarsi altrove, che nel principale
„Congresso; dove parimente si devono trat-
„tare gl'affari di tutti gl'Alliati in guerra, e com-
porli

„porli con una Pace universale, All' incontro,
 „che Monsignor Vescovo d'Argentina dipende
 „da Cesare, e dall' Imperio, e riconosce quello
 „per Giudice. Non vuole essere annoverato frà
 „le Parti guerreggianti ò collegate in guerra:
 „Ne può allegare confederazione colla Francia
 „doppo che questa è in guerra con Cesare, e coll'
 „Imperio. Per le quali ragioni speravano che
 „gl' Eccellentissimi SS^{ti}. Ambasciatori di Fran-
 „cia non verrebbero più longamente differire il
 „negozio di Lorena per un altro, che non hà
 „rilazione veruna, non po'endo oltre ciò essere
 „lasciato in dietro l'affare della Lorena senza ri-
 „tardare ancora la Pace.

M E M O I R E

*de Messieurs les Ambassadeurs de France, pour servir
 de Replique à la dernière réponse des Alliez
 le 28. Novembre 1677.*

LES Ambassadeurs de France répondant à ce
 qui leur a esté représenté par M. M. les Media-
 teurs le 22. du present mois de la part de M. M. les
 Ambassadeurs & Ministres des Alliez disent: Que
 la Chrestienté jouiroit déjà du repos qu'elle attend
 de cette Assemblée, si M. M. les Ambassadeurs &
 Ministres des Alliez avoient bien voulu apporter
 de leur costé autant de facilité que les Ambassa-
 deurs de France du leur à l'avancement de la Paix.

Que sans parler du temps que les Alliez leur
 ont fait employer inutilement sur la frontiere de
 France, on ne peut disconvenir que les difficul-
 tez preliminaires sur le sujet des Pleinpouvoirs
 que lesdits Ambassadeurs de France ont offert de
 terminer en une heure de conference chez Mes-
 sieurs les Ambassadeurs d'Angleterre, ont servi

pendant cinq ou six mois de pretexte à ceux desdits Ministres qui estoient à Nimegue pour attendre la venuë des autres.

Et pour ne rien dire contre les premieres Propositions desdits SS. Ambassadeurs & Ministres des Alliez qui soit contraire à la moderation & à la douceur, que doivent toujours garder ceux qui ont l'honneur d'estre employez à procurer la paix à toute l'Europe, ils se contenteront d'avancer, qu'il a plû à Dieu de faire voir la justice de celle desdits Ambassadeurs de France par les heureux succez que la Providence Divine a depuis donnés aux armes du Roy leur Maistre, qui sont assez connoistre, que si lesdits Seigneurs Ambassadeurs des Alliez eussent voulu entrer dans les premieres Propositions de la France, ils auroient depuis long-temps conclu une paix plus avantageuse à leurs Maistres qu'ils ne la peuvent raisonnablement demander à present.

Cependant, depuis l'échange des premieres Propositions, & dans le temps qu'on en faisoit esperer aux Ambassadeurs de France, de seconder de la part des Alliez, bien moins esloigner des justes conditions d'une paix generale, les Ambassadeurs des Alliez ont produit des escrits en date du 3. May, qu'on peut plutôt appeller manifestes pour la continuation de la guerre, que moyens d'avancer la paix, aussi lesdits Ambassadeurs de France n'ont pas crû pouvoir mieux marquer leurs bonnes intentions pour la tranquillité publique, qu'en s'abstenant d'y faire réponse.

Quant aux interets de Monsieur le Prince Charles, aussi-tôt que les Alliez se sont ressouvénus d'en faire mention & qu'ils ont fait paroistre à Nimegue un Ministre de ce Prince, les Ambassadeurs de France ont agréé son pouvoir, admis ses visites & reçu la Proposition, ils ont même offert
d'y

d'y répondre dans le temps, & en la maniere qu'ils le jugeroient à propos, ne doutant point qu'en se rendant si faciles à l'introduction dans cette Assemblée d'une negotiation, qu'ils auroient eu assez de raison de rejeter, ou au moins de retarder jusqu'à ce que les principaux differens fussent terminez, lesdits Ambassad. & Ministres des Alliez ne feroient aucune difficulté d'admettre le Ministre d'un Prince de l'Emp. Allié de la France, d'agréer son Pleinpouvoir, & de recevoir pareillement ses Propositions, car quoi-qu'il ne soit point en guerre, qu'au contraire l'Alliance qu'il a avec sa Maj. Tres-Chrét. ait toujours eu pour son principal objet le maintien d'une parfaite correspondance & amitié reciproque entre l'Empereur & sadite Maj. qu'il ait même donné tous les soins & toute son application, conjointement avec le Prince Guillaume son Frere, à la conservation du repos de sa Patrie; neanmoins il est certain comme lesdits SS. Ambassad. de France l'ont toujours déclaré, que pour se mettre à couvert du ressentiment de ses ennemis, soit audehors de l'Emp. soit au-dedans contre la calomnie de ceux, dont les interêts sont incompatibles avec la tranquillité de leur Patrie, il s'est mis sous la protection de sa Maj. Tres-Chrét. en quoy il n'a rien fait qu'il n'ait droit de faire, & par les constitutions de l'Empire, & par le Traité de Munster, & qu'il ne soit justifié par l'exemple des Electeurs, & de tous autres Princes de l'Empire, qui jouissant comme lui de tous droits de Souveraineté & de toutes autres appartenances à un Estat immediat de l'Empire, ont eu souvent recours à la protection de la France & des autres Couronnes voisines, qui se sont employées ou amiablement, ou par armes à leur rétablissement, le Traité de Munst. est tout plein de pareilles stipu-

lations: ainsi lesdits SS. Ambassadeurs & Ministres des Alliez ne peuvent refuser d'admettre le Ministre de ce Prince, dans la juste demande qu'il fait de son rétablissement dans les Estats & biens, qui lui appartiennent, sans témoigner trop ouvertement vouloir abolir les principaux droits des Electeurs & Princes de l'Empire, sa Majesté Impériale n'ayant pas plus de droit de traiter Monsieur l'Evesque de Strasbourg de sujet, que ceux qui possèdent de plus grands Estats, c'est pourquoi lesdits Ambassadeurs de France esperent, que lesdits SS. Ambassadeurs & Ministres des Alliez feront au plûtôt cesser la difficulté, qu'ils ont faite jusqu'à present d'admettre l'Envoyé de ce Prince, puis qu'ils ne peuvent la continuer sans se rendre d'autant plus responsables du retardement de la Paix.

NEGOTIATIONS

Faites & passées en
ANGLETERRE.

AVERTISSEMENT.

Comme dans ce temps les Ambassadeurs & Ministres des Princes interessez dans la guerre, & le Parlement, ont fait leur possible pour porter le Roi a' Angleterre à se declarer partie, on a crû convenable d'inserer ici plusieurs Memoires des Negotiations faites à Londres sur ce sujet à cause du rapport qu'elles ont avec l'histoire de la Paix; & qui ont abouti à une Alliance d'entre sa Majesté Britannique, & Messieurs les Estats Generaux des Provinces Unies. Signé à la Haye le 31 Decembre, 1677.
10 Janvier, 1678.

ADRESSE

de la chambre Basse à sa Majesté Britannique pour la disposer à s'opposer à l'accroissement de la puissance du Roy de France. Faite le 16. Mars 1677.

AVec la permission de vostre Majesté, nous, ses tres-fideles sujets, les Chevaliers, Citoyens & Bourgeois assembles au Parlement, nous trouvons obligés par le devoir & la fidelité que nous devons à Vostre Majesté & pour nous acquitter de la confiance qu'on a en nous, de représenter tres-humblement à vostre Majesté & de luy faire considerer serieusement, que les pensées du peuple de vostre

stre Majesté sont fort allarmées des dangers manifestes que courent les Royaumes de vostre Majesté par l'accroissement de la puissance du Roi des François, & particulièrement par les progrès qu'il a déjà faits, & qu'apparemment il fera encore, dans les Provinces des Pais-bas de l'obeïssance du Roy d'Espagne, en la conservation & à la seureté desquelles nous jugeons que V. M. & le bien de son peuple sont notablement interessés; c'est pourquoy supplions tres-humblement V. M. d'y avoir égard, & de se fortifier d'alliances, qui puissent conserver & maintenir les Royaumes de V. M. & secourir les mêmes Pais-bas, en sorte que les esprits du peuple de V. M. soient mis en repos.

P R O P O S I T I O N

de la Chambre Haute faite à la Chambre Basse, par laquelle elle approuve la precedente adresse & y demande quelque changement de paroles.

LEs Lords conviennent avec la Chambre Basse touchant l'adresse qui leur fut envoyée Samedi dernier; mais ils craignent seulement, qu'elle ne quadre pas avec le but qu'on s'est proposé, puis que la Chambre Haute doute, si cette adresse encouragera assez S. M. de s'employer à cela de la maniere requise en une affaire de cette importance, à moins que le respectueux avis de ces deux Chambres ne se trouve appuyé d'asseurances, qui fassent voir au monde, que si les alliances que S. M. jugera à propos de faire, ne fussent pas pour procurer cette seureté, nous ne manquerons pas de contribuer de toute nostre assistance à ce qui la pourroit effectuer.

Les Lords vous prient aussi de considerer, si dans la ligne . . . l'on ne doit pas ajouster le mot de la Sicile après celuy des Pais-Bas, comme aussi en la

la ligne puis qu'il importe fort que la Sicile ne soit pas entre les mains du Roy des François.

R E S P O N S E

*de la Chambre Basse à la précédente Proposition de la
Chambre Haute.*

L Es Communes jugent , que la nature de l'Adresse , qui a esté envoyée à vostre Chambre des Lords , regarde de si près la conservation de S.M. & de son peuple , qu'elle ne laisse point lieu de douter , qu'on ne donne les assistances que la seureté du Royaume requerra.

R A I S O N S

*pourquoy les Communes n'approuvent pas le changement que la Chambre Haute veut faire , en y
ajoustant ces mots , & la Sicile.*

L'Adresse faisant voir le danger , que nous courons par l'accroissement de la puissance du Roi des François , les Communes jugent , que ces termes generaux comprennent , non seulement la Sicile , mais aussi tous les autres Païs , où S.M. jugera qu'on doive reprimer ce dangereux accroissement.

La specification de la Sicile sembleroit donner moins de poids pour la seureté des Païs-Bas , dont la conservation est de bien plus grande importance pour les Royaumes de S.M. que la Sicile. Car bien qu'il soit fort important pour nostre commerce ; que la Sicile ne soit pas entre les mains des François , cela ne touche pourtant pas de si près la seureté des Royaumes de S.M. c'est pourquoy il n'y faut pas si fort insister, &c.

R E S P O N S E

du Roi de la G.B. sur la precedente Adresse après qu'elle lui eut esté présentée le 26 Mars, 1677.

JE suis de mesme opinion que les deux Chambres de mon Parlement, que la conservation de la Flandre est de grande consequence, & j'employeray tous les moyens, qui sont en mon pouvoir pour la seureté de mes Royaumes.

Nouvelle A D R E S S E

de la Chambre Basse, par laquelle elle assure sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne de l'assister puissamment, en cas qu'on vint à une rupture avec la France, présentée le 9. Avril 1677.

NOus, les tres-humbles sujets de Vostre Majesté venons remercier vostre Majesté avec une joye & un contentement indicibles, de la faveur que vostre Majesté nous à faite de recevoir nostre adresse, & de ce qu'il luy a plû faire connoistre, que selon sa prudence Royale elle avoit les mesmes sentimens, que ses deux Chambres, touchant la conservation des Provinces des Pais-bas de l'obeïssance du Roy d'Espagne. Nous prions tres-instamment vostre Majesté qu'il luy plaise donner de bonne heure les ordres necessaires, pour prevenir les dangers que ces Royaumes pourroient courir par la grande puissance du Roy des François, & par les progrès qu'il continuë de faire aux Pais-Bas & ailleurs, & ainsi qu'il plaise

plaise à V.M. ne pas differer de faire des alliances qui puissent remedier à cela. Et en cas qu'il arrivast qu'en vertu des alliances V.M. se trouvast engagée à faire la guerre au Roy des François, nous serions obligés, & venons asseurer V.M. en toute humilité & de toute nostre affection, que nous, vos tres-humbles sujets, serons toûjours prests, sur l'ouverture qu'on en fera au Parlement, d'assister de temps en temps V. M. de secours & d'aides qui puissent mettre V.M. en estat de faire cette guerre avec avantage, moyennant la grace de Dieu. Ce que nous offrons tres-humblement à V.M. comme estant le desir general de toute la Nation.

R E S P O N S E

de sa Majesté le Roy de la G. B. à la precedente adresse de la Chambre Basse du 9. d' Avril 1677.

C.R.S. Majesté ayant consideré la derniere adresse, & voyant du changement dans les affaires de dehors, juge necessaire de vous représenter, que le seul moyen de prevenir les maux dont ces Royaumes pourroient estre attaquez, c'est, de mettre S.M. en estat de faire les preparatifs qu'elle jugera necessaires pour pourvoir à leur seureté, & si vous desirez de demeurer plus long-tems assemblez pour cette effet, S.M. consent que vous vous ajourniez devant Pasques, & reveniez incontinent après les festes, pour perfectionner cette affaire, & pour achever quelques Bils necessaires qui n'ont pas encore leur profection.

A D D R E S S E

*de la Chambre Basse présentée à la Majesté de la G. B.
le 28. Avril 1677 par laquelle elle luy accorde
l'augmentation des impôts pour la seureté
du Royaume.*

Avec la permission de vostre tres-Illustre Majesté, nous les tres-humbles & tres-obeïssants sujets de V. Maj. les Communes assemblées en ce present Parlement, avons appris avec beaucoup de joye & de satisfaction l'égard qu'il a plû à V. Maj. avoir à nostre precedente adresse, en nous faisant connoître le dernier changement arrivé aux affaires de dehors, & luy rendons graces de la favorable offre, que V. M. a faite par sa derniere Deputation, & ayant serieusement deliberé sur les preparatifs que V. M. juge qu'il est à propos de faire pour obtenir le but qu'on se propose nous avons pour le present pourveu à un moyen, qui est un Bil pour l'augmentation des impôts, sur laquelle V. M. peut emprunter 200000. livres Sterlins. Et si V. M. trouve bon de nous rassembler sur ce sujet un peu après Pasques, par une publication que son plaisir est que nous revenions, à nôtre retour nous serons prests, non seulement de rembourser V. M. des sommes qu'elle auroit pû employer pour ces preparatifs extraordinaires, mais aussi de nous appliquer de tout nôtre cœur, tant alors qu'en d'autres temps, à donner à V. M. des secours proportionnez aux occurrences, en sorte qu'ils puissent servir à V. M. & à toute la terre de temoignages autentiques de nôtre fidelité, & de l'affection que nous avons au service de V. M. & à mettre V. M. en état de maintenir, avec l'aide de Dieu, les alliances qu'elle aura faites, contre les oppositions qu'on y pourroit former, quelles qu'elles puissent estre.

P R O-

P R O P O S I T I O N

de Sa Majesté de la G.B. envoyée à la Chambre-Basse pour luy remontrer que la somme accordée par la precedente Adresse n'étoit pas suffisante pour pourvoir à la seureté du Royaume, donnée le 31. May 1677.

C H A R L E S R.

SA Majesté ayant considéré la réponse, que cette Chambre a faite sur le dernier message qu'elle luy a fait faire, touchant l'estat, où on la doit mettre, de faire les preparatifs necessaires pour la seureté de ces Royaumes, y a trouvé, qu'on luy donne seulement pouvoir d'emprunter 200000. livres Sterlins sur un fonds qu'on luy a déjà assigné pour d'autres usages; c'est pourquoy S.M. desire que cette Chambre sçache, & espere qu'elle sera persuadée, que non seulement ce fonds; mais aussi tous les autres qui sont en son pouvoir, seront employés pour la conservation de ces Royaumes, dont il ne faut nullement douter; mais comme c'est une chose qui n'est pas moins connue de la Chambre que d'elle, il faut qu'elle declare, qu'à moins d'une somme de 600000. livres Sterlins, ou le moyen de l'emprunter sur un nouveau fonds, elle ne pourroit pas parler de rien faire qui fût conforme aux Adresses de la Chambre, sans jetter les Royaumes en de plus grands dangers. S.M. declare de plus, qu'après avoir fait ce qui dépend d'elle, & après avoir représenté le véritable estat des choses, elle ne manquera pas d'employer tous les moyens, qui sont presentement en son pouvoir, pour le bien de son peuple. Donnée en nôtre Cour de Whitehal le 26. Avril, 1677.

P R O C L A M A T I O N

de Sa Majesté de la G. B. pour faire assembler le Parlement le $\frac{21}{31}$ May, 1677.

LE Roy considerant que la seance du Parlement a esté remise du 16-26. Avril, au 21-31. May, & desirant que les membres s'y trouvent en nombre competent, à cause de plusieurs affaires de grande importance sur lesquelles il est à propos qu'il delibere, à ces causes Sa Majesté a trouvé bon, par l'avis de son Conseil privé, de declarer & de faire publier, que son bon plaisir & intention Royale sont, que tous les Seigneurs de ce Royaume, tant Ecclesiastiques, que Seculiers, & les Chevaliers, Citoyens & Bourgeois de la Chambre Basse, se trouvent à Westmunster ledit jour 21-31. May precisément. Auxquels bon plaisir & volonté Royale Sa Majesté s'attend que les deux Chambre se conformeront.

H A R A N G U E

du Roy au Parlement l'assurant qu'il travailleroit sincerement à la seureté du Royaume, fait le 2. Juin 1677.

N O B L E S,

JE vous ay fait appeller pour prevenir les defauts dans lesquels j'apprens qu'on étoit prêt de tomber, sçavoir que je vous assemblois pour employer l'argent à d'autres effets que vous ne le destiniez. Je vous assure que vous ne vous repentirez point de vous estre fiés en moy, en ce qui regarde la seureté du Royaume, & desire que vous soyiez persuadés,

suadés, que je ne veux pas perdre le credit que j'ay auprès de vous: mais il ne m'est pas possible, ainsi que je vous l'ay desja dit, de parler ou d'agir d'une maniere à obtenir l'effect de vos Addresles, sans mettre le Royaume en plus grand danger; c'est pourquoy je vous declare encore une fois, que je ne veux point hazarder ma propre seureté & la vostre, que je ne sois en meilleure posture, & en estat de proteger mes sujets & d'attaquer mes ennemis. Je vous asseure que depuis vostre derniere separation, je n'ay pas manqué un jour à travailler à tout ce qui peut contribuer à vostre protection, & je vous dis franchement, que ce ne sera pas ma faute, mais la vostre, si l'on ne pourroit pas suffisamment à vostre seureté,

A D D R E S S E
De la
C H A M B R E - B A S S E
Presentée
A U R O Y ,

Pour asseurer Sa Majesté que l'on consentiroit aux 600000. livres Sterlins , & à davantage , dès que Sa Majesté se feroit engagée dans les Alliances qu'on souhaitoit. Le 4. Juin, 1677.

*Avec la permission de Vostre Tres-
Illustre Majesté.*

NOus, les tres-humbles & obligés sujets de V^{ostre} Majesté les Communes Assemblées en ce present Parlement, après avoir serieusement delibéré sur le favorable discours de V. M. la supplient de croire, qu'ils ont beaucoup de regret de ne pouvoir pas accorder presentement l'assistance, qu'il a plu à V. M. leur demander, parce qu'ils considerent, que ce n'est pas la coustume du Parlement, de fournir de l'argent pour les frais de la guerre, ou pour executer des Alliances, qu'on ne les ait premierement fait connoître au Parlement : ce qui se prouve assez par les deux guerres qu'on a eues avec les Etats Generaux depuis l'heureux rétablissement

fement de V.M. & par la ligue qui fut conclue au mois de Janvier 1668. pour la conservation des Provinces des Païs-bas de l'obeïſſance du Roy d'Eſpagne , ſans qu'il ſoit beſoin d'affliger V.M. par des circonſtances de plus vieille date. Nous jugeons que ſi nous outre-paſſons le paſſé, cela ſeroit de dangereuſe conſequence pour l'avenir , bien que la bonté de V.M. nous donne une grande aſſurance pendant ſon Regne, que nous prions Dieu de vouloir faire durer long-temps. Ces conſiderations furent cauſe , que dans la dernière Adreſſe que nous preſentâmes à V.M. devant nôtre dernière ſeparation , nous marquions que nous eſperions , qu'à nôtre retour , V. M. nous ſeroit la grace d'en faire ouverture au Parlement , afin que la paſſion, que nous avons , d'aſſiſter V. M. à procurer le grand bien , dont nous avons tres-humblement ſupplié V.M. ne rencontrât point d'obſtacle , étant entierement perſuadés de la neceſſité de faire & d'entretenir les Alliances que nous avons inſtamment ſollicitées par nôtre dernière Adreſſe , & que nous jugeons être de ſi grande importance pour la ſeureté de V.M. & du Royaume, qu'à moins d'eſtre infideles à V.M. & à ceux que nous repreſentons , nous ne pouvons nous diſpenſer d'y inſiſter en toutes manieres , ſuppliant tres-humblement V.M. de vouloir faire une Ligue offenſive & deſenſive avec les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-bas, pour s'oppoſer à l'aggrandiſſement du Roy des François, & pour la conservation des Provinces des Païs-Bas de l'obeïſſance du Roy d'Eſpagne; comme auſſi telles autres Alliances avec les Confederés que V.M. jugera propres pour parvenir à ce but. Et afin de haſter cette bonné œuvre, nous prenons la liberté de repreſenter à V.M. les raiſons ſuivantes.

1. Que ſi par le moyen de ces Alliances l'on ſe
trouvoit

trouvoit engagé dans la guerre contre le Roy des François, les sujets de V.M. en souffriront le moins, puis que c'est en cette saison de l'année qu'ils ont le moins d'effers en France.

2. Que bien que nous ayons sujet de croire, que la puissance du Roy des François est à craindre pour V.M. & son Royaume, s'il a le temps de nous inquieter, nous jugeons néanmoins que le grand nombre d'ennemis qu'il a presentement sur les bras, joint à la situation du Royaume de V. M. & à la concorde de Vôtre peuple à ce regard, le soin qu'il plaist à V.M. prendre des affaires de la Marine, & le credit qu'elle a acquis par l'Acte du Parlement qui continuë l'augmentation des impôts pour 3. ans, rendront ces Alliances fort considerables, en attendant que nous mettions V. M. en état de faire de nouvelles Alliances & de garantir son Royaume.

3. Le danger & la grande dépense, dont les Royaumes de V. M. seroient indispensablement chargés, si par la faute du temps & manque de resolution & de l'assistance qu'on recevroit de V.M. en cas qu'elle se joignist aux Etats Generaux des Prov. Unies & aux autres Alliés desdits Etats, ou si quelqu'un des autres Princes Alliés, venoient à faire Paix ou Trêve avec le Roy des François, (& il faut avoüer, que ce n'est que par une grace particuliere de Dieu envers nous que cela ne s'est point encore fait) puis que cela arrivant V.M. seroit obligée de s'opposer avec les autres Alliés, & peut-être mêmes toute seule, à la puissance du Roi des François, qui depuis tant de tems a si heureusement résisté à un tel nombre de puissants adversaires; & puis qu'il continuë de pousser toujours plus loin cette grande puissance, il doit estre bien formidable à ses voisins, veu qu'il a sçu opprimer un des Alliés devant que les autres se fussent joints, & ayent

ayent esté en état de luy resister. Et s'il étoit assez heureux pour faire la Paix avec quelqu'un des Alliés, ou pour mettre de la division entr'eux, quand mêmes l'on pourroit esperer de reconcilier les esprits, à quoy il n'y auroit gueres d'apparence, ce seroit une affaire de si longue haleine & si remplie de difficulté, que les Royaumes de V. M. demeureroient cependant exposés au danger.

Après nous estre ainsi acquités de nôtre devoir, en faisant voir à V. M. les dangers qui menacent V. M. & le Royaume, & le seul remede dont il nous semble qu'on se peut servir pour les prevenir, & pour mettre à repos les esprits inquiets du peuple de V. M. & en allegant quelques-unes des raisons qui nous ont meus à presenter cette Adresse sur ce sujet, nous supplions tres-humblement V. M. de vouloir considerer cette affaire bien serieusement, & de prendre sur ce sujet des resolutions, qui ôtent à d'autres Princes le Pouvoir de frustrer vos sujets du bonheur dont ils jouissent sous le gracieux Regne de V. M. que nous supplions d'être assurée, que quand il plaira à V. M. de notifier ces Alliances au Parlement, nous nous trouverons obligés, non seulement d'effectuer la parole & les assurances, qui ont esté renouvelées dans la Chambre d'un consentement unanime; mais aussi de faire voir le zele & l'affection de ceux que nous representons, & l'interest que nous avons de pourvoir à la seureté de nous tous, en donnant de temps en temps à V. M. avec bien de la joye des secours si grands & si puissants, qu'ils puissent mettre entierement à couvert, moyennant la grace de Dieu, les affaires, & la gloire de V. M. & la seureté du peuple. Ce que nous soumettons tres-humblement à la prudence de V. M.

R E S P O N S E

de Sa Majesté de la G. B. sur la precedente Adresse faite de bouche à la Chambre - Basse dans la grande Sale de Whithal, le 7. Juin 1677. luy reprochant qu'elle sortoit des bornes de son Pouvoir.

NObles. Si je me pouvois taire , j'aimerois mieux le faire que de vous parler de choses dont il vous convient si peu de vous mêler , & qui font une partie de V^{otre} Adresse , où vous donnez une telle atteinte au droit de la Couronne , que je suis assuré qu'on n'en trouvera point d'exemple dans tous les siècles , à moins qu'on n'ait esté en guerre ouverte , où l'on ait si dangereusement empiété sur les prerogatives de faire la Paix ou la Guerre. Vous ne vous contentez pas de demander que je fasse des Liges qui tendent à la seureté du Royaume ; mais vous me prescrivez aussi quelles sortes de Liges ce doivent estre , & avec qui je les dois faire , & de la maniere que v^{otre} Adresse est couchée , il semble que vous donniez la permission plutôt , que de me presenter requeste , à ce que je fasse telles autres Alliances qu'il me plaira avec les autres Confederés. Pourrois-je souffrir que cette faculté fondamentale , de faire la Paix & la Guerre y fût envahie de cette maniere , quand mesme ce ne devoit estre que pour une fois , comme aussi que le Parlement me prescrive la maniere & les circonstances des Liges ? Aucun Prince ni Etat ne pourroit plus croire que la Souveraineté de l'Angleterre reside en la Couronne. Je ne puis m'imaginer , que je me pusse faire reconnoître aux Princes étrangers , que comme un Roy titulaire ; c'est pourquoy vous pou-

pouvez estre assurez qu'aucune consideration ne me fera abandonner une si essentielle partie de la Monarchie ; je veux croire , & m'assure même de la Chambre des Communes , que ce n'est pas Vôtre intention d'en tirer ces pernicieuses consequences. Ce sont en peu de mots les raisons pour lesquelles je ne puis aucunement approuver Vôtre Adresse , & bien que vous m'ayez refusé l'assistance qui est si necessaire pour obtenir le but que vous vous y proposez , je vous declare encore , que comme depuis la derniere Assemblée j'ay fait tout ce qui a esté en mon Pouvoir , je m'appliqueray encore de toute ma puissance à faire voir au monde , en quelle recommandation j'ay la seureté & la satisfaction de mon peuple , bien que ce ne puisse pas estre avec le même avantage pour luy que si vous y contribuez de vôtre assistance.

M E M O I R E

du Marquis de Bourgomagné Envoyé d'Espagne
au Roy d'Angleterre , par lequel il offre l'Al-
liance du Roy son Maître , du 5. Juin 1677.

S E Ñ O R ,

EL Marques del Borgomagne de les Principes de la casa a' Este, Caval. de la insigne orden del Toson de oro del Consejo de guerra de S. M. Mestre de Campo General en sus exercites, Governador y Capitan General del Contado de Burgoña y Charolois , representa à V. M. que hallandose los Payfes Baxos del Rey su Señor, en tan oprimido estado , come consta à V. M. y necessitando de un pronto remedio, no solo para su preferbatson, pero assi mismo para la siguridad de toda la Europa, ha iusgado el Ducque de Villabermosa Govern. y Capitan

tan General de dichos países por conveniente à la causa commun y a los propios intereses de V. M. embiarme a sus Reales pies no solo para darle parte de su peligroso estado, pero assi mismo para manifestar a V. M. el ultimo effuerzo y anhelo con que el Rey mi Señor sollicita l' empeño de V. M. para pacificar por el medio, y gloria de sus armas lo que la prudencia y desvelo de V. M. no ha podido lograr por medios suales experimentando V. M. mismo el poco effetto, que hazen en el animo del Rey Christianissimo los officios amigables de su mediacion, para reducirlo a la conclusion de una Paz justa, pues si se pudiera desir en termino sincero, parece que el Rey de Francia mira con poca attention la interposicion y diligencia de V. M. para reducir a un reposo firme las inquietudes, la destruccion, y los incendios de tota l' Europa, sacrifica da oy a sola una ambicion que no tendrà mas limite que el que V. M. quisiere ponerle, come se lo pide a V. M. su propria razon a' estado, y el aumento de su gloria. De la misma sorte y con los mismos motivos el Rey mi Señor, y todos sus aliados acuden al unico medio de V. M. para que por el logre la Christiandad lo que le niega la insatiable ambicion de la Francia y yo en su Real nombre, autorizado de la Plenipotencia y poderes generales con que se halla del Rey my Señor el dicto Governador de Flandex vengo a los Reales pies de V. M. a ofrecille (come le ago en su Real nombre) de entrar con V. M. en un' alianza estrecha, firme y conveniente, a entrembas Coronas y assi mismo la del S. Emperador, como lo baran tan bien los Estados Generales de las Provincias Unidas, para que a vista de los progressos de la Francia, y de lo que su Fortuna amenaza a toda l' Europa y por consequiente à la seguridad de los Dominios de V. M. se sirba V. M. por el bien de la Christiandad entrar con nostro partido en guerra abierta contra Franceses con descendiendo por su Real prudencia y a certada direccion à tan justa demanda, ne teniendo Monarca en todo el orbe tan gloriosa aetion que emprend-

emprender, pues por lo tomado que está el gran poder de la Monarchia de V. M. basta solo la generosa y justa resolución de V. M. en declarar la guerra a la Francia para que se consiga el poner la Europa en quietud, dando à cada uno los limites, que aseguran el reposo comun de la Christiandad oprimida y amenazada del universal Dominio de un Principe que a tenido la Fortuna de encubrir sus vastas maximas con pretextos especiosos que han tenido a tantas potentias en el error y riesgo de su perdición, hasta que el conocimiento del peligro le ha ydo abriendo los ojos para atender a sus propios intereses, y entrar en un partido tan justificado a todas luces, que ni pretende conquistas injustas sobre sus vecinos ny mantiene la guerra mas que para defenderle naturalmente de insultos contra sus tratados y contra el derecho de las gentes, para llegar a una Paz firma, justa y durable como se debia suponer lo hubiera sido, la que empeço a gozer el orbe Christiano el año de 1660. si no lo huviera interrompido la ambition insatiable de la Francia sin motivo ni razon humana contra los vinculos mas sagrados de la fée publica, del parentejo mas estrecho, y de los juramentos mas Sagrados, que se han visto y oydo jamas en voz y escrito de Príncipes Christianos.

Sobre estos presupuestos, Señor, no estrañara V. M. que las potentias confederadas, cuyos Dominios, y erarios se hallan de esauitos y destruidos con los gastos preciosos de tan sangrienta guerra no ofrescan V. M. gruesas assistencias de Caudal y medios para entrar en ella contra Francia por no offender el punto y generosidad de V. M. y la opulencia de su Monarchia.

En cuyo cambio offresen a V. M. España y sus aliados si se sirbe de abrazar este empeño con ellos de ne depner las armas ny trattar paz ny tregua alguna hasta que V. M. y sus Reales Dominios hallen competente satisfacion sobre los del enemigo en las tierras o plaças que tan justamente han possedido los gloriosos progeni-
dores

dores de V. M. y que mas particularmente , se declararan en el tratado de Alianza y rompimento , de manera que las conquistas que se hizieron a favor de las operationes y de las armas de V. M. se adjudiquen a su Corona, como revendicadas por recompensa y Trofeo de su Christiano disgnio , para pacificar por este unico medio el Orbo Christiano, que de otro modo continuaran los incendios de la guerra , pues ny el que prospera en ella dexara de quere proseguir su Fortuna ny los que han sido desgravados desisteran de la justa deffença de sus Estados con que unicamente esta oy en manos de V. M. entrando inguerra la paz justa y permanente de la Christianidad , que de otra suerte se la amenaza de una nueva y universal Monarquía ; y a de mas ofrecen a V. M. el Rey mi Señor y sus dichos aleados de no poner las armas hasta que en los tratados que se hizieren despues de declarada la guerra, sea justo y concluya a gusto de V. M. y con utilidad de toda la nation Inglesa y satisfaction de los daños recibidos en esta guerra, un tratado de comercio con la Francia , cuyas combeniencias solas pudieran ser motivo bastante , para entrar en la Sociedad de nuestros Empeños, quando no hubieran tantos de la rason de gloria , de piedad y de justicia , para que V. M. abraçe esta conjuntura tan digna de toda su Real approbation. Y ultramente , Señor , el dicho Marques se halla pronto y autorizado para concluir todo lo referido y la demas combeniencias particulares que la Real prudentia de V. M. ballara combenientes a entrambas Coronas , suplicando a V. M. sea serbido de considerarlo , tomando la pronta resolution que pide tal conjuntura y ordenando en attention a ella misma se le de una pronta respuesta para que segun ella el Rey su Señor y todos sus Aliados tomen las medidas mas combenientes. Londres 5. de Junio 1677.

BORGOMAGNE D'ESTE.

T R A-

TRADUCTION.
M É M O I R E

*du Marquis de Bourgomagné Envoyé d'Espagne au
Roy d'Angleterre, par lequel il offre l'Alliance du
Roy son Maître, du 5. Juin, 1677.*

LE Marquis de Bourgomagné, des Princes de la
Maison d'Este, Chevalier de la Toison-d'or,
Conseiller de guerre de Sa Majesté, Mestre de
Camp General dans ses Armées, Gouverneur &
Capitaine General de la Comté de Bourgogne
& Charolois, représente à V. M. que les Pays-Bas
du Roy son Maître se trouvant dans un état si affligé,
comme V. M. sçait, & dans un si grand besoin
d'un prompt remede, non seulement pour sa con-
servation; mais aussi pour la seureté de toute l'Eu-
rope, le Duc de Villa-hermosa, Gouverneur & Ca-
pitaine General desdits Pays, a jugé convenable à
la cause commune & aux propres interests de
V. M. de m'envoyer à ses pieds Royaux, non seu-
lement pour luy donner avis du dangereux état
où elle est; mais aussi pour donner à connoître à
V. M. le dernier effort & souhait, avec lequel le
Roy mon Maître desire l'engagement de V. Maj.
pour pacifier par le moyen & la gloire de ses
armes, ce que par des voyes amiables sa prudence
n'a pû effectuer; V. M. même voyant le peu d'ef-
fet, que font les aymables offices de sa Mediation
sur l'esprit du Roy Tres-Chrestien, pour le por-
ter à la conclusion d'une Paix juste; car, à en
parler sincerement, il paroît, que le Roy de Fran-
ce a fort peu d'égard à l'interposition & aux soins
de vostre Maj. pour ramener à un repos durable
les troubles, la destruction, & l'incendie de tou-
te l'Europe, presentement sacrifiée à une seule
ambition, qui n'aura d'autres bornes, que ceux
Tom. II. N que

que V. M. luy voudra mettre, comme le luy demande sa propre raison d'état, & l'aggrandissement de sa gloire.

De la même façon & par les mêmes motifs le Roy mon Maître & tous les Alliez regardent l'unique moyen de V. M. afin que par là la Chrétienté obtienne ce que l'insatiable ambition de la France nie; & moy en son nom Royal, autorisé du Pleinpouvoir & Pouvoirs généraux, que ledit Gouverneur de Flandre a du Roy mon Maître, je viens aux pieds Royaux de V. M. pour luy offrir, (comme je le fais en son nom) d'entrer avec V. M. dans une Alliance étroite, ferme, & convenable aux deux Couronnes, ainsi que celle de l'Empereur, comme aussi feront les Etats Généraux des Provinces Unies, afin que, en considération des progrès de la France, & de ce que sa fortune menace toute l'Europe, & par conséquent la sécurité des Etats de V. M. Elle se résolve pour le bien de la Chrétienté d'entrer avec nostre party en guerre ouverte contre la France, condescendant avec sa prudence & discernement à une si juste demande, nul Monarque au Monde n'ayant une plus glorieuse entreprise, puisque pour la considération, dans laquelle est le grand pouvoir de la Monarchie de V. M. il suffit seulement de la généreuse & juste résolution de V. M. de déclarer la guerre à la France, pour obtenir le repos dans l'Europe, donnant à chacun les limites, qui assurent le repos commun de la Chrétienté opprimée & menacée de la domination universelle d'un Prince, qui a eu la fortune de couvrir ses grandes maximes avec des pretexts apparents, qui ont tenu tant de Puissances dans l'abus & risque de leur ruine, jusques à ce que la connoissance du danger leur a ouvert les yeux, pour prendre garde à leurs propres intérêts, & entrer dans un party si clairement justifié, lequel

quel ne pretend point de conquestes injustes sur les voisins, & ne continuë la guerre, que pour se defendre naturellement des insultes contre les traités & contre le droit des gens, pour arriver à une Paix ferme, juste & durable, comme on devoit supposer, qu'auroit esté celle, dont la Chrestienté commença à jouir l'an 1660. si l'ambition insatiable de la France ne l'avoit interrompü sans sujet ni raison humaine contre les liens les plus sacrés de la foy publique, du plus estroit parentage, & des plus saints sermens, qui ont jamais esté veus & ouys de voix, ou par escrit des Princes Chrestiens. Cecy presuppposé, V. M. ne s'estonnera pas, que les Puissances Confederées, dont les Etats & Finances se trouvent espuisées & ruinées par les grands frais d'une si cruelle guerre, n'offrent à V. M. de grosses assistances & des moyens pour y entrer contre la France, afin de n'offencer la generosité de V. M. & l'opulence de Sa Monarchie.

En eschange de quoy l'Espagne & ses Alliez offrent à V. M. si elle veut embrasser cet engagement avec Eux, de ne quitter les armes, ny traiter Paix, ny Trêve aucune, jusques à ce que V. M. & ses Estats trouvent la satisfaction convenable sur ceux de l'Ennemy dans les Terres ou Lieux, que les glorieux Ancestres de V. M. ont possédés si justement, & qui seront plus particulierement declarés dans le traité de l'Alliance & rupture, de sorte que les Conquestes, qui se feront par les operations des armes de V. M. seront ajugées à la Couronne, comme y retournées pour recompense & trophée de son Chrestien dessein, pour pacifier par ce seul moyen la Chrestienté, là où autrement l'incendie de la guerre continuera, puisque celui, qui y gagne, ne laissera de pousser sa fortune, & ceux qui y sont malheureux ne desisteront de la juste defence de ses Etats, & ainsi est uniquement

entre les mains de Vostre Majesté (en entrant en guerre) la Paix juste & durable de la Chrestienté, qui autrement est menacée d'une nouvelle & universelle Monarchie. Et de plus offrent à Vostre Majesté le Roy mon Maître & sesdits Alliez de ne quitter les armes jusques à ce que dans les traités, qui se feront après la declaration de la guerre, il soit ajusté & conclu au goust de Vostre Majesté & avec utilité de toute la Nation Angloise, & satisfaction des dommages receus dans cette guerre, un traité de commerce avec la France; lesquelles conveniences seules pourroient estre un suffisant motif pour entrer dans la société de nos engagements, quand ils n'auroient tant de la raison, de la gloire, de la pieté, & de la justice, pour que Vostre Majesté embrasse cette conjoncture si digne de sa Royale approbation. Et finalement ledit Marquis se trouve prompt & autorisé, pour conclure sous le susdit & les autres conveniences particulieres, que la Royale prudence de Vostre Majesté trouvera convenables aux deux Couronnes, suppliant Vostre Majesté de le considerer, en prenant une prompte Resolution, comme une semblable conjoncture le requiert, & ordonnant qu'à cet esgard luy soit donné une prompte Responce, afin que le Roy son Maître & ses Alliés puissent ensuite prendre leurs mesures.

Londres le 5. de Juin 1677.

BOURGOMAGNE D'ESTE.

Autre

Autre M E M O I R E

du Marquis Bourgomagné au Roi d'Angleterre de
13 Juin 1677. pour le rappel des troupes
Angloises du service de la France.

S E Ñ O R,

EL Marques del Burgomagné dize con todo rendi-
mento y humildad à V.M. que el Ducque de Vil-
lahermosa con las cartas que hoy llegaron de Flandes
le encarga, rapresente a V. M. en nombre del Rey su Se-
ñor y suyo, come despues de haver el numero tan conside-
rable de Ingleses que serbe en Francia, ajudado este año
a tomar el Rey su Señor tres plazas de las mas impor-
tantes de los Payfes-baxos y a ganar una batalla, se
hallan a un en tan gran prejuizio suyo y de la causa
comun sirviendo su enemigos, formando un Cuerpo, que
por la quantidad, y calidad contribuye casi del todo los
buenos successos de los enemigos, y causa los malos que
las armas del Rey Señor han temido sabiendose muy
bien del Rey de Francia valer del Valor de tan genero-
sa nation que sus Reynos con tanto pernicio suyo han re-
conocido quando los gloriosos antecessores de V.M. con-
quistaron la Francia dexaron en su Corona con tanta
justitia el titulo de Rey de Francia y assi.

Suplica à V.M. en execution de lo que V.M. con tan-
ta justitia ha decretado, que se reclamen dichas tro-
pas, de modo que se vea libre el Rey su Señor de tan ca-
pital pernicio, que lo espera de la somma justitia de
V. M.

Londex 13. de Junio 1677.

BURGOMAGNE' D'ESTE.

T R A D U C T I O N

Autre M E M O I R E

*du Marquis de Bourgomagné au Roi d'Angleterre pour
le rappel des Troupes Angloises qui sont au ser-
vice de la France du 13. Juin, 1677.*

LE Marquis de Bourgomagné dit à V. M. avec toute sorte de soumission, que le Duc de Villahermosa le charge dans les lettres, qui sont arrivées aujourd'huy de Flandres, de représenter à V. M. au nom du Roy son Maistre, qu'un nombre si considerable d'Anglois, qui servent la France, après avoir aidé à prendre cette année au Roi son Maistre trois des plus importantes places du Pais-Bas, & à gagner une bataille, se trouve encore au service de l'Ennemy à son grand préjudice, & à celui de la cause commune, formant un Corps, qui pour sa quantité & qualité contribué quasi entièrement aux bons succès des ennemis, & cause les maux, que les armes du Roy son Maistre ont craint, le Roy de France sçachant tres-bien la valeur d'une si genereuse nation, que ses Etats ont esprouvé avec leur grand dommage, quand les glorieux Ancestres de V. M. conquestèrent la France, & laisserent à leur Couronne avec tant de justice le titre de Roy de France; & ainsi il supplie V. M. qu'en suite de ce qu'elle a resolu si justement, ses troupes soient rappelées, afin que le Roy son Maistre se voie delivré d'un prejudice si grand ce qu'il espere de la justice de V. M. A Londres le 13. Juin 1677.

BOURGOMAGNE' D'ESTE.

RE-

R E S P O N S E .

*du Roi de la G. B. aux deux Memoires du Marquis de
Bourgomagné , Envoyé du Roi a'Espagne, du 27.
Juin , 1677.*

SA Majesté a lû & examiné les deux Memoires qui lui ont esté presentez par le Marquis de Bourgomagné, le premier daté du 5. Juin, l'autre du 13. & quoi-que les choses les plus considerables qui sont contenuës dans le premier Memoire, ayent été déjà proposées plus d'une fois à S. M. par le Comte de Bergeyk dans plusieurs audiences qu'il a eues, & que Sadite M. ait suffisamment expliqué ses intentions, & fait voir par de bonnes raisons qu'il n'est nullement à propos qu'elle condescende à ce que l'on souhaite d'elle en cette rencontre, neanmoins parce que le Marquis de Bourgomagné luy a fait encore de pressantes instances au nom du Roi Catholique, & qu'il l'a fortement sollicité par écrit sur ce sujet, S. M. a bien voulu déclarer de nouveau ses résolutions, afin de contenter son bon Frere le Roi Catholique, & ses Ministres, & elle a jugé à propos de donner sa réponse par escrit aux deux Memoires du Marquis de Bourgomagné ainsi qu'il l'a demandé. Dans le premier le Marquis presse fortement S. M. au nom de tous les Confederez, d'entrer sans aucun retardement dans leur parti, & déclarer incontinent la guerre à la France. Dans le Deuxième on prie S. M. de rappeler tous ses sujets qui sont au service du Roy Tres-Chrétien. S. M. a trouvé à propos d'examiner joint la substance & les motifs de ces propositions, & ensuite les circonstances du temps, & la maniere avec laquelle on luy a fait ces Propositions. S. M. tombe d'accord, que la conservation de la Flandre entre les mains du Roi

terest general, & en particulier celui de Sa Majesté, & que cela merite bien que S. M. en prenne soin, son honneur & son interest y étant engagés, mais S. M. ne sçauroit se persuader, & il n'est pas aisé de l'en convaincre, qu'il faille declarer la guerre, il luy paroist au contraire, que la prudence; la justice, & son propre honneur demandent qu'elle y travaille en continuant d'employer sa mediation, ainsi qu'elle a déjà fait au gré du Roi Catholique & des autres Confederez, l'ayant elle mesme & ses Ministres déjà portée assez loin avec beaucoup de peine, de zele & d'application. L'unique raison dont le Marquis se sert pour engager Sa Majesté à entreprendre plustost la guerre qu'à continuer sa mediation, est que l'experience a dû faire voir à S. M. que Sa mediation n'a eu aucun pouvoir sur l'esprit du Roi Tres-Chrétien, & qu'il n'a point fait de cas de son entremise & de ses soins, si la chose va de la sorte ou autrement, personne ne le doit mieux sçavoir que S. M. Cependant si elle avoit remarqué dans ce Roi une si forte aversion pour la paix, ou un tel mespris de Sa mediation, elle n'auroit pas pris tant de peine pour procurer l'Assemblée de Nimegue, & pour la continuer, seulement afin de se tromper elle-même, & tout le monde ensuite; mais quand elle fait reflexion que le Roy T. C. s'est ouvertement relâché en plusieurs choses par les seuls égards qu'il a eus pour la mediation de S. M. elle ne peut avec aucune apparence de justice considerer l'endurcissement & l'aversion pour la paix en ce Roy, comme une raison capable de l'obliger à lui declarer la guerre, pour ce sujet n'a-t'il pas consenti de traiter dans un país ennemi? n'a-t'il pas quitté la resolution qu'il avoit prise solennellement de faire remettre en liberté le Prince de Furstemberg? n'a-t'il pas exempté de tous actes d'hostilités Nimegue

& le Pais d'alentour jusques à l'estendue de deux lieues? n'a-t-il pas admis les Ambassadeurs du Duc de Lorraine? Ces seuls points auroient pû causer beaucoup de retardement si ce Roy en eust eu la pensée, & toutes ces choses obtenues par l'entremise de S. M. sont des preuves évidentes de plus de considération & de respect pour elle, que le Memoire ne le témoigne.

Pour ce qui regarde encore plus particulièrement S. M. comment veut-on qu'elle se porte à une semblable resolution, après avoir surmonté déjà de grandes difficultés, après avoir conduit le Traité au point où il est, & l'avoir mis en si bon état, que toutes les contestations touchant les ceremonies, & autres choses, qui ne regardent pas le fond du Traité, mais qui pourtant dans ces sortes d'assemblées ont autrefois consumé beaucoup de temps, sont finies ou mises en arriere; & les Propositions commencent à se faire reciproquement sans quel'on en puisse venir à des disputes pour soutenir, accorder, ou rejeter les Propositions, qui auront esté faites; le Mediateur doit-il renverser tout ce grand ouvrage par une soudaine declaration de guerre, sans avoir auparavant allegué d'autres raisons, une telle aversion pour la paix n'estant point évidente à Sa Majesté, comme l'on s'efforce de le montrer dans le premier escrit, ce seroit au jugement de S. M. faire une demande bien contraire à cet honneur que le Marquis lui propose.

Enfin le Roi estant Mediateur, doit-il tonger à declarer la guerre lors qu'il voit quelques-uns des principaux Confederez, qui sont interessez dans cette guerre, déjà fort avancés dans un Traité de paix, comme S. M. ne peut pas l'ignorer? N'y auroit-il pas de l'imprudence; & de la mauvaise foi dans ce procedé? mais si le Marquis vouloit con-

vaincre Sa Majesté ou le monde par de solides raisons, & faire voir, qu'il est absolument necessaire d'entrer dans une guerre ouverte contre le Roy Tres-Chrestien, à cause de l'aversiõ qu'il a pour la paix, il falloit donner un memoire avec des conditions de paix dont l'équité obligerait le Roy T.C. de les accepter, ou que tout le monde demeurast persuadé de cette sorte d'aversiõ pour la paix dont le memoire fait mention, mais jusques à cette heure, nul des Ministres du Roi Cath. n'a présenté à S.M. un semblable memoire. Il n'est parlé dans une grande partie de cet écrit que de la personne, & des actions du Roi T.C. S. M. n'ignore pas qu'une guerre ouverte entre des nations donnent beaucoup de liberté de faire paroistre du ressentiment, & de la passion de l'un & de l'autre côté, mais elle sçait bien aussi que les personnes des grands Roys doivent estre exemptes de ces emportemens, auxquels le commun de leurs sujets se laissent aller; ainsi quoi-que la qualité d'ennemi ait pû servir de pretexte au Marquis d'en témoigner, la condition d'allié, de Roy, & de Mediateur, ne permet pas à Sa Maj. d'entendre ses invectives, particulièrement quand il s'agit de faits qui ont esté rectifiez par un Traité, dont S. M. a bien voulu se rendre garand. S. M. ne sauroit aussi s'empêcher de remarquer, qu'encore qu'on luy ait présenté cet écrit depuis quelques semaines, où il est parlé au nom de tous les confederez en general; toutefois quoi que l'Empereur, le Roi de Dannemarc, l'Elect. de Brandeb. & les Etats Generaux ayent des Ministres en cette Cour, pas un d'eux n'a parlé à S.M. touchant ce memoire. En second lieu le Marquis fait mention du pouvoir que lui a donné le Duc de Villahermosa, lequel a comme il dit un pouvoir general de traiter, S. M. n'a jamais oui dire, qu'aucun Deputé de ses Ancestres ait engagé leurs peuples
dans

dans une guerre contre un si puissant Prince , & où il s'agit aussi de l'intérêt de toute l'Europe ; sans que ceux qui traitoient avec eux ne montraissent leurs pouvoirs aërvez immédiatement de leurs Souverains , & particulièrement aux Traitez , qu'ils venoient d'entreprendre.

Pour ce qui est du second escrit , S. M. suit la même methode en examinant ce que l'on y demande , & quelle est la raison de cette demande ? La demande est de rappeler tous ses sujets qui sont au service du Roy Tres-Chrestien , la raison est que par le nombre & la grande valeur des sujets de S. M. presque seulement , le Roy Catholique a desja perdu cette année trois de ses plus considerables Villes de Flandre , & une Bataille. Pour ce qui est de rappeler les troupes , il n'y en a pas à cette heure au service du Roy Tres-Chrestien qui n'y fussent avant la rupture entre les deux Couronnes , & la plus grande partie des compagnies plusieurs années auparavant ; que quand Sa Majesté fist la dernière Paix , avec la Hollande par l'entremise du Marquis del Fresne , alors Ambassad. à Londres pour le Roy Catholique , il luy fut déclaré & accordé par luy, que Sa Majesté defendroit que d'autres de ses sujets n'allassent servir la France , sans estre obligée de rappeler ceux qui y estoient desja , S. Maj. a satisfait à la première partie plusieurs fois par des proclamations reiterées dans tous ses Royaumes , & si quelques-uns ont manqué à leur devoir , & ont violé les ordres de S. M. aussi-tôt qu'ils reviendront sous son pouvoir, ils seront punis comme transgresseurs de ses commandemens.

Pour la raison que l'on allegue pour soutenir cette Proposition , à sçavoir que les sujets de S. M. sont cause que le Roy Catholique a perdu trois Villes & une Bataille cette année ; S. M. est fort

surprise qu'on assure une chose qui est manifestement fausse : il n'y avoit pas une seule troupe ou compagnie de ses sujets dans les deux Armées du Roy Tres-Chrestien en Flandre, au lieu que dans la citadelle de Cambray, il y avoit un Regiment d'Irlande, & dans l'armée du Prince d'Orange deux Regimens Ecoissois, qui perirent pour la pluspart à la Bataille de Moncassel; Ne seroit-ce pas aussi un desavantage aux Confederez si S. M. accordoit ce qui est contenu dans le Memoire, car il ne seroit pas bienseant, selon la nature & l'impartialité d'un Mediateur, de rappeler ses sujets d'un côté, & non pas de l'autre, & s'il les appelloit tous en general ce seroit au desavantage des Confederez, avec qui ils ont été durant la plus grande partie de la guerre, & en plus grand nombre. Ce que Sa Majesté souhaitteroit principalement, est qu'il voulût disposer le Roy Catholique & les Confederez à songer à la Paix, & à finir une guerre qui a causé tant de malheurs & de desolations dans l'Europe, & ils seront assurez que S. M. contribuera de tout son pouvoir, à leur en procurer une qui conservera la Flandre en particulier, aussi bien que les autres interets du Roy Catholique, ayant tant d'interest à leur conservation. C'est ce que Sa Majesté a jugé à propos de répondre aux deux Memoires.

A Wittehall, le 27. Juin, 1677.

Signé,

HENRY COVENTRY.

ME.

M E M O I R E

présenté au Roy de la G. B. par Monsieur le Comte de Wallestein, du 27. Juin 1677. par lequel il offre une Alliance offensive & défensive avec l'Empereur Son Maistre.

S I R E,

V Ostre Majesté se peut entierement asseurer de la cordiale amitié de l'Empereur, selon la teneur des lettres de creance, que le sousigné Envoyé a déjà eu l'honneur de luy presenter: Et quoy qu'elle n'ait pas moins reconnu, combien d'estime l'Empereur fait de la mediation, si est-ce neanmoins, veu le danger eminent d'une Monarchie universelle, & pour donner une nouvelle marque de ses sincerés inclinations pour le repos public, que l'Empereur joint à ses Alliés, offre ici son Alliance offensive & défensive, & de s'unir tres-étroittement avec Vôte Majesté contre la France & ses Alliés.

Sa Majesté Imperiale croit, qu'il ne faut pas de moins pressans soins pour parvenir à la-conclusion d'une Paix juste & durable, & c'est par ce même desir-là, après avoir reconnu combien la Paix d'Aix-la-Chapelle & la garantie, qui s'en est suivie; ont esté inutiles contre les artifices & l'insatiable ambition de la France, que l'Empereur a ordonné au sousigné son Ministre d'ouvrir ce nouveau moyen à Vôte Majesté, comme le seul & le plus seur, afin d'arrester la desolation & les saccagemens des Provinces entieres, les larmes des peuples, & l'effusion du sang Chrestien.

Delà, si V.M. considere, que l'obligation d'un Empereur est de proteger les Electeurs, & les Princes de l'Empire, ensuite de cela, quel a esté le traitement d'un si proche Allié du sang de V. M. l'E-

lecteur Palatin par ladite Couronne, il ne se peut non plus que V. M. n'en loüe l'Empereur, qu'elle ne luy donne raison d'avoir entrepris la défense des oppressez dans l'Empire, & de ce que Sa Majesté Imperiale soustient aujourd'huy, avec tant de fermeté la cause commune de toute la Chréienté.

Il n'y va pas de moins, *Sire*, que de toute sa seureté, & veu le miserable état des Pais-Bas Espagnols, il importe plus que jamais aux interets de V. M. qu'elle se joigne à ceux, qui ont le même but avec elle contre la réduction desdits Pais dans la possession de la France.

Cela n'est pas moins visible, que V. M. ne doit esperer gueres de plus pressants offices de sa mediation auprès d'un Prince, lequel de même qu'il declara à l'ouverture de la presente guerre, pour toute raison, de l'avoir entreprise pour sa gloire & pour son bon plaisir, pretend aujourd'huy sur le Traité de Paix à Nimegue à une paisible possession de ses injustes conquêtes par la seule raison du succès de ses armes.

Et voilà, *Sire*, en partie, l'effect dudit dernier Traité d'Aix-la-Chapelle, en ce que le Roy de France ayant réussi dans une guerre injuste fait valoir à present.

Sans doute sur ce que l'on en convint alors, la justice de ses pretensions dans la jouissance de ses usurpations, dont les suites & les consequences, à moins d'estre obviées, menacent toute l'Europe d'une tres-certaine ruine.

Vôtre Majesté en y faisant, selon sa haute prudence, une serieuse reflection, voudra donc bien, où cela se peut à present avec gloire & seureté pour ses interets, entreprendre avec l'Empereur & ses Alliés le repos de la Chrétienté, & le salut des Pais Bas Espagnols, dont il n'en reste autrement que le
seul.

seul nom, & tres-facile à perir au Roy Catholique contre les efforts d'un Conquerant, dont toute la conduite, & une infinité de violences passées font assez clairement connoître, que malgré toutes les demonstrationsexterieures de compassion pour la Chrétienté affligée, & de deference à la mediation de V. M. il ne se propose en luy-même le repos des Chrétiens que pour leur joug sous sa domination.

C'est pourquoy le sousigné Ministre represente tres-humblement & desire tres-instamment, au nom de l'Empereur son Maître, qu'il plaise à V. M. de donner les mains à la susdite Alliance, & de son concours avec l'Empereur & ses Alliez à la reduction d'une puissance, laquelle s'est en partie renduë formidable par le trop grand desir de toute la Chrestienté, de joüir plutôt d'une Paix courte & imaginaire que de l'asseurer par les communs efforts d'une guerre juste & necessaire.

Le sousigné entend cecy de cette maniere, *Sire*, qu'au moins l'on songera serieusement & resoluement à borner les progrès de la France par la force & l'union de nos justes & communes armes, & que l'on quitte ce pernicieux Principe des mechans accommodemens.

C'est sans aucun contredit, qu'il assure par chaque Paix qu'il fera, les conquestes de la guerre precedente, & qu'il ira ainsi profitant sur ses voisins pour étendre sa domination jusques à une Monarchie universelle.

Cy-dessus le sousigné Ministre demande la resolution de V. M. pour en pouvoir rendre compte à l'Empereur son Maître. Londres le 27. Juin.

CHARLES COMTE DE WALSTEIN.

Autre MEMOIRE

présenté au Roy de la G. B. par Monsieur le Comte de Wallestein sans date sur le même sujet.

S I R E,

L'Envoyé de l'Empereur ayant représenté à V. M. combien l'Empereur, son Maître, souhaite d'établir une veritable & sincere amitié avec sa Personne Royale, afin de luy en donner des preuves plus essentielles, par un nouveau moyen, il offre d'entrer avec elle & avec ses Alliés en une Alliance tres-necessaire pour le bien & pour le repos de toute la Chrétienté, ainsi qu'il s'en est plus précisément expliqué en son Memoire qui a esté mis entre les mains de V. M. & dont il n'a point encore reçu de Réponse, laquelle il demande avec toute sorte de respect, étant assuré qu'elle sera informée de ce que requierent la sincere amitié de son Maître, le bien public, & la justice de la Cause commune.

CHARLES COMTE DE WALLESTEIN.

R E S P O N S E

du Roy de la G. B. aux deux Memoires du Comte de Wallestein, l'un du 27. Juin, & l'autre sans date, donné le 19. Aoust 1677.

LE Roy ayant reçu depuis peu de jours un Memoire sans date du Comte de Wallestein, Envoyé Extraordinaire de l'Empereur, par lequel il fait ressouvenir à Sa Majesté d'un autre, que ledit Envoyé luy avoit présenté, qui se trouvoit estre du 27. Juin dernier, auquel ledit Envoyé n'ayant point eu de réponse, il prie à present qu'il en puisse

rece-

recevoir une , esperant qu'elle sera telle que la sincerité de son amitié , le bien public & la justice de la cause commune demande , Sa Majesté a ordonné de luy faire cette Réponse.

Que Sa Majesté ne doute nullement, que l'Empereur , son bon frere , n'ait déjà trouvé que Sa Majesté aura soin , qu'il puisse toujours trouver dans tous les points qui se présenteront dans cette conjoncture , aussi bien l'affection & l'estime particuliere que S.M. a pour la personne & pour l'amitié de S.M. Imperiale , comme aussi avec quel empressement S.M. s'applique à servir le public , par les soins continuels qu'elle apporte pour un prompt retablissement de cette Paix generale , dont le monde a tant de besoin, & laquelle le Roy, comme Mediateur commun receu par toutes les Parties, est obligé de considerer desormais comme la cause commune de la Chrestienté.

Que quant au premier Memoire , le Roy avoit déjà ordonné d'y faire Réponse dès le lendemain même qu'il fut présenté , laquelle ledit Envoyé n'ayant pas jugé à propos jusqu'ici de demander , S.M. avoit jugé que ledit Envoyé n'avoit pas trouvé l'affaire si pressante qu'il l'avoit représentée d'abord.

Mais à present que ledit Envoyé trouve bon de demander ladite reponse, S.M. a ordonné de la luy donner , étant conforme à ce que S.M. a fait répondre ailleurs sur le même sujet , ainsi que ledit Envoyé aura pû sçavoir, qui est, Que S.M. se trouvant engagée dans les fonctions de Mediateur general , non seulement avec l'agrément , mais encore avec l'applaudissement & l'approbation de toutes les Parties , ayant eu le bonheur en consequence, de faire convenir les Parties d'un lieu fixe pour l'Assemblée, d'avoir fait ensorte que le Roy T.C. ait envoyé ses Ministres, non-obstant les mal-

malheureux obstacles qui s'y estoient rencontrés d'avoir levé ensuite plusieurs difficultez considerables sur les lieux touchant les préliminaires, lesquels dans toutes les Assemblées de cette nature ont toujours fait le plus de peine & de delay, ayant veu par la benediction de Dieu sur les peines & les soins de S. M. non seulement tous les points principaux du Traité general entamés & echangez entre les parties; mais encore fort avancez, & à ce que S. M. a appris, presque ajustez, quant à ce qui regarde leurs interets particuliers, entre quelques-uns des plus principales parties en la presente guerre, que Sa Majesté après de si grandes peines & tant de soins employés pour la Paix generale, & après des avancemens si considerables pour la procurer, vint Elle-même destruire tout à coup son propre ouvrage en faisant épandre encore une flamme, qui a déjà devoré presque toute l'Europe, c'est ce que S. M. ne peut juger en aucune façon raisonnable de faire, au contraire elle espere que Dieu inspirera les sentimens, qui sont nécessaires dans les cœurs des parties, afin que chacun veuille de son côté seconder les efforts justes & desinteressez que Sa Majesté a resolu par la grace de Dieu de continuer toujours pour une Paix generale à des conditions justes, seures & honorables. Fait à Whitehal le 10. jour d'Août, 1677.

WILLIAMSON.

Autre

Autre M E M O I R E

du Marquis de Bourgogne présenté au Roy de la G. B. le 6. Août 1677. pour luy faire sçavoir qu'il avoit reçu un Pleinpouvoir du Roy son Maître, de conclure une Alliance contre la France.

S E Ñ O R,

„ E L Marques de Burgomayne dize, con to-
 „ do rendimento, à V. Magestad que ha-
 „ viendo bisto en el ultimo Capitulo de la re-
 „ spuesta que V. M. le diò, a las Memorias que
 „ presentó à V.M. reparava V.M. que el Mar-
 „ ques no tenia poder suficiente para tratar la
 „ Alianza que en birtud del que tenia del Duque
 „ de Villa-Hermosa ofrezia à V.M. en nombre
 „ del Rey su Señor; Asi le ha parezido de su obli-
 „ gacion, poner en la noticia de V.M. como
 „ el Rey su Señor le ha embiado poder amplif-
 „ simo para tratar y concluir qualquier Trata-
 „ do con V.M.

„ Y por que tambien V.M. dize en la sobre di-
 „ cha Respuesta, que ninguno de los Aliados ha-
 „ via asegundado su Memoria, deve represen-
 „ tar à V.M. como antes que el Marques bi-
 „ niessè à esta Corte, havia ya dado el Embaxa-
 „ dor de Hollanda una à V.M. solizitando lo
 „ mesmo que el Marques pide en la suya, ha-
 „ viendo tambien despues dado otra el Conte de
 „ Valtain Embiado Extraordinario del Empe-
 „ rador, concurriendo regularmente los demas
 „ Aliados en el mesmo sentir, y teniendo el
 „ Marques Orden del Rey su Señor, de repre-
 „ sentar las mesmas instanzias, que y a havia he-
 „ cho de Orden del Duque de Villa-Hermosa;
 „ „ buelbe

„buelbe à representar à V.M. quanto combie-
 „ne que V.M. ponga la Franzia en los limites
 „que pide el bien y quietud de la Christiandad
 „que oy en dia pende de la poderosa mano de
 „V.M. siendo cierto, que en el estado presen-
 „te de las cosas, y en la fortuna en que se hal-
 „lan las armas de la Franzia, no bastaran las
 „amigables y justas persuasiones de V.M. para
 „reduzirla à los limites que combiene à todos
 „los Principes de la Europa, en la qual no ay
 „ninguno que no rezele su poder llegando esta
 „impression hasta el gran Turco, como pare-
 „ziò, quando el Rey de Franzia moviò la guer-
 „ra à la Holanda, que habiendo bisto el Ma-
 „nifiesto del Christianissimo, que dezia entre-
 „prenderla solo por su gloria, y gusto, y bien-
 „do la fazilidad con que la conquistava, por
 „medio del Gran Visir se queso, de como no
 „le pedian los Estados de Holanda socorro: a
 „que respondieron, que pues tenia esta buena
 „voluntad, les pedian no mobiesse la guerra a
 „los Principes Christianos, para que estos pu-
 „diessen assistirles, loqual prometió, y aun-
 „que no conoze fée, la mantubo, rezelando la
 „protènzia de la Franzia, como me lo apunta
 „el Embaxodor de Hollanda, que oy rezide en
 „esta Corte; Si esto subçede a donde casi no
 „puede llegar el solo nombre de las armas de
 „Franzia, considere V. M. con su soberano en-
 „tendimiento, que deven hazer los Principes
 „bezinos, como lo han mostrado los Potenta-
 „dos de la Alemania, que uniformes hazen la
 „guerra para defender su libertad; Ahora cayen-
 „do à los Dominios de V.M. tan conocidamen-
 „te opuestos à Franzia, como parece por lo
 „que ha sucedido en todos tiempos, en muy
 „justo, que el Rey mi Señor solizite à V.M.
 „de

„ de unirfe con el , y con todos fus Aliados por
„ fu propria combenienzia y por la de V. M.
„ mefma , fiendo cierto , que fi fe confideran
„ las fuerzas que a puefto el Chriftianiffimo en
„ la mar , berà V. M. que la bentaja que V. M.
„ tenia fobre ellos en ella , la pondra en duda
„ el poder de la Franzia , con daño del comer-
„ cio de los Reynos de V. M. por cuya confi-
„ derazion la Reyna Elifabet no permitia fabri-
„ cafen bajeles los Franzefles declarando los que
„ maria en fus melmos puertos.

„ Ahora , Señor , en manos de V. M. eftà ,
„ prevenir eftos irreparables daños , dar la quie-
„ tud à Europa , y hazerfe el mas gloriofo Rey
„ del mundo , declarando la guerra à Francia con
„ las condiziones que dize la Memoria que fo-
„ bre efto particular presentò à V. M. el Mar-
„ ques ratificando en efta todo lo que ha expre-
„ fado en aquella , y ademas ofrezriendo todo lo
„ que fuere jufto y combeniente , en femejan-
„ ter tratados de Alianzas , afegurando à V. M.
„ que el Rey fu Señor no deflea que V. M. en-
„ tre en la guerra con la Franzia , fi no es , pa-
„ ra que por efto medio fe pueda conseguir la
„ jufta Paz , al bien commun de la Chriftiandad.
„ Londres à 6. de Agofto del 1677.

T R A D U C T I O N .

Autre M E M O I R E

du Marquis de Bourgogné présenté au Roy de la G. B. le 6. Aoust 1677. pour luy faire sçavoir qu'il avoit reçu un Plein-pouvoir du Roy son Maître pour conclure une Alliance contre la France.

S I R E ,

LE Marquis de Bourgogné explique à Vostre Majesté avec toute soumission, qu'ayant vû par le dernier point de la Réponse que vostre Majesté luy a donné aux Memoires presentez à vostre Majesté, qu'elle remarque, que l'ordre qu'il avoit du Duc de Villa-Hermosa n'estoit pas suffisant pour traiter l'Alliance, qu'en vertu d'ice-luy il avoit offert à vostre Majesté, au nom du Roy son Maître, il a crû estre obligé de témoigner à vostre Majesté, que le Roy son Maître luy a envoyé un Pouvoir tres-ample pour faire & conclure avec elle quelque Traité que ce soit.

Et puisque vostre Majesté dit aussi dans la susdite Réponse, qu'aucun des Alliés n'avoit secondé son Memoire, il doit représenter à vostre Majesté, qu'avant que le Marquis arrivast en cette Cour, l'Ambassadeur de Hollande en avoit déjà présenté un à vostre Majesté, dans lequel il sollicita la mesme chose que le Marquis demande dans le sien, que le Comte de Wallestein, Envoyé Extraordinaire de l'Empereur, en avoit aussi donné un autre depuis, & qu'enfin tous les autres Alliez concouroient unanimement à ces sentimens là: Et comme le Marquis a ordre du Roy son

son Maître de renouveler les mêmes instances, qu'il avoit déjà faites par ordre du Duc de Villahermosa, il va représenter derechef à V^{otre} Majesté combien il importe, que V^{otre} Majesté mette la France dans les bornes, qu'il faut pour le bien & la tranquillité de la Chrestienté, laquelle dépendant aujourd'hui des mains puissantes de V^{otre} Majesté, il est constant que dans l'état présent où sont les affaires & pour l'heureux succès des armes de la France, les amiables & justes persuasions de V^{otre} Majesté ne suffiront point, pour la reduire dans les limites qui conviennent à tous les Princes de l'Europe; & que parmy eux, il n'y en a point jusqu'au grand Turc même qui ne prist ombrage de sa puissance; Cela paroissoit assez, lorsque ce puissant Prince ayant veu par le manifeste du Roy Tres-Chrestien quand il fit la guerre à la Hollande, qu'il ne l'avoit entreprise que pour sa gloire & pour son plaisir seul, & ayant considéré la facilité avec laquelle il l'avoit conquise, s'enquit par le grand Visir, de ce que les Hollandois ne luy demandoient pas du secours, à quoy ayant répondu, que puis qu'ils le voyoient porté de si bonne volonté pour eux, ils le prioient seulement de ne point faire la guerre aux Princes Chrestiens, afin qu'ils les pussent assister, il leur en donna sa parole, laquelle non obstant le peu de foi qu'il observe autrement, il leur tint ensuite dans l'apprehension qu'il avoit de la Puissance de la France, ainsi que l'Ambassadeur de Hollande Resident en cette Cour me l'a raconté, si cela arrive, là où le seul nom des armes de France a peine d'arriver, que V^{otre} Majesté considere selon sa haute prudence, ce que doivent faire les Princes voisins? & comme les Princes d'Allemagne ont fait, qui sont unanimement la guerre pour deffendre leur liberté? Or les Etats de V^{otre} Majesté se trouvant si évidemment

dément opposez à la France, comme il paroît de ce qui est de tout temps arrivé, il est tres-juste que le Roy mon Maître convie V^{otre} Majesté, de s'unir avec luy & avec tous ses Alliez, tant pour le bien de ses affaires propres, que pour celuy de V^{otre} Majesté même, étant certain que si on considere bien les forces, que le Roy Tres-Chrestien a mises en mer, V^{otre} Majesté trouvera que la puissance de la France rendra l'avantage fort douteux que V^{otre} Majesté y a sur elle, non sans un grand préjudice du commerce des Royaumes de V^{otre} Majesté, en consideration duquel la Reyne Elisabet ne vouloit point permettre aux François de bastir des Vaisseaux, leur declarant, qu'elle iroit les brusler dans leurs Ports mêmes. Mais il est au pouvoir de V^{otre} Majesté de prevenir tous ces dommages irréparables, aussi bien que de redonner le repos à l'Europe, & d'eslever sa gloire au delà de celle tous les Roys du monde, en declarant la guerre à la France, aux conditions convenuës dans le Memoire que le Marquis a présenté à V^{otre} Majesté sur ce sujet-là, en ratifiant tout ce qui y est contenu, & en offrant toutes choses justes & convenables aux semblables Traitez d' Alliance, assurant V^{otre} Majesté que le Roy son Maître ne desire, que V^{otre} Majesté entré en guerre avec la France, que pour obtenir par ce moyen-là une juste Paix pour le bien commun de la Chrétienté. A Londres ce 6. Août 1677.

Autre

Autre M E M O I R E

du Marquis de Bourgomagné, au Roy de la G. B.
du 6. Septembre 1677. touchant le rappel des
troupes Angloises qui sont au service de la
France.

S E Ñ O R,

Haviendo el Marques de Burgomagne dado à V. M.
una Memoria en nombte del Rey su Señor, en 5.
de Juno con amplio poder del Duque de Villa Hermosa
(que lo tenia de Su Magestad) pidiendo à V. M. su Ali-
anza, y haviendo V. M. respondido no ser suficiente el
que tenia, de via creer que no avia otro obstaculo para
executarse una obra tan digna de V. M. Pero haviendo
dado el Marques segunda Memoria à V. M. en 6. de
Agoſto, en laqual declarava à V. M. tenere poder del
Rey su Señor, para ello, y ratificado en ella todo quan-
to ofrezia en la primera y ademas prometiendò à V. M.
todo aquello es justo concederse en semejantes Tratados
de Alianzas, loqual no se puede entender de otra mane-
ra, sino es que se daría a V. M. todas las seguridades de
que quisiere, y cauxion de una plaça, y no haziendo
V. M. admitido el tratado, y teniendo el Marques
orden del Rey su Señor de representar à V. M. en su
Real nombre el sentimiento con que su M. està, por no
haver V. M. en orden à los tratados hecho retirar las
Tropas de Vassallos de V. M. que sirven en el Exercito
del Rey Christianissimo con tanto perjuizio suyo, no
obstante las representationes que para su effeto han
becho tan repetidas vezes à V. M. D. Pedro Ronquil-
lo, D. Bernardo de Salinas, y el Conde Bergheycq,
en execucion de que dize à V. M. el Marques ser ya
indispensable el que el Rey su Señor tenga la devida
satisfaxion, que pide el grave perjuizio que ha pa-
decido y padeze su M. por el numero tan considerable
de vassallos de V. M. que sirven al Christiani-
ſſimo, haziendose mas sensible esto caso, por

haber bido en lo mas bigoroso desta Campaña el Duque de Monmouth (Principe de tanta suposición y conocido valor) a servir à la Francia ; pues parece que en lugar de obligar à los Vasallos de V. M. ha dexar aquel servizio como pide la Justicia de los Tratados, se piensa en afirmar los mas, no siendo dudable que quedan sin fuerza las ordenes que se dix^o, se han dado para que se retiren las dichas Tropas , y quedaran del mesmo modo las que se diereu para este efecto , biendo que en lugar de castigar los que no las han obedezido, se embia ahora la persona de mayor suposizion deste Reyno, y que tiene un Regimiento al servizio de la Francia , de donde era su obligacion retirarse quando se huviera hallado halla para dar exemplar à la obediencia de las Reales ordenes de V. M. con que los efectos que han producido los ofreximientes del Rey su señor (tan combenientes al bien comun de la Christiandad y a V. M.) sirven de mayor fuerza al Rey Christianissimo , haziendose esto aun mas sensible, biendose obligado el Rey su Señor , à que sus Exercitos peleen contra una nation de que Su Magestad haze tanto aprezio, y por cuyas combenienziass ofrezze bazer quanto se le pudiere.

Todo lo qual pone el Marques en la notitia de V. M. en exsecution de las justas ordenes que tiene del Rey su Señor para ello. Londres à 6. de Settiembre de 1677.

T R A D U C T I O N

Autre M E M O I R E

du Marquis de Bourgogné au Roy de la G. B. du 6. Septembre 1676 touchant le rappel des Troupes Angloises qui sont au service de la France.

LE Marquis de Bourgogné, ayant présenté le 5. Juin dernier un memoire à V. M. avec un Pleinpouvoir du Duc de Villahermosa qui est autorisé pour cela par le Roi son Maître, pour demander

mander à entrer en Alliance avec V. M. laquelle auroit répondu que ce Pleinpouvoir n'étoit pas assez ample, cela fit croire audit Marquis qu'il n'y avoit point d'autre obstacle qui empeschast la conclusion d'une affaire si digne de V. M. mais le même Marquis ayant présenté un autre memoire à V. M. le 6. Aoust, pour luy faire connoistre qu'il avoit pouvoir du Roy, son Maître, pour cela, qui approuvoit & ratifioit le contenu en son premier memoire, offrant de plus tout ce que l'on peut justement & raisonnablement accorder en de pareils Traités: ce qui ne se peut entendre autrement, sinon qu'on donneroit à vostre Majesté toutes les assurances qu'elle desire, & même qu'on deposeroit une place entre ses mains; mais vôte Maj. n'ayant pas voulu entrer en ce Traité, & ledit Marquis ayant reçu ordre du Roy, son maître, de témoigner de sa part à vostre Majesté le ressentiment, qu'il a de ce que vôte Majesté n'a pas rappelé ses sujets qui sont au service de la France, conformément aux Traités, & notwithstanding les instances si souvent renouvelées à ce sujet par Don Pedro Ronquillo, par Don Bernardo de Salinas & par le Comte de Bergeyck, ce qui est fort préjudiciable à sa Majesté Catholique. En execution de ces ordres, ledit Marquis dit donc à vostre Majesté, qu'on ne se peut pas dispenser de donner au Roy, son maître, la satisfaction qui luy est si justement due, à raison du préjudice qu'elle a reçu, & qu'elle reçoit encore par le grand nombre des sujets de vostre Majesté qui servent la France. Et ce qui aggrave encore beaucoup cette affaire, c'est que le Duc de Montmouth, qu'on sçait estre un Prince plein de feu & de courage, est passé au service de la France dans le plus fort de la Campagne, de sorte qu'au lieu de rappeler lesdits sujets, ainsi que le droit des Traités

le demande, il semble qu'on ait dessein d'en augmenter le nombre, estant certain que les ordres, qu'on dit avoir esté donnés pour leur rappel, ne s'exécutent point, & qu'il arrivera la mesme chose de ceux qu'on enverra à l'avenir, puis que ledit Marquis voit, qu'au lieu de chastier ceux qui n'y ont pas obey, l'on y envoie encore presentement la plus considerable personne de ce Royaume, & qu'elle a un regiment au service de la France, d'où elle devroit estre partie, si elle y avoit esté, afin de servir d'un exemple d'obeïssance aux ordres de vôtre Majesté : de sorte que de cette maniere les offres du Roy son maistre, qui sont si avantageuses à toute la Chrestienté, & à vôtre Majesté mesme, ne servent qu'à fortifier le Roy de France; ce qui est d'autant plus fascheux, que le Roy, son maistre, est contraint de souffrir que ses armées combattent une Nation que sa Majesté estime tant; & afin de le prevenir, la Majesté offre tout ce que l'on peut legitimement prétendre d'elle. Ce que ledit Marquis fait connoître à vôtre Majesté en execution des justes ordres qu'il en a du Roi, son maistre. Fait à Londres le 6. Septembre 1677.

M E M O I R E

de Monsieur van Benningen Ambassadeur de Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, présenté au Roi de la G. B. 28. Septembre 1677. pour la conservation des Païs-Bas.

LE soussigné Ambassadeur Extraordinaire de M. M. les Etats Generaux des Provinces Unies, se trouve obligé par ordre exprez de ses Maîtres de représenter à sa Majesté avec les tres-humbles respects qu'il luy doit, que mesdits Seigneurs les
Estats,

Erats, n'ayant pas manqué dès qu'ils ont eu le bonheur de voir l'amitié & la paix établie avec elle, de lui témoigner leurs justes inquiétudes, sur la trop grande puissance de la France, & les fatales revolutions qui en pouvoient arriver, la prièrent aussi tres-instamment de ne pas souffrir, que ses sujets servissent à augmenter le commun danger, en passant en troupes tres-nombreuses au service de cette Couronne, comme ils ont fait, & d'employer plutôt les moyens pour la prevenir, & pour procurer le repos à la Chrestienté par une paix prompte, honneste & seure.

Et quoi que sa Majesté après plusieurs instances, qui lui ont été faites à cette fin ait fait publier plusieurs Edits pour priver la France du secours des dites troupes, elles n'ont pas laissé néanmoins d'y demeurer, d'agir & de se signaler, dans les postes & dans les occasions les plus importantes, au tres-grand avantage d'un voisin déjà plus que dangereux, sans que les personnes, même d'un rang relevé à la Cour de sa Majesté ayent fait scrupule de les suivre, & de s'exposer avec elles au hazard de la guerre.²¹ Que le grand progres des armes de France, ayant cependant rendu de plus en plus évident, combien lesdites apprehensions sont justes, & que l'application des remedes, que sa Majesté trouveroit necessaires, pour la conservation des Pais-Bas Espagnols, ne pouvoit plus estre differée, sans les exposer à une perte inevitable, ont fait redoubler à M. M. les Estats de temps en temps leurs susdites remontrances, & d'offrir à sa Majesté d'entrer avec elle dans tous les engagements, qu'en bonne raison elle pourroit desirer d'eux, pour empêcher un si pernicieux accroissement d'une puissance si voisine, mais que L. H. P. n'ont pas trouvé sa Majesté disposée à y répondre.

Et bien que cependant elle eût la bonté de les

consoler par des assurances tres-positives que sa Majesté avoit extrêmement à cœur les affaires desdits Pais-Bas, & qu'elle apporteroit tous ses soins pour les conserver, & que mesdits Seigneurs les Estats par là encouragez, ont fait d'extrêmes efforts pour y soutenir les affaires en estat de pouvoir estre remediées. Que toutefois ces bonnes intentions, n'ont point eu d'autres suites jusqu'à present non-obstant que L. H. P. n'ont jamais cellé d'en presser sa Majesté & de lui remonstrer en toute sincerité, qu'il leur étoit entierement impossible de continuer lesdits Efforts, & qu'il estoit d'autant plus nécessaire, quelle ne différât pas davantage à s'employer, avec l'efficace & la promptitude requises, pour prevenir cet éminent danger, non en intention d'obliger sa Majesté à une rupture avec la France, si elle la pouvoit éviter, M. M. les Estats ayant toujours préféré, & préférant encore une prompte, honneste & seure paix, comme dit est, ou par des voies amiables, & si elles ne faisoient point l'effet désiré, par des voyes plus fortes.

Mais bien que lesdites declarations, de si bonnes & de si fortes intentions pour la conservation des Pais-Bas, ayent souvent été réiterées par sa Majesté, sur tout depuis le commencement de cette année, & que sa Majesté ait trouvé bon de communiquer ses inquietudes sur les affaires desdits Pais-Bas à son Parlement, les deux Maisons se sont déclarées unanimement dans les mêmes sentimens avec elle, mesdits Seigneurs les Estats à leur grand regret ont pourtant vû arrester les bonnes resolutions, qu'on devoit esperer d'une si belle & si heureuse consonance.

Que là-dessus leurs ennemis n'ont pas negligé de pousser leurs desseins aussi loin, qu'il leur a été possible, & ont achevé de mettre lesdits Pais-Bas,

en un si déplorable état, qu'il n'y reste quasi plus rien de considerable pour en achever la conquête.

Que sa Majesté ayant depuis fait declarer à M. M. les Estats qu'elle faisoit venir Monsieur Temple son Ambassadeur pour l'instruire de ses intentions sur le fait de la paix, afin de la mener à une prompte & bonne fin, mesdits Seigneurs les Estats ont encore vû différer les effets de cette resolution & se trouvent d'ailleurs tellement épuisez & accablez par les miseres & frais de la guerre, qu'ils ne la pourront plus poursuivre de cette maniere; & d'autre côté la France étant accruë par les conquêtes, pendant que la force de ceux qui luy doivent resister est notablement affoiblie: il n'est pas possible de prévenir les derniers malheurs, à moins que sa M. à la fin n'entreprenne fortement d'y remédier, & que par une execution prompte & ponctuelle de ses susdites favorables déclarations, elle remette les esprits d'une apprehension préjudiciable, & faire achever, comme si sa Majesté n'étoit pas autant contraire à des longueurs & des desluis que la matiere en elle même est devenuë ennemie, si bien que mesdits Seigneurs les Estats se trouvent infiniment neceffitez, d'avoir derechef leur recours à sa Majesté & de la prier tres-instamment & tres-humblement de faire partir au plutôt ledit Sr. Temple avec les ordres & les instructions neceffaires pour declarer explicitement & positivement ses intentions, pour la conservation desdits Pais-Bas, & pour reestabliir le repos de la Chrétienté, à des conditions qui servent à l'affermir de tous côtez & à rendre durable & permanant un establisement auquel la gloire de sa Majesté, & le bien de ses Etats est si puissamment engagé, & que le monde présent & les siecles avenir regarderont & observeront comme son ouvrage.

Que mesdits Seigneurs les Etats n'ont rien con-

clû avec la France, que jusques-icy ils n'ont point eu d'autre but, que de voir leur voisinage par la dite prompte, bonne & seure paix à couvert d'une oppression entiere de la France, étant entierement resolu de persister à contribuer tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir cette bonne fin.

De sorte qu'on ne peut pas sans une grande injustice les tenir suspects, comme si leur accommodement avec la France étoit fort avancé, & faire naître de là des scrupules à sa M. de s'engager avec eux & leurs Alliez, en la présente conjoncture, sa M. devant être tres-persuadée, que rien au monde ne sera plus cher à Mesdits S.S. les Estats, que de concourir avec elle à procurer une telle paix à l'Europe par tous les moyens les plus efficaces, & les plus forts pour l'effectuer promptement & seurement.

Mais en cas que toutes leurs remonstrances, offres, sollicitations & l'eminent danger où se trouvent exposez les interets communs, ce que Dieu ne veuille, ne fussent pas capables de porter sa M. à mettre la main réellement & vigoureusement à ce grand Ouvrage, & de ne la point disposer à rompre tous ses delais, Mesdits S. S. les Estats esperent au moins, que sa M. en la grande équité ne trouvera pas étrange, & voudroit encore moins imputer la faute à L.H. P. si en ce cas étant destituez de son assistance, sans laquelle il n'y a rien à faire, ils ne perseverent pas plus long-temps à épuiser & ruiner leurs Etats par des efforts inutiles, & à les mettre en danger inutilement. Mais chercher de se sauver le mieux qu'ils pourront, & par consequent entrer dans des engagements auxquels la necessité de l'état, où ils se verront abandonnez, les obligera, & que les tristes suites & inconveniens, qui naîtront indubitablement de là, ne

ne pourront aucunement estre imputez à L. H. P. qui ont tenté toutes sortes de voies & de moyens, & particulièrement celui de l'Alliance & Assistance de S. M. pour les prévenir, mais à leur extrême douleur n'y auroient pas pû reüssir à cause des obstacles qu'ils auroient eû le malheur d'avoir rencontrés dans l'esprit de Sa Majesté.

De Westmunster le 19^{se} Septembre 1677.
28

M E M O I R E

du Marquis de Bourgomagné. présenté au Roy de la G. B. le 5. Novembre 1677. touchant la restitution de Bourgogne.

S E Ñ O R,

HAviendo entendido como V. M. da por insuperable el punto de la restitucion de la Borgoña es de mi obligacion poner en la noticia de V. M. las justas intenciones del Rey mi Señor que son de no ceder por ningun caso dicha Provincia à la Francia, aunque abenturara todos sus Reynos para su recuperacion, pues aunque S. Mag. contribuyera de buena gana parte de sus Dominios para dar la quietada la Europa no quiere ceder una tan Capital como la Borgoña, con daño universal de toda la Christiandad, el Duque de Lorena Esclavo de la Francia entre la Borgoña y la Alsacia, los Esquiseros enteramente sugetos a su Dominio, el Duque de Saboya con duplicados grillos, los quatro Elefiores del Rhin a discrecion de Franceses, como asimismo las Villas Francas de Alemania del mismo parage, y ultimamente los Estados del Sr. Emperador de la Briscovia en sumo peligro y cerrada una puerta a la Alemania para la Italia, estableziendose de este modo a la Francia raixes para la Monarquia universal a que asperia, y assi non quiere el Rey mi Señor

O 5

quedar

quedar cargado de toda Europa de aver admitido ce-
punto tan prejudicial al bien comun para manifestar
con esto el cuydado que deven tener los Reyes de nos con-
currir a nada, de lo que redundá ex perquisio de todos
siendo infalible que ninguno oy dia puedo ignorar las
fuerças y maximas de la Francia sino es los que conve-
ren al aumento della contra las Verdaderas Maximas
del bien universal, el quel comiendo oy en dia par
queuxta de V. M. como tan poderoso Mediador no puede
dudar el Rey mi Señor, que no concurrira en sus tan ju-
stos dictámenes, y que no los apoye con la razón y fuer-
zas que V. M. tiene y deve exemplar por el beneficio
de la Christianidad ex occupat tan gran parte. Londres
5. de Novembre 1677.

TRADUCTION.

M E M O I R E

du Marquis de Bourgomagné au Roy de la G.B. tou-
chant la restitution de Bourgogne, du 5. Novem-
bre 1677.

S I R E,

AYant entendu, comme quoi Vostre Majesté
tient pour insurmontable le point de la resti-
tution de la Bourgogne, c'est mon devoir de re-
présenter à vostre Majesté les justes intentions du
Roï mon maistre, lesquelles sont de ne ceder pas
à la France en quel cas que ce soit ladite Province,
dût-il hasarder tous ses Royaumes pour le recou-
vrement d'icelle; & bien que Sa Majesté contri-
buëroit de bon gré une partie de ses Domaines
pour le repos de l'Europe, Elle n'en veut pourtant
pas ceder une si capitale que la Bourgogne, au
préjudice universel de toute la Chrestienté, lais-
sant le Duc de Lorraine esclave de la France au
milieu de la Bourgogne & de l'Alsace, les Suisses
entic-

entièrement sujets à sa domination, le Duc de Savoye aux ceps doubles; les quatre Electeurs près du Rhin à la discretion des François, comme aussi les Villes Franches Imperiales dans le même arrest; & enfin les Etats de l'Empereur en Brisgou dans un extrême danger, & la porte en Allemagne par laquelle on va en Italie serrée, donnant de la sorte occasion à la France de la Monarchie universelle à laquelle elle aspire. Et ainsi le Roy mon maistre n'aime pas rester chargé du reproche de toute l'Europe, d'avoir admis un point si préjudiciable au bien commun, pour manifester par là le soin que les Rois doivent avoir, de ne concourir à rien, qui puisse être préjudiciable à tous; étant infailible que personne puisse aujourd'huy ignorer les forces & maximes de la France, excepté ceux qui concourent à l'aggrandissement d'icelle, contre les veritables maximes du bien universel, lequel étant aujourd'hui le but de V. M. comme d'un Mediateur, qui peut donner poids aux affaires; le Roy mon maistre ne scauroit douter que V. M. ne concoure à appuyer ses justes demandes & Propositions de la raison & des forces que V. M. a & doit employer pour le bien commun de la Chrestienté; de laquelle elle possède une si grande partie. Londres, le 3. Novembre 1677.

PROCLAMATION

du Roy de la G. B. par laquelle il revoqua l'ajournement fait jusques au 14. Avril, & demanda que le Parlement s'assemblât avant ledit terme au 25. Janvier 1678. faite le 17. Decembre 1677.

CHARLES ROY,

D Autant que le Roy a fait sçavoir par sa Proclamation du 5. Novembre dernier, que Sa
O 6 Majesté

Majesté entendoit , que le 13. du présent Mois de Decembre, qui étoit le jour ordonné pour l'Assemblée des deux Chambres du Parlement, il s'en fist un ajournement jusqu'au 14. Avril ensuivant, S. M. a fait notifier depuis par un message, qu'elle a envoyé à chacune d'icelles en particulier, que pour plusieurs considerations importantes, elle jugeoit à propos que lesdites Chambres s'assemblassent devant ledit 14. Avril, & qu'ainsi elle vouloit, que lesdites Chambres fussent ajournées separément, au 25. Janvier prochain, auquel jour elles ont aussi esté ajournées, dont il plait à S. M. que toutes les personnes, à qui il appartiendra, soient averties de bonne heure, ainsi qu'elle le publie & fait sçavoir par les présentes : & dautant que S. M. veut, qu'à cause des diverses matieres importantes qui y seront agitées, l'Assemblée qui commencera ledit 25. Janvier, soit composée d'un nombre competant de membres des deux Chambres du Parlement, elle a trouvé bon de l'avis de son Conseil secret, d'ordonner, ainsi qu'elle ordonne par cettés, à tous & chacun des Seigneurs Ecclesiastiques & Laïcs de ce Royaume, comme aussi elle commande, & enjoint aux Chevaliers, Bourgeois & membres de la Chambre-basse, de se trouver ledit 25. Janvier à Westmunster, sur quoi S. M. entend qu'ils ayent à se regler. Fait au Palais de Whitehal, le 17. Decembre, 1677.

F O E D U S

inter Serenissimum ac Potentissimum Magnæ
 Britannia Regem, &c. & Fœderati Belgii Præ-
 potentes D. D. Ordines Generales conclusum
 Hagæ Comitidis die 31 Decembris 1677.
 10 Januarii 1678.

Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Domi-
 nus Carolus ejus nominis Secundus, Magnæ Bri-
 tannia Rex, seridè perpendens deploratissimum Orbis
 Christiani statum, ingentemque istam necessitatem
 quæ jam urget, ut consilia protinus uniantur quo belli
 ruinas longè lateque spargentis, & quod universam
 penè Europam miserum in modum hodie pervasit ulte-
 rior sistatur progressus, nec non apud se reputans quàm
 purum hætenus valuerint ad pacem generalem pro-
 curandam mediationis, quam fere per triennium,
 summâ cum curâ & sollicitudine interposuit conatus:
 necesse tandem duxit ad media majoris efficaciæ se re-
 cipere, in eumque finem cum Celsis ac Præpotentibus
 Dominis Generalibus uniti Belgii Ordinibus ætæum
 Fœdus inire, cujus pondere ac momento vicini duo
 Reges permoverentur reapse consentire Paci, iis pac-
 tis & conditionibus, quæ in universum Orbis Chris-
 tiani commodum possint cedere, præsertim verò in
 Belgio feliciter restaurando & restabiliendo, quod ut
 saluum integrumque maneat, tam Majestatis suæ
 quàm prædictorum Ordinum permagni interest. In
 quem finem nos infra scripti juxta facultatem in hac
 causâ nobis commissâ, quarum Apographa in fine
 præsentium inferentur, nomine & ex parte prædicti
 Domini Regis & prædictorum D. D. Ordinum Ge-
 neralium respectivè deputati in iis quæ sequuntur
 convenimus.

Art. 1. Quod Potentissimus Rex Magnæ Britannia
 & Gen. Ord. Fœd. Belgii sibi invicem assistent ac se
 O 7 mutuo

mutuo turbatur summa sua opera & viribus quantum fieri potest, maximis. Et secundum eam quantitatem ad modam rationemque ad id melius efficiendum conducere queant, de quibus postea particulatim inter se conveniant, quo vicini duo Reges consentiant generali Paci, his quæ sequuntur conditionibus.

Quod ad Galliam & Hispaniam attinet oppida & loca appellata Carolo-Regium sive Charle-Roy, Athum, Andenardum, Corteniacum, Tornacum, Condænum, Valencena, & Fanum Sancti Gislani, Regi Catholico restituantur una cum aliis locis quæ Galli quocunque deinceps tempore post occupatum jam Fanum S^m. Gislani in Belgio occupabunt. Comitatus Burgundie maneat penes Gallos: restituent quoque omnia illa Oppida & Loca, quæ Galli jam aut imposteram intra Sicilia Regnum occupant aut occupabunt.

Quod ad Galliam & Belgium Fœderatum spectat, singula in Europa hinc inde restituantur.

Et quandoquidem ea quæ de Pacis conditionibus quod ad Imperatorem, & Imperium in mandatis accipit Dominus Legatus Excellentissimus Regis M.B. non adeo dilucide expressa sunt, ut us hoc tempore manus ultima imponi possit, neque ea tamen ejusmodi momenti sunt ut moram huic Tractatui facere debeant, Præfatus Dominus Legatus in se recepit, recipitque prædicti Regis intentionem eâ de re propius exquirere & infra scripti, promiserunt promittuntque prædictum Dominum Regem, & prædictos Ordines præstuturos, quod eâ de re inter Majestatem suam & prædictos Ordines considerato Fœdere, quod inter Imperatorem & Ordines intercedit & rectâ ratione justum æquumque existimabitur.

Quod ad Ducem Lotharingiæ, restituatur Duxatus Lotharingiæ.

Quod ad Sueciam spectat, sit ibi armorum vacatio donec in singulas Pacis condiciones consensum fuerit.

Art. 2. In quem finem prædictus Rex M.B. omnem operam, omnemque industriam protinus adhibebit apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimæque forma solenni tractatu sibi spondeat & promittat se citra omnem quocunque sub pretextu vel quacunque de causa, exceptionem vel dispensationem in Pacem consensurum atque conventurum prædictis conditionibus, si Catholicus Rex induci aut permoveri queat per prædictum R.M.B. ut ea sua parte iisdem pariter conditionibus consentire vellet.

Art. 3. Pari deinde opera & industria prædictus R.M.B. apud Regem Christianissimum contendet, ut in armorum vacationem per spatium trium mensium consentire vellet, ut interea temporis prædictus R.M.B. sedulo, omnique industria ac diligentia operam dare posset apud Regem Catholicum, ut conditionibus præfatis consensum adhibere vellet.

Art. 4. Ut verò Rex Christianissimus nulla iusta ratione dictum armistitium recusare queat R. M. B. se eodem tractatu obstringet, id se effecturum, ut æquè & Rex Catholicus prædictis Pacis conditionibus consensiat.

Art. 5. Quod Rex Christianissimus à prædicto Domino R. M. B. inducetur ut permovebitur, ut prædicto promisso plenam fidem adhibere, atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma impofterum quiescant in Belgio, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem R. M. B. nequeat per exhortationes, obtestationesque permovere dictum Regem Catholicum ante spatium dictorum trium mensium, ut consensum adhibeat conditionibus sæpe memoratis, & proinde ad media majoris efficacæ venire necesse sit: nihilominus Rex Christianissimus intra fines & in finibus dicti Belgii sua arma non movebit aut introducet; sed R. M. B. obstringet atque in se recipiet id sese repleturum quod necessarium erit, ut Rex Catholicus re ipsa adstringatur

tur ut Pacem conditionibus supra dictis accipiat, adeoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere Actus hostiles in dictis Regionibus, neque ullum occupare oppidum, licet sponte suâ seipsum dedere velit, nisi R. M. B. cesset, atque omittat id quod jam dictum est præstare.

Art. 6. *Conventum insuper & conclusum est, quòd in Tractatu inter Regem M. B. & Regem Christianissimum, eo modo quo dictum est ineundo, prædicti Ordines Fæderati Belgii de omnibus & singulis, quæ à Domino Rege M. B. versus Regem Christianissimum quovis modo sponderi atque promitti contingeret, unâ & conjunctim cum dictis Dominis Regibus tenebuntur, atque eo casu se teneri præsentibus declarant, eodem plane modo ac si eadem Tractatus expresse intervenissent, eundemque subsignassent.*

Art. 7. *Pari modo prædictus Dominus Rex, & prædicti Ordines, eodem tempore se applicabunt conjunctim aut separatim, prout commodius videbitur, maximis instantiis & conatibus adhibitis ad Regem Catholicum, ut ille pariter prædictis conditionibus Pacis consentire velit.*

Art. 8. *Et si prædictus Rex Christianissimus in prædictas conditiones finaliter consentire recusaverit, virtute hujus Fæderis inter prædictam suam Majestatem & prædictos Ordines conventum est, ut illi statim, & extra omnem ulteriorem moram, conjunctis viribus, quantum fieri potest, maximam operam adhibaturi sint, quò Rex Christianissimus adstringatur in easdem conditiones consentire, juxta ejusmodi consilia & modos de quibus inter seiplos mutuò conveniunt.*

Art. 9. *Ut prædicti Ord. General. quàm maxime sibi persuasum habentes & satis certi quòd prædictus Rex Catholicus dictis conditionibus assensurus sit, ita in se recipiunt, & se obstringunt conjunctim cum prædicto*

dicto Rege M. B. omnibus utriusque & modis, idcirco effecturos, quò dictus Rex Carolus dictis conditionibus consentiat & Paci itaque ex parte Majestatis suæ mora non futura sit.

Art. 10. Sancit à inter duas Coronas Pace, ejus servandi sponsores vindiceſque erunt in formâ omnium optimâ, simplicissimâ & securissimâ non modò Rex Magnæ Britannie & Fæderati Ordines sed & omnes Reges & Principes vicini qui existimabunt sua interesse ut Orbi Christiano inconcussa maneat, quoque & Belgio sua reddatur constetque tranquillitas; in quem finem definietur Copiarum militarium numerus, atque alia media quibus utendum erit aduersus obstinationem Partium, quæ impederit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti resarciat.

Art. 11. Si verò contigerit ut amicorum secum Confæderatorum aliquis proposita in sinistram (quod Deus auertat) & iniquam partem fuerit accepturus, atque intempestivâ forſan vindictâ vel bellum etiam ab aliquo modernorum Belligerantium vel ei, iſſueque eorum partibus acceſſerint, aliisque Statibus Fæderatarum propterea subnaſcatur, tenentur dictus Dominus Rex & D. D. O. O. sibi esse devotissimi ad sustinendam omnem vim, seque mutuo & Regna Provinciasque & Ditiones, juraque & libertatem suam mari ac terrâ acerrime defendere, nec ab hoc mutua auxilio desistere antequam sese invicem à periculo vindicarverint mutuumque satisfactionis & securitatis eventum consecuti fuerint.

Art. 12. Pacta hæc conventa omnia & singula in iis contenta à dicto Domino Domino Rege Magnæ Britannie, prædictis D. D. O. O. Gener. uniti Belgis per Patentes utriusque Partis Litteras sigillis suis munitas debitâ & authenticâ formâ intra spatium 4. Septimanarum proxime sequentium ac citius si fieri potuerit, confirmabuntur, & ratificabuntur, mutuaque Ratifica-

ficationum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur. Actum Hagæ-Comitis 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Sigillatum & signatum.

A. HYDE.
(L. S.)

(L. S.)

W. van HEUCKELOM.
D. van WYNGAERDEN.
CASPAR FAGEL.
J. de MARIGNAULT.
J. Baron de REEDE,
Vryheer van Renswoude.
C. van BOOTSMA.
BARON de PALLANDT.
G. GRUYS.

(N. B.)

Cum Articulo Tractatus hodie conclusi inter D. Legatum Extraord. D. Regis M. B. & D. D. Deputatos Ordinum General. Fæderati Belgii expressum non sit quod Bellinatus, Castellania, Territoria, Gubernationes, Præfecturæ, vulgò Prevostez, cum appertinentiis, & dependentiis & annexis omnibus sequentiis, oppidis quæ vi dicti Articuli 1. Regi Catholico restituenda veniunt, neque etiam Articulo 1. quicquid cautum sit de Ducatu Limburgico & oppido Binsch, nos infra scripti dictorum Ord. General. deputati hisce declaramus intentionem dictorum Ord. General. eam esse ut Bellinaturæ, Castellania, Territoria, Gubernationes, Præposituræ, vulgò Prevostez, cum appertinentiis, & dependentiis, & annexis omnibus sequentiis, oppida quæ vi dicti articuli primi prædicto Regi C. restituenda veniunt, prout etiam cautum fuit in Tractatu Pactis Anno 1668. inter duas Coronas concluso & inter ea, quæ restituentur etiam comprehendî dictum Ducatum Limburgi & Oppidum Binsch cum omnibus annexis, hosque infra scriptos dictum Tractatum subsignasse ea fiducia, quod prædictus

Huius Rex M. B. in eandem cum dictis Ord. General. intentionem concurret & dictum Dominum Legatum Extraord. nobis significasse, se, quod ad ea atsinet, nihil in mandatis habere, & predicto Domino Regi reliquum hanc dictorum Deputatorum declarationem, omniaque officia adhibiturum, ut Majestas sua in eandem intentionem nobiscum concurrere velit. Actum Hagæ Comitis die 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Signatum.

W, van HEUCKELOM.

D. van WYNGAERDEN.

CASPAR FAGEL.

J. de MARIGNAULT.

JOHAN Baron de REEDE,
Vryheer van Renswoude.

C. van BOOTSMA.

G. GRUYE.

Articulus separatus.

QUandoquidem Articulo 10. Tractatus hodie conclusi expressum est Lotharingæ Ducem restitutum in Ducatum Lotharingæ; & quod ad Sueciam spectat, ibi locorum futuram armorum vacationem, donec in singulas Pacis conditiones conclusum fuerit. Nos infra scripti vigore presentium declaramus eam esse Magnæ Britanniae Regis & Fœderatorum Ordinum uniti Belgii intentionem predictum Dominum Regem, omnimoda id acturum, ut Ducatus Lotharingæ Domino Duci restituitur quo ad munimenta in eo statu in quo nunc est, si verò à Rege Christianissimo obtineri nequeat eo in statu quo fuit tempore occupationis; & quod ad Sueciam attinet, penes Regem Christianissimum ea Oppida quæ in Sicilia tenet, aut aliud quodcunque quod extra Belgium proponi possit mansura per modum oppignorationis ac cautionis usque quo Pacis conditiones respec-

Et

*Suecia concordari & iniri poterunt. Actum Hagae-
Comitis 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678.
Signatum,*

A. HYDE.

W. van HEUCKELOM.

D. van WYNGAERDEN.

CASPAR FAGEL.

J. de MARIGNAULT.

JOHAN. Baron de REEDE,
Vryheer van Renswoude.

C. van BOOTSMA.

BARON de PALLANDT.

G. GROYS.

T R A D U C T I O N

A L L I A N C E

*entre le Roy de la Grande Bretagne & les Etats Gene-
raux des Provinces Unies, conclue à la Haye, le
31. Decembre 1677, & 10. Janvier 1678.*

LE Serenissime & tres-Puissant Prince & Sei-
gneur Charles Second, Roy de la Grande Bre-
tagne, faisant une reflexion serieuse sur le deplo-
rable état du Christianisme, & sur la necessité
pressante de remettre incessamment l'union dans
les esprits, afin d'arrêter le cours impetueux de la
guerre, qui s'étend de tout côté, & qui a penetré
déja presque toute l'Europe d'une maniere pitoya-
ble; & considerant en luy-même, combien peu
ont servi jusqu'ici les efforts de la Mediation qu'il
a interposée avec tant de soin & d'attachement
depuis presque trois ans, pour retablir la Paix ge-
nerale; il a resolu enfin de rechercher des moyens
qui ayent plus d'efficace, & à cette fin de faire
une étroite Alliance avec les tres-Hauts & tres-
Puissants

Puissans Seigneurs Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies , qui puisse par sa force & par son importance obliger les deux Rois voisins de consentir de fait à la Paix, sous des Traités & Conditions convenables au bien de tout le Christianisme , sur tout pour rétablir & remettre en bon état les Païs-Bas , étant de l'interest de Sadite Majesté, aussi bien que desdits Etats qu'ils soient maintenus seurs & entiers. A cette fin nous sousignez, selon le pouvoir à nous commis sur ce sujet , & dont la teneur est inserée à la fin des présentes , au nom & de la part dudit Seigneur Roy , & desdits Seigneurs Etats Generaux , par Eux envoyez respectivement , sommes convenus des choses , comme s'ensuit.

A R T. I.

Que Sa Majesté de la Grande Bretagne & les Etats Generaux des Provinces Unies , se prêteront une aide reciproque , & se defendront mutuellement avec toute affection , & autant que faire se pourra , dans tel nombre de forces, moyens & raisons , qu'il sera trouvé convenable de faire pour le mieux , & dont ils conviendront dans la suite entre Eux en particulier. Afin que les deux Rois voisins condescendent à une Paix generale , sous les Conditions suivantes.

En ce qui regarde la France & l'Espagne , les Villes de Charles-Roy , Ath , Oudenarde , Courtray , Tournay , Condé , Valenciennes & Saint Guillain , soient remises entre les mains du Roy Catholique , conjointement avec tous les autres lieux dont les François s'empareront à l'avenir dans les Païs-Bas depuis la prise de St. Guillain.

Le Comté de Bourgogne demeurera en la puissance des François : comme aussi seront rendues toutes les villes & lieux que les François ont pris déjà

déjà on prendront à l'avenir dans le Royaume de Sicile.

A l'égard de la France & des Etats Unis, toutes choses seront restituées de part & d'autre dans l'Europe.

Et comme les choses que son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Roy de la Grande Bretagne reçues dans ses Ordres sur les conditions de la Paix avec l'Empereur & l'Empire, ne sont pas expliquées assez clairement, qu'on puisse dès à présent y mettre une dernière résolution; mais qui cependant ne sont pas d'une telle importance qu'elles deussent causer du retardement à ce traité, ledit Sieur Ambassadeur s'est chargé & se charge de s'informer de plus près des intentions de sadite Majesté sur ce sujet, & les sousignez ont promis & promettent, que ledit Seigneur Roy & lesdits Etats feront en sorte, en consideration de l'Alliance entre l'Empereur & lesdits Etats, que les choses seront trouvées justes & raisonnables à cet égard.

Pour le Duc de Lorraine, son Duché de Lorraine luy sera rendu.

Et à l'égard de la Suede, il y aura suspension d'Armes jusqu'à ce qu'on soit tombé d'accord de toutes les conditions de paix.

A R T. II.

A cet effect Sadite Majesté Britannique emploiera incessamment tous ses soins & son travail envers Sa Majesté Tres-Chrestienne, à ce qu'il lui promette & accorde en bonne & deüe forme & par un Traité solennel, que sans aucune exception ni detours, & sous quelque prétexte & sujet que ce puisse estre, il consentira & donnera les mains auxdites conditions, si le Roy Catholique peut estre induit & amené par Sadite Majesté Britannique à vouloir consentir pareillement de son côté aux mêmes conditions.

A R T. III.

ART. III.

Par un même soin & diligence Sadite Majesté Britannique fera en sorte auprès de Sa Majesté Tres-Chrestienne , qu'il consentira aussi à une suspension d'Armes, pendant quelques mois , afin que pendant ce temps là Sadite Majesté Britannique puisse s'occuper soigneusement & sans distraction ni delay, près de Sa Majesté Catholique pour l'amener à consentir auxdites Conditions.

ART. IV.

Et afin que le Roy Tres-Chrestien ne puisse avoir aucun juste sujet de refuser ladite Suspension d'Armes, Sa Majesté Britannique s'obligera par le même Traité , de faire en sorte que ledit Roy Catholique consentira pareillement auxdites Conditions de paix.

ART. V

Que Sa Majesté Tres-Chrestienne sera sollicitée & engagée par Sa Majesté Britannique d'ajouter foy entiere à ladite promesse , & de vouloir prendre confiance en luy, & par ce moyen qu'à l'avenir il ne porte plus ses armes dans les Païs-Bas, de sorte neanmoins, que si contre l'esperance & l'attente de Sa Majesté Britannique , il ne puisse , par ses exhortations & sollicitations , porter Sa Majesté Catholique , avant le terme desdits trois Mois, de donner son aveu aux susdites Conditions , & qu'ainsi il soit necessaire d'en venir à des moyens plus efficaces, cependant Sa Maj. Tres-Chrestienne ne portera ni n'introduira point ses armes dans les confins des Païs-Bas ; mais Sa Majesté Britannique s'engagera , & se donnera le soin de suppléer à ce qui sera necessaire , à ce que Sa Majesté Catholique s'oblige de fait de recevoir la paix sous les Conditions cy-dessus , ainsi Sa Majesté Tres-Chrestienne n'aura pas lieu d'exercer aucun acte d'hosti-

d'hostilité dans lesdits Païs, ni de prendre aucune place, bien qu'elle voulût se rendre d'elle même, à moins que Sa Majesté Britannique ne laisse & ne discontinuë ce qui vient d'être dit.

A R T. VI.

D'ailleurs il a esté accordé & conclu, que dans le Traité entre Sa Majesté Britannique, & Sa Majesté tres-Chrestienne, dans la maniere qu'il a été allegué, lesdits Etats Generaux des Provinces Unies declarent par ces présentes, qu'ils seront tenus de toutes les choses en general & en particulier qu'il arrivera d'être promises & accordées en quelque maniere que ce soit, par Sa Majesté Britannique envers Sa Majesté Tres-Chrestienne, & d'y estre obligez avec Sadite Majesté, comme si eux-mêmes étoient effectivement intervenus au Traité & l'eussent signé.

A R T. VII.

Pareillement Sadite Majesté & lesdits Etats s'appliqueront en même temps, conjointement ou séparément, comme il semblera plus propre, par de grands & continuels efforts, pour porter Sa Majesté Catholique à consentir auxdites conditions de paix.

A R T. VIII.

Et si Sadite Majesté Tres-Chrestienne refuse enfin de ratifier lesdites conditions, en vertu du présent traité entre Sadite Majesté & lesdits Etats, il a été convenu, que sans aucun retardement, Eux ensemble joindront leurs forces les plus grandes qu'ils pourront, pour obliger par ce moyen le Roy Tres-Chrestien d'accepter lesdites conditions, selon les Conseils & moyens, dont ils seront convenus entr'eux mutuellement.

A R T. IX.

Comme lesdits Etats Generaux sont entiere-
ment

ment persuadez & sont assurez, que Sa Majesté Catholique donnera les mains auxdites conditions, ainsi ils se chargent & s'obligent conjointement avec Sa Majesté Britannique de faire en sorte, par toute sorte de moyens & d'efforts que Sadite Majesté Catholique consente auxdites conditions, & qu'ainsi il n'y aura point de retardement à la paix du côté de Sadite Majesté.

A R T. X.

La Paix estant faite entre les deux Couronnes, ceux-là en seront les Cautions & Protecteurs, dans toutes les formes les meilleures, les plus simples & les plus seures, & non seulement Sa Majesté Britannique, & les Etats des Provinces Unies; mais aussi tous les Rois & Princes voisins, qui considereront comme leurs propres interêts, que le repos demeure inébranlable par tout le Christianisme, & que la tranquillité soit rendue & assurée aux Pais-Bas, à cette fin on fixera un nombre de troupes & tous autres moyens pour s'en servir contre l'un ou l'autre des Parties, qui aura empêché ou violé la paix, afin qu'il mette fin à l'injure, & repare le dommage fait à la Partie offensée.

A R T. XI.

Mais s'il arrive, que quelqu'un de leurs Amis & alliez avec Eux, ait accepté, (Dieu l'en détourne) les Propositions d'un parti contraire & injuste, & qu'il viint à se former une occasion de vengeance, peut-être impreveuë, ou une guerre même, de la part de quelqu'un des nouveaux partis en guerre, soit à lui, soit à ceux qui se seroient joints à son parti, ou à d'autres Etats des Alliez, Sadite Majesté & lesdits Etats s'obligent, de demeurer étroitement unis entr'eux, pour soutenir tout l'effort, & employer leurs armes mutuelles pour defendre vigoureusement leurs Royaumes, Provinces, Etats,

Privileges & libertez, par mer & par terre, & de ne point se departir de ce secours reciproque, avant de s'estre entierement delivrez du danger, & de n'avoir tiré les satisfactions mutuelles, & des seuretez pour l'avenir.

A R T. X I I.

Ce Traité ainsi arrêté avec ce qu'il contient en general & en particulier, sera ratifié par Sa Majesté Britannique & Messieurs les Etats des Provinces Unies, par des Expéditions de l'un & l'autre parti, accompagnées de leurs lettres particulières, dans une forme autentique, dans le terme des quatre semaines prochaines & suivantes, & plutôt, si cela se peut; & les ratifications en seront delivrées de part & d'autre dans ledit temps. Fait à la Haye le trente-unième Decembre de l'année 1677, & le dixième Janvier 1678. ainsi signé & scellé,

A. HYDE.
(L. S.)

(L. S.)

(L. S.)

(N. B.)

W. VAN HEUCKELOM.

D. VAN WYNGAERDE.

CASPAR FAGEL.

J. DE MARIGNAULT.

JOHAN Baron DE REEDE,
Vryheer van Renswoude.

C. VAN BOOTSMAN.

BARON DE PALLANDT.

G. GRUYS.

Comme il n'est point exprimé en l'Article premier du présent Traité, conclu entre son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique & Messieurs les Deputez des Etats Generaux des Provinces Unies, que les Balliages, Châtellenies, Territoires, Gouvernemens & Com-

& Commandemens & les Prévotéz avec toutes leurs appartenances & dependances, & tous les annexes des Villes comprises dans ledit premier article, doivent aussi être rendus à Sa Majesté Catholique, & qu'il n'est rien résolu non plus dans ledit article premier, touchant le Duché de Limbourg & la Ville de Binchs, nous sousignez Deputez desdits Etats Generaux declaron par ces présentes, que l'intention desdits Etats Generaux est, que les Bailliages, Châtellenies, Territoires, Gouvernemens, Prévotéz avec leurs appartenances & dependances, & tous les annexes des Villes qui en vertu dudit article premier doivent estre rendus à Sa Majesté Catholique, y sont compris, comme il fut arrêté aussi dans le Traité de Paix de l'année 1668, conclu entre les deux Couronnes: comme aussi sont contenus dans les choses qui doivent être restituées, le Duché de Limbourg & la Ville de Binchs avec toutes leurs dependances, & que lesdits sousignez, ont signé ledit traité, dans la confiance qu'ils ont, que Sa Maj. Britannique tombera dans le même sentiment desdits Etats Generaux, & que ledit Ambassadeur Extraordinaire nous a fait sçavoir qu'à cet égard il n'a rien de précis dans les Ordres qu'il a, & qu'il donnera avis à Sa Majesté de la Déclaration des susdits Deputez, & qu'il fera tous ses efforts pour faire concourir Sadedite Majesté dans nos Intentions. Fait à la Haye le 31 Decembre 1677. & 10 Janvier 1678. & signé.

W. VAN HEUCKELOM.

D. VAN WYNGAERDEN.

CASPAR FAGEL.

J. DE MARIIGNAULT.

JOHAN BARON DE REEDE,
Vryheer van Renswoude.

C. BOOTSMAN.

G. GRUYS.

P 2

Article

Article séparé.

Comme il est inferé en l'article premier du traité conclu ce jourd'huy, que le Duc de Lorraine sera retabli dans le Duché de Lorraine, & qu'à l'égard de la Suede, il y aura suspension d'armes, jusqu'à ce qu'on ait arrêté toutes les conditions de la Paix, Nous sousignez declaron en vertu des présentes, que telle est l'intention de Sa Majesté Britannique & des Etats Generaux des Provinces Unies, que Sadite Majesté fera en sorte que le Duché de Lorraine soit rendu audit Seigneur Duc, à l'égard des fortifications en l'état qu'il est présentement, & si cela ne se peut obtenir du Roy Tres-Chrestien, dans l'état qu'il estoit lors de la prise. Et en ce qui concerne la Suede, que Sa Majesté Tres-Chrestienne retiendra en sa puissance les Villes qu'il a occupées en Sicile ou tout autre, qu'on pourra proposer hors des Pais-Bas, en forme de gage & de caution, jusqu'à ce que les conditions de paix à l'égard de la Suede puissent estre arrêtées. Fait à la Haye le 31 Decembre 1677, & 10 Janvier 1778. & signé

A. HYDE.	W. VAN HEUCKELOM.
	D. VAN WYNGAERDEN.
	CASPAR FAGEL.
	J. DE MARIGNAULT.
	J. Baron DE REEDE,
	Vryheer van Renswoude.
	C. VAN BOOTSMA.
	BARON DE PALLANDT.
	G. GRUYS.

PROROGATION

du Parlement depuis le 25 Janvier jusques au
28 Janvier
7 Fevrier 1678.

CHARLES ROY,

SA Majesté a des choses de grande importance à communiquer aux deux Chambres, servant pour la satisfaction de leur dernière Adresse pour la préservation de la Flandre ; mais ces affaires n'estant pas encor si meures, comme elles seront dans peu de jours, c'est pourquoy il plait à Sa Majesté, que les Chambres s'ajournent immédiatement jusques à Lundy 28 Janvier vieux stile.

H A R A N G U E

du Roy de la G. Bretagne à Son Parlement en demandant de l'argent, pour pouvoir faire la guerre à la France, en vertu de l'Alliance faite avec les Estats Generaux des Provinces Unies le 7. Fevrier 1678.

Seigneurs & Gentilshommes,

LA dernière fois que nous nous trouvâmes icy je vous promis qu'avant la prochaine assemblée, je ferois tout ce qui dependroit de moy pour vostre satisfaction, & suivant cela j'ay fait une alliance avec la Hollande pour la defence de la Flandre, laquelle ne peut manquer d'avoir effet, à moins que je ne manque du secours necessaire pour soutenir cette alliance, ou par le peu d'égard que les Espagnols mesmes pourroient avoir à leur propre conservation. Pour moy je ne le puis pas croire, vous ayant veu si souvent vous engager à cette defence ; & sachant que vous estes si prudents que vous considerez qu'une guerre, qui s'ensuit necessairement de cette resolution, ne doit pas

se faire à demi, & qu'il faut estre assuré comment la pouvoir mener à bout, enforte que je puisse estre animé à y employer tous mes efforts, il n'est pas moins necessaire de nous faire voir à nos ennemis avec une telle resolution, qu'ils ne s'imaginent pas que nous soyons las de la guerre, jusques à ce que la Chrestienté soit en tel estat, que son repos ne puisse estre troublé par aucun Prince, je vous confesse que j'ay fait tout mon possible par la voye de mediation pour procurer une paix honorable & assurée à la Chrestienté, considerant combien une telle paix seroit preferable à la guerre, principalement à l'égard de ce Royaume, qui doit absolument recognoistre le grand profit qu'il a en jouissant de la paix, pendant que les nations voisines souffrent la misere de la guerre : mais perdant toute esperance d'y parvenir par les voyes d'accommodement, ce ne sera pas ma faute, si nous n'en venons pas à bout par la force, puis que nous ne le pouvons autrement; par cette raison j'ay appellé mes troupes de France, & j'ay consideré, que quoy que nous ne doutions pas, que les Hollandois travailleront de leur costé, nous devons fournir au moins 90 vaisseaux de guerre entretenus, & tout au moins 30000 ou 40000 hommes, & tout ce qui leur est necessaire pour servir ou sur nostre flotte ou ailleurs.

Et afin qu'on ne puisse pas craindre que ce que vous donnerés soit employé à autre usage, je consens, que l'argent qui se recevra soit approprié à cet effet avec toute l'exactitude qu'on pourra desirer.

J'ay donné assez de marques de mes soins dans cette occasion, par ce que j'ay avancé pour le bastiment des vaisseaux de guerre neufs, où j'ay dépensé pour les faire plus grands & de plus de service plus de 100000 liv. Sterling, que j'ay levé par le der-

nier

nier acte , j'ay fait autant qu'il a esté en mon pouvoir pour reſtablir les vieux vaiſſeaux , & pour acheter tout ce qui eſtoit neceſſaire pour la flotte , & l'artillerie, & en cela & autres proviſions pour la ſeureté de mes domaines dans l'Amerique & de mes Iſles voiſines de ce Royaume , j'ay dépenſé beaucoup plus de 200000 livres Sterlin, que vous avez conſenti que je priſſe ſur l'excife, quoy que je n'aye pas trouvé tout le credit, que je devois eſperer ſur une telle ſeureté.

J'ay ſourny aux dépenſes neceſſaires , pour remedier à la Rebellion de Virginie, & de la guerre contre Alger, je ſuis engagé envers le Prince d'Orange pour la dot de ma niepce , & je ne pourrois pas ſoutenir les dépenſes ordinaires de mon Royaume & la plus neceſſaire , à moins que le nouvel impoſt ſur le vin ne me ſoit continué ; lequel autrement n'iroit qu'au profit de ceux que nous ſouhaittons le moins.

Je croy que ces choſes n'ont pas beſoin de vous eſtre fort recommandées, ſi vous conſiderez ce que vous avez promis touchant quelque'une , & la neceſſité qu'il a pour les autres , & que je n'ay pas ſeulement employé mes fonds & mes finances pour voſtre ſeureté, mais que j'ay fait tout ce qui m'a eſté poſſible , pour oſter toute ſorte de jaloſies. J'ay marié ma niepce au Prince d'Orange, & par là je croy avoir donné une entiere aſſurance , que je ne ſouffriray jamais , que l'on bleſſe ſes intereſts tant que l'on m'aſſiſtera comme l'on doit pour les defendre.

Ayant fait tout cela , je dois attendre de vous un ſecours d'argent conſiderable & proportionné à une telle occaſion, de laquelle depend non ſeulement l'honneur de la nation Angloiſe , mais ſa conſervation même, pour laquelle il ne ſuffira pas d'y trouver à redire après, mais de prévenir la fau-

te principale , de faire foiblement & à demi ce qui ne se doit faire, qu'en pouffant les affaires que nous entreprenons avec vigueur & jusques au bout.

Ces considerations sont de la derniere consequence pour ce Royaume , & pourtant je souhaite , que vous vous y appliquiés presentement sans qu'aucune autre affaire vous empêche de prendre promptement de bonnes resolutions sur cette matiere.

R E S O L U T I O N

*de la Chambre des Communes sur La Proposition du Roy
le 10. Fevrier 1678.*

QU'une requeste sera présentée au Roy , contenant le remerciement de cette Chambre pour le grand soin , que Sa Majesté a eu de la Religion Protestante , par le mariage de sa Nièce à un Prince Protestant. Comme aussi pour prier sadite Majesté tres-humblement , qu'il luy plaise de n'admettre aucun Traité de Paix , sinon tel qui laissera le Roy Tres-Chrestien dans une condition & estat non plus capable de nuire à ses voisins, qu'il l'étoit par le traité des Pirenées , à quelle fin les assistances tres-promptes & aydes de certedite Chambre ne manqueront jamais à sa Majesté.

A D D R E S S E

*du Parlement au Roy de la G. B. conforme à la
resolution précédente , donnée le 10. de
Fevrier 1678.*

S I R E ,

NOus les tres-humbles & loyaux sujets de vostre Majesté , assemblez dans le présent Parlement.

Remercious tres-humblement & avec tout respect

spect vostre Majesté, pour le zele & soin qu'elle a montré pour la conservation, & encouragement de la Religion Protestante, & pour la conclusion d'un mariage entre la Dame Marie, vostre Nièce, & le Prince d'Orange, qui pour le present se trouve engagé par les armes, contre l'ennemy commun, & afin que vostre Majesté poursuive dans ces bons desleins.

Derechef

Nous supplions tres-humblement, & avec un veritable zele vers l'honneur de vôtre Majesté, & la seureté de ses peuples, qu'il plaise à vôtre Majesté de ne point admettre aucun Traité de paix, par lequel le Roy des François soit laissé en possession d'aucun Pays & territoire, ou d'aucun pouvoir que ce soit, autre que celui qui lui a été laissé par le Traité des Pirenées, puisque nous jugeons que tout autre Traité qui soit moins que celui-cy, ne peut point asséurer les Royaumes de vôtre Maj. & le reste de l'Europe contre l'accroissement de la puissance du Roi des François, mais que lui seul sera capable de troubler la paix publique, toutes les fois qu'il aura envie de l'entreprendre. & principalement les places reservées au Roy d'Espagne dans les Pais-bas & par ce Traité, estant fort avantageuses, non seulement par le voisinage de quelques Villes importantes & même des Fortresses du Royaume de France; mais encore par l'estenduë du territoire, & nous supplions de plus tres-humblement vôtre Majesté, qu'il soit accordé & déclaré, dans tous les traitez, articles, & confederations faits pour la prosecution de cette guerre, qu'il ne sera pas permis à aucuns vaisseaux de quelque nation que ce soit, d'entrer ou sortir des ports de France, mais que les vaisseaux seront saisis, & la charge destruire.

De même nous supplions vôtre Majesté, de faire toutes les alliances & confederations qui seront necessaires à cette fin , & encore bien que nous croyons que vôtre Majesté ne peut pas douter des affections de ses peuples , nonobstant nous renouvellons avec joye & unanime contentement nos promesses & engagements passez.

Suppliant vôtre Majesté, d'estre tres-fermement persuadée de nostre bonne perseverance, dans la poursuite de ladite guerre , & que quand il plaira à vôtre Majesté , de nous communiquer en Parlement telles Alliances & confederations, nous donnerons en toutes rencontres à vôtre Majesté les assistances & subsides si prompts , qu'ils pourront par la faveur divine porter cette guerre à une heureuse fin.

R E S P O N S E

*du Roy de la G.B. à la précédente Adresse donnée
le 14. Fevrier, 1678.*

C H A R L E S R.

SA Majesté a receu & examiné la dernière deputation de cette Chambre, elle y fait cette réponse, & n'est pas peu surprise d'y trouver tant de ce qui n'y devroit point estre mentionné , & si peu de ce qui y devroit estre.

En premier lieu , la harangue de Sa Majesté s'adressoit aux deux Chambres séparément, & la matiere estant d'un interest si public, il estoit assurement fort expedient , que la réponse se fist conjointement ; car d'en envoyer deux & peut-estre fort differentes , cela ne peut causer que distraction à son Conseil , & consequemment aux affaires de la nation ; outre qu'il n'est pas raisonnable de priver la Chambre des Seigneurs de la com-
muni-

munication des choses, qui ne se peuvent finir sans passer par leurs mains.

Secondement, il remarque que dans la deputation de cette Chambre du 20. May dernier, vous l'invitez à une ligue offensive & defensive avec la Hollande contre le pouvoir croissant du Roy de France, & pour la defense des Pais-bas Espagnols; & que Sa Majesté faisant une telle alliance, vous l'assuriez d'un secours d'argent tres-abondant, & tout à fait proportionné à une telle occasion. Conformément à cela Sa Majesté a fait une ligue offensive & defensive avec la Hollande, & vous l'a declarée en Parlement, & a effectué ce que vous attendiez de sa part; mais pour ce qu'il a demandé de celle de cette Chambre par sa harangue, (qui est le secours d'argent) vous ne lui donnez aucune réponse, ny la moindre esperance de lui fournir de quoy soutenir les Traitez qu'il a faits; seulement vous commencez à mettre de nouvelles conditions dans vos premieres promesses, & on le traiteroit ainsi eternellement s'il témoignoit estre satisfait d'un tel procedé; Il ne faut pas vous imaginer, que ny le Roy, ny les Etats Generaux ayants à s'embarquer en une si grande entreprise; veuillent quitter d'autres alliances si considerables. Quelques-uns des Princes les plus interessez ont veu & approuvé son Traité avec lesdits Etats, & ce qu'il n'en a pas fait formellement avec eux, c'est que la distance des lieux où lesdits Princes interessez resident, n'auroit pas permis de faire tant de Traitez, ni avoir les ratifications en Pais si esloignez; & il n'y a gueres lieu de douter que ceux là ne donnent leur consentement au Traité pour l'interest de qui il se fait. Cependant rien ne peut plus retarder ny deconcerter ces traitez que le manque de la part de cette Chambre a soutenir ceux que Sa Majesté a déjà faits; il faut qu'il main-

tienne sa reputation dans cette occasion, & que ce à quoy il s'est engagé soit executé avant qu'il s'engage ailleurs de nouveau.

Par la réponse de Sa Majesté à la deputation du 30. May, il vous a dit, combien elle se trouvoit offensée de voir ce qu'on entreprenoit sur ses Prerogatives; mais vous avez peu d'égard à cela, au contraire vous ajoutés à vostre premiere méchante conduite de nouvelles usurpations injurieuses à son autorité, contraires à ses sentimens, & à ce qu'il pense, à ceux de la plus grande partie du monde.

Cette Chambre demande que le Roy oblige les Confederez, à ne venir jamais à une paix à moins que le Roy Tres Chrestien ne fût au moins réduit aux termes du Traité des Pirenées, cette determination n'appartient qu'à Dieu tout puissant; car aucun ne peut juger quelles conditions se devront mettre à une paix, que celuy qui peut predire certainement le succès d'une guerre.

Vous proposez au Roy d'enjoindre non seulement à ses Alliez, mais à tout le monde, de ne laisser aucun de leurs vaisseaux aller & venir en France, sous peine de confiscation des marchandises & de saisie des vaisseaux & de l'équipage.

Le Roy ne croit pas, que jamais aucune assemblée ait fait un dessein si grand & si public à toute la terre, sans s'estre auparavant ou pourveu, ou avoir au moins considéré comment se pourvoir des moyens, autant que Sa Maj. en a pû sçavoir de vostre part. Quoy qu'il en soit, pour vous faire voir le grand desir, quelle a de donner toute satisfaction à cette Chambre, quelques desraisonnables que soyent les Propositions qui lui ont esté faites, il vous repete encore ce qu'il vous dit le 28 Janvier dernier, que si par votre assistance il peut faire des preparatifs suffisans pour une telle entreprise

prise , il ne mettra point les armes bas , que la Chrestienté ne soit restablie en tel repos , qu'il ne soit pas au pouvoir d'aucun Prince en particulier de la troubler.

C'est à quoy tout cecy doit aboutir , & tout ce que vous peut dire un Prince , qui comme lui est jaloux de tenir sa parole, mais de dire qu'il ne fera aucune paix qu'une telle sorte de paix , qu'il soit en pouvoir ou non , qu'il soit abandonné de ses Alliez ou non , cela ne se peut pas appeller un engagement solennel , parce qu'assurément on ne peut pas y satisfaire.

Pour conclusion , Messieurs , le droit de faire & conduire la guerre & la paix appartient au Roy, & si vous croyez qu'il veuille perdre la moindre partie de ce droit , vous vous abusez , les resnes du gouvernement sont en ses mains , & il a autant d'intérêt & prend autant de soin de vos conservations , que de celle de sa propre personne , & les continuera pour la défense & seureté de son peuple , & les poussera aussi loin qu'il pourra , si cette Chambre l'encourage à faire de nouvelles alliances , en l'aidant à maintenir celles qu'il a déjà faites, & fera tous ses efforts pour vos avantages.

Si vous en avez le dessein , il le faut mettre en effet promptement , le temps & la conjoncture ne vous donnent pas le loisir de faire une longue consultation ; Et ainsi le Roy desire que sans perdre plus de temps , vous vous appliquiez à deliberer sur l'argent que vous lui devez fournir , parce que sur cela il prendra ses mesures.

R A I S O N S

envoyées par la Chambre des Communes à celle des Seigneurs, touchant l'Adresse au Roy résoluë par la Chambre des Communes, sur la déclaration de guerre à la France, &c. & ce que les Seigneurs y ont trouvé à reformer.

QUE Sa Majesté nous ayant déclaré depuis cette assemblée, qu'il avoit fait une ligue offensive & défensive avec la Hollande, contre l'aggrandissement & pouvoir du Roy de France, & pour la conservation des Païs-bas Espagnols, nous ne pouvons croire, que Sa Majesté n'ait disposé les affaires au dehors conformément à ce dessein, & jugeons qu'elle est à présent engagée si avant qu'elle ne peut encourir aucun danger ny préjudice dans ces affaires, en déclarant présentement la guerre contre le Roy de France.

Que le Roy déclarant présentement la guerre, il la peut commencer dès cette heure, avec avantage esgal: d'autant que si les choses continuent dans cet estat incertain, le Roy de France peut prendre son temps pour nous attaquer dès qu'il le trouvera à propos, & surprendre les sujets de Sa Majesté, pendant que sur l'assurance d'une paix apparente ils continuent leur commerce, & si nous voulions nous conformer avec les corrections que vos Seigneuries ont proposées, cette manière de provoquer le Roy de France, ne seroit ny plus ny moins que lui déclarer la guerre, & il s'en serviroit tout de mesme pour la justification de ses entreprises, & pendant cela encore Nous & nos Confederés resterons dans la mesme incertitude.

Que les Armes du Roy de France ont eu depuis quelque

quelque temps un si heureux succès, que si le Roy ne declare promptement la guerre, on ne peut s'assurer que les Confederez, ou quelques-uns d'eux des plus considerables, ne soient forcez de faire la Paix à tels termes que le Roy de France leur voudra accorder, & par là nous n'aurons aucun secours à esperer que de nous mesmes, & bien plus à nostre desavantage, que ce ne seroit à présent.

Que par les mots que V. S. S. ont mis, le temps de la declaration de la guerre demeure indetermine, & ainsi cela sera sujet à l'interpretation de ceux qui ont persuadé au Roy de differer cette declaration de guerre, & desja plus long-temps qu'il n'auroit esté à souhaiter.

Que declarant la guerre maintenant, les troupes que Sa Majesté a levées seront d'abord envoyées de la mer, parce qu'autrement restans dans ce Royaume, rien au monde ne seroit plus dangereux pour Sa Majesté, ny plus ruineux aux loix, & aux libertez & privileges des sujets de ce Royaume, ce qui leur donne desja une grande apprehension.

Que par cette declaration les sujets de Sa Majesté, qui sont au service de France, seront rappelez & ramenez icy, & par ce moyen les Armées de France affoiblies, & celles de Sa Majesté & des Confederez augmentées, de forces considerables, lesquelles sans cela seroient bien-tost employées contre ceux mesmes que nous voulons defendre.

Que l'entretien des troupes par terre sera d'une tres-grande despense, & que nous ne sçavons de quelle raison satisfaire ceux que nous representons, ny les faire resoudre à supporter les taxes necessaires, à moins que de leur faire voir les deniers qui se levent sur eux employés présentement.

Que

Que si le Roy se met de la partie dans la guerre, cela est incompatible avec la continuation de la mediation.

Que les Ambassadeurs de Sa Majesté restans à Nimegue ; les Confederez auront sujet de croire qu'elle n'a pas encore quitté tout à fait le dessein, de faire la Paix par la voye de mediation, & consequemment fera la guerre avec moins de vigueur, & ainsi ils pourront apprehender, que les forces envoyées en Flandres ne soient plutôt un renfort pour procurer la paix, qu'un secours pour defendre ce País-là contre les François.

Que dans l'estat puissant où le Roy de France est maintenant, il n'y a pas lieu d'esperer, qu'il condescende jamais à aucun Traité de paix, par lequel il soit suffisamment pourveu à la seureté des Etats de sa Majesté.

Que le séjour de l'Ambassadeur de France en cette Cour après la guerre declarée, peut estre d'un grand préjudice, par les intelligences & secretes correspondances, qu'il y peut conserver, & quant à l'Ambassadeur d'Angleterre en France, nous jugeons qu'il est de meilleure grace, que Sa Majesté le rapelle, que d'attendre que l'on le renvoye.

Autre A D R E S S E

*de la Chambre Basse, présentée au Roy de la G. B. le
25. Mars 1678. pour le faire entrer actuellement
en guerre contre le Roy de France, & notifier, que le
Bil pour fournir de l'argent estoit passé.*

NOus les tres-humbles, & les tres-fidelles sujets de V. M. les Communes assemblées au Parlement, representons tres-humblement à V. M. avec toute sorte de sousmission, & de fidelité

lité pour son service, que pour satisfaire les esprits de ses bons sujets, qui sont fort inquiétés, par l'apprehension des dangers; que la grandeur & le pouvoir du Roy de France peuvent attirer au Royaume, & pour encourager les Princes, & les Etats desja Confederés contre lui, qu'il plaise à V. M. de immediatement declarer, proclamer, & entrer dans une guerre actuelle contre ledit Roy, pour soutenir laquelle, comme nous avons desja passé un Bil, pour fournir de l'argent auquel il n'y a rien qui manque, que vostre Royal consentement: aussi nous supplions V. M. d'estre constamment asseurée, que nous l'aiderons de temps en temps, avec de telles sommes, & avec tels secours, dont V. M. aura besoin, pour une si Royale entreprise: & puisque les soins, que V. M. a pour accommoder toutes choses par la voye de mediation, n'ont point produit les bons effets, qu'elle a souhaités, nous la supplions tres-humblement de rappeler ses Ambassadeurs de France & de Nimegue, de sorte que V. M. estant publiquement degagée d'agir en Mediateur, ou sur les Conditions autrefois proposées, elle puisse entrer en une guerre non pas pour quelque'autre fin, que pour reduire le Roy de France à telles Conditions, qu'il ne soit plus redoutable aux sujets de vôtre Majesté, mais que la Chrestienté soit rétablie dans une telle paix que ledit Roy ne la puisse plus troubler.

R E S P O N S E

*du Roy de la Grande Bretagne à la précédente
Adresse.*

C H A R L E S R O Y ,

SA Majesté a reçu l'Adresse du Parlement, par laquelle elle apprend que le Bil pour payer par tête est arrêté, & qu'il ne reste plus qu'à y donner son consentement. Sa Majesté l'a approuvé, & est resoluë de le faire passer dès demain. Ensuite elle demande que le Parlement se hâte de terminer ce qui regarde le reste des subsides qui luy ont été promis, de peur que les préparatifs, tant par Mer que par Terre, ne courent risque d'être inutiles, si l'on diffère ces suppléments. De plus Sa Majesté souhaite d'entendre incessamment les raisons que la Chambre dira là-dessus, afin de ne pas perdre, dans la décision des subsides, le temps qui se doit employer à la reputation, & la seureté du Royaume.

T R A I T E'

*d' Alliance Defensive, entre le Roy d'Angleterre
& Messieurs les Estats Generaux,
Conclu le 3. Mars 1678.*

Comme ainsi soit, que le Serenissime Roy de la Grande Bretagne, butre les engagements estroits, dans lesquels il est desja entré avec les Estats Generaux des Provinces Unies, pour la conservation des Pais-Bas Espagnols, & l'appuy des Interests communs de cette partie de l'Europe,

au-

auroit fort desiré d'entrer en même temps dans une perpetuelle Ligue defensive avec lesdits Estats, pour la conservation mutuelle l'un de l'autre, leurs Sujets & Estats contre tous ceux, qui voudroient entreprendre de les attaquer, ou en quelque maniere que ce soit les outrager ou molester; Et comme lesdits Estats estant de leur part également desireux d'entrer dans ledit Lien perpetuel, d'un Traité defensif avec Sa Majesté, auroient donné pouvoir au Sieur van Beuningen leur Ambassadeur auprez de Sadite Majesté de traiter & conclure ladite Alliance, Sadite Majesté ayant nommé pour Commissaires de sa part Messieurs Heneage Baron, Finch grand Chancelier d'Angleterre, Thomas Comte de Danby grand Tresorier d'Angleterre, Henry Comte d'Arlington Chambellan de la Maison du Roy: Henry Coventry Escuyer, & Joseph Williamson Chevalier, premiers Secretaires d'Estat & des Commandements de Sadite Majesté, lesdits Commissaires, & ledit Ambassadeur, après plusieurs Assemblées & Conferences ont en vertu de leurs pouvoirs respectifs, Copies desquels sont inserées à la fin de ces présentes, arresté & conclu ce qui s'ensuit.

I.

IL y aura à l'avenir entre le Roy & ses successeurs Roys de la Grande Bretagne & ses Royaumes d'une part, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas de l'autre, & leurs Estats & Terres appartenantes, & leurs Sujets reciproquement, une sincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dehors que dedans l'Europe.

Deplus il y aura entre Sa Majesté & ses Successeurs Roys de la Grande Bretagne & les Royaumes, & lesdits Seigneurs Estats Generaux, & leurs Estats & Terres appartenantes, une Alliance estroite & fidelle Confederation, pour se maintenir & conserver mutuellement l'un l'autre, en la Tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité par Mer & par Terre, en la possession de tous les Droits, Franchises, & Libertez dont ils jouissent, ou ont droit de jouir, ou qui leur sont acquis, ou qu'ils acquerront par des Traitez de Paix, d'Amitié & de Naturalité, qui ont esté faits cy-devant, & qui seront faits cy-aprés, conjointement & de commun concert avec d'autres Roys, Republiques, Princes & Villes, le tout pourtant dans l'estenduë de l'Europe seulement.

III.

Et ainsi ils promettent, & s'obligent de se garantir l'un l'autre, non seulement tous les Traitez que S. M. & lesdits Seigneurs Estats Generaux ont desja faits avec d'autres Roys, Republiques, Princes & Estats, lesquels seront exhibez de part & d'autre, avant l'eschange des Ratifications, mais aussi tous ceux qu'ils pourront faire cy-aprés, conjointement & de commun concert, & de se defendre, assister & conserver reciproquement dans la possession des Terres, Villes & Places, qui appartiennent presentement, & qui appartiendront cy-aprés, tant à Sa Majesté & ses Successeurs Roys de la Grande Bretagne, qu'auxdits Seigneurs Estats Generaux par lesdits Traitez, en quelque endroit de l'Europe que lesdites Terres, Villes & Places soient situées, en cas qu'en tout ce que dessus, Sa Majesté ou lesdits Seigneurs Estats Generaux viennent à estre troublez ou attaquez par quelque
hosti-

hostilité ou Guerre ouverte , par qui ou sous quelque pretexte que ce puisse estre.

IV.

L'obligation reciproque de s'ent r'aider & defendre, s'entend aussi, pour estre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux leurs Pais & sujets conservez & maintenus en tous leurs droits possessions , immunitiez & libertez , tant de Navigation que de Commerce, & autres quelconques, tant par Mer que par Terre , qui se trouveront leur appartenir par le droit commun, ou estre acquis par des Traités faits , ou à faire , en la maniere susdite envers & contre tous Rois, Princes, Républiques, ou Estats , en sorte que si au préjudice de ladite tranquillité, Paix, Amitié, ou Neutralité présente ou future, la Majesté ou lesdits Seigneurs Estats Generaux viennent à estre cy-aprés attaquez, ou en quelque autre sorte que ce soit troublez en la possession & jouissance des Estats , Terres , Villes , Places , Droits , Immunitiez & Libertez de Commerce , Navigation , ou autres quelconques , dont Sa Majesté ou lesdits Seigneurs Estats Generaux jouissent présentement, ou auront droit de jouir par le droit commun , ou par les Traités desja faits , ou qui pourront estre faits comme dessus , Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux en estant avertis & requis l'un par l'autre, feront conjointement tout leur possible , pour faire cesser le trouble ou hostilité, & reparer les torts ou injures qui auront esté faites à l'un des Alliés.

V.

Et en cas que ladite attaque ou trouble soit suivie d'une rupture ouverte , celuy des deux Alliez, qui ne sera pas attaqué , sera obligé de rompre deux mois après la premiere requisition de celuy d'entr'eux, qui sera desja en rupture, durant lequel temps il fera tous devoirs par ses Ambassadeurs ou
au-

autres Ministres pour moyenner un accommodement équitable entre l'agresseur ou turbateur, l'attaqué ou troublé, & neantmoins donnera pendant ledit temps puissant secours à son Allié, tel qu'il sera convenu par des articles separez entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux, lesquels bien qu'il n'en soit aucune mention au présent article, seront tenus & observez, comme s'ils y estoient inferez ou escrits, demeurant toutes fois, après ledit temps de deux mois expirez, au choix de celuy des Alliez qui sera en rupture, de continuer à jouir du fruit du même secours, en cas que la conjoncture du temps, & la constitution de ses affaires luy en fissent préférer l'effect à celuy de la rupture ouverte de son Allié.

VI.

La garantie reciproque estant de cette sorte establie & promise, lors qu'un des Alliez sera attaqué ou troublé, si l'Estat des Provinces Unies venoit à l'estre, & se trouvoit obligé d'entrer en guerre ouverte, Sa Majesté sera pareillement obligée de rompre avec l'agresseur ou turbateur, & d'employer toute la puissance & toutes ses forces par Mer & par terre, & les joindre à celles desdits Seigneurs Estats Generaux, quand il sera jugé à propos pour reduire l'ennemy commun à un accommodement honneste, seur & équitable avec la Grande Bretagne, & lesdits Provinces Unies.

VII.

Et en ce cas les forces de Sa Majesté Britannique & desdits Seigneurs Estats Generaux agiront conjointement ou separément, suivant ce qui sera alors plus particulierement concerté entre Sadite Majesté, & lesdits Seigneurs Estats Generaux, lesquels aviseront & resoudront ensemble des moyens les plus propres pour incommoder l'ennemy commun, soit par voye de diversion ou autrement,

ment, afin comme dit est de le reduire plustost à un accommodement.

VIII.

Le semblable de ce qui est contenu aux deux articles immediatement précédents, se fera par lesdits Seigneurs Estats, en cas que la Grande Bretagne soit attaquée ou troublée en la maniere susdite.

IX.

Quand une fois la guerre se trouvera ouverte avec les deux Alliés, suivant le present Traité il ne pourra estre fait après par aucun desdits deux Alliés aucune suspension d'Armes avec celuy, qui aura esté déclaré & reconnu Ennemy, que conjointement & d'un commun consentement.

X.

Mais le cas escheant, que l'on vienne à entrer en Negotiation, soit pour traiter de Paix, ou de Treve de quelques années, elle ne se pourra commencer par l'un des Alliés, sans la participation de l'autre, & sans luy procurer en même temps, & aussitost qu'à luy même la facilité & seureté requise & nécessaire pour envoyer ses Ministres sur le lieu, où l'on traitera. Comme aussi sans donner successivement & de temps en temps communication de tout ce qui passera dans ladite Negotiation. Et ne pourra ny l'un ny l'autre passer jusques à la conclusion de ladite Paix ou Treve sans y comprendre son Allié, & le faire remettre s'il le desire ainsi, dans la possession des Pais, Terres ou Places, & jouïssances des droits & immunités qu'il tenoit, & dont il jouïssoit avant la guerre, & sans stipuler de l'ennemy commun pour l'Allié les mêmes droits, immunités, exemptions & prérogatives, que pour soy même, si ce n'est que les Alliez en convinssent autrement.

XI.

Il sera permis à celui des Alliez qui sera attaqué de faire des levées de toute sorte de gens de guerre, dans les Estats de l'autre, pour servir dans leurs Armées de Terre, pourveu que cela se fasse sous des Capitulations telles, que les Parties conviendront entre eux.

XII.

Les Ratifications du présent Traité seront données en bonne forme, & eschangées de part & d'autre, dans l'espace de quatre Semaines à compter du jour de la signature.

En foi dequoy de tout ce que dessus lesdits Sieurs Commissaires, & ledit Sieur Ambassadeur ont signé les présentes, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Westmunster ce troisiéme jour de Mars de l'an 16-7⁸ estoit signé

Finch. C. (L. S.) G. van Beuningen. (L. S.)
Danby. (L. S.)
Arlington. (L. S.)
H. Coventry. (L. S.)
Williamson. (L. S.)

Articles separez.

I.

LE cas de l'Article cinquiesme, venant à eschoir, ledit Seigneur Roy, & ses Successeurs, & lesdits Seigneurs Estats Generaux seront obligez de s'affister mutuellement toutes les fois, qu'ils seront attaquez ou troublez, ainsi qu'il est plus au long exprimé dans ledit Article, d'un secours, à sçavoir Sa Majesté Britannique, lesdits Seigneurs Estats Generaux de dix mille, & lesdits Seigneurs Estats Generaux Sa Majesté Britannique.

tannique de six mille hommes d'Infanterie , bien armez , sous tels Regiments , Compagnies , Colonels, & autres Officiers, que sadite Majesté & lesdits Estats trouveront à propos, & jugeront les plus propres pour une telle assistance , & de vingt Vaisseaux de Guerre , bien equipez & pourvus , & livreront & entretiendront ledit secours aux depens de celuy qui l'envoyera , pour le service de celuy, qui sera attaqué.

II.

Lors que la necessité des affaires fera juger & connoistre, que le secours, promis & accordé , devra estre augmenté , ledit Seigneur Roy & les Seigneurs Estats Generaux tascheront d'en convenir ensemble.

III.

Le secours , qui sera envoyé , sera entierement soumis au commandement & ordre de celuy auquel il sera envoyé pour s'en servir , & pour le transporter aux lieux , où bon luy semblera , par Eau & par Terre, à la Campagne, aux Sieges , à la Garde des Places, & par tout où la necessité, ou l'utilité l'exigera.

En foy dequoy les Sieurs Commissaires du Roi de la Grande B. & le Sieur Ambassadeur des Estats Generaux des Provinces Unies , ont signé les présents Articles separez, & à iceux fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Westmunster ce troisieme jour de Mars 1677. Estoit signé.

(L. S.)	<i>Pinch. C.</i>	(L. S.)	<i>C. van Beuningen.</i>
(L. S.)	<i>Danby.</i>		
(L. S.)	<i>Arlington.</i>		
(L. S.)	<i>H. Coventry.</i>		
(L. S.)	<i>Williamson.</i>		

D E P U T A T I O

sex Commissariorum ad tractandum cum Legatis ac Ministris Principum Confœderatorum, per S. Maj. Britannicam facta, die 21. Martii 1677. ab incarnatione, seu die 31. Martii 1678.

Carolus Secundus, Dei gratiâ Magnæ Britanniae, Franciæ, & Hiberniæ Rex, fidei defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentis litteræ pervenerint, salutem. Quum id maxime requirere videatur hodiernus rerum status, ut ætior Unio & Confœderatio inter nos & Serenissimum, Potentissimum & Invictissimum Príncipem Leopoldum Romanorum Imperatorem semper Augustum, & Ser. ac Pot. Príncipem Dominum Carolum II. Regem Hispaniarum, & demum inter nos & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii connectatur, quò melius Dominorum & Statuum respectivè nostrorum defensionì provideri, & malis quibus bellis jam flagrantis incendium rein Christianam tam late populatur, remedium tandem (volente Deo Opt. Max.) adhiberi possit Quumque præmemorata S.C.M. Ablegatus apud nos residens, Illustris & Generosus Camerarius ipsius & Consiliarius Imperialis Aulicus; nec non Augusta Imperatricis Domine Matris Suae amantissimæ supremus stabuli Præfectus, Carolus Ferdinandus Comes à Wallestein, aurei velleris eques; & præmemorati Ser. Regis Hispaniarum Ablegatus extraordinarius Marchia de Burgomagnero, itemque præmemoratorum DD. Ordinum Generalium Legatus ad nos extraordinarius Dominus Conradus van Buntingen per Memorialia sua nobis exhibita significaverint, præfatos respectivè Dominos suos talem Unionem & Confœderationem nobiscum inire cupere, sequè prædictos Ministros tractatum in eos fines necessarium conficiendi, plenâ potestate & auctoritate muni-

tos esse; nos quidem huic propositioni non minus (ut
videtur) necessariae, quam Christianis Principibus di-
gnae lubenter accedentes, de & super eiusmodi arctiori
confederatione tractare paratos nos esse declaramus.
Sciatis igitur quod nos spectatissima perquam fidelium
& praedilectorum consanguineorum & consiliariorum
nostrorum intimorum, Thomae Comitis de Danby, sum-
mi Regni nostri Angliae Thesaurarii, Johannis Comi-
tis de Bridgeswater, Arthuri Comitis Effexiae, & Tho-
mae vice-Comitis Falcomberge, & perquam fidelium &
praedilectorum Consiliariorum nostrorum intimorum
Henrici Coventri Armigeri, Primariorum Secreta-
riorum nostrorum unius, & Josephi Williamson Equi-
tis aurati, Primariorum Secretariorum nostrorum al-
terius fide, prudentia & integritate plurimum confisi:
eosdem fecimus, ordinavimus & deputavimus, ac per
praesentes facimus, ordinamus & deputamus nostros
veros & indubitatos Commissarios, Deputatos & Pro-
curatores; Dantes & concedentes iisdem omnibus sive
quibusvis quatuor eorum plenam & omnimodam po-
testatem & authoritatem pariter & mandatum gene-
rale ac speciale nostro nomine cum praedictis Ministris
S. C. M. & Serenissimi Regis Hispaniarum, cumque
praefato Legato extraordinario DD. Ordinum Genera-
lium (vel cum quibusvis aliis S. C. M. Serenissimi
Regis Hispaniarum & DD. Ordinum Generalium
Ministris, huc postea mittendis) ad hoc sufficientem po-
testatem habentibus, de & super tali inter nos & no-
vissime dictos S. C. M. & Serenissimum Regem His-
paniarum, itaque DD. Ordines Generales Foederati
Belgii unione & arctiori Confederatione jucunda,
qualis necessaria maxime & accommodata censebitur,
ad Regnorum, Dominiorum & Statuum respectivè
nostrorum defensionem & securitatem, & ad remedi-
um calamitatibus iis & malis, quae praesens bellum pe-
perit, vel parere poterit, afferendum, conjunctim, vel
separatim communicandi, tractandi, conveniendi

& concludendi, cæteraque omnia & singula faciendi, quæ ad prædictos fines faciant & conducant, atque super iis articulos, litteras atque instrumenta necessaria conficiendi, & à præmemoratis Ministris & aliis quibusvis Sacræ Cæsareæ Majestatis Serenissimi Regis Hispaniarum & DD. Ordinum Generalium Ministris, huc postea mittendis, petendis & recipiendi, denique omnia ea, quæ ad præmissa vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi. Promittentes bona fide & in verbo Regis, nos omnia & singula quæ inter dictos nostros Procuratores, Deputatos ac Commissarios aut eorum quatuor, atque prænominatorum respectivè Principum & Dominorum Ministros jam præsentem, vel postea mittendos conjunctim, vel separatim in præmissis facta, pacta & conclusa erunt, rata, grata & firma omni meliori modo habituros, nec contra ipsorum aliquid aut aliqua contraventuros, quin potius quicquid nomine nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos. In cujus rei majorem fidem & testimonium hæc litteras manu nostrâ propriâ signatas, magno Angliæ sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Witthehal 21. die Martii, anno Domini secundum stylum Anglicanum, millesimo, sexcentesimo, septuagesimo septimo, Regnique nostræ tricesimo.

CAROLUS REX.

Copia vera,

ROBERTUS SOUTHWELL.

TRA-

T R A D U C T I O N .

D E P U T A T I O N

de six Commissaires faite par Sa Majesté Britannique, pour traiter avec les Ambassadeurs & Ministres des Princes Alliez, du 21. Mars 1677. de l'incarnation, ou du 31. Mars 1678.

Charles Second, par la grace de Dieu, Roy de la grande Bretagne, de France & d'Irlande, Protecteur de la Foy, &c. à tous ceux qui ces présentes verront, salut. L'état présent des affaires requerant sur toutes choses, qu'il y ait une plus étroite Union & Alliance, entre nous & le Serenissime & tres-Puissant & tres-Invincible Prince Leopold Empereur des Romains toujours Auguste; Et le Serenissime & tres-Puissant Prince & Seigneur Charles II. Roy d'Espagne, & enfin entre nous & les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies, afin de pouvoir d'autant mieux pourvoir à la defense de nos Domaines & Etats respectifs, & apporter enfin, (moyennant la grace & la faveur de Dieu,) du remede aux maux causez par l'embrasement de la guerre déjà allumée par tout le Christianisme. Et l'Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale, Charles Ferdinand Comte de Wallestein, Chevalier de la Toison d'or, Resident près de nous, son Illustre & Excellent Conseiller de la Chambre Imperiale, & premier Ecuyer de Madame l'Auguste Imperatrice Sa Mere; & l'Envoyé extraordinaire de sa Maj. Catholique, le Marquis de Bourgomagnero, & l'Ambassadeur extraordinaire de Messieurs les Etats Generaux Monsieur Conrad van Beuningen, nous ayants fait savoir par les Memoires qu'ils nous ont representez, que leursdits Maîtres respec-

étivement desiroient de faire une Union & Alliance de cette nature avec nous; & qu'à leur égard ils estoient munis d'un Pleinpouvoir & autorité de passer le Traité nécessaire sur ce sujet; Nous acceptant volontiers cette Proposition, non moins nécessaire apparemment, que digne des Princes Chrestiens, declaron que nous sommes prêts de traiter sur cette estroite Alliance. Ainsi donc étant, comme nous sommes entierement persuadez de la fidelité, prudence & integrité singuliere, de nos tres-fidelles & bien amez Cousins & Conseillers nos intimes, Thomas Comte de Danby, Surintendant des Finances de nôtre Royaume d'Angleterre; Jean Comte de Bridgeswater, Arthure Comte d'Essex, & Thomas Vicomte de Falcomberge, & de nos tres-fidelles & bien amez Conseillers Henry Coventry un de nos premiers Secretaires, & Joseph Williamson Chevalier de la Jarretiere, aussi un de nos premiers Secretaires; nous les avons establis, ordonnés & commis, & par ces présentes les establissons, ordonnons & com-mettons nos vrais & irrevocables Commissaires, Deputez & Procureurs, leur donnant à tous en general & à chacun d'eux quatre, pleine & entiere puissance & autorité, comme pareillement mandement general & particulier, de traiter, convenir, communiquer & conclure en nostre nom; avec lesdits Ministres de sa Maj. Imp. & de sa Maj. Catholique & avec ledit Ambass. extraordinaire de Messieurs les Etats Generaux (ou avec tous autres Ministres que leursdites Maj. Imp. & Catholique & Messieurs les Etats Generaux pourroient ci-aprés envoyer) ayant pour cet effet suffisant pouvoir, pour agir au sujet de l'union & estroite Alliance sus-mentionnée, entre nous & leursdites Maj. Imp. & Cat. & Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, la plus nécessaire & convenable

ble qu'ils jugeront à propos, pour la defenſe & ſeureté reciproque de nos Royaumes, Terres & Etats, & pour apporter du remede aux calamitez & pertes que cette guerre a produit, ou pourra produire, & de faire toute autre choſe, conjointement ou ſéparément, qui concernent & avancent ledit ſujet, & de faire là-deſſus lettres, instruments, articles neceſſaires, & de demander & recevoir leſd. Miniſtres ou autres quelconques qui pourroient ci-après eſtre envoyez de la part de leursdites Maj. Imp. & Cat. de Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces Unies; Et enfin d'expedier tout ce qui ſera neceſſaire & expedient pour le bien deſdites choſes ci-deſſus propoſées. Promettans de bonne foy & en foy de Roi, de confirmer, ratifier & avoir pour agreable, en la meilleure maniere que faire ſe pourra, toutes choſes en general & en particulier qui auront eſté faites, accordées & conclues, entre noſdits Procureurs, Deputez & Commiſſaires ou quelques-uns d'Eux quatre, & leſdits Miniſtres des ſuſdits Princes & Seigneurs, déjà préſents ou qui viendroient ci après, & de ne point y contrevenir en aucune choſe, au contraire d'observer & faire observer inviolablement tout ce qui aura eſté promis en nôtre nom. En foy dequoy & pour plus grand témoignage, nous avons ces préſentes lettres ſignées de nôſtre main, & fait ſcéller du grand ſeau d'Angleterre. Donné en nôtre Maïſon Royale de Whitehal le 21. Mars, l'an du Seigneur ſelon le ſtyle Anglois, 1677. & de nôtre Regne, le trentième.

C H A R L E S R O Y.

la Copie eſt bonne

R O B E R T U S S O U T H W E L L.

Q 4

R E-

R E S O L U T I O N

*de la Chambre des Communes du Samedi le 4. de
May 1678.*

Que la ligue defensive & offensive avec les Etats Generaux des Provinces Unies, & les Articles y appartenants, ne sont pas conformes aux instances, & adresses présentes, ny avec le bien & la seureté de ce Royaume.

Resolu que c'est l'opinion de cette Chambre, que S. M. soit treshumblement avisée & lui plaise d'entrer immédiatement en l'alliance & cōfédération, qui est à present entre l'Empereur & le Roi d'Espagne & les Etats Generaux des Provinces Unies pour la poursuite vigoureuse de la guerre présente contre le Roi de France, & pour le bien & seureté du Royaume de S. M. & particulièrement que l'on employe tous les moyens les plus efficaces, pour faire continuer lesd. Etats Generaux dans *lesdites* confederations, & que l'on tasche de faire que tous les Confederés s'accordent à defendre tout commerce entre leurs sujets & Pays & ceux de la France & toutes les Provinces dependantes de France, sans qu'aucunes marchandises de France auxdits Pays & dependances puissent estre apportées dans les Pays desdits Alliés de quelque place que ce soit: & que l'on fasse tout son possible, d'inviter tous les autres Princes & Etats d'entrer dans ladite confederation, & que l'on ne fasse ny Trêve ny Paix avec la France sans le consentement general des Confederés. Ordonné que les membres de la maison, qui sont du Conseil privé présentent treshumblement ces resolutions à S. M. & de faire l'excuse de ce qu'on ne l'a pas fait en la maniere accoustumée à cause de la necessité pressante & la grande diligence des affaires.

R E-

R E S P O N S E

du Roy de la G. B. envoyée à la Chambre des Communes, le 6. May par le Sieur Coventry, sur ce qu'elle avoit résolu Samedi passé le 4. May, 1678.

CHARLES ROY.

SA Majesté, ayant esté informée des résolutions de la Chambre Basle du 4. du courant, n'a pu ne s'estonner de leur façon & forme. Neantmoins, quoy que sa Majesté n'ait rien à y redire comme elle a demandé sur ce sujet les sentimens des deux Chambres, elle ne trouve pas convenable de donner aucune réponse, avant que la Chambre haute s'y joigne pareillement avec son sentiment. Donné à Wittehall, 6 May, 1678.

H A R A N G U E.

du Mylord Chancelier du 9. May 1678. aux deux Chambres, pour leur demander leur avis sur l'estat present des affaires publiques.

SEigneurs, & vous Chevaliers & Bourgeois de la Chambre des Communes: Le Roy ayant fait une ligue offensive & defensive avec la Hollande, & fait son possible pour affermir cette ligue, entrant en d'autres & plus generales Aliances pour faire la guerre, a neanmoins trouvé bon, avant que d'aller jusques au bout, de prendre l'avis des deux Chambres de son Parlement, & est résolu de s'y conformer dans sa conduite.

Et afin que son Parlement puisse juger avec un

Q 5

parfait

parfait discernement & certitude de ce qui est à faire en cette matiere. Sa Majesté veut que vous soyez pleinement & entierement esclaircis de l'estat present des affaires.

La premiere adresse des deux Chambres à Sa Majesté fut le 26. Mars 1676. dans laquelle faisant remarquer l'accroissement dangereux de la Monarchie Françoisé & ses conquestes en Flandres, avec les consequences qui en resultoient, la Majesté fut suppliée de se fortifier de si estroites alliances, qu'elles iussissent pour la seureté de son Royaume & la conservation des Pais-Bas Espagnols; mais la fin de cette adresse ne fut jamais que Sa Majesté deust tout à coup quitter sa qualité & ses offices de Mediateur, pour devenir une des Parties dans la guerre, avant que d'avoir fait une telle alliance. Cette Adresse fut suivie de diverses autres de la part des Communes dans le Mois de Mars, Avril & May ensuivants, & toutes faisant instance à Sa Majesté pour qu'il luy pleut se haster de faire ces alliances, & l'une desdites adresses tendant en particulier à une ligue offensive & defensive avec les Estats Generaux, & veritablement comme il ne se pouvoit faire aucune alliance qu'après avoir conclu quelques accords avec la Hollande, de mesme il ne se pouvoit rien faire avec la Hollande avant d'avoir connu parfaitement les sentiments du Prince d'Orange, de qui despendoient en partie la seureté, & le secret si absolument necessaires pour mener à bout un tel traitté; mais le Prince estoit lors en un tel embarras d'affaires & si fort occupé à la Campagne, que tout cet Esté-là ne se donna point de temps pour entrer en ce traitté; Cependant afin qu'il ne s'en perdit point, Sa Majesté fit tout ce qu'elle put icy pour se disposer à cette alliance, pour quand le temps en seroit venu, elle mit ordre, que sa Vieille
flotte

flotte fut remise en estat, pourveut une quantité suffisante de choses nécessaires pour les Vaisseaux & pour l'artillerie, & pour assurer mieux les Isles & Pays hors de l'Europe & aux environs de son Royaume, despenſa beaucoup au delà des 200000. livres sterlins, qu'on luy avoit donné moyen d'emprunter sur l'excise, & s'il eut peu lors se faire donner les 600000. livres sterlings qu'il demandoit; l'employ de cette somme en autres provisions & preparatifs par mer & par terre donneroit à present une satisfaction universelle. Sa Majesté n'en demeura pas là, mais tout le reste de cet Esté là, travailla autant qu'elle put à avancer cette alliance avec la Hollande: à cette fin dans le Mois de Juin, le Roy fit revenir son Ambass. le Sieur William Temple de Nimegue, pour l'employer à traiter avec le Prince d'Orange, prenant toutes les mesures les plus justes pour assurer le salut public, mais les actions perpetuelles de ce Prince y apportèrent quelque retardement; Neanmoins au Mois d'Aoust le Roi envoya son Ambassad. Monsieur Hyde pour resider près du Prince, & voir quelles voyes estoient les plus expedientes, en l'estat où estoient lors les affaires, & pour l'obliger, ou d'escire à Sa Maj. ses veritables sentiments, ou luy envoyer quelque personne avec suffisantes instructions, ou bien de venir lui-mesme, le Prince choisit le dernier, par l'entretien que Sa Majesté eut avec luy, elle conceut d'abord le mauvais estat où les affaires d'Hollande estoient reduites, & en quel desordre estoit le reste des Confederez, se trouvant en Flandre en une condition desesperée, & le peuple d'Hollande voulant la Paix absolument, en sorte qu'il ne paroissoit point d'autre remede ou expedient, si non que Sa Majesté essayât si l'on pourroit obtenir une Paix à des termes raisonnables; cela estant le principal point sur lequel

toute cette année-là les Estats Generaux luy avoient fait de pressantes sollicitations, (c'est-à-dire dans les Mois de Janvier, May & Septembre,) avant que le Prince passât en Angleterre, & sa Majesté avoit raison de croire, que les Estats se sentiroient obligez de ses bons offices, & prit de là occasion de les engager, qu'en cas de refus ils entreroient en Alliance avec sa Majesté, de telle maniere qu'il se trouveroit en estat de parvenir à son dessein par la force des armes; car sa Maj. s'apperceut fort bien, que jamais les Estats, qu'il avoit trouvé si las de la guerre, ne voudroient faire la guerre que dans la veüe de la Paix, & pour convaincre tout le monde, que sa Majesté étoit resoluë d'épouser les interets des Estats Generaux, elle voulut bien dans le temps qu'elle les voyoit dans le plus grand danger donner sa Nièce au Prince d'Orange, dont le bonheur & la prosperité dépendoient du repos des Provinces Unies, & cela seul suffisoit pour assurer les esprits au dedans, & relever l'esperance des autres au dehors, & avec cette assurance & cette marque manifeste des bonnes intentions de Sa Majesté, à l'égard des Estats Generaux, le Prince s'en retourna, & ensuite afin de voir si le Roy Tres-Christien vouloit consentir à des conditions acceptables par les Etats, & pour prendre les mesures necessaires en cas de refus, le Comte de Feversham fut envoyé à Paris avec des Articles à proposer au Mois de Novembre dernier. En Decembre il revint avec une responce tres-mal satisfaisante; cette dure responce obligea le Roy à avancer l'Assemblée de son Parlement, & il travailla à conclure le traité avec les Estats, pour obtenir par les armes les conditions qu'il n'avoit pu gagner par les voies de douceur, & fit la ligue offensive & défensive avec la Hollande, conclue au commencement de Janvier dernier, laquelle Sa Majesté a la bonté de vou-

loir.

loit communiquer aux deux Chambres de son Parlement, s'ils ont le desir de la voir. Et en mesme-temps pour une plus grande satisfaction à son Parlement & seureté de ses Royaumes, contre tous evenemens, prit encor soin de faire un autre traité perpetuel de ligue defensive avec les Estats; en execution de la ligue offensive & defensive, il envoya vers les Estats pour sçavoir, quelles estoient leurs forces par mer & par terre au juste, & convint avec eux de celles, qu'il devoit fournir par mer de sa part, & en effet envoya quelques troupes en Flandre, & en auroit fait passer davantage, s'il ne s'estoit fait quelques difficultez de leur costé, desquelles sa Majesté, par l'affection qu'elle a pour eux, ne veut pas se souvenir.

Ce qui estoit necessairement à faire ensuite de cela estoit un traité commun avec toutes les Parties, pour poursuivre la guerre & de disposer comment & où faire agir les forces jointes, de deffendre tout commerce avec les François, & de pourvoir par tous les moyens possibles, à ce qu'il ne se pût faire de Paix particuliere.

Pour cette raison sa Majesté nomma ses Commissaires, pour traiter avec les Ministres qui sont en sa Cour, mais il se trouva à la grande surprise de sa Majesté, qui par là voyoit les projets decouverts, que l'Ambassadeur d'Hollande n'avoit point de pouvoir de traiter, ce qui fut cause que les autres Ministres refuserent d'entrer en conference, & pour cette raison Sa Majesté pour faire que ce pouvoir fut envoyé, voulut après les grandes instances faites à cette fin par son Ambassadeur en Hollande, escrire elle-mesme aux Estats Generaux sur ce sujet en termes tres-pessants.

A la fin les Pouvoirs vinrent, mais il se trouva qu'il manquoit encor à l'Ambassadeur les instructions necessaires pour s'en servir, de sorte que

l'on ne peut conclure aucune chose sur ces points là, lesquels étoient les plus essentiels & necessaires à establir entre nous, & pour lesquels le Roi les avoit si long temps & si continuellement pressés: mais jusques à present le Roy trouve, ce qu'il a tousjours crainct, que les Hollandois se pressent tant qu'ils peuvent de se retirer de faire la guerre, & sont si éloignez de se disposer à entrer en aucune nouvelle Alliance, & de la pousser avec plus de vigueur qu'ils n'ont fait, qu'il est fort incertain s'ils veulent perseverer, ou non, dans la ligue offensive & defensiva qu'ils ont faite avec le Roy, ou à quoy ira ce qu'ils feront, au cas qu'ils y perseverent, car aujourd'huy ils sont à deliberer, qu'ils n'accepteront point la Paix aux conditions offertes dernièrement par le Roy Tres-Chrestien à Nimegue, même sans le consentement ny participation de sa Majesté, au préjudice de cette ligue, par laquelle ils sont engagez avec luy de poursuivre la guerre, jusques à ce que l'on puisse obtenir une Paix bien plus avantageuse.

Pour prévenir cela, le Roy a envoyé un exprés pour sçavoir à quoy tend cette maniere de proceder, & pour les en dissuader, en les faisant appercevoir, que cette paix, à laquelle ils pensent, leur sera aussi ruineuse, & à tout le reste de la Chrestienté, que leur ennemy peut desirer.

Mais le Roy avec tout cela n'a encore tiré autre réponse d'eux, que des plaintes de leur grande pauvreté & incapacité de porter plus long-temps les despeses de la guerre, & Sa Majesté est informée par son Ambassadeur, qu'ils veulent luy envoyer un Envoyé Extraordinaire pour le prier de vouloir accepter ces Propositions, & pour luy faire excuse, si l'impatience de leurs peuples les force à en user ainsi.

Voilà l'estat de l'affaire où l'on est aujourd'huy.

entre.

entre nous & la Hollande, d'où nous ne devons pas
espérer de grandes esperances, qu'ils veuillent
s'engager si avant en cette nouvelle & commune
Alliance, que l'on la puisse appeller quadruple.

Et c'est à present sur cecy que le Roy demande
vos avis, & ce qui luy est expedient de faire en une
si difficile conjoncture, & pour cet effet vous met-
tiez cette matiere en consideration avec toute
l'application & la diligence possible.

Et voilà tout ce que j'ay ordre de vous dire pour
le present.

A D D R E S S E

*de la Chambre Basse présentée au Roi d'Angleterre
le 21, May 1678.*

Avec la permission de vôtre Majesté.

Nous tres-obeïssans & tres-fidelles sujets de
V. M. les Communes ici assemblées recon-
noissons, avec tres-humbles actions de graces, la
sincerité & bien-veillance de V. M. lors qu'elle de-
mande nôtre avis sur ce qui concerne ses affaires
dans les conjonctures présentes, lesquelles impor-
tent extrêmement & à la gloire de V. M. & à la
sûreté du Royaume. C'est donc Sire suivant les
ordres de V. M. que nous avons soigneusement
examiné ce qu'il lui a plu de nous communi-
quer, & que nous lui donnons nôtre avis, encore
qu'il ne soit pas en l'estat où il devroit être selon
l'exigence des affaires. C'est pourquoi nous avons
chargé nos Commis de vous en faire tres-hum-
bles excuses. Voyant le peril si éminent, & qu'il
estoit tres-dangereux d'attendre davantage à
donner avis à V. M. combien il estoit préjudi-
ciable

giable & à elle & à son Royaume, nous avons pris la liberté de l'avertir selon l'importance de l'affaire, & selon la bonne coutume que les Communes ont eüe jusqu'ici. Les choses étant donc reduites à ce point, que cette affaire est de la dernière importance pour Vôte Majesté & pour son Royaume; Nous la supplions de nous declarer la resolution qu'elle a prise sur nôtre avis afin que nous puissions nous précautionner contre ces perils, les Communes se persuadant, qu'on auroit pû éviter ces inconveniens, si Vôte Majesté avoit daigné se servir du salutaire avis que nous lui fîmes le 31. May, & que nous luy reîte-râmes le 31. Juin de la présente année. De plus elles croient que le refus de cet avis, & la prorogation du Parlement jusqu'au Mois de Janvier, ont causé tous les troubles qui sont survenus dedans & dehors le Royaume; tout ce qui s'est passé suivant la fausse interpretation qu'on a fait de nôtre procedé, vous ayant esté insinué, (ainsi que nous l'apprenons de bonne part,) par des particuliers à l'insçû de vôtre Conseil, qui ont fait croire à Vostre Majesté que ledit avis ne tendoit qu'à infirmer le pouvoir qu'elle a de faire la guerre comme & quand il lui plaît, quoi qu'il soit vrai, que ce que nous en avons fait, n'a esté que par un certain zele, qui nous pousse à donner avis à Vôte Majesté, de ce qui peut être dommageable à la sureté de son Royaume. Comme nul de vos Prédecesseurs ne s'est opposé à cette loüable coutume, nous avons eu un déplaisir sensible, que nôtre avis tout juste qu'il est, ait esté meprisé, & que ce mêpris ait mis les affaires du Royaume en pitoyable estat. C'est donc pourquoi nous supplions tres humblement Vôte Majesté, de revoquer l'avis de ceux qui ont induit V. M. à rejeter l'avis que nous lui donnâmes le 20. May,

May, & le 21. de Janvier de la présente année, & de nous vouloir accorder nôtre dernière requête, puis qu'elle ne tend qu'à l'avancement de la gloire de V. M. C'est de quoi l'on ne peut douter, n'ayant jamais manqué de faire paroître nôtre zele pour la prosperité de V. M. & du Royaume. Nous continuons dans le même zele, & le continuerons toujours, pendant qu'il plaira à V. M. d'escouter nos avis, quoi-qu'on puisse dire au-contraire. Ainsi nous supplions tres-humblement V. M. de casser le Duc de Lauderdale, fait depuis peu Comte de Guilford, & de le chasser du Conseil de vôtre Majesté.

H A R A N G U E

*de Sa Majesté Britannique, fait à la Chambre Haute
le 23. May 1678.*

Milords, j'ay receu une Adresse de la Chambre des Communes, d'une façon si Extraordinaire, que je ne puis choisir, mais je me trouve par là hautement offensé, c'est pourquoy j'ay résolu de les proroger pour quelque peu de jours, à ce qu'ils songent de me porter plus de respect à l'avenir: il y a assés de temps que j'ay vescu, pour être sensible aux mauvaises consequences de ces sortes d'Adresses. Milords, je vous assure que je suis fort satisfait de cette Chambre, & de leur conduite du respect qui m'est deu, & j'espere qu'au premières Assemblées vous aurez deliberté quel avis vous me donnerez dans ces conjonctures presentes.

1

